L'Amérique des mirages évanouis

(Pages 6 et 7.)

Le risque et la raison

Par CLAUDE JULIEN

VEC le formidable arsenal assemblé au Proche-Orient, avec l'envol des cours du pétrole et la fragilité des marchés financiers, deux bombes gigantesques - l'une militaire. l'autre économique - peuvent à tout instant exploser. Prise isolément, chacune d'elles est capable de provo-quer d'immenses dégâts; or elles sont reliées au même détonateur. Des gouvernants, écrit le New York Times (1), « ont parfois lancé des guerres pour arracher leur pays à la crise économique », mais cette fois-ci « l'intervention dans le Golfe pourrait provoquer la première récession que l'Amérique ait connue en temps de guerre ». Spectateur médusé, le monde s'interroge : guerre ou paix ? Ruine ou prospérité ? Jungle sans loi ou règne du droit ? Barbarie ou civi-

A vrai dire, jamais les options ne se présentent en termes aussi clairement tranchés. La planète n'est pas parvenue à une bifurcation où elle devrait choisir entre, d'un côté, la route lumineuse de la paix, du bonheur, de la justice, et, de l'autre côté, la voie ténébreuse qui conduirait au désastre total. Ce serait trop simple... En réalité, l'humanité doit se frayer un chemin à travers un fouillis inex-

Comme on lui demandait quel serait le principal ennemi des Etats-Unis après le bouleversement du système soviétique, le président Bush répondait : « L'incertitude. » Réponse apparemment pleine de sagesse, mais fausse. Sans le moindre cynisme, tout observateur sait pouvoir tabler sur au moins deux certitudes absolues : d'abord, toute décision, quelle qu'elle soit, s'apparentera à un pari, car elle ne pourra être prise rationnellement, de sang-froid, après exacte évaluation de ses conséquences; ensuite, toute initiative, si raisonnable qu'elle paraisse au premier abord, imposera de toute façon à l'humanité une nou-

velle dose de sonffrances. Seule une médecine préventive cût été en mesure d'épargner au monde un surcroît d'épreuves. Mais, dans leur infinio sagesse, les grands décideurs » ont estimé qu'ils pouvaient, sans risques, laisser proliferer, pendant des décennies, deux cancers: celui qui, avec notamment le dossier palestinien et la destruction méthodique du Liban, déstabilise le Proche

Orient et l'ensemble du monde arabe; celui qui sape les bases de nemment valnérable à tout accident monétaire ou pétrolier.

Un certain essoufflement, d'inquiétantes tendances inflationnistes, divers signes avant-coureurs d'une récession se manifestaient avant la crise du Golfe. En s'emparant du Kowelt, M. Saddam Hussein a fait coup double : il a ébranlé un · ordre » international qui faisait fi du droit; il a donné un regain de déjà la santé économique (lire l'article de Jean-Louis Gombaud, page 10). Foulant aux pieds les principes dont il se prévaut, le monde « civilisé » avait cru pouvoir indéfiniment temporiser. Aucun miracle ne s'étant produit, le voici contraint de porter le fer, simultanément, sur deux plaies ouvertes: l'instabilité structurelle du Proche-Orient, les errements d'un système dévoyé qui appauvrit les pauvres et enrichit les riches, pétroliers ou non. Il ne suffit plus de rapetasser, de repriser. Il faut reconstruire.

Les Etats-Unis et leurs alliés se félicitent d'avoir obtenu la caution des Nations unies pour déployer

DANS CE NUMERO: Un monde sans boussole



SELÇUK (1990)

leurs forces autour du Golfe et pour mettre en œuvre un embargo. Depuis trois mois, s'intensifie le débat qui oppose partisans et adversaires d'une en Irak. Il est possible de prévoir les effets de l'embargo, la seule incertitude portant alors sur le délai exact dans lequel il atteindra sa pleine efficacité. Au contraire, « aucune action militaire ne peut être certaine de mettre un terme à la crise actuelle, à un coût qui soit à la fois prévisible et raisonnable », remarque M. Zbigniew Brzezinski (2). L'ancien seiller du président Carter ajoute: « Obtenir la destruction de l'Irak au prix de l'explosion de tout le Proche-Orient ne pourrait guère être justiflé comme un calcul rationnel. » Cette remarque n'a rien de rassurant : l'irrationnel a toujours occupé une place de choix dans l'his-

(Lire la suite page 16)

(1) Article de Kevin Phillips, repris dans International Herald Tribune,

(2) Le Figuro, 8 octobre 1990. Dans Time du 22 octobre 1990, l'ex-président Carter expose ses arguments, fort convain-cants, en faveur de l'ouverture de négo-

UNE SOCIÉTÉ SOVIÉTIQUE A BOUT DE NERFS

La perestroïka « new look » . en quête d'un pouvoir fort

A l'issue de débats à rebondissements, le Parlement soviétique a adopté la stratégie économique proposée par le président Gorbatchev. Ce plan de réformes suscite l'opposition des éléments les plus radicaux, adeptes du libéralisme à l'américaine, et du gouvernement de la Russie, qui menace de faire sécession. Alors que s'achève le démantèlement du système politique né en octobre 1917, le passage à l'économie de marché s'annonce périlleux, et déjà les citoyens sont à bout de nerfs. Les conflits de nationalités s'ajoutant aux pénuries, l'armée sero-telle le recourt suprème nous empêrher l'éclatement de l'armée sera-t-elle le recours suprême pour empêcher l'éclatement de l'Union et imposer une perestroika « new look », fort éloignée du projet initial de restructuration?

Par JEAN-MARIE CHAUVIER *

PLACE Rouge à Moscou, place du palais d'Hiver à Leningrad – lieux chargés d'histoire, de mémoire, de vénération de la « grande révolution socialiste d'octobre 1917 » ! Pour la première fois depuis soixante-treize ans, ce 7 novembre 1990, l'anniversaire de la fondation de l'Etat soviétique, sa fête officielle, ne devrait pas donner lieu à réjonissances populaires. Ainsi en ont décidé, du moins, les maires libéraux-radicaux de Moscou, M. Gavril Popov, et de Léningrad, M. Anatoli Sobtchak, ce dernier allant jusqu'à proposer de rebaptiser la villo-berceau des trois révolutions russes (1) Saint-Pétersbourg, du nom de son fondateur, le tsar Pierre le Grand. Mêmeles défilés militaires traditionnels sont

pouvoirs nationalistes d'Estonie, Letto-nie, Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie - cette dernière République étant invitée par les partis extrémistes à transformer la fête d'Octobre en « journée de

Bataille des symboles : le Kremlin et la place Rouge viennent d'être le théstre des premières cérémonies religicuses depuis la révolution. On y a exhibé le portrait du dernier tsar, Nicolas II. Ailleurs, des manifestants renversaient des statues du dirigeant de la révolution d'Octobre, Lénine. Cette vague iconociaste ou rétrograde est loin de refléter les sentiments de la majorité du peuple russe.

(Lire la suite page 8.)

(1) Révolution défaite en 1905, victorieuse du tsarisme en février 1917, « pour la paix et la terre », accession au pouvoir du parti bol-

En vente dans les kiosques :

contestés par les radicaux russes et les

Anteur de URSS, une société en mouve-ment, éditions de l'Aube, La Tour-d'Aignes, deuxième édition, 1990.

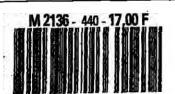
LES MASQUES DU RACISME

Manière de voir nº 9

« Guerre ou paix ? Ruine ou prospérité ? Jungle sans loi ou règne du droit ? Barbarie ou civilisation ? » Nous na sommes pas parvenus à un carrefour, écrit Claude Julien (pages 1, 16 et 17) où le choix serait simple « entre, d'un côté, la route lumineuse de la paix, du bonheur, de la justica, et, de l'autre côté, la voie ténébreuse qui conduirait au désastre total. En réalité, l'humanité doit se frayer un chemin à travers un fouillis inextricable. Et elle n'a pas de bous-

VULNÉRABILITÉ

C'est d'abord l'économie mondiale qui exige une refonte globale, alors que se profile le spectre d'un troisième « choc pétrolier » (page 10) et que « l'opinion américaine, si loin du Proche-Orient » (page 11). s'inquiète des risque de récession. Pour imposer la réforme, l'URSS est e en quête d'un pouvoir fort » (pages 1, 8 et 9), tandis que les



Etats-Unis cherchent à ramasses « les dividendes de l'opération « Bouclier du désert » (page 14). L'agriculture européenne est encore

bataille » (page 3), les économies africaines restent à sauver (pages 18 et 19). Et si l'Allemagne s'affirme « comme puissance militaire » (page 5), elle éprouve des difficultés inattandues à financer son unifi-

CICATRICES

Mais les incertitudes touchent aussi l'ordre politique mondial. La crise du Golfe a montré la fragilité des pétromonarchies (page 12) et, au-delà, de bien des frontières du Proche-Orient, « ces brûlantes cicatrices du partage colonial » (pages 14 et 15). En Afrique, la guerre civile au Rwanda (page 20) prend le relais d'autres conflits sanglants. En Inde, « l'entrée en scène massive des laissés-pour-compte » (pages 22 et 23) ébranie les assises du pouvoir.

DÉAL

Même les idéaux ne sont plus ce qu'ils étaient, et l'Amérique n'en finit pas de ressasser ses « mirages évanouis » (pages 6 et 7). La recharche voit ses buts pervertis (page 24). A l'haure où les cultures se replient frilausement, il faudra pourtant réinventer « ces croisements d'où naissent des sensibilités neuves » (page 28).



COURRIER DES LECTEURS

La crise dans le Golfe

Tout au long du mois dernier, les lecteurs ont continué à nous écrire pour nous faire part de leurs préoccupations devant le risque de guerre dans le Golfe. Ainsi, M. Sylvain Reboul, professeur de philosophie à Bouchemaine, s'interroge:

Peut-on dire qu'une guerre serait, sinon légalement, du moins moralement juste?

Il faudrait pour cela démontrer que l'ordre mondial actuel entre les Etats et la préservation de cet ordre sont justes. Quand on constate les inégalités entre les Etats (cf. le Conseil de sécurité de l'ONU) et la nature d'un grand nombre d'entre eux, ce scrait pour le moins difficile, en tout cas indéfiniment dis-

Dira-t-on néanmoins que, dans le cas de Hitler, la guerre était juste morale-ment? C'est là me semble-t-il une exception qui confirme la règle : dans ce cas précis, il s'agissait du combat clairement établi entre la démocratie et la pire des tyrannies ; celle qui, sur des bases racistes, s'efforcait de dominer la planète par la guerre de conquête.

Seule la cause de l'antiracisme et de la démocratie peut se réclamer de l'universelle morale. S'agit-il de cela au Proche-Orient? Outre que comparer Saddam Hussein à Hitler, c'est singulièrement banaliser ce dernier, il est permis de douter que la défense des émirats serve la justice mondiale et la démocratie. Si Saddam Hussein est un dictateur «nationaliste», il n'est malheureusement pas le seul; certains, qui

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY Directeur : Claude JULIEN Rédaction en chef : Micheline PAUNET Ignacio RAMONET Rédaction : Christian DE BRIE. Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY, Alain GRESH Secrétaire de rédaction :

Solange BRAND REDACTION 5, rue Antoine-Bourdelle 7550I PARIS CEDEX 015 TEL: 40-65-25-25 Télécopieur: 45-48-23-96

Publicité: le Monde Publicité S.A. Responsable: Christophe Guibeleguiel
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris. T&L: 45-55-91-82 on 45-55-91-71

Reproduction interdite de tous articles. sauf accord avec l'administration.

Les inégalités

des années 90

Préface

Colombani

Pour connaître

EN VENTE

LIBRAIRIE

et combattre

l'injustice

sociale.

EN

Science et

quoi faire?

Textes téunis

et présentés

Une incitation

philosophie pour

par Roger-Pol Droit

à réfléchir dans une

époque qui l'exige.

par le Club Vauban

participent à la croisade américaine n'ont rien à lui envier.

Ainsi, si certains veulent faire la guerre, qu'ils la fassent mais qu'ils ne se réclament pas du droit de la morale, là où seuls les intérêts s'expriment.

A nouveau la justice est mise en question, sous la plume de M. Gustave Haeger:

Dans ces régions du tiers-monde, comme en Europe de l'Est il n'y a pas sì longtemps, comme en Corée, comme dans les Etats baltes, comme en Nouvelle-Calédonie, ce n'est pas le statu quo qui est juste et les coups de force inadmissibles, mais bien

Dire tout cela, de la part d'un Occidental, c'est bien évidemment scier la branche sur laquelle nous sommes précairement juchés. Une branche bien frèle qui ne saurait supporter que 1,6 milliard d'hommes, laissant les autres dans un dénuement absolu puisque tous les habitants de la planète ne sauraient jouir d'une consommation et d'un gaspillage égaux en ampleur à ceux que nous perpétrons. C'est pour-quoi l'opération «Bouclier du désert» est avant tout un bouclier contre toutes les velléités que nourriraient nombre d'Etats du tiers-monde à l'égard d'un nouvel ordre économique mondial.

Les Américains plaident en faveur de l'unité européenne, de la CEE - et non de la «maison commune» dont l'URSS serait le concierge - autour du noyau allemand, et ce, afin de favoriser les échanges et les débouchés traosatlantiques, louable intention. Oue n'ont-ils la même sollicitude à l'égard du Proche-Orient! Plutôt que de jouer X contre Y à coups de milliards de dollars pour maintenir une one nulle, pourquei ne favorisentils pas les rapprochements arabes?

M. Jean-Marc Anfossi, de Vesoul, écrit de son côté :

Ce qui est tragique, au-delà de l'aveuglement ou de l'ignorance de nos concitoyens, c'est la déplorable tendance de nos gouvernants à maintenir l'opinion dans l'illusion que l'on pourrait tout résoudre par la guerre, A-t-on suffisamment réfléchi au précédent souvent évoqué, l'affaire de Suez? Certes, c'est l'ultimatum soviétoaméricain qui a mis fin à l'opération militaire, mais s'est-on demandé ce qui serait advenu si les Franco-Anglo-Israéliens avaient été libres de poursuivre leur offensive, et les conséquences que cela n'aurait pas manqué d'avoir dans tout le monde arabe ? Qui dit que, trente-quatre ans après, nous serions sortis d'un tel bourbier?

Le Monde EDITIONS

« LES MASQUES DU RACISME »

Le doigt sur nos propres plaies

VALADIER * LIEN de plus difficile, mais aussi rien de plus indispensable que de démasquer le racisme. La tâche est d'autant moins aisée que, de nos jours et dans nos pays, personne n'ose s'afficher ouvertement raciste. Dès lors, cette lèpre ne défigure clairement aucun visage et, à la moindre trace du mal, des alibis innombrables sont à la disposition de chacun. Or, sous la surface polie et les convenances, nos sociétés ne manquent pas de multiplier les signes et les gestes de l'exclusion, ou d'entretenir mentalités et préjugés d'où peut s'épanouir la tige vénéneuse du

C'est justement à une entreprise de dévoilement que s'attellent « Les mas-ques du racisme » (1). La tâche est relativement facile quand il s'agit de rappeler que cette doctrine aberrante a été explicitement professée et mise en œuvre par les nazis ; effort nécessaire, cependant, tant notre « mémoire de la barbarie contemporaine », scion le titre de la deuxième partie du dossier, est prête elle aussi à se faire complice d'oublis et de « révisions » alanguissantes. Il s'impose aussi quand le racisme se campufle sous les dehors de la légalité en Afrique du Sud, mais plus encore quand il s'agit de désigner des pays que l'on n'est pas générale-ment prêt à classer dans un tel camp : Israel, dont l'attitude officielle à l'endroit des Palestiniens relève d'un mépris de l'homme dont la racine a à voir avec un certain type de racisme, ou les Etats-Unis, véritable pays de l'apartheid sans le nom, ou encore diverses contrées d'Europe orientale.

Mais cet ouvrage est sans doute plus utile encore quand il met le doigt sur nos propres plaies, purulentes mais pas toujours visibles. Certes, à proprement parler, la société française n'est pas raciste; mais elle entretient en elle cet humus d'où naît le racisme et que Claude Julien décrit comme le mépris de l'humanité en l'homme, ou comme le refus de l'autre. Et c'est là que l'arrachement des masques devient délicat (et peut être controversé) parce que, selon ses propres termes, « les voies du racisme sont frayées par des attitudes qui, bien souvent, ne lui doivent rien ». Il s'agit alors d'exhumer le non-dit sous les dehors élégants du libéralisme économique, de l'exaltation de la différence culturelle, de la complaisance pour les discours bafouant la raison. Non pas pour le plaisir, éventuellement

Auteur de Inévitable Morale, Le Seuil, Paris, 1990.

Les mutations

de l'économie

mondiale

1975-1991

par le service

économique

Pour prendre

et Alain Gélédan

le recul nécessaire

du monde actuel.

Un outil de travail

La bibliothèque

indispensable.

à la compréhension

du Monde

morbide, de la dénonciation, mais parce que le mépris de l'homme consti-tue un foyer de violence qui, un jour ou l'autre, explosera à la face stupéfaite de ceux qui n'ont rien vu, rien voulu voir, ou nié les évidences : au cours de la première semaine d'octobre 1990, les violences de Vanlx-en-Velin comme celles de Jérusalem n'offrent-elles pas les signes prémonitoires des consé-quences de l'exclusion des jeunes hors de la cité dans un cas, d'une politique de mépris pour les droits et la dignité d'un peuple dans l'autre ?

MAIS, si urgente et nécessaire que soit cette dénonciation pour débusquer des conforts aveuglants, elle ne va pas sans poser problème. La notion de racisme est d'un usage délicat et il n'est pas sans risque, par exemple, de trop la diluer. Toute ségrégation sociale ou culturelle n'est pas à classer nécessairement sous cette rubrique, à moins de faire violence à la réalité : et, de même, toute forme de xénophobie, et encore plus d'antisémitisme, ne relève pas du même genre. On ne gagne rien à assimiler toutes ces attitudes qui procèdent chacune pour sa part d'une logique et d'une perspective spécifiques. A trop étendre le diagnostic, ou à envelopper des phénomènes sociaux très divers sous le même terme, on risque tout simplement de dissoudre le concept, ou de trop se hâter de suspecter en tout mépris de l'homme une forme latente et perverse de racisme.

Cette dilution risque d'induire d'ailleurs un catastrophisme généralisé, qui devient paralysant pour l'action. N'eston pas en effet démuni si la cause de la lèpre se trouve dans le mépris de l'homme, car qui pourra jamais prétendre en avoir fini avec une telle attitude? Le moralisme n'est pas loin dès lors qu'on ne se donne pas les moyens de circonscrire avec exactitude la maladie qu'on diagnostique. Et mettre en cause la destructuration sociale pro-

fonde d'un pays comme la France rend sans doute compte de bien des phéno-mènes de violence, mais laisse à peu près totalement démuni quant aux solu-tions ou aux remèdes sociaux et politiques applicables. De même, la référence un peu nostalgique aux valeurs perdues ou méconnues de la République ou des Lumières, qui affleure dans tel ou tel article, reste elle-même bien vague ou peu opératoire. Lues dans cette perspective, les pages consacrées au Front national avivent le malaise. Jacques Decornoy a raison de parler de déclassement à propos de la clientèle du Front; mais le témoignage (cité) d'Anne Tristan comme les travaux (non cités) de Birgitta Orfali montrent que cette clientèle se sent elle-même victime d'exclusion. L'aidet-on à surmonter ce sentiment en la soupçonnant d'être plus ou moins raciste, ou ne l'enferme-t-on pas dans son refus d'une société (ou d'une élite) qui ne la comprend pas ? Le racisme est-il la clé permettant de mesurer les enieux de la présence du Front et de combattre ses thèses? L'anomie sociale, justement mise en cause, est un problème spécifique, dont les effets ne peuvent pas être identifiés à ceux d'une mentalité raciste. Certes, le débat est ouvert en cette matière : mais on peut craindre qu'une accusation trop vaste multiplie les exclusions dont nous souffrons ou soit un filet trop lâche pour se saisir des problèmes de manière opéra-

de la

transpi

Con

pour I

je foru

science

analyse

forum

les pre

ment.

listes.

collabor

regrend

leur : la

Can'es

notamn

de ses

poids di

docume

une pt. publice

LE MAGA

tion de .

* Fren

Dix-sep

ques Test de la pro

Jouent en déjouer

d' - impas S'il est de

phie dans

bénéfice

participent qualifier d

tées) came ment de l point pass les terrifia histoire et

Hans Jona

diplo

contin

(nota

d'un , Monte

La tions s

D'où

Il reste que le dossier du Monde diplomatique a le grand et rare mérite de mettre le fer dans la plaie. La convergence des contributions est accablante. En même temps, elle risque bien de décourager, devant une hydre aux têtes si multiples : s'il se révèle impossible de tuer le monstre, a-t-on au moins queique chance raisonnable de le

(1) Les masques du racisme « Manière de voir s^a 9 », le Monde diplomatique, Paris. 1990, 98 pages, 38 F.

Colloques et rencontres

• LA THAILANDE ET LA NOU-VELLE OUVERTURE ÉCONOMI-QUE RÉGIONALE. Journée d'information, le 9 novembre à Paris, organisée par le Centre français du commerce extérieur. (CFCE, 10, avenue d'Iéna, 75783 Cedex 16. Tel.: 40-73-35-24.)

• TECHNOLOGIES CRITTOUES. EXPÉRIENCES, NOUVEAUX CONCEPTS. Journées internationale les 14, 15 et 16 novembre à Montrellier, à l'initiative de l'Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe. (IDATE, bureaux du Polygone, 34000 Montpellier. Tél.: 67-65-48-48.)

 ZAIRE-TOGO. Séminaire d'inforpar le CFCE. (Tél.: 40-73-37-40.)

• FORUM POUR UNE PAIX JUSTE ET GLOBALE AU MOYEN-ORIENT. Le 24 novembre à Paris (90, rue de Vergniaud 75013 Paris. Tél.:

• REGARDS LATINO-AMÉ-RICAINS SUR CUBA. Journée de l'Association des journalistes spécialistes d'Amérique latine, le 24 novembre à Paris. (Maison de l'Amérique latine,

217. boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél.: 42-22-97-60.)

• EN ISLAM, INTÉGRISME OU FONDAMENTALISME? Conférence du centre Thomas-More, les 24 et 25 novembre. (Centre Thomas-More, La Tourette, BP 105, 69210 l'Arbresle. Tél.:74-01-01-03.)

ENJEUX DU VINGT ET UNIÈME SIÈCLE POUR LES ENFANTS D'AUJOURD'HUI. Colloque les 29 et 30 novembre dans le cadre du Salon du livre de la jeunesse, à Montreuil. (ALL 93, 3, rue François-Debergue, 93100 Montreuil. Tél.:

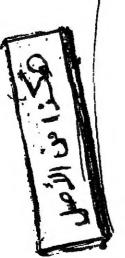
• LES EFFETS DES ESSAIS NUCLÉAIRES. Colloque international à Paris, les 1º et 2 décembre, à l'initiative de Stop Essais. (Bonnecombe, 12120 Comps-Lagranville. Tel.: 65-74-13-40.)

• LES RELATIONS CULTU-RELLES FRANCO-ALLEMANDES DANS LES ANNEES 30. Colloque à Paris, les 6, 7 et 8 décembre (CNRS, 15, quai Anatole-France, 75007 Paris. Tél.: 42-61-58-57 ou 45-80-90-46.)

« LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons relancé, dans le numéro d'octobre 1989, notre appel à des - lecteurs solidaires » afin de reconstituer le fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.

Depuis lors, nous avons reçu la somme de 64 067 francs. Le comité de gestion de ce fonds, constitué de M= Claire Brisset, MM. Jacques Chonchol, Pierre de Charentenay, Achille Mbembe et Edmond Jouve, a établi une nouvelle liste de bibliothèques, de centres de recherche, d'universités, d'instituts, de groupements associatifs, d'organisations humanitaires, etc., auxquels nous avons envoyé gratuitement notre journal. A ce jour, cent cinquante-trois abonnements ont été établis : cent quaire en Afrique et au Proche-Orient, dix-huit en Amérique latine, vingt-neuf en Europe de l'Est et deux en Asie.



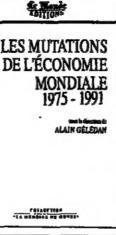
Ce Manie EDITIONS
DES ANNÉES CONTRACTOR CONTRA
ENLIES HILL TABILITIE
Le Monde

Science

philosophie

pour quoi faire ?

Roger-Pol Drost

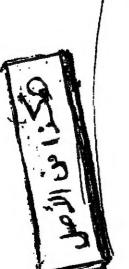




imaginaire du Collège de France Trente-cinq professeurs parlent des livres qui ont fait d'eux ce qu'ils sont. Préface de Frédéric Gaussen Un tableau de la culture de notre siècle.

pulle	Sí vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez tin ci-dessous :
	M. ou M=-
	#, rue
	à Code postal
0	lecteur du Monde diplomatique depuis ans, verse par chèque bancaire : chèque postal la soume de :
_	250 F pour un abounement en Afrique, an Proche-Orient ou en Europe de l'Est. 340 F pour un abonnement en Amérique latine.
90	340 F pour un abonnement en Asie. de 🗆 50 F 🗈 100 F 🗈 200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS LIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.
(C	bèques libellés à l'ordre du Monde diplomatique et adressés au Monde diplomatique, ecteurs solidaires ». 5, rue Antoine-Bourdelle, 75501 Paris Cedex 15.)

. .



L'agriculture européenne en retard d'une bataille

NGAGÉES dans le cadre de l'Uruguay Round par les partenaires du GATT, les ultimes négociations qui doivent se dérouler en décembre à Bruxelles s'annoncent difficiles. En ce qui concerne le dossier de la libération des échanges agricoles, elles risquent de buter sur la réduction des aides et subventions accordées, tant par la CEE que par les Etats-Unis, à des produits agricoles désormais menacés par la concurrence de pays du tiers-monde. Le monde paysan est inquiet, car il en va de sa survie. L'agriculture européenne ne peutelle donc renoncer à son ruineux système de production qui de toute façon condamne les petits exploitants?

Par LAURENCE TUBIANA *

L'été 1990 a montré dans les villes et les villages de France des agriculteurs poussés à bout par la sécheresse, la crise économique et l'incertitude de leur avenir. Cette flambée de colère répond autant à la chute des prix qui touche plusieurs secteurs, en particulier la viande bovine et ovine, qu'aux chocs économiques de plus longue haleine qui affectent l'agriculture européenne.

phéno-; à peu ux solu-

L politi-

valeurs

epubli-

re dans

ne bien

s dans

sacrées

nalaisc.

irler de

3 clien.

ignage les tra-

Orfali

se sent L'aide-

en la

moins

s dans

acisme

irer les

t et de

nomic

est un

fets ne

« d'une

bat est

n peut vaste

is souf-

our se

opéra-

Monde

mérite

ie. La

t accarisque bydre

révèle

-on au

e de le

75007

E OU

érence 24 et re, La

LES Collo-

cadre

ional à

itiativo

12120

NDES

cives,

à des

ier au

ys qui

:hange

estion

rre de

ste de

ments

envoye

int été

latine.

sez le

. 37

-40.}

Depuis le début des années 80, le tassement de la demande mondiale de produits agricoles, et d'abord celle des pays en voie de développement, a mis fin à l'euphorie des années 70. Jusque-là, la fantastique croissance de la production dans les pays industrialisés – mais aussi dans certains pays du tiers-monde – avait trouvé preneurs sur un marché dopé par le boom pétrolier et les achats soviétiques et chinois. Dans ce contexte, les agriculteurs français avaient continué leur course à la productivité, souvent au prix d'un lourd endettement.

La récession économique liée à la crise financière qui touche les pays en voie de développement met fin à ce mouvement : les stocks (céréales, viande, lait) s'accroissent rapidement pour atteindre des niveaux oubliés depuis les années 60, les dépenses budgétaires de soutien des marchés gonflent tandis que les prix internationaux entament une descente parfois vertiginense. Les politiques de redressement économique adoptées dans les pays en voie de développement pour faire face aux échéances financières accentuent la chute des marchés. La réduction de la demande intérieure - et des importations - s'ajoute à une promotion des exportations tous azimuts. De consommatrices dynamiques, les économies du Sud sont devenues de redoutable concurrentes sur les marchés agricoles. De plus, ces nouveaux partenaires des échanges internationaux font preuve de très grandes capacités d'adaptation à l'instabilité des prix et des marchés qui

règne depuis 1973.

Face à des systèmes productifs qui ont fondé leur développement sur le remplacement du travail par le capital, et qui font parfois ressembler l'agriculture à une industrie lourde, nombre de pays en voie de développement ont, eux, privilégié le travail. Les systèmes productifs intensifs en travail (riz thallandais, mais et porc chinois, fruits et légumes chiliens), qui reposent sur des coûts de production essentiellement variables et une plus faible immobilisation de capital, ont mieux su s'adapter à la nouvelle conjoncture internationale. Ils ont introduit de nouvelles normes de compétitivité dans les mar-

Chercheur à l'Institut national de la recherche agronomique (Montpellier). chés agricoles, comme les industries asiatiques l'avaient fait auparavant dans le secteur textile,

Devant cette concurrence, les sys-tèmes productifs à forte immobilisation de capital se retrouvent handicapés dans la concurrence internationale. C'est ce qui arrive aux exploitations agricoles européennes, qui réclament alors la stabilisation de leurs revenus, faute de quoi elles sont acculées à la faillite du fait de l'importance de leurs coûts fixes. Ce fut le sort des exploitants américains au début des années 80, lorsque le système financier ne put les soutenir (1). Côté européen, la réponse des agriculteurs a consisté à augmenter la production pour faire face aux échéances financières. Face à des concurrents capables de vendre leur travail à un très bas prix et de comprimer la demande interne pour accroître le solde exportable, les agri-culteurs des pays industrialisés ont dû recourir au soutien de l'Etat. Cependant, cette confrontation des modèles de production va au-delà de la bataille pour les parts de marché. Elle montre aussi les limites économiques du modèle de développement de l'agriculture « moderne », qui jusqu'alors avait peu souffert de contestations. Ce modèle est en butte aujourd'hui à de nombreuses critiques, dont celles nombrenses critiques, dont celles

non des moindres – qui dénoncent
son coût économique. En effet, aucune
des agricultures des pays industrialisés
n'a pu se développer sans d'importants
transferts publics : en moyenne, ils se
montent à la moitié des revenus fiscaux
des agriculteurs des next de l'OCDE des agriculteurs des pays de l'OCDE.

La stratégie de promotion des exportations qui caractérise les économies MARCEL GROMAIRE. — « les Travaite de la terre» (1932)

latino-américaines, et surtout asiatiques, a alourdi ces coûts. Elle ne se prête guère, en effet, à une quelconque concertation internationale pour stabiliser les cours et réguler l'offre disponible. En ce sens, les solutions trouvées dans les années 60 pour réduire une surproduction équivalente – stockage, concertation sur les prix, accords internationaux – ne sont plus de mise. Au contraire, les années 80 ont vu fleurir les pratiques de dumping de toutes sortes : subventions à l'exportation, crédits, mais aussi croissance des aides au secteur agricole.

Forte augmentation des transferts publics

A INSI, la crise des marchés et l'endettement de nombreux paysans – en Europe comme aux Etats-Unis – se sont-ils traduits par l'augmentation des transferts publics en faveur du secteur. Dans la CEE, ils ont fortement augmenté depuis 1980 et ont atteint près de 40 milliards d'écus en

Une telle surcharge budgétaire est désormais mai supportée par les Etats européens. D'une part, le secteur agricole a perdu de son importance économique; il paraît devoir jouer un rôle moindre dans la croissance: la formation brute de capital fixe (les investissements, notamment en matériel agricole et en installations) s'est fortement ralentie dans l'agriculture française et communautaire. La part de ces investissements dans la production finale agricole française a diminué de 2 % entre 1980 et 1987 et la formation brute de capital fixe ne représente plus

aujourd'hui que 3,2 % de la production. Le même mouvement affecte les consommations intermédiaires, dont la part stagne dans la production finale. Clients en crise, les agriculteurs européens font moins recette : ils ne fournissent plus que 3,5 % du produit intérieur brut (PIB) de la CEE et voient se profiler les mesures d'économie budgétaires. Pour eux, celles-ci ont d'abord prise la forme d'une tentative de limiter les excédents de production, et donc des dépenses de soutien.

La réforme engagée dès 1984 au sommet de Dublin se traduit par l'instauration de quotas de production pour le lait, qui limite la garantie de prix à une certaine quantité et pénalise les dépassements. Elle se poursuit par la mise en place des quantités maximales garanties pour les produits de grande culture (céréales, oléagineux, coton, etc.). Ces nouvelles dispositions introduisent également une limitation de la garantie offerte et incluent la participation des agriculteurs au financement du système ; notamment des exportations, par le biais des taxes de coresponsabilité. La réforme de la politique agricole commune (PAC), qui s'est accélérée en 1988, suppose aussi une baisse des prix communautaires, qui doivent se rapprocher des prix internationaux. Cet ensemble qui, en apparence, ne touche pas aux mécanismes fondamentaux de la PAC (préférence communautaire, stabilisation du marché intérieur) ouvre pourtant la voie à une renégociation d'ensemble. A travers la réforme, c'est une profonde remise en question des méthodes de soutien utilisées dans le cadre de la PAC qui est à l'œuvre.

Tout d'abord, parce que la notion d'autosuffisance agricole de la Communauté s'estompe derrière les considérations budgétaires. Ainsi, en 1988, seront considérés comme « excédentaires » et soumis à une garantie limitée en quantité les produits oléagineux dont la CEE est importatrice. Ensuite, parce que les aides consenties par le biais des prix sont distribuées très inégalement entre les exploitants agricoles. Cette distribution inégale est désormais considérée comme trop coûteuse. Les grandes exploitations, qui

partie de l'instabilité internationale au marché intérieur.

Cette proposition devra être amendée pour qu'un accord soit réalisable en décembre. Elle oblige déjà à poser le problème du secteur « non compétitif » de l'agriculture européenne et entérine de fait l'idée d'une agriculture duale, l'une productive — et en principe moins aidée, — et l'autre dont les fonctions restent à définir. Les aides structurelles sont l'instrument futur de cette politique de gestion duale mais, pour l'instant, ces sonds ne dépassent pas 5 % des aides totales communautaires. En supposant qu'ils augmentent rapidement dans les limites des accords du GATT, que pourront-ils instituer?

Les problèmes à résoudre sont énormes. Il s'agit tout d'abord de conserver des agriculteurs à la terre sous peine de voir d'autres régions se désertifier – comme le montre déjà le paysage français. Il est nécessaire aussi de répondre au problème de l'environnement, de promouvoir une agriculture moins polluante, plus extensive. Il faut enfin définir un nouveau métier de paysan qui reste encore flou : tour à tour aménageur de l'espace, pluriactif, produisant des aliments de qualité pour une population qui va de plus en plus lier alimentation et santé.

La crise peut avoir des effets bénéfi-ques. Elle montre les limites du modèle de développement agricole fondé sur la course à l'intensification, y compris de l'usage des ressources naturelles, limites non sculement écologiques et sociales, qui sont évidentes, mais aussi économiques. En ce sens, les négociations du GATT, parce qu'elles recon-naissent au grand jour l'impasse des politiques actuelles, ouvrent un espace qui peut être salutaire pour leur redéfinition. Ces négociations, visant à dimi-nuer les formes traditionnelles du soutien, vont offrir de fait un vaste champ à l'innovation en matière de politique agricole, et notamment pour prendre en charge le problème de l'environnement. Certes, il faudra que les différents acteurs impliqués dans l'« usage alternatif de l'agriculture » - agriculteurs, mais aussi consommateurs et utilisateurs de l'espace rural - sachent se saisir de cette occasion. Le renforcement des intérêts catégoriels dans le secteur agricole, caractéristique de l'évolution actuelle du syndicalisme en Europe comme aux Etats-Unis, ne facilitera pas cette évolution. Les producteurs nourrissent les plus grandes craintes à l'égard des projets visant à les rémunérer comme gardiens de la nature sans lien avec leur rôle de paysan. Or, pour l'instant, dans les so européennes, c'est le statut de producteur qui donne le plus souvent droit à la reconnaissance du travail. Ne faut-il pas envisager un contrat global entre le système économique et des agriculteurs à la fois producteurs d'aliments sains et jardiniers de la nature ?

(1) Lire Florence Beaugé, «Etats-Unis: des fermiers specialeurs de leur propre mort», le Monde diplomazique, janvier 1987.

tion, - sont capables de travailler à des conditions proches d'un marché mondial concurrentiel. Une politique de prix plus restrictive ne mettra pas leur existence en danger. Par contre, et les manifestations de l'été dernier en France le prouvent, il n'en est pas de même pour les plus petits exploitants. La poursuite de la politique communautaire les exclura très rapidement de la production. Ce mouvement est renforcé par les pressions extérieures sur la politique agricole commune par le biais de la négociation au sein de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). La proposition de la Commission de Bruxelles, jugée très insuffisante par les États-Unis, envisage déjà une réduction du montant global des aides de 30 % sur dix ans en prenant l'année 1986 pour base. Assortie de mesures

pour transformer une partie des prélè-

vements variables par des droits de

douane, elle devra rapprocher le mar-

ché communautaire du marché mondial en acceptant de transmettre une

font l'essentiel de la production

- 180 000 en France, soit 18 % du total, assurant 40 % de la produc-

La nouvelle revue française des relations internationales

LTRIMESTRE

DITRIMESTRE

LETRIMESTRE

DITRIMESTRE

LATRIMESTRE

LATRIMESTRE

DITRIMESTRE

LATRIMESTRE

DITRIMESTRE

LATRIMESTRE

France Europe Autres	280 F 320 F 400 F	M., Mme, Mile Institution on Entrep			MENT Prénom	
PARTICU France Europe Autres	210 F 280 F 360 F	Code Postal about	Ville mement(s) i la R	levue Le TRIM artir du : 3° TRIM.	4" TRD4.	19
AU NUMERO France 70 F Europe 80 F Antres 100 F			rre-Larousse, 922 Eque d'un montai	41 Malakoff Cer	dex - Tél. 42	

OBSERVATIONS ET DIAGNOSTICS ECONOMIQUES

Directeur des publications : Jean-Paul FITOUSSI
Une REVUE trimestrielle et une LETTRE mensuelle

Revue n º 33 (octobre 1990)

Drôle de choc

Le Yen et les échanges du Japon

Mesures de la pauvreté et politiques sociales

Vers l'union monétaire européenne

Les implications budgétaires de l'union monétaire

Lettre n ° 78 (numéro spécial / octobre 1990)

Pétrôle : la crise, et après ? Les impacts macroéconomiques de la crise du Golfe

ABONNEMENTS TARIF 1991	LETTRE	REVUE	JUMELE
Institutions, entreprises Particuliers Etudiants	165 F	360 F	450 F
	80 F	230 F	270 F
	50 F	135 F	170 F

مكذا من الأصل

UN « ESS

Pierr.

Program

public che.

colet cette for

Thyperint and

passemble 1708

inflation, metal

paye d' America

fant, comerce of

lises des autor

nstee, et le tr

qu'ils nous. non

pante - Le leus

pitre sur . Etar c

L'einde de :

fait ressortif it

inflation avec 1

servation de la

uls: puts acce

telle que l'inde v

plète ni immies

alors I we wa

indices Lie 17

une des familie

monnaic freat :

par la monnais

non ne parater

gener la stra

Alimente's far

el par les antic

James, l'implat

dollarisation .

arculation de

atteinte Cette

done pus fimilia

pagne. C'est ila

non d'unite di

surrout le pr

niste - IPP 14

une situation

financier et les

sissent plus :

qu'à extirper le

L'A référen-

parce que Ja

Salama, qui

guité les point

nent à se dem.

riste et de .

rationnelles (e

de textes de

F Hahm), tout

tesse de certa

D'où, par ever

de la théorie :

neiles : en insis

cipations et «u

lisant. - elle-

caracièristique

flation Et lost

version du mor

l'hyperinflation

du vieux dixe

des anticipatio

habit que stea

tion C'est don.

plus souvent.

ture théorique

ellé - (p. 134)

L'analyse de

pante - . quant

tante : en effe

inflation est

éléments : ...]

devient, à la fe

trôlable et im

relatifs perden

cohérence, ce

tion même de l

monnaie nation

l'exercice de 51

(...) . (p. 6), .

que, parler d

panie . à prop

Défense de la France ou subventions aux lobbies?

ES récents changements appellent d'autres modes de pensée. Le nouvel équilibre européen (illustré par l'effrondrement du système soviétique) et le nouvel ordre mondial (amorcé par la crise du Golfe) exigent de repenser les solutions de défense prévalant jusqu'à présent. En France, M. François Mitterrand a demandé pour la fin de l'année un rapport sur la programmation nucléaire, secteur dont le financement pourrait être légèrement écorné. Mais le poids du lobby militaire risque de continuer de peser lourdement sur les décisions.

Par ANTOINE SANGUINETTI *

L'échéance annuelle de présentation du budget militaire au Parlement semble une occasion adéquate pour s'interroger. An nom de quoi, d'abord, lier ce budget à un pourcentage donné de la richesse nationale (produit intérieur brut, PIB) qui le fait croître automatiquement avec elle - sans jamais diminuer, au demeurant, en cas de crise économique? Est-on assuré, d'autre part, qu'il soit conçu et engagé au mieux des intérêts de la communanté nationale, dans le cadre des nouvelles donnes internationales? Rien n'est moios certain.

Dans une déclaration écrite, présentée et commentée au cours d'un colloque international de la Fondation pour les études de défense nationale, le viceamiral Le Pichon, chargé d'une mission «innovation» par le ministre de la défense, s'en est pris vivement, en mars dernier, à certains aspects du système français d'armement. Avant lui, en octobre 1985, le général Arnold, com-mandant la 1^{re} division blindée française en RFA, avait tenté d'amorcer un tel procès public en dénonçant à la presse la médiocrité des chars français, par rapport à ceux des Allemands, en

Dans les deux cas, ces propos d'officiers-généraux en exercice auraient d'il provoquer une émotion considérable dans les médias et parmi les gouvernants, et les faire au moins s'interroger sur les fondements des accusations portées. Quant aux parlementaires, ils avaient là des occasions d'exercer le devoir constitutionnel de contrôle qui est une de leurs principales raisons d'être dans une démocratie. Or il n'en fut rien. Le général Arnold paya simplement son courage civique par la perte de son commandement : comme pour rappeler à ceux qui voudraient l'imiter que, en dépit de la totale liberté d'expression reconnue aux militaires par leur statut, dans leur domaine professionnel, il n'est ni bienséant en France, ni bien vu, de l'appliquer pour dénoncer certains abus ommis aux dépens de la communauté. Et les deux affaires furent oubliées, dans l'indifférence générale.

Pourtant les critiques émises, si elles étaient fondées, étaient de taille, même si elles n'abordaient pas les causes organiques à l'origine de ces effets pervers. Celles-ci, au demeurant, ont été également soulevées à deux reprises au moins, dans la même indifférence politico-médiatique (1), par des textes qui remontent sans complaisance aux causes, inhérentes à l'organisation même du ministère de la désense. Il est normal qu'à une opinion publique aussi sensible aux slogans cocardiers, le

" Vice-amirai d'escadre (cr).

silence officiel aidant, ces analyses aient pu apparaître plus polémiques que crédibles vis-à-vis du dogme bien ancrê de l'« excellence » - comprenons la supériorité - de l'administration

française. Elles ont été pourtant, sous une forme évidemment plus lénifiante, corroborées par un anteur plus difficile à contester: l'actuel chef du contrôle des armées - et ancien membre du cabinet de plusieurs ministres de la défense, dans une revue officielle diffusée par la Documentation française hors des circuits commercianx (2); ce qui explique peut-être qu'elle soit passée inaper-

On y retrouve tous les principaux défauts de l'institution : l'isolement du ministre de la défense (p. 14) face à une organisation rendue immense (3) par des fantasmes de simplification (4), et qu'il est de ce fait impuissant à dominer; le renoncement du pouvoir à lui donner, comme au Royaume-Uni, en RFA ou aux Etats-Unis, les adjoints politiques nécessaires pour cela (pp. 14 et 15); la sujétion

leurs états-majors respectifs (p. 14); l'absence de véritable contrôle externe, en particulier du Parlement, sur l'ensemble, contrairement aux réalités des autres pays démocratiques, ou de tous autres organismes publics ou privés français (pp. 13 et 14); le corporatisme régnant à la tête des armées (p. 17). Et, surtout, l'anormalité, au du ministère de la défense, d'une « Délégation générale à l'arme-ment » (DGA) exorbitante des principes de gestion démocratique, tant sur le plan des prises de décisions que des relations extérieures.

Car l'appellation dit bien le niveau qu'y occupe le délégué (p. 15). Un industriel de l'armement, d'essence civile en dépit de son camouflage sous un uniforme de commodité, mais sans légitimité politique, est placé hiérarchi-quement au-dessus des militaires (situation unique au monde). Il dis-pose d'une délégation générale (cas unique dans l'administration française, et sans ancun donte dans le monde démocratique), qui lui donne par déli-nition capacité de décision sans avoir à en référer, et donc direction de fait sans partage d'une des plus impor-tantes branches industrielles du pays : ne laissant au ministre de tutelle que les problèmes de salaires et d'emplois, paralysants en temps de paix.

Derrière lui, c'est tout le corps des ingénieurs d'armements – dont les multiples passerelles autorisées par leur statut entre «civil» ou «militaire » font un ensemble unique, à cheval sur le public et le privé - qui a pris ainsi une position dominante dans le ministère. Sous le double prétexte du « polds croissant de la technologie sur les choix et des coûts sur le budget », et du fait qu'a en stratégie de dissuasion... la capacité de produire prime cellé de la mise en œuvre », on constate « le transfert progressif des centres de proposition et de décision des armées vers la DGA » (p. 17).

Finalités industrielles et corporatisme militaire

L'A règle juridique de prééminence du politique devient dès lors toute théorique, et les abus dénoncés, logi-ques. Récapitulons rapidement: budgets gigantesques, affranchis de toutes retombées économiques réelles sur la vie quotidienne de personnels militaires à qui sont refusées toutes possibilités de se défendre ou même de se plaindre ; « finalités propres » de chiffres d'affaires et de plans de charge, au-delà des besoins nationaux ; fabrication de matériels conventionnels d'intérêt militaire contestable, parce que parfois de médiocre qualité, ou inadaptés à nos missions ou même aux conditions du combat moderne, souvent inutilement sophistiqués, tonjours invraisemblablement coûteux : dans le nucléaire. multiplication injustifiée des têtes et vecteurs, en rupture des règles de « suffisance » ou de l'orthodoxie de la doctrine ; enfin refus éventuel de la politique extérieure du gouvernement -s'agissant en particulier des accords de désarmement.

Cet espace exceptionnel de liberté des industriels a sa contrepartie, qui est de devoir ménager le corporatisme des chefs militaires pour s'assurer de leur silence – et qu'ils veillent à celui de leurs subordonnés, - en les aidant à préserver des habitudes ou des fantasmes dépassés par l'évolution du contexte planétaire ou de la technologie. C'est pourquoi le budget de désense « obéit à des lois sociologiques - incontournables (p. 17): main-tien des équilibres entre armées par une conservation, presque à l'identique, de la part de chacun dans le budget, quels que soient les changements de la conjoncture ou des menaces; attribution à chaque armée d'un au moins des programmes nucléaires, symboles de l'essentiel de notre défense, ce qui explique l'introduction hérétique d'armes tactiques - Pluton ou Hadès - au niveau de la dissuasion : difficulté enfin d'abandonner telle ou telle composante d'une armée - armes de coûtefficacité dépassé, ou missions d'un autre âge – jugée symbolique de son importance, même si cela conduit à

doute la pratique des ventes d'armes de la DGA qui réclame le plus d'attention critique. Comme le dit l'amiral Le Pichon (6), « les budgets nationaux n'étant pas suffisants, malgré leur énormité, pour absorber les capacités de production ou alimenter les crédits d'études, on a recours à une exportation à tout va, qui devient une fin en

De tout ce qui précède, c'est sans

terme à une impasse.

On a contume d'affirmer, pour justi-fier ces ventes d'armes, qu'elles profitent aux armées françaises en diminuant les prix de revient des matériels, et à l'économie en aidant à l'équilibre du commerce extérieur. La réalité est en fait très différente :

 Même avec la rallonge des ventes d'armes, les séries françaises sont toujours trop courtes pour devenir compétitives face à celles des deux Grands; nous vendons donc à perte pour obtenir le marché, et ce sont nos armées qui paient la différence.

- Les étrangers n'achètent que des armes en service chez nons : d'où parfois une obligation d'adopter des matériels faits pour des théâtres ou missions autres que les nôtres ; ou des prélèvements sur nos propres forces, après l'arrêt des chaînes.

- Ces clients veulent être servis sans attendre; d'où une propension, à différer nos propres livraisons, avec l'effet supplémentaire que l'inflation des prix survenue entre-temps oblige à réduire nos achats ou à rallonger les sommes allouées.

- L'argument de la balance extérieure devient spécieux quand les finances françaises doivent intervenir - souvent - en secours d'un client insolvable de fait : que ce soit sous forme de prêt à fonds perdus au « client », ou de garantie au vendeur.

 Ces pratiques mercantiles ont enfin pesé parfois de façon inopportune sur nos relations extérieures, comme dans une politique d'armement de l'Irak que l'on doit regretter aujourd'hui. On a surtout pu constater, par deux fois au moins dans les affaires des «vedettes de Cherbourg » en 1968 et « Luchaire » en 1986, que la DGA se permettait même, à l'occasion, de s'abstraire carrément des directives gouvernementales.

Pour un débat démocratique

'ENSEMBLE des problèmes sou-L'levés jusqu'ici porte en fait atteinte aux principes mêmes qui fon-dent les démocraties. Que signifie de prétendre en être, si ni les médias ni les citoyens ne se sentent assez concernés pour réagir aux mises en cause de la gestion de la défense? Et si le pouvoir ne veut ou n'ose corriger une organisa-tion administrative qui permet à l'industrie d'échapper à son autorité, dans des domaines essentiels de décision et de souveraineté?

Mais ce n'est pas le seul point à poser problème, et l'exemple de la Russie est significatif à ce sujet. L'appareil militaire y a eu, de Pierre le Grand jusqu'à Witte – dernier grand homme d'Etat de la Russie tsariste – le rôle traditionnel d'être le fondement de sa puissance (6) ; et l'URSS de Staline et Brejnev a repris le même cap. Or ce n'est plus de la puissance militaire que procède l'influence politique, mais d'une économie dominante, et c'est l'un des mérites de M. Gorbatchev de vouloir corriger les données par un effort plus rationnel de développement.

La France aussi, bâtic au fil de l'épée, considère encore cette dernière comme le fondement de sa « grandeur . Les Français continuent indûment à asseoir celle-ci sur des capacités guerrières - en partie dépassées - plutôt que sur leur rayonnement culturel ou leur paternité des droits de l'homme; et il en découle, au niveau de l'Etat, une sorte de sacralisation des armées - en fait de leur sommet - qui empêche d'y mener les réformes nécessaires. Or de nos jours, en dépit des orphelins de la guerre froide, la menace armée de l'Est disparaît pour faire place, dans les véritables perspectives de défense de notre pays, à une confrontation d'un autre ordre, non violente, avec la puissance économique de l'Allemagne unifiée. Il faudrait donc. pendant qu'il en est juste temps, prendre en compte et raisonner sur l'incidence des dépenses militaires sur l'économie, afin d'aborder l'échéance de 1993 dans des conditions optimales.

La crise économique des années 70 et du début des années 80, et la perte de compétitivité industrielle enregistrée par les États-Unis et, à l'exception de l'Allemagne, par l'Europe, ont en effet suscité une réflexion mondiale. Dès 1977, un rapport à l'ONU d'un groupe d'experts, suivi d'une résolution de l'Assemblée générale, a établi les répercussions des dépenses militaires sur l'inflation, l'équilibre des échanges et les paiements internationaux; et démontré qu'au même niveau d'investissement le secteur civil crée plus

d'emplois et de croissance que le secteur militaire (7).

Le débat sur les impacts économiques des programmes d'armement a mobilisé en même temps les chercheurs américains. Leurs travaux, repris et analysés en France à partir de 1985 sous l'égide du Centre d'évaluation et de prospective, viennent de donner lien à la publication de conclusions sévères (8) sur l'antinomie entre dépenses militaires exagérées et compétitivité internationale. A rapprocher du budget français - où le titre - équipement des armées » représente près de 60 % (57,2 % en 1988) des dépenses en capital de l'Etat (9), - tandis que la balance extérieure reste

Anjourd'hui, le pacte de Varsovie s'est délité. L'URSS a commencé à diminuer son budget de défense et ses effectifs armés, et à rentrer dans ses frontières. Le danger s'estompant, nos partenaires principaux, Etats-Unis, Royaume-Uni et Allemagne, à leur tour, en font antant. Et la France entreprend de suivre, logiquement, sauf sur le budget militaire qui, exception nota-ble dans le monde industriel, continue d'augmenter : comme s'il s'agissait, en fait, non plus de financer la défense nationale au niveau nécessaire, mais de prolonger des subventions prélevées à son profit particulier par un lobby intouchable. Il faudra bien pourtant, dans le cadre européen, y toucher un jour, et le plus tôt sera le mieux.

(1) Cf. Antoine Sanguinetti, « Main basse sur les crédits militaires », le Monde diploma-tique, avril 1988, et Pierre Marion, le Pouvoir sans visage, Calmann-Lévy, Paris, 1990. (2) Contrôleur général Cailletean, Revue française d'administration publique, nº 46, avril-juin 1988, pp. 13 à 21.

(3) Budget de 213 milliards de francs en 1988 (4,6 % du PIB); plus d'un million d'emplois directs ou indirects, entre les armées et l'industrie d'armement.

(4) Le seul moyen de contrôler cet ensem-ble serait de le morteler comme autrefois, avant qu'un fantasme de simplification ait fait supprimer les quatre échelons politiques autérieurement subordonnés ou parallèles au ministre : secrétaires d'Etat aux trois armées et, surtout, ministre distinct de l'armement. (5) Amiral Le Pichon, déclaration du

(6) Jacques Sapir, le Système militaire soviétique, la Découverte, Paris, 1988, pp. 225 et 230.

(7) Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires, Nations unies, New-York, 1978. (8) François Chesnais, Compétitivité internationale et dépenses militaires, Econo-mica, Paris, 1990. Lire aussi Alain Arnaud,

La logique militaire, source de déclin », le Monde diplomotique, juillet 1990. (9) Contrôleur général Fohanno, Revue française d'administration publique, nº 46 déjà cité, p. 44.

Dans la presse étrangère

OUT en l'appelant « unification allemande » (doitsu-toitsu), la presse nippone dans son ensemble a plutôt présenté l'événe ment célébré le 3 octobre demier comme une « nouvelle naissance 1.

Pour la revue Sekai (numéro d'octobre), le terme d' « unification » est inadéquat : « Il s'agit en réalité de l'absorption de l'Allemagne de l'Est par celle de l'Ouest ». Dans ce cas, « que devient l'identité des citoyens est-allemends ? » demande le mensuel, qui souligne par ailleurs les déséquilibres de la nouvelle union. L'unité germanique est d'autant plus « superficielle », estime-t-il, que « les malaises sociaux et psychologiques qui enveloppent l'Allemagne de l'Est

Dans une tout autre perspective, le correspondant du principal quotidien financier, Nihon Keizai Shimbun, doute lui aussi du caractère égalitaire de ce mariage : « La région de l'Est sera sans souffrance transformée en économie de marché, et par ce procédé même son industrie sera avalée par celle de l'Ouest ; ce n'est plus qu'une question de temps. » (4 octobre.)

Si le journal économique, dans son éditorial du 3 octobre, félicite « du fond du cœur » la nouvelle Allemagne, il fait aussi des réserves. Il constate, à propos des relations orientales de cette grande puie sance : « Il reste à savoir si l'extension vers l'Est de la sphère d'influence du mark s'accorders avec le processus d'unification européenne. Si la supériorité de l'Allemagne s'affirme, il n'est pas souhaitable, pour l'ensemble de l'Europe, qu'elle devienne hégémonie. Nous attendans de la nouvelle Allemagne la « modération d'un grand pays ». Le quotidien Asshi Shimbun rejoint sur ce point le

L'Allemagne nouvelle vue de Tokyo



致我新聞 世界 エフミス

Nihon Keizai. Son éditorial du même jour rappelle les promesses de fidélité à l'Europe faites par M. Kohl et son entourage. « Nous vou-

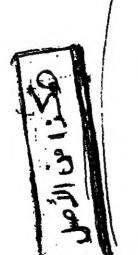
lons croire que ces paroles seront respectées », précise l'article. Le Yemiuri Shimbun se montre beaucoup plus optimiste que son rival libéral : « Nous n'avons pas à craindre l'émargence d'une Grande Allemagne. » (3 octobre.) Falsant notamment allusion aux événements du Golfe. le quotidien conservateur remarque en revanche que « l'actualité internationale montre combien la faiblesse des Etats et l'instabilité politique sont génératrices de crises. L'important est de construire un nouvel ordre pour consolider la paix per la coopération internationale », ajoute-t-il. Et de conclure : « L'Allema-

gne est confrontée à la lourde têche de la reconstruction de se région orientale. Il faut l'assurer d'une coopération internationale qui garantira la stabilité de son économie et, par là, celle du monde. »

Mais pour Asahi il n'y a pas de grande puissance qui tienne sans confiance mutuelle. « L'unification allemande n'aurait pas été si facilement acceptée par la communauté internationale, estime-t-il, sans les efforts déployés après la guerre ». « En tant que citoyens japonais, poursuit-il, nous souhaitons exprimer au peuple allemand notre profond respect > pour avoir clairement pris conscience « de ses graves responsabilités durant la guerre.» (3 octobre.) Le commentateur Akire Asada va plus loin. Face à son passé, « le Japon, comparé à l'Allemagne, s'est montré très ambigu », constate-t-il dans Eco-nomist (daté du 2 octobre), l'hebdomadaire politico-économique du groupe de presse Mainichi. Per conséquent, si l'Allemagne unifiée peut envisager d'assumer de nouvelles responsabilités internatio-nales, « il serait tout à fait dangereux que le Japon emprunte le même chemin », estime Akira Asada.

Cette comparaison entre le destin des deux anciens vaincus n'est pas la seule qui ait été faite dans les journaux japonais. Mais, au début d'octobre, les articles sur la réunification allemande ont côtoyé, sans interférences notables, ceux qui traitaient du rétablissement du dialogue entre Tokyo et Pyongyang. Le moment n'est pas encore venu, dans cette partie du monde, de célébrer la fin de la guerre froide

KAROLINE POSTEL-VINAY.





De l'Allemagne comme puissance militaire

'ALLEMAGNE n'est pas seulement un géant économique, c'est aussi l'une des principales puissances militaires. Dès le début de la guerre froide, la RFA a eu tout loisir de reconstruire un complexe militaro-industriel parfaitement intégré au tissu économique. Il fournit à l'armée – la plus nombreuse d'Europe occidentale — un équipement et des armes ultrasophistiqués, tout en exportant une grande part de sa production ainsi que le rappellent les scandales à propos de la fourniture à l'Irak d'armes chimiques et autres matériels de pointe.

Par LAURENT CARROUÉ *

Ce qui était avant le 3 octobre 1990 la République fédérale d'Allemagne possédait le troisième complexe militaro-industriel d'Europe occidentale, avec environ 250 000 salariés (1) contre 325 000 au Royaume-Uni et 300 000 en France. Trois secteurs industriels dépendent étroitement des commandes militaires: la construction navale (25 % des ventes), l'industrie aéronautique et spatiale (50 %) et, dans une moindre mesure, l'électronique professionnelle. Deux facteurs expliquent la puissance d'un tel com-

LTE

nce exté-

uand les

intervenir

un client

soit sous

rdus au :ndeur.

tiles ont

рропиле

comme

ment de

gretter

onstater,

ans les

e Cher-

ire + en

urement

: le sec-

conomi-

ment a

rcheurs

pris et

c 1985

ition et

ner lieu

usions

t com-

rocher

« équi-

près des (9), -

e reste

ITSOVIE

ncé à

CL SCS

ns ses

it, nos

-Únis,

leur

entre-

uf sur

nota-

itinue

uit, en

fense

ais de

écs à

lobby

rtant.

rillion rmées

efois.

p du

iales

lvité

entre

armée de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord après les Etats-Unis, avec 495 000 hommes. Même si des réductions importantes sont envisagées (entre 70 000 et 100 000 hommes), elle est la première armée conventionnelle d'Europe occidentale. Cette puissance explique que les dépenses d'armement de la RFA s'élevaient, en 1989, à 34,955 milliards de dollars, dépassant celles du Royaume-Uni (34,466 milliards de dollars) et talonnant celles de la France (36,410 milliards de dollars). Le budget militaire de la RFA est considérable, puisqu'il atteint, en 1990, 54 milliards de marks (soit 194,4 milliards de francs) malgré une légère baisse de 500 millions de les prévisions du budget 1991 font apparaître, pour la première fois dans l'histoire de la République fédérale, une baisse de 2 %, pour se situer à 52,6 milliards de marks.

En second lieu, à côté du « marché intérieur », le complexe militaroindustriel fait largement appel à l'exportation pour accroître ses débouchés. Sur la période 1983-1987, la RFA exporte pour 7,615 milliards de dollars d'armements, ce qui la place au cinquième rang mondial derrière les Etats-Unis, l'URSS, la France et le Royaume-Uni (2). Si elle n'est qu'au sixième rang pour les exportations en direction du tiers-monde, elle vient au troisième pour les pays développés, témoignant ainsi d'une orientation inverse de celle de la France, ce qui la place dans use position beaucoup moins délicate pour maintenir ses parts de marché dans les crises des années 1985-1990. Ces percées à l'exportation posent d'ailleurs nombre de questions d'ordre éthique, concernant par exemple l'aide que les Allemands ont, eux

aussi, accordée au régime irakien (3). militaro-industriel allemand est un pro-1954, les accords de Paris donnent naissance à la Bundeswehr. Les Etats-1955, le Mutual Defense Agreement, signé entre Washington et Bonn, est assorti d'un programme d'aide militaire et de formation qui débouche sur

représenteront, jusqu'en 1978, des achats d'une valeur annuelle de 500 millions de dollars. Mais ils sont de plus en plus remplacés par des fabrications sous licence, contribuant ainsi très directement, par transferts de technologies et reconstitution de bureaux d'études dispersés en 1945, à

la création d'un complexe industriel puissant: avion F-184 - Starfighter chez Messerschmitt, moteur J-19 chez MTU, (Motoren Transformatoren Union), missile Sidewinder chez Bodenseewerk Geratetechnik (BGT)... En 1965, Rheinmetall, du konzern Röchling, réalise 65 % de ses ventes avec les commandes militaires, en particulier avec les mitrailleuses lourdes américaines G-3.

Mais les Etats-Unis sont loin d'être sculs à intervenir. Le traité de l'Elysée de 1963 met en place la coopération franco-allemande. On assiste alors à la multiplication des programmes d'armement bilatéraux (avion Transall, missiles Milan, Hot et Roland, avion Alphajet...) et à la création d'un institut de recherche militaire commun de Saint-Louis, en Alsace, fondé dès 1959, et employant 450 salariés en 1989.

Le complexe, militaro-industriel est. renforcé par la création en 1957 du Bundesamt für Wehrtechnik und Beschaffung (BWB), sorte de direction générale de l'armement à l'allemande, qui devient autonome à l'égard du ministère de la défense en 1958. Peu à peu, les interdictions, énoncées en 1945, de concevoir et produire toute une série de systèmes d'armes disparaissent, sauf pour l'arme nucléaire et, dans une moindre mesure, les armes chimiques, cependant beau difficiles à contrôler. D'élèves bien sages dans les années 50-60, les Allemands sont en passe de rejoindre, voire de dépasser, les maîtres d'hier, anglais,

français ou même américains. En effet, les années 1985-1990 se traduisent, pour les industriels de l'armement, par une nécessaire adaptation à de fantastiques bouleversements: chute des ventes mondiales d'ailleurs remise partiellement en cause par l'invasion du Koweft, incertitudes liées aux négociations de Vienne et de Genève sur la réduction des armements conventionnels en Europe, effondrement du pacte de Varsovie, unité allemande débouchant sur la réorganisation complète du dispositif militaire national et le plafonnement négocié avec M. Gorbatchev - des effectifs à 370 000 hommes...

Ces transformations débouchent sur une réorganisation en profondeur des principales entreprises du complexe grace à la multiplication des fusions, absorptions et accords croisés. La tendance oligo-monopolistique ne fait que s'accentuer, entraînant la constitution de quelques konzerns gigantesques (voir le tableau ci-dessous).

Le phénomène le plus considérable est la fusion entre Daimler Benz et

Blohm (MBB) le le janvier 1990, qui donne sinsi naissance au plus grand groupe d'armement alle-mand depuis l'effondrement du III Reich. Cet ensemble réalise 80 milliards de marks (270 milliards de francs) de chiffre d'affaires annuel, dont 6 milliards de marks dans le militaire, et emploie 365 000 salariés. Il regroupe 60 % du total des industries militaires de RFA, tous secteurs d'activités confondus, et constitue le plus important pôle militaire et aérocautique curopéen. A titre indicatif, pour atteindre une taille comparable dans l'échelle française, la firme Renault devrait absorber les groupes Aérospatiale, Dassault, Thomson et la SNECMA.

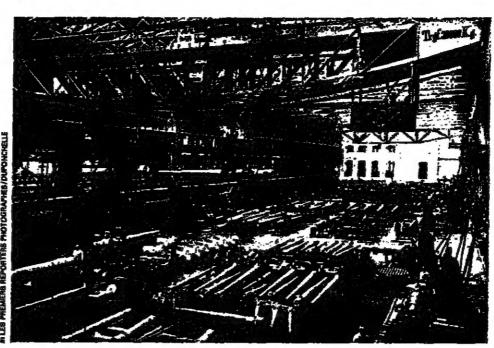
Messerschmitt-Boelkow

En fait, le mouvement était engagé depuis cinq ans : Aligemeine Elktrizi-

tits Gesellschaft (AEG), troisième groupe allemand d'équipements élec-triques et électroniques en faillite, est repris en 1982; MTU, troisième européen et cinquième mondial dans les moteurs d'avion, ainsi que Dornier, deuxième constructeur aéronautique aliemand, sont intégrés en 1985 à quelques mois d'intervalle. Enfin, MBB en

La fusion Daimler-MBB n'a été rendue possible que par l'intervention directe et répétée du pouvoir politique afin de dépasser l'opposition de l'Office des cartels, pour qui la création d'un tel groupe sonnait le glas de la concur-

En effet, en 1990, plus de 50 % des 200 milliards de marks de contrats passés par la Bundeswehr à l'industrie allemande sont sous contrôle de Daimler-MBB, ainsi que 61 % des financements publics de développement de nouveaux systèmes d'armes. Le dossier de cette fusion a été directement traité entre le ministre de l'économie, M. Martin Bangemann, devenu ensuite commissaire européen à Bruxelles, et le président de Daimler,



ATELIER DE CANONS DE L'USINE KRUPP A ESSEN, AU DÉBUT DU SIÈCLE

M. Edzard Reuter. Nous sommes loin des déclarations du chancelier Helmut Kohl sur le libéralisme et le désengagement de l'Etat, lors de son élection en 1982. Rarement la symbiose entre décision politique et stratégie d'un konzern n'aura été aussi étroite. Ce qui est bon pour Daimler Benz serait-il bon pour la RFA ?

Car cette restructuration s'inscrit dans une double logique, européenne dans la perspective du marché unique de 1991, et mondiale à travers des alliances multiples, dont la dernière en date - et la plus lourde de conséquences - concerne les accords de coopération avec le géant Mitsubishi (5), premier conglomérat industriel et numéro un dans l'aéronautique et les industries d'armement du Japon. On voit ainsi émergez peu à peu un réseau d'alliances privilégiées entre les grands groupes industriels américains, japonais et allemands dont chacun exerce un contrôle sans précédent sur sa propre aire d'influence, particulièrement dans les hautes technologies.

la position des groupes allemands, comme le symbolisent les déclarations du président de Daimler au Sénat francais en décembre 1988. Les appels sont de plus en plus pressants pour demander une augmentation des pouvoirs des organes européens au détriment des structures nationales. C'est ainsi que l'Agence spatiale européenne devrait voir les siens renforcés face aux différents programmes nationaux, tout comme les structures d'Airbus Industrie devraient être modifiées afin de diminuer le rôle de chaque Etat dans le consortium au profit d'un statut privé.

nique militaire anglais Plessey, avec

partage des dépouilles en 1988, repré-

sentait déjà un saut qualitatif certain. Les années 1989-1990 témoignent d'une évolution encore plus sensible de

L'objectif d'une telle démarche est clair dans un cadre ultralibéral : le lesdership dépendrait du poids industriel de chacun des membres. Cette loi du plus fort placerait les konzerns, et tout particulièrement Daimler-MBB, en position hégémonique face aux firmes françaises, britanniques on italiennes. Tout facteur de régulation des contradictions disparaîtrait,

De fait, l'Allemagne unifiée intervient tous azimuts: économiquement dominante dans la CEE, elle est largement ouverte sur l'Europe alpine et de l'Est, tisse des liens étroits avec une URSS en complète mutation (8) et multiplie les alliances avec le Japon et les Etats-Unis, souvent au détriment de la CEE.

Dotée aujourd'hui d'un potentiel de production d'armements puissant et dynamique, elle possède un appareil militaire à la hauteur de ses ambitions, lui permettant d'intervenir bientôt dans toutes les régions du globe. La révision de la Constitution, envisagée par M. Hans Dietrich Genscher en septembre 1990 (9), permettra de faire sauter le dernier verrou lui interdisant d'accéder au rang de grande puissance mon-diale, effaçant ainsi définitivement les dernières obligations nées de la défaite nazie de 1945 : l'interdiction faite à ses armées d'intervenir hors du périmètre de l'OTAN.

(1) Avant l'unification, le complexe litaro-industriel de la RDA occupait 100 000 salariés.

(2) Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). World Armaments and Disarmament Yearbook 1990. Oxford University Press, Oxford, 1990.

(3) Der Spiegel, dans son édition du 13 août 1990, met en cause une cinquantaine de firmes de RFA, dont Thyssen, MBB, Daim-ler Benz, Carl Zeiss, Siemens, AEG, Dillingen Hutte Saarstahl ou WET. Entre 1976 et 1986, la division poids lourds de Daimler Benz livra des dizzines de milliers de camions Unimog à

(4) Voir Jean-Yves Normand, «RFA: un regard sur les Etats-Unis», revue l'Armement, Direction générale de l'armement, décembre 1989, Paris.

(5) Voir. par exemple, le Monde, 18 septembre 1990: « 100 à 150 projets communs » sont envisagés. Par ailleurs les deux firmes, qui s'apprêtent à échanger 5 % de leur capital respectif, présentent déjà des projets communs pour s'implanter sur l'immense marché soviétique.

sovietque.

(6) Lire, à ce propos, Xavier Gautier, « Un supergrand allemand Daimler Benz-MBB: quelques questions autour d'un mariage de raison », Documents, revue des questions allemandes, n° 5, Paris, 1988.

(7) Sur l'articulation entre armements et compétitivité industrielle, cf. François Chesmais (sous la direction de), Compétitivité ationale et dépenses militaires, CPE mica, Paris, 1990.

(8) Laurent Carroué, «Naissance d'une nouvelle hégémonie? Conquérante Allemagne», le Monde diplomatique, août 1990. (9) Déclarations de M. Genscher, ministre des affaires étrangères, au Monde, 18 septem-bre 1990.

Des groupes en situation de quasi-monopole

MAIS, au-delà de l'aéronautique et de l'électronique, ce sont bien tous les secteurs de production d'armements qui, en RFA, sont touchés par ces mutations. Les activités navales sont largement dominées par les konzerns Thyssen et Krupp, avec aussi Howaldts-Werke Werft (HDW) de Salzbitter dans les sous-marins et les frégates et Bremer Vulkan contrôlé par le Land de Brême. Dans les blindés on retrouve Krupp, à travers MAK de Kiel, Thyssen-Henschel et, surtout, Mannesmann, qui renforce sa position en reprenant en 1989 Krauss Maffei (chars Leonard 2) à MBB. Enfin. en artillerie lourde et en munitions, Rheinmettall, du konzern Röchling, détient une très forte position.

Au total donc, deux ou trois firmes sout en situation de quasi-monopole sur les principaux types d'armements, acquérant ainsi un poids industriel, technologique, économique et politique considérable. Deux questions de fond se posent alors. D'une part, va-t-on ainsi vers la renaissance de véritables Etats dans l'Etat, capables d'imposer leurs objectifs propres aux responsables politiques, diplomatiques et économiques du pays le plus puissant et le plus peuplé de la CEE, et bieutôt, plus largement, à toute la Communanté?

D'autre part, cette évolution ne porte-t-elle pas en germe la disparition de ce qui fut une des spécificités de la société ouest-allemande de l'aprèsguerre : le modèle allemand d'« économie sociale de marché », qui, dans l'esprit du législateur, était garant de la démocratie dans le domaine économi-

Plus giobalement, ces transformations ne concernent pas seulement l'évolution interne de la RFA; elles posent à court terme, avec l'échéance de 1993, la question des objectifs des modalités et du contenu de la construction européenne.

Jusqu'à une date récente, l'insertion des firmes allemandes dans une industrie européenne de l'armement s'effectuait au moyen des coopérations à de grands programmes bilatéraux, qui représentent encore de 60 % à 70 % de la production d'armements de RFA, pouvant déboucher sur la constitution de filiales ou de groupements d'intérêt

économique (GIE) communs, Les prises de participations croisées (Matra-MBB, Matra-Bodenseewerk Geratetechnik) dans le capital des sociétés mères pouvaient compléter ces rapprochements stratégiques. Une firme comme l'Aérospatiale participe à 18 GIE, qui représentent aujourd'hui les deux tiers de ses activités, dont 60 % sont réalisés avec la seule RFA.

Cependant, peu à peu, ces désengagements successifs au profit de filiales mixtes tendent à transformer radicalement de telles sociétés sous l'effet d'une perte d'identité tonjours plus poussée au profit du plus fort. Ces réseaux d'alliances, tissés tout particulièrement par les firmes françaises ces dernières années, impliquent une perte substantielle de maîtrise stratégique au profit des firmes du complexe militaroindustriel allemand. La France, et plus généralement tous les pays de la CEE, sont sous pression allemande. Dans la télévision haute définition, dans les composants électroniques, dans l'indus-trie nucléaire, dans l'aéronautique, les politiques industrielles se définissent de plus en plus en fonction des impératifs de Bonn. Ainsi, en avril 1990, la RFA accepte le projet d'hélicoptère de transport de troupes NH-90. Mais le capital du GIE Eurocopter reflète assez peu l'apport réel de chacun : 60 % pour l'Aérospatiale et 40 % pour Daimler-MBB, alors qu'à l'origine les équilibres étaient de 70 %-30 % puisque la firme française est leader mondial avec 7 400 salariés face aux 3 500 salariés de MBB.

Sous convert de coopérations européennes, le complexe militaroindustriel allemand se dote à terme de technologies largement financées et mises au point par la France. Dans ces conditions, penser que la France doit, pour jouer un rôle majeur en Europe, continuer à orienter son industrie vers les productions militaires au détriment d'autres secteurs industriels plus classiques (mécaniques...), ou de domaines aussi essentiels que la formation et la recherche civile, semble bien illusoire (7).

D'autant que la démarche des firmes allemandes évolue avec une extrême rapidité, L'OPA conjointe de Siemens et GEC (General Electric Co, Royaumo-Uni) sur le groupe d'électro-

la fourniture de premiers matériels équivalant à 5 milliards de dollars entre 1955 et 1965. Ces flux directs

La Bundeswehr est la deukième

marks (- 1,6 milliard de francs) négo-ciée au printemps dernier. Pour tenir compte des évolutions internationales,

La reconstitution d'un complexe duit direct de la guerre froide. Dès Unis portent une responsabilité essentielle dans cette évolution (4). En juin

* Centre de recherche industrie et aména-ement (CRIA), Institut de géographie, uni-

Vente de matériels Rang mondial total de salariés Firme dans les ventes 339 000 3 420 1 990 1 370 970 800 650 630 610 570 460 380 380 340 320 Daimler
DB-MBB (*)
AEG-DB (*) 40 000 89 600 17 200 353 000 29* 40* 49* 57* 62* 66* 67* 72* 78* 91* 98* 100* MTU-DB mens 15 460 63 391 Krupp
Diehl
Thyssen Ind
Dornier-DB 14 200 128 700 9 800 4 200 Krupp Atlas
Krauss Maffei 53 5 100 182 100 34 969 23 000 Mercedes-DB

LES PRINCIPALES FIRMES DU COMPLEXE MILITARO-INDUSTRIEL

Source: SIPRI Yearbook 1990.

(*) Abréviations. – DB : Daimler Benz; MBB : Messerschmitt-Boelkow-Biohm; AEG : Aligemeine Elektrizitäts Gesellschaft; MTU : Motoren Transformatoren Union; SEL : Standard Elektrik Lorenz ; CGE : Compagnie générale d'électricité.



L'Amérique des mirages évanouis

La récession a frappé. Le vieux rêve de tout Américain, être number one dans une nation seule véritablement élue de Dieu, s'effondre lorsque la crise atteint progressivement les plus brillants comme les plus démunis. Exit donc le rêve. Les gens se sentent manipulés par des forces extérieures, celles du marché ou de la conjoncture internationale. Dans le pays du « tout, maintenant », l'éthique du travail n'existe presque plus.

Les Américains seront-ils un jour capables de pratiquer discipline, austérité, et de vivre sans l'optimisme ? Les vieilles valeurs ont été travesties en look, traînées dans la boue par les raiders et viciées par un juridisme quasi délirant. Melting-pot, honnêteté, égalitarisme, justice, ont vécu. C'est une débâcle des idées, une « démission de la

Un projet de société ? Anti-américain. La vraie tradition est le laisser-faire. Alors ? Un leader charismatique ? Non, sans doute : la présidence désormais n'exerce qu'un pouvoir mimétique. Elle renvoie à l'Amérique sa propre image aseptisée.

Par notre envoyée spéciale INGRID CARLANDER

OUTE mémoire semblait écrasée dans une Amérique amnésique et somnambule, coincée entre Atlantique et Pacifique, décourvue tant de chaînes historiques que de vertus civiques et de projet. Le président Bush lui-même balayait d'un geste de la main « that vision thing », cette chose inepte, la vision à long terme. Le passé et l'avenir étaient verrouillés dans des lieux de sécurité maximale : la Bible, la Constitution et le monument aux morts du Vietnam. Toutes les tracédies étaient reléguées sous le tapis que M. Saddam Hussein a arraché d'un coup sec.

La crise du Golfe a permis ce curieux paradoxe : la nation s'était prise de fascination pour la mort, le désert et l'Apocalypse, que l'on envisageait soit sous sa forme protestante fondamentaliste - choc final des armées de l'antéchrist et seconde venue du Sauveur, - soit sous l'aspect d'une crise économique majeure qu'appelaient de leurs vœux ceux qui voulaient réveiller le géant endormi. Quant à la mort, c'était le side, les eaux taries et polluées, les forêts décimées, les enfants martyrs et les bébés du crack, les crimes en série de l'assassin du Zodiac, les meurtres sataniques. Seules, semblait-II parfois, ces victimes pouvaient rendre un sens à la vie. Les déserts étaient l'ultime espace de liberté, figés dans leurs néants somptueux, et le dernier refuge des écœurés du paradis californien évanoui.

Le sang de deux cent mille soldats risque de couler. Les jeunes gens se retrouvent effectivement dans un désert - surpeuplé. Voici l'« Apocalypse now». Total Recall ou Die Hard II sont tout juste bons pour le placard aux accessoires. La mirage des dividendes de la paix, tant invoqué, a disparu dans les sables d'Arabie saoudite.

« Des enfants jouant avec des armes nucléaires »

DEU avant la crise, à New-York, M. Andrew Hacker (1) adressait une mise en garde : «L'Etat est inexistant, il n'y a pas de débat public, rien qui puisse unifier le pays. Nous n'avons aucun sens des bilités. Tocqueville est venu observer une nurserie. Et ces enfants sont en train de jouer avec des armes nucléaires... Ils ne savent pas se comporter dans des circonstances tragiques. Illusionnistes, ils jouent des rôles, dans une comédie farce. » A Berkeley, M. Robert Bellah (2) s'indignait lui aussi : « Nous avons besoin de démons. Le vide est terrible. Tout brûle, sous les yeux d'Américains transformés en autant de Némos. Aucune société n'est en proje à autant de problèmes que la nôtre. Notre type de capitalisme est sauvagement destructeur, fondé sur le profit immédiat et la négation des responsabilités

Après la décennie reaganienne, l'empire du vide. Les fausses valeurs dites « traditionnelles » s'effondrent, entre autres celle de la croissance illimitée. Une nation entière avait choisi d'être bercée et bernée par le « grand communicateur ». René Girard (3) estime que M. Reagan se projetait dans l'Amérique de 1910 : en 1981, son premier geste d'élu fut de décrocher le portrait de Theodore Roosevelt dans le Bureau Ovale de la Maison Blanche, pour le remolacer par celui de Coolidge ! En ce règne de darwinisme social et de capitalisme dionysiaque, les « gamins » cannibales des firmes Drexel Burnham ou Salomon Brothers (4) ont pratiqué les coups les plus tordus, les plus vulgaires, les plus féroces. Pour Benjamin Bradiee (5), « la facture de la dérégulation est insupportable, on a cassé les outils du service public dans un climat dément ». Résultat : la « démocratie est flambée ». Dans toute la force de leurs tendres années, les raiders étaient saisis d'une véritable race de tuer, à preuve le récent meurtre d'une femme à Central Park perpétré par un jeune banquier bien noté. L'antihéros de Tom Wolfe, dans le Bücher des vanités, est un jeune cadre, chauffard meurtrier. Sur les écrans de télévision, les « stars de Dieu » (6) gagnaient des milliards en clamant un message tout aussi mercantile : le Christ, bien de consommation Religion de pacotille, bons de pacotille... L'hypermédiatique scandale du Gospelgate, contemporain du scandale des caisses d'épargne, a valu quarantecinq ans de prison au pasteur Jim Bakker. Pour les caisses d'épargne, « plusieurs générations paieront les frais d'une incurie qui aura duré moins de dix ans ». (7) Tandis que la guerre civile fait rage dans le métro et dans les rues, et que les balles des mitraillettes AK-47 tuent, par ricochet ou directement, les enfants de New-York et de Detroit.

Peut-on parler de tendances suicidaires à Washington ? De suicide comme mode d'expression esthétique, ou mode de vie ? Sénateur démocrate de New-York, M. Daniel Moynihan n'est pas le seul à accuser : l'endettement, entraînant la paupérisa-tion de l'Etat, aurait été délibérément voulu par le gouvernement Reagan — une façon de « fonctionner à la crise », la « divine surprise » consistant à casser les reins à toute possibilité d'action sociale.

Toutefois, l'Amérique est l'empire du miracle.

gence. Joël Kotkin (8) entonne un péan au troisième siècle américain. Pour tul, il y aura miracle, car le flambeau du rêve américain sere repris par les millions d'immigrants orientaux et hispeniques, Mer-veille d'une chirurgie esthétique capable de rendre

Les Etats-Unis bénéficient d'une transfusion de sang, de cerveaux et de capitaux de Hongkong, de Taiwan, de Singapour, qui affluent depuis la tragédie, en juin 1989, de la place Tiananmen. Larguons les amarres européennes ! Le monde va basculer de l'Atlantique au Pacifique, et l'on assistera à une explosion économique sans précédent...

En l'an 2000, la majorité de la population sera constituée par les minorités ethniques ; en Californie, près de 50 % des habitants ne seront plus d'origine européenne. Les optimistes se frottent les mains : l'après-guerre auront basoin de personnes actives pour financer leurs retraites. En outre, il est urgent de trouver de la main-d'œuvre à bon marché, même

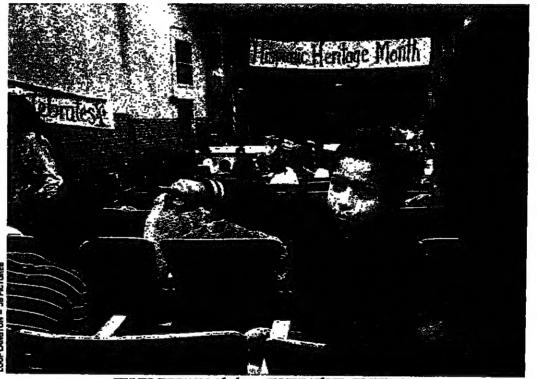
femme, française, philosophe, Simone Weil. « Au plan philosophique, dans les universités, l'idée d'objectivité faiblit, le positivisme américain est mis phe », dit-il.

Toutes les universités, d'ouest en est, sont balayées sous la pression des professeurs autant que des élèves. Stanford et Berkeley sont « balkanisées », à cause du système de quotas des étudiants fondé sur le critère de la race et du sexe, consé quence perverse de la loi sur l'égalité des droits civiques. Le professeur Bellah désigne du doigt le gra-phique de répartition des étudiants à Berkeley : le nombre des Blancs est tombé à 36 %. Le campus est déchiré par des conflits recieux dramatiques ; au mieux, on évite totalement de se fréquenter entre différents groupes ethniques.

Le racisme peut prendre des formes aussi subtiles qu'inexprimables : les sujets les plus brillants sont accusés d'avoir été sélectionnés uniquement sur des critères ethniques. Il en est de même dans les écoles : « Dans mon lycée de La Jolla, dit Nicholas Feenberg, quinze ans, *on ne s'adresse jamais la*

sent de plus en plus les conséquences de la récession. Jour après jour, ils sont en butte à des agressions. Et, en juin 1990, à la frontière avec le cique, près de San-Diego, de braves citoyens braquent leurs phares de voiture sur les krimigrants pour qu'ils se fassent arrêter par la police.

Comment vivre dans la société du futur ? « Surfer sur la vie, dit M. Daniel Nobbe, est pour beaucoup un mode de vie, au propre et au figuré : on vit d'après des images, on refuse toute confrontation avec la réalité des autres, on ignore l'écume des jours, les exclus et la désespérance des Noirs. » Californian way of life... Ajoutons le sexe, le béton et les parcs d'attractions, et qu'obtient-on ? La réponse se trouve en Oregon, où les habitants plantent des pancartes vengeresses : « Halte à le californicetion (» Pour Robert Reinhold (15), en Californie du Sud, « les gens sont de plus en plus conscients du fait qu'une époque est révolue : celle d'une région bénie des dieux qui pouvait compter sur l'éthique du laisser-faire et bénéficiait de surcroît d'un climat agréable, de merveilleuses plages et du voisinage des pays du bessin du Pacifique et d'Amérique latine. L'optimisme éhonté des années du boom cède la place à une attitude de grande prudence à l'égard de la décennie 90 ».



JEUNES CHICANOS CÉLÉBRANT LEUR HÉRITAGE CULTUREL En l'an 2000, la majorité de la population sera constituée de misorités ethniques

Mexique, juste au sud de la frontière. Et les nouveaux immigrants ne risqueront pas de se politiser de sitôt dans une économie de « petits boulots » au salaire minimum ou au noir. Découverte récente : des ouvriers agricoles chicanos (mexicains) étaient parqués dans une sorte de camp, avec un salaire de

Les observateurs de la société ont la plume remarquablement prolixe. Réveil de l'esprit critique étouffé par l'enchantement reaganien ? Le livre de Kevin Phillips (9) est un événement politique : un républicain aux références impeccables tire à boulets rouges sur son propre parti, à l'aide de tableaux reproduisant des statistiques officielles. Qui sont les vrais perdants des années 80 ? Les prolétaires, qui ont voté Reagan à deux reprises. Et les gagnants ? Les gros, les nouveaux ploutocrates, 1 % de la population. La majorité républicaine a été trahie, les rais croyants floués, et pour longtemps. L'intolérable, pour Kevin Phillips, c'est ce gouffre croissant entre riches et pauvres. Il a fallu neuf ans - c'était en 1989 – pour relever un salaire minimum déjà très bas. Des êtres humains vivent dans des cartons et des chiffons sur Madison Avenue, à New-York. Andrew Hacker ne peut contenir son indignation « Les sans-abri, une poubelle humaine jetée par le système. Pis qu'à Calcutta. Voilà le produit du capilisme le plus cru, le plus dur. » Il observe de près les faits sociaux, car il accepte régulièrement de servir comme membre de jury d'assises.

Société ou chaos, gigantesque tourbillon de flux croisés d'immigrations internes et externes ? La « chaocratie » a ses prophètes, ses activistes. A Stanford, René Girard cite la refrain scandé per les étudiants, avec la bénédiction d'un Jesse Jackson accouru sur place : « Hey, hey, ho, ho, western culture has got to go ! (10) ». Il s'agissait de démanteler le célèbre cours de première année, fondé su nos classiques. « Tyrannie des minorités », dit le philosophe. Les manifestants obtiennent qu'on ne garde que six classiques au programme, dont Pla-ton, Marx et Rousseau, à côté d'œuvres d'auteurs « minoritaires » : gays, Noirs, femmes, juifs, Mexicains, Chinois, etc. René Girard tourne la difficulté avec humour : il choisit d'étudier un auteur juif,

parole à la cantine. » Dans les universités, on assiste au retour boomerang des Blancs (white backlesh).

« C'est le règne des fausses victimes, ironise Virginia Postrel (11), la course à qui sera la plus grande victime. Dans mon université de la côte est, nous avions recensé un nombre incroyable de minorités opprimées... y compris des sudistes et des Californiens | En fait, le seul groupe véritablement opprimé ce sont les jeunes hommes blancs. > Pour M. Danie Nobbe (12), qui dira la frustration des femmes amé-ricaines face à ces individus de sexe masculin qui tremblent d'être étiquetés comme machos, freu-

Chez les intellectuels californiens, le thème en vogue, c'est la nécessité de s'adapter à un monde ent, un « college ». Dans National Perspectives (13), l'una des revues les plus intéressantes des Etats-Unis (avec Reason), plusieurs auteurs font l'apologie de la déconstruction. Mode de vie ainsi défini per Salman Rushdie : « Ce que je dis dans les Versets sataniques, c'est que nous devons accepter nos identifies plurielles. De plus en plus, nous devenous devenous devenous de les constructions de la construction de la co nons un monde de migrants, constitué de pièces et de fragments venus d'ailleurs, de là-bas. Nous sommes ici. Cependant nous n'avons pas vraiment abandonné nos racines. » Pour M. Nathan Gardels, directeur du National Perspectives Quarterly, les personnages de l'auteur pourraient être nos voisins. la famille d'à côté. La vitalité de la Californie du Sud ? Sa légèreté d'être, cette indifférence culturelle qui permet aux immigrés exilés de construire leur propre utopie à l'intérieur de l'anti-utopie, comme ces réfugiés qui habitent un mini-Saigon à l'ombre du faux Matterhorn de Disneyland. Géographie de despris de construire une civilisa-tion dynamique, multiraciale, multiculturelle ? Ou assisterons-nous à un scénario cauchemardesque sorti tout droit du film Blade Runner ?

Le grand projet d'un homme de culture euro-péenne, M. Peter Gourevitch (14), est aussi de miser sur la diversité, en formant un type entièrement nou-veau de « décisionnaires », à l'aise dans tous les contextes raciaux, capables d'assimiler la culture occidentale et celle du bassin du Pacifique.

Cependant, à Lowell, patrie de l'écrivain Jack erouac, dans le Massachusetts, les travailleurs asiatiques de l'industrie de haute technologie subis-

Vies en morceaux recollées par hasard

E romancier Don DeLilio (16) dénonce : « Coulée: de boue, incendies de forêt, érosion du littoral, tremblements de terre, assassinats en masse... Nous pouvons nous relaxer et nous réjouir de ces désastres, parce qu'au fond de nos cœurs nous sentons que la Californie mérite tout ce qui lui arrive. Les Californiens ont inventé le concept de mode de vie ? Cela seul fait qu'ils méritent leur descente aux

Dialogue avec les enfants : « lls ont honte de leur passé de téléspectateurs. Ils veulent nous parier de cinéma. » Et avec sa quatrième femme, l'actuelle : peut faire pour que la mort soit moins menaçante ? » Eros et Thanatos, bien sûr, mais il y a là l'amorce d'un dialogue humain neuf, en decà des réseaux informatiques, et voilà que s'ébauche une éthique fragile, incertaine, chercheuse, réinventée au coup par coup, qui permettra de vivre à une époque empoisonnée par les fuites d'usines chimiques ou de centrales nucléaires. Tandis que la pièce de John Guare qui fait courir New-York (17) traite de la mort de l'introspection. De vies en morceaux, recollées par hasard, de communautés de vie à la Andv

Peter Sellars dirigeait récemment le festival de cultures non occidentales de Los Angeles. Il parle (18) d'une « culture de l'exil » : « Est-ce que ça va marcher, ou est-ce que tout va s'écrouler ?... Mais ce sont ces frictions, ces échauffements, cette action, qui créent la culture. »

(1) Professeur de sciences politiques, Queens College,

(2) Professeur de sociologie, université de Californie, Berkeley, auteur de Habits of the Heart, 1985, University of California Press, et de The Good Society (à paraître).

(3) Professeur de littérature française à Stanford University, Californie, auteur de l'ouvrage Des choses cachées depuis la fondation du monde, 1978, et de Shakespeare, les seux de l'envie. Grasset, Paris, 1990.

(4) Lire Michael Lewis, Liar's Poker, W. W. Norton,

(5) Directeur du Washington Post.

juillet 1990.

(6) Lire Ingrid Carlander, les Stars de Dieu, Plon, Paris, 1990, et « La foire aux miracles des télévangélistes américains », le Monde diplomatique, juin 1988. (7) Cf. Jacques Decornoy, «L'exemplaire faillite des aisses d'épargne américaines», le Monde diplomatique.

(8) Joel Kotkin et Yoriko Kishimoto, The Third Century, Crown Publishers, New-York.

(9) Kevin Phillips, Politics of Rich and Poor, Random House, New-York, 1990, (cf. le Monde diplomatique, sep-

(10) - Hey, hey, ho, ho, à bas la culture occidentale ! » (11) Rédactrice en chef de la revue Reason, Los

(12) Récemment encore directeur de l'Institut Goethe (13) Revue publiée par le Center for The Study of

cratic Institutions, Los Angeles, (14) Doyen de la Graduate School of International Relations and Pacific Studies, université de Californie, San-Diego.

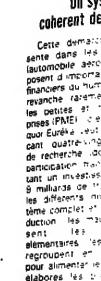
(15) Correspondant du journal The New York Times à Los Angeles.

(16) Citation de White Noise, Penguin Books, 1986 (traduction française: Brult de fond, Stock, Paris, 1986).

(17) Six Degrees of Separation. (18) Entretien avec Claudine Mullard, le Monde daté 30 septembre-1= octobre 1990.







supervision de 13

duction 15 direc

veul à sand sa

c'etait alors le bi

uniforme Mais is

nous vicons 1 ap.3

être pas elorgine

sera raillee sur

conception à

passant pa: la

pièces elenients. blages sera misc

nuum de proces de manière do reseau diordina" les sites de produ **URS**

Comment vit-on dans « le terrible pays des fan-

tômes blancs a quand on est une paysanne chinoise ? Brave Orchid (19) « était capable de tra-vailler à la blanchissarie de 6 h 30 du matin à minuit.

Tour à tour, elle poseit un bébé sur une table à

epasser, sur une étagère entre deux paquets, à

l'étalage, et les fantômes blancs tapaient à la

vitrine. Les microbes sortaient... des mouchoirs de

tuberculeux, des chaussattes de lépreux », disait-elle à Première Fille, l'écrivain Maxine Hong Kingston.

Linda Mathews (20) est née à Los Angeles.

Depuis des années, elle dénonce les phénomènes

inégalitaires, suivant de près, entre autres, les pro-

blèmes d'illettrisme dans la communauté chicano.

Elle est convaincue que des immigrants sans aucune

éducation sont un danger pour la société, qu'il faut

tout faire pour que la génération n'adopte pas les

pires aspects du mode de vie ; avoir tout, tout de

suite. Il faut profiter d'une cité où l'on est bien plu

libre qu'à New-York ou Hongkong, mais accepter les

responsabilités à long terme. Malheureusement, « la

saule philosophie des Américains, c'est le pragma-

l'encontre des Français, ni références ni idées à nos

A deux pas de la pomme verte d'Apple, dans la

Silicon Valley, M. Philip Halstead (21) parle des manipulations des ressources humaines, ici, l'indus-

trie électronique, pour obtenir des cadences de pro-

duction infernales, mise à 100 % sur les techniques

de programmation de l'individu affinées par le Nou-

vel Age et Essalen, Essalen, où M. Gorbatchev a

envoyé en éclaireur son principal conseiller économi-

que, avant de se rendre à Stanford, en juin dernier.

Les cadences infernales, la manipulation des

hommes, cela se paie : chez les ingénieurs et les

cadres, la consommation de cocalne et de crack a

atteint de telles proportions que les entreprises

Les jeunes,

principaux sacrifiés

N EST-CE pas le système qui est le premier pusher de drogue ? Nombreux sont les Améri-

cains capables de longier avec leurs complexités

secrètes, inavouées, les éclats du miroir, les exils

croisés, et d'assumer la liberté des autoroutes. Mais

la drogue à Wall Street, la drogue dans les centres

de technologies dites douces, ou dans les classes

moyennes d'une petite ville du Middle-West, c'est la

preuve que la répression de type militaire est inadap-

tée au phénomène. On parle beaucoup de crack chez

les pauvres, de cocaîne chez les très riches. Mais

l'angoisse des classes moyennes, leur peur d'aller

s'écraser tout en bas de l'échelle, dans les rangs

honnis des bénéficiaires des aides sociales ? On leur

dit bien de se « défoncer » pour ne pas tomber. La

vraie défonce serait utilisée comme technique d'opti-

misation de la personnalité par les Américains

employés dans les nouveaux « petits boulots » pré-

caires. Ces classes moyennes sont les véritables vic-

times, leur pouvoir d'achat n'augmente plus depuis

Trente-sept millions de personnes n'ont aucune

protection médicale. A dix minutes de Disneyland,

une mère de famille nombreuse - et aisée -

s'esquinte dans un travail de nuit épouvantable pour

assurer la couverture médicale à laquelle son mari

n'a pas droit. La famille voisine et amie a été ruinée

par la maladie du mari, et vit de charité publique.

Dans les prairies bleues et les haras de Paria (Ken-

tucky). l'hiver dernier, des dizaines de lads noirs

sont morts: ils n'avaient pas les moyens de se

Principaux sacrifiés, les jeunes, Avec un certain

retard, mais une belle unanimité, on pousse un cri

d'alarme : les enfants américains sont une espèce en

danger. Cause reconnue : les problèmes de l'ensei-

gnement. Mais il s'agit de la survie ! Les Américains

sont, comme le Bangladesh, au dix-neuvième rang

mondiai pour la lutte contre la mortalité infantile.

épopée foisonnants d'un siècle et demi.

UN SIÈCLE ET DEMI DE LUTTES ET DE RÉPRESSION

EPUIS que, paré du titre de « grand communicateur », un acteur de

second ordre, ancien informateur du FBI au temps de l'inquisition maccarthiste, est parvenu à la présidence des Etats-Unis, on avait presque oublié qu'il existait dans ce pays une gauche. D'Albert Parsons et August Spies, deux des « martyrs de Chicago » (1887), à Abble Hoffmann, grand prâtre de la contre-culture des années 60, les « radi-

caux » au sens américain du terme ont occupé dans l'histoire de l'Union

une place qui, pour être minoritaire, est loin d'être marginale. The Ency-

clopedia of the American Left (1) condense en près de mille pages cette

de syndicats ou de groupes politiques, beaucoup d'écrivairs et d'aristes. Eugene V. Debs, apôtre d'un socialisme pacifiste et plutôt modéré, voi-sine avec Isadora Duncan, danseuse d'avant-garde que l'Amérique des bigots priva de sa nationalité. Le secrétaire général du Parti communiste

au temps de Roosevelt, Earl Browder, qui se fit le chantre à contretemps de la coexistence pacifique jusqu'à ce qu'une attaque en règle de Jacques Duclos lui signifiat sa disgrace, côtoie John Dos Passos, écrivain et liber-

taire passionné avant-guerre, pourfendeur de l'Amérique de la « grosse

galette », qui finit de façon désolante en admirateur de Ronald Reagan.

Daniei DeLeon, le marxiste intransigeant et passablement sectaire dont la

renommée, au début du siècle, était parvenue jusqu'en Europe, se trouve

en compagnie de John Reed, journaliste vagabond qui rencontra Pancho Villa, vácut les jours exaltants de la révolution russe et qui, emporté par

une épidémie de typhus, est enterré dans le mur du Kremiin. On rencon-trera l'historien noir W.E.B. Du Bois, le plus important des intellectuels

afro-américains de ce siècle, devenu, au crépuscule de sa vie, citoyen du

Ghana de Nkrumah. On croisera également des chanteurs : Joe Hill, le « Wobbly » d'ascendance suédoise, qui périt devant un peloton d'exécu-

tion, victime de la peur du rouge qui hante périodiquement le Nouveau

Monde, ou Pete Seeger, qui, à quatre-vingts ans, est encore de tous les

Parce que, aux Etats-Unis, gauche ne rime pas toujours avec mouvement ouvrier, on ne sera pas surpris de trouver, à côté des organisateurs

payer des médicaments contre la grippe.

mènent leur propre lutte contre la drogue.

tisme à court terme, dit-elle. Nous ne dema

ravesties siders et ting-pot, u. C'est n de la

1 leader ėsidence lue. Elle isée.

La vraie

e la récesdes agrese avec le oyens brammigrants ? & Surfer beaucoup

ifrontation cume des iton et les a réponse ntent des alifornicaifomie du cients du ne région thique du voisinage Amérique du boom

Coulées littoral. masse.. ous senil arrive.

ctuelle : xe qu'on ante ? » 'amorce au coup époque is ou de le John la mort ∋collées

College lifornie, liversity

d Cen

tale! " n. Los Soethe

imes à

ival de ales. II que ça

itre). Norton.

i : on vit

udence à

node de ente aux : de leur

* Historien, CNRS, Maison Rhône-Alpes des sciences de l'homme,

M™ Gretchen Buchenhotz (22) mobilise New-York, crée des centres d'accueil. Elle parle avec émotion des terrains vagues où les prisonniers de droit commun ont reçu la tâche d'enfouir des cartons à chaussures sous quelques pouces de terre, sépultures improvisées - les parents sont interdits de visite. Dans certains hôpitaux, elle a vu les bébés entreposés dans des sortes de cages, ou attachés dans leur berceau, ou empilés à même les tables de bureau. La campagne sur les mauvais traitements infligés aux enfants s'appuie sur une réalité quotidienne. Les violences sexuelles sont fréquentes. nine Rosoff (23) estime que la majorité des drogués sont des femmes. Le pauvreté prend le visage d'une femme blanche.

« Une société permissive peuplée de bruyants moralistes »

ES années 90 saront la « décennie de la femme », dans le monde du travail et en politique. Le doubie revenu familial est devenu la norme. Quant su féminisme, différent de celui des années 70, il devient un puissant moteur de la vie publique. Les emmes sont les plus crédibles sur les problèmes de fond: environnement, avortement, enfants, paine capitale. Un nombre record de candidates se présentent aux élections de novembre. L'ancien maire de San-Francisco, Mine Diane Feinstein, a remporté les primaires pour le poste de gouverneur de Californie, en faisant campagne à la fois pour l'avortement et pour la peine de mort, reflétant sinsi la tendance

Pour M. Bill Domhoff, le Parti démocrate a été incapable de mobiliser les angoisses de la classe moyenne affaiblie, tandis que prolétaires et syndicats sont allés au tapis. L'ancien parti de Kennedy n'est qu'un agglomérat de groupes de pression catégorieis incapables de conclure des alliances, comme juifs et les Noirs, toujours à couteaux tirés. M. Farrakhan, dirigeant des Black Muslims, tient des l'autre camp. M. Jesse Jackson ? La classe moyenne ne votera pas pour lui, vu l'état de guerre civile larvée. M. Domhoff rappelle qu'aux dernières élections 85 % des électeurs étaient des Blancs. Pour M. Andrew Feenberg, professeur de philosophie à la State University de San-Diego, le véritable ennemi des libertés américaines, c'est l'individualisme, qui continue en fait la tradition des sectes religieuses protestantes des dix-neuvième et vingtième siècles : « L'individu qui n'est plus tenu per des liens véritables et des obligations devient un teteur mécontant de sa propre vie, engagé dans des stratégies de manipulation et de contrôle dirigées sur lui-même et sur les autres. »

Le Sénat, traditionnellement un cercle de gens aisés, est devenu un club très fermé de milliarda Certains eénateurs se seraient conduits comme des gangsters en pillant l'immobilier de Washington. « Une marée de dollars envahit les couloirs de Capitol Hill I (25) » Comment lutter à armes égales avec les pantis ? En 1988, 98 % des représentants et 85 % des sénateurs ont été réélus. Plus grave ancore, l'emprise japonaise favorise la corruption de la démocratie, car les Nippons financent quantité de centres de réflexion et d'universités, plus une armée de lobbyistes d'élite. Tous les cadres du département du commerce lorgnent de leur côté. Une bonne centaine d'anciens membres du gouvernement représentent des firmes japonaises. L'été dernier, un économiste. M. Pat Choate. a été licencié par TRW Inc., firme qui entretient des liens étroits avec le grand banquier des Etats-Unis : il est l'auteur d'un livre qui épingle l'achet d'influence par les firmes

Le film réalisé par le journaliste français Claude Gaignaire sur les gangs de Los Angeles, les Bloods et les Creeps, illustre la désespérance totale et l'humiliation : « Je suis noir, et je déteste ma peau », ces mots revenaient souvent, «Les jeunes Noirs ? Pour eux, c'est la bataille de la Mame en 1915 /

A la redécouverte de la gauche

Par PHILIPPE VIDELIER *

accuse M. Andrew Hacker, A quoi leur servirait un diplôme ? Passez donc en fin d'aprèsmidi sur mon campus de Queens, vous assisterez au départ des professeurs blancs et à l'arrivée des équipes de nettoyage, presque tous des Noirs... On pourrait en conclure, n'est-ce pas, que le métier favori des Noirs, c'est de manier le balai l »

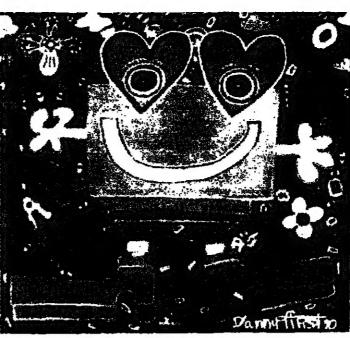
Détenteurs d'un vote arbitre très influent, les gays et les lesbiennes finiront, dit-on, par avoir plus d'influence politique à Washington que les promoteurs immobiliers ou les banquiers. Un phénomène nouveau : les enfants des gays. A la parade homosexuelle de San-Francisco, en juin demier, la famille semblait abondamment représentée par les papas, mamans, grandsparents, tantes et oncles homosexuels, impressionnent défilé de voitures d'enfant. Sous les quolibets de l'establishment ? Pas le moins du monde. Il s'agit là d'un groupe qui s'est fait respector, très actif dans les causes humani-

taires et la communauté. Citoyens conscients, que la familiarité quotidienne avec la morz a considérabled'excellents contribuables. Si Castro Street à San-Francisco ou les bars de La Nouvelle-Oriéans sont une foire de grandes « folles ». le sida est loin d'avoir mis fin à la promiscuité chez les hétérosexuels, qui profitent de la via comme s'il n'y avait

«Nous vivons dans une société permissive peuplée de bruyants moralistes», remarque M. Louis Menand, professeur de littérature américaine à la New York University. Les champions des « valeurs traditionnelles > ? Voici la bruyante et violente ultradroite qui repart en guerre, sous la bannière d'un vieux notable du Sénat, M. Jessie Helms, de Caroline-du-Nord, et de M. Pat Robertson, candidat à la présidence en 1988 et télévangéliste richissime, propriétaire de la chaîne CBN, qui rêvait de filmer l'Apocalypse et la seconde venue du Christ (26).

On assiste à une mobilisation contre la « condomisation de l'Amérique » et sa « sidaïsation », contre le droit à l'interruption de grossesse, tous les droits des femmes, les bourreaux d'anfants, les adversaires de la peine de mort, le rap et le hard rock, les crimes sataniques. Pourquoi pas le retour à une bonne censure, parfum nostalgique des années 30 ? Cible préférée de la chasse aux sorcières, le National Endowment for the Arts, dotation nationale pour les arts. Un conservateur de musée de Cincinnati est ainsi inculpé pour encouragement à l'obscénité, parce que sur ses cimaises a été exposée l'œuvre du photographe homosexuel John Mapplethorpe, mort du sida. On arrête un disquaire de Floride pour avoir mis en vente l'album rap des 2 Live Crew — il s'agit d'un groupe de musiciens noirs. Le Washington Times, qui appartient à la secte Moon, applaudit. L'ancienne majorité morale n'a-t-elle pas été enterrée un peu rapidement ? Après la disparition du e grand satan », elle a retrouvé de nouveaux

Dans un pays qui refuse de ratifier la convention femmes enceintes est précarisée, où le congé parental n'existe pas, où la contraception est souvent inefficace, où les mineurs peuvent être condamnés à la peine capitale, comment passer du vacarme des insultes aux mesures qui s'imposent d'urgence ? La Congrès de Louisiane vient d'être le théêtre d'un débat sur l'avortement tellement clownesque que



DANNY FIRST .

l'opinion publique, y compris les religieux conserva-teurs, a été dégoûtée.

C'est aussi dans cet Etat qu'en octobre s'est présenté M. David Duke, ancien responsable du Ku Klux Klan, fondateur de l'Association pour l'avancement des citoyens blancs, à une élection primaire en vue de l'élection sénatoriale de novembre. Il a échoué de avec environ 44 % des suffrages, soit plus de 600 000 voix. Et en 1992, s'il se représente ?...

« De plus en plus, le monde ve se diviser en deux groupes: ceux qui ont le pouvoir de communiquer et ceux qui ne l'ont pas», dit le professeur Herbert Schiller, de l'université de Californie à San-Diego (27). Sur son bureau, un article publié par la Texas Law Review, dont les auteurs (28) s'interrogent sur la prise de pouvoir dans la société - ses composants politiques, économiques et culturels par les géants de la communication. La publication de ce débat par une revue de droit texane lui rend un peu d'espoir : il y voit la preuve d'un début de prise de conscience. Les citoyens commencent à s'inquiéter des attaques contre la service public et la souveraineté de la nation. M. Schiller met en garde les Européens contre l'invasion du marché international par la culture américaine de masse, invasion par ailleurs nécessaire à sa survie. Il faut surveiller, dit-il, les mécanismes de prise de pouvoir de services publics comme les postes et les télécommunications, sinsi que l'éducation. ATT et IBM investissent davantage que ne le fait le gouvernement fédéral dans l'enseignement de base. La France, comme le reste de l'Europe, continuera-t-elle à s'inspirer des plus mauvais aspects de la société américaine, copiant aveuglément ses innovations ?

Réinventer le langage de la solidarité

E cœur urbain a cessé de battre dans les villes polymorphes et extensibles à l'infini. De nouvelles cellules s'implantent en pleine nature, grâce aux nouvelles techniques de transmissions. « Trois cette nouvelle forme de liberté du travail (29). » Il y a risque de multiplication de systèmes fermés, branchés sur les cibles de leur choix, communiquant au coup par coup avec le reste du pays et de la communauté civile. N'existera-t-on plus que si l'on fait par-tie d'un réseau, de ces tribalités sur fond de techno-

Face à ce danger, M. Robert Bellah, chef de file de la «socio-écologie», exige de la démocratie qu'elle parie à nos cœurs, en réinventant le langage de la solidarité. « Le rêve américain ? Souvent, c'est. le rêve égoîste du gagnant qui veut devenir la ster, » Comment le concilier avec cet autre rêve, celui de vivre dans une société qui vaille la peine d'être vécue ? Contrat social et bien commun sont indispensables. L'Amérique retrouvera-t-elle ses repères ? Déjà l'hégémonia totalitaire de l'économie dans les business schools commence à faire leur place aux disciplines humanitaires.

Cette société désorientée est entrée dans la phase de rupture das équilibres, en proje aux imolosions culturelles et ethniques et aux vents économi-

Mobilité et espace étaient les grandes valeurs de ce continent. Le modèle n'est-il pas menacé dans ses fondements ? Les Américains sauront-ils repenser les principes de leur mode de vie et tirer profit de leur immense potentiel humain et énergétique ?

INGRID CARLANDER.

(19) Personnage du roman de Maxine Hong Kingston, The Woman Warrior, Vintage International, New-York,

(20) Rédactrice en chef du Los Angeles Times Maga-(21) Directeur de la firme Silicon Valley Consulting

(22) Dirige une association caritative d'aide à l'enfance.

(23) Directrice de l'Allan Guttmacher Institute, New-York, qui effectue des recherches sur les problèmes de la famille et de l'éducation.

(24) Lire Serge Halimi, «Mortelles surenchères électorales aux États-Unis», le Monde diplomatique, juillet 1990, et Pierre Dommergues, «Le rêve américain n'est plus ce qu'il était», le Monde diplomatique, octobre 1990. (25) In John Chancellor, Peril and Promise, Harper and Row, New-York, 1990.

(26) Cf. Ingrid Carlander, op. cit.

(27) Auteur, notamment, de Culture Inc., Oxford University Presa, 1989. Lire aussi son article «Faut-il dire adieu à la souveraineté culturelle ?», le Monde diplomati-

(28) Cf. l'article de Ronald K.-L. Collins et David Sko-s, «The First Amendment in an Age of Paratroopers», mai 1990. (29) Jacques Ganchey, la Vallée du risque, Plon, Paris, 1990.

combats.

On fait aussi connaissance de mouvements sociaux à peu près ignorés, tels le radicalisme agraire des années 20 et les coopératives communistes. Dans un pays qui s'est construit grâce à l'immigration, on ne s'étonnera pas de la part réservée aux étrangers. Des entrées « ethniques » passant en revue l'arc-en-ciel de toutes les origines permettent de mesurer la place qu'ont occupée les immigrés dans la mise en forme de la pensée et des mouvements radicaux. On apprend ainsi que les blan-

(1) Mari Jo Buhle, Paul Buhle et Dan Georgakes, The Encyclopedia of the Imerican Left, Garland Publishing Inc., New-York, 1990, 928 pages, 95 dollars.

uistes rescapés de la Commune de Paris publiaient la Torpille dans les

L'attrait pour les États-Unis des intellectuels dissidents du monde entier fait que l'on trouve aussi dans cette encyclopédie quelques étran-

gers célèbres, passents qui ont laissé une trace plus ou moins éphémère :

James Connolly, leader et martyr des Pâques irlandaises de 1916, qui

son séjour américain comme sa « plus grande erreur » ; Ricardo Flores Magon, organisateur du Parti libéral mexicain, d'inspiration libertaire, qui

avait tenté, avec les Wobblies, d'instaurer une Commune de Besse-Californie en 1911 ; José Marti, le héros des Cubains ; Diego Rivers, le

peintre muraliste qui avait placé un portrait de Lénina au beau milieu de sa

fresque du Rockefeller Center à New-York (ce qui dépassait les limites acceptables du libéralisme américain)... L'Encyclopédie consacre égale-

ment plusieurs articles à l'anticommunisme et aux campagnes souvent

hystériques qui ont, par moments, réduit la gauche à une quasi-

ES événements qui ont fait les grandes dates de la gauche américaine

sont souvent tragiques, et ce sont essentiellement des faits de répression : Haymarket Incident — à l'origine du 1e mai en 1896 ; le mai-

sacre d'Everett (1916); l'affaire Sacco et Vanzetti (1927); l'affaire

Rosenberg (1953) ; le massacre de Greensboro (1979), etc. Mais cette gauche américaine a aussi à son actif de belles victoires morales : les

grandes grèves ouvrières du début du siècle, le mouvement des droits

civiques, le mouvement contre la guerre du Vietnam. Le livre permet d'en prendre la mesura. Un double index (des noms de personnes et de sujets)

Tout travail de cette envergure comporte ses faiblesses, et l'on pourra

toujours discuter tel ou tel choix. Fallait-il, par exemple, consacrer une notice particulière à Noem Chomsky, dont l'apport à la linguistique est

moins sujet à caution que les prises de positions politiques, alors que Mal-

colm X ou Martin Luther King se trouvent seulement intégrés à l'article « Civil Rights » ? Ne doit-on pas déplorer l'absence de John Steinbeck, qui, pour un Européen, évoque l'Amérique contestataire des années 30,

facilite les recherches croisées et complète utilement l'ensemble.

ou de Buster Keaton, qui lisait Marx entre deux prises de vues 7

avait édité sans grand auccès The Harp outre-Atlantique et consid

régions minières de Pennsylvania. On découvre que les Baltes de Boston jouèrent un rôle essentiel dans la fondation du Parti communiste améri-

La perestroïka « new look »

(Suite de la première page.)

Mais les forces très hétéroclites de l'anti-Octobre ont désormais l'initiative, et elles entendent signifier au monde un tournant historique indéniable. L'URSS fait ses adieux au communisme.

A l'heure où le président Gorbatches doté depuis septembre des pleins pouvoirs – officialise le grand virage vers l'économie de marché, l'assaut symbolique des radicaux prend tout son sens. Ce qu'inaugure la variante extrême de la réforme, le « plan de 500 jours » (dit « plan Chataline »), c'est bien plus qu'un « adieu » au communité par la communité de la communit nisme d'Etat, au « socialisme réel » de souche stalinienne. L'ère des privatisations en Russie, à dater du le novembre, devrait balayer bien davantage que le « système administratif de comnandement ». Des acquis d'Octobre 1917 tels que la propriété sociale des usines et des terres alors confiées en jouissance aux paysans sont remis en question. Certaines idées de la perestroika, comme le socialisme démocratique « de marché », ses tentatives de restaurer l'autogestion des travailleurs et la coopération agricole véritable (2) ne devraient pas résister à l'offensive libérale : ce seraient les fermiers propriétaires privés à la campagne, les grands actionnaires nationaux ou étrangers, les firmes multinationales, les banques d'Etat et privées qui deviendraient les acteurs de cette perestroïka new look.

Le plan de M. Gorbatchev adopté le 19 octobre dernier par le Soviet suprême va dans la même direction, mais en maintenant un pouvoir central fort, un rôle moteur à l'entreprise publique, une monnaie unique. «Orientation» plutôt que projet, il laisse aux Républiques — très diverses et très partagées — la liberté de choisir leur rythme et leurs recettes de passage an marché. Aux citoyens, le droit de trancher (par référendum) la question délicate entre toutes de la propriété des terres.

Indignés par tant d'« incohérences », voire de « sabotages » de la réforme russe, les radicaux ont ouvert — depuis la mi-octobre — une nouvelle crise politique. M. Boris Eltsine, président de la Russie, agitant la menace de la « sécession russe » (monnaie et armée séparées), ou, du moins, d'une résistance

Neuvième volume

« Manière de voir »

de la collection

MONDE.

ouverte, avec démission de leurs postes de tous les responsables radicaux (3). Grand spectacle dramatique avec lequel contrastent les propositions d'un autre leader radical, M. Anatoli Sobtchak: la formation d'un gouvernement d'union où le président Gorbatchev officierait, de facto, comme premier ministre.

Pourtant nombre d'observateurs soviétiques tiennent pour inévitable le recours à la force armée pour conduire les réformes (4). Rien de surprenant lorsqu'on voit dans quelle situation accablante, dans quel état d'exaspération vivent désormais les populations russes.

Le bateau coule, l'économie s'effondre, l'Union éclate, la guerre civile menace, le coup d'Etat militaire se prépare... Titres à sensation ? Non, propos très ordinaires, en cet automne 1990, des journaux soviétiques, des débats parlementaires, de toutes les conversations. Un mot revient avec insistance et résume le sentiment général : « razval », la débâcle, le chaos. Les moins pessimistes diront : « Le chaos précède la création. »

En l'espace de quelques mois, les grands débats sur le « monopole de soixante-treize ans du Parti communiste » sont devenus comme les échos d'un continent disparu. Les affiliations au parti et les abonnements à la Pravda sont en chute libre (5). Evidemment, la rumeur de la rue s'amplifie : • les tanks sur la place Rouge », « la peste à Moscou (6) »... On croirait entendre la bande-son d'un film d'épouvante. Mais elle ne correspond pourtant pas aux « images » : on trouve du pain dans les boulangeries (7), les autos roulent, les avions volent, les trains partent à l'heure. La foule qui déambule paraît, d'une saison à l'autre, mieux vêtue. Les anoraks, les jeans, les cuirs et peaux taillés mode, croisent les paletots élimés de la zastoī (8) et les souliers qui ont parcouru cinq années de perestroika. Les cafés-restos privés (chers) se comptent déjà par dizaines. Les mendiants aussi, dans les couloirs du métro. « Naufrage » peut-être... mais tout le monde n'a pas les mêmes

Au coin de la rue Stretenka, une masse de visages harassés, de jambes bouffies de fatigue se pressent aux portes d'un magasin de vêtements. L'une de ces femmes marque les poignets de ses compagnes et rivales d'un
numéro d'appel. La bousculade sera
évitée. En file et pas à pas, chacune ira,
par-delà le seuil, au butin, jusqu'à épuisement. Scène de leur vie très ordinaire. Ici et maintenant, c'est pour un
imperméable unisexe vert. Plus loin, ce
sera pour un paquet de macaronis. En
d'autres lieux, des hommes patientent
pour une ration de tabac ou d'alcool.
Des chanceux trouveront le bout de
bœuf graisseux au prix d'Etat (fixe
depuis 1962) de deux roubles. Inutile
de chercher les œufs, les cahiers d'écolier, ou un quelconque tissu. Sans parler du poisson frais qui n'est plus qu'un
lointain souvenir.

Des produits disparus ont fait leur réapparition: café, savon. Mais comment se débrouille-t-on? En cherchant bien, en n'hésitant pas à y consacrer une partie de la journée de travail, on peut réunir les éléments d'un repas. Du moins à Moscou, à Leningrad, dans les

villes méridionales. Dans la province russe, c'est bien plus problématique. Bien sûr, personne n'interdit au Moscovite de s'offrir un « big » au McDonald's après une heure d'attente et pour plus du triple du prix du kilo de viande d'Etat, ni d'acheter son kilo de bœuf sur le marché kolkhozien « libre » entre 25 et 40 roubles, ni de dépenser le montant d'un salaire moyen (200 roubles) pour une paire de jeans au marché noir, où la télé couleur coûte six mois de traitement. Mieux encore : rue Petrovka, dans l'une des nouvelles boutiques de luxe de la capitale, c'est l'équivalent de dix salaires et davantage que l'on devra payer pour un pantalon ou un pull, en devises fortes, Ces casis de consommation, appelées à se répandre, sont le lieu de rencontre des nouveaux « hommes d'affaires », des blousons dorés, des trafiquants divers, « impliqués » dans les joint-ventures ou

Avec ou sans pommes de terre, l'information...

O'll accède à ces circuits parallèles que l'on dit «dominants»? En fait, pas plus de 10% de la population (9). L'immense majorité doit se contenter des services publics. Les marchés libres et noirs sont pour elle l'exception (10).

Le pain, les pommes de terre, le chou: voilà les grandes questions au seuil de l'hiver. Et aussi le chauffage. Les fabuleuses récoltes de 1990 (entre 260 millions et 300 millions de tonnes de céréales) pourrissent dans les champs, sous la pluie, dans les trains immobilisés. A la mi-septembre, seul un tiers des récoltes de fruits et légumes était rentré. Les réserves de Moscou n'étaient assurées qu'à 2 %, celles de Leningrad à 10 %. Le niveau habituel des pertes est de l'ordre de 20 % pour les céréales, de 60 % à 70 % pour les fruits et légumes. Manque de bras, de routes, de moyens de transport et de stockage.

« Complots » et paniques amplifient le chaos général : le système bureaucratique classique est désorganisé, les régions n'obéissent plus aux injonctions du centre, les Républiques « souve-

LE MONDE -

EXCLUSIONS, EXTRÊMISMES

INÉGALITÉS,

diplomatique

Spontanément, sans discours, les lois du marché et

raines » et les entreprises en grève technique ou politique n'honorent plus

les échanges avec l'Occident.

leurs contrats. Enfin, dans de nombreuses branches industrielles, la production est en baisse. Le bassin sibérien du Kouzbass, haut lieu du nouveau mouvement ouvrier, fournira 5 millions de tonnes de charbon de moins que prévu. La production de pétrole se réduirait de 607 millions de tonnes en 1989 à 592 millions de tonnes en 1990. A cette crise de combustibles s'ajoutent les fermetures de centrales thermiques pour raisons écologiques (11) ». • Terrorisme vert », disent certains officiels. Conséquence : les besoins en eau chaude pour le chauffage des villes risquent de n'être assurés qu'à 80 %. Si l'hiver est rigoureux, les températures tomberont à 10 degrés et moins dans des millions d'appartements.

Ces déficits ne sont pourtant rien à côté des gaspillages induits par la société de consommation « planifiée ». L'automne 1990 a été variable en Russie : dans telle ville de province, il faisait froid, et le chauffage urbain ne fonctionnait qu'à 50 % de sa capacité, alors qu'à Moscou, par temps plus chaud, le chauffage prématurément mis en route obligeait à ouvrir les fenètres. Le charbon, le fuel, le gaz, l'électricité, l'eau, la terre appartiennent toujours, pour beaucoup de consommateurs soviétiques, au domaine de la

quasi-gratuité, qui encourage une irresponsabilité totale.

Cette même indifférence dans une société où « tout est le bien de tous et de personne », fonde toutes les négligences et tous les immobilismes. Par effets cumulatifs ils ont produit le spectacle de la désolation et de la déglingue galopantes : immenbles anciens et neufs laissés à l'abandon, vitres brisées, portes défoncées, canalisations explosées, rues éventrées pour des chantiers sans lendemain, amas de ferrailles et de planches abandonnées, outiliages et wagons de chemin de fer datant des années 40, usés, rouillés, tout comme les tracteurs sans abri, les autobus cent fois rafistolés... La régression des années 80 prolonge la « stagnation technologique des années 60 et 70 ». Comment ne pas comprendre l'expression si courante de « pays détruit », la morosité, l'abattement de plus en plus lisibles dans les regards? Maigré les espoirs soulevés par la perestroïka - ou peut-être à cause d'eux.

Avec ou sans pommes de terre, même s'il n'y a sur la table que du pain, du fromage et du thé, le rendez-vous de 21 heures reste sacré. Pour des millions de familles, on ne rate sous aucun prétexte l'heure de « Vremia », le journai télévisé, quitte à le compléter par les émissions « 600 secondes », « Regard » et autres « Cinquième roue » qui, depuis les studios de Leningrad surtout, rivalisent dans l'impertinence, l'ironie, le réquisitoire amusé, larmoyant ou tragique, mais en tout cas permanent, contre « le système », le parti, les polices, les armées, les oppresseurs, - profiteurs et gaspilleurs en tous genres. Et si le journal télévisé reste plutôt guindé et laconique, les téléspectateurs ont encore le loisir de suivre, en fin de soirée, de larges extraits des joutes parlementaires qui opposent M. Gorbatchev à tous ses détracteurs. Mais ce spectacle politique permanent, où se discute l'avenir du pays et du monde, ne provoque plus les fièvres des débuts.

En 1987-1989 la parole libérée explosait après des décennies de lourd conformisme, de silence et de mensonge, et suscitait la passion des uns, l'agacement des autres (« assez de bavardages »), la curiosité du plus grand nombre. Aujourd'hui, la presse soviétique n'a pas cessé d'être passionnante. Chaque matin, se publient des « révélations », des articles de fond, sur l'histoire, le présent, l'économie, l'écologie, la politique. Plusieurs grands journaux sont passés sous le contrôle de leurs rédactions (« comme en Occident », dit-on).

Les secrets de famille de Monaco

DES titres indépendants fleurissent. très peu encore à l'initiative de partis ou de personnes privées. Aux sorties du métro, les points de vente de la nouvelle presse « marginale » composent un étrange cocktail : le Commercant, le Menchevik, la Sibérie libre, l'Alternative. les Techniques du sexe, la Bible, le dernier best-seller sur la « terreur rouge »... Tous les retours du refoulé. Les revues de qualité sont imprimées « à l'étranger », c'est-à-dire dans les Républiques baltes. De luxueuses publications du monde des affaires - produits de joint ventures s'étalent dans les kiosques : Business Week, Business in USSR (Hersant) Moscow magazine (soviétoholiandais) ... Elles aussi prennent activement part au débat politique et à la propagation des vertus du capitalisme.

Quant aux célèbres Nouvelles de Moscou, désormais journal populaire à la frontière du gorbatchévisme le plus libéral et de l'opposition radicale, elles ont participé à la mise en œuvre d'une édition russe (unique) de Paris-Maich. Les porte-parole du « journal

(2) Dans les années 1987-1988, il était question de retour aux idées de Lénine sur la coopération volontaire et à celles de Tchaïanov, théoricien de la coopération et de l'organisation agricole moderne.

(3) Les 20 et 21 octobre a eu lieu à Moscou le congrès constitutif du mouvement Russie démocratique, rassemblant les forces radicales dans l'intention de former un parti d'opposition à M. Gorbatchev, avec la participation d'une centaine de députés du Soviet suprème. M. Gavril Popov y a répété que la « sécession de la Russie » était envisageable comme « ultime ressource ». Mais il lui préfère, pour l'heure, une alliance de la gauche (radicaux) avec le centre (M. Gorbatchev).

(4) On cite fréquemment les exemples du Chili de Pinochet, de la Corée du Sud, de la Turquie comme autant d'expériences réussies de redressement économique par des moyens autoritaires.

(5) Le PCUS aurait perdu plus de 600 000 membres dans les six premiers mois de 1990, et deux millions ne paieraient plus leurs cotisations. La Pravda, organe central du parti. verrait ses ventes et abonnements dimi-

des gens heureux » (de France), selon un animateur de la télévision soviétique, ont cru devoir préciser que leur initiative répondait au « grand manque d'information » du public russe. Celuici a donc pu se famillariser avec les secrets de la famille princière de Monaco et les beautés du Lido, sans oublier le grand duc Vladimir, dernier des Romanov (12).

Les Soviétiques sont persuadés que l'Occident regorge d'abondance et de libertés et n'affronte que des problèmes dérisoires comparés à ceux de l'URSS. Les reportages de la télévision et les nouveaux clips publicitaires ne les démentiront pas. A l'ancienne propagande anticapitaliste s'est substituée, presque sans transition, une imagerie féerique, toute en sourires et en supermarchés. L'objectif avoué de certains journalistes libéraux est de « susciter parmi les Soviétiques le désir de vivre comme là-bas, de manière normale et civilisée, et de faire ce qu'il faut pour l'obtenir ».

Si l'information se libère des vieilles censures, elle subit une « réorienta-

nuer de deux sois et demie d'ici au début de 1991.

(6) Plusieurs cas de peste et 237 hospitalisations ont été signalés dans la région sinistrée pur l'assèchement de la mer d'Aral (Asie centrale). La ville d'Aralsk est entourée par un cordon sanitaire, renforcé par l'armée. (7) Le pain a manqué plusieurs jours fin

août-début septembre.

(8) Zastor (stagnation) : nom consacré de la période Brejney.

(9) D'après une étude d'experts de l'hebdomadaire économique Kommersant, nº 38, 24 septembre-1e octobre 1990.

24 septembre-1" octobre 1990.

(10) Il existe huit réseaux de commerce de détail : les magasins d'Etat, les coopératives d'Etat, le marché kolkhozien à prix libres, les magasins fermés pour privilégiés (en cours de suppression), les nouvelles « coopératives » privées, le « marché gris » des trocs et transactions irrégulières, mais tolérées, le marché noir hors la loi, le commerce en devises étrangères.

(11) Sous la pression des écologistes, plusieurs usines chimiques et réacteurs nucléaires ont été fermés.

(12) Dans plusieurs entretiens télévisés ou dans la presse écrite, le grand duc a exprimé son désir de - revenir au pays » et de rencontrer M. Gorbatchev.

MASQUES Marnière de voir 9 Marnière de voir 9 38 F 100 p	l'économisme dominant organisent la ségrégation raciale et les exclusions dans des pays qui pourtant se réclament des principes d'égalité et de liberté. La mémoire de la barbarie nazie, apparue au sein d'un peuple comme les autres, nous rappelle les perversions que peut produire le sommeil de la démocratie dans une société en crise. En France, c'est sur le terreau de l'injustice et du mépris que prospère un parti extrémiste ouvertement xénophobe et sournoisement antisémite. Tziganes et autres minorités en Europe, Noirs aux Etats-Unis et en Afrique du Sud, Palestiniens en Cisjordanie et tant d'autres communautés dans le monde subissent diverses formes de discrimination que le citoyen doit inlassablement démasquer. LES MASQUES DU RACISME EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
38F - 2 - 3 - 3 - 3 - 3 - 3 - 3 - 3 - 3 - 3	OU PAR CORRESPONDANCE
BON DE CO	MMANDE
LES MASQUES I	DU RACISME
NOM PRÉN	ЮМ
ADRESSECODE	POSTAL
LOCAUTÉP	AYS
► FRANCE-MÉTROPOLITAINE : 43 F (port inclus) - Nombre d'exe	emplaires :
DOM-TOM et ÉTRANGER : 48 F (port inclus) - Nombre d'exen	
Commande à faire parvenir a	
LE MONDE - Service Vente au numéro - 15, rue Fai	

notre : lucame postes d'image anèma apparitic ils rapor ce dem consacre pondant n'auront La qu dáfinitio débouch tronique gamme complexe 27 milliar appara faut-il que

qu'ik

rech-

péen

Com.

ne se

tant

vent pas d Le succ définition mattendue divers, ce l'interactio des metier de la com les technic tion servico de dossiers de créer, d petites vill on visions Sur un tres sion, sans

très enga

prises, ne

deux. Il fa

ciens et c

mieus har

il ne servi résoudre le

5i i'on ne

eté, pour la le label Eu Quelle est après ? Com cipation de responsabilit Quatre c cient, à ce p Parmi ceux-c Puisque les avaient une cinq ans. D abandonnés tion du cont de difficultés Plus de trois cours. L'invei respondant e liards de franc bent aux indu: Les parten intéressent cents sociétés lesquelles tro

* Coordinate:

* EST

en quête d'un pouvoir fort

tion » qui ne va pas nécessairement dans le sens de la vérité ou de la mesure. La réforme en Pologne est unilatéralement présentée comme une grande réussite. De même, les déploiements militaires occidentaux dans le Golfe sont fréquemment justifiés comme un juste combat - au nom du droit international . et - contre l'agresseur Saddam Hussein », sata-nisé pour la circonstance. La presse libérale soviétique a changé de camp, la cause est entendue ; est-elle devenue pour autant - objective -, comme le promettait la perestrolka démocrati-

L'audience cathodique, MM. Gorbatchev et Eltsine ont un rival performant. Lui, au moins, n'est pas porteur de mauvaises nouvelles. Les yeux dans les yeux, le grand magicien Kachpi-rovski, psychothérapeute et hypnotiseur télévisuel, est crédité de multiples « guérisons » à distance. Lui ne jette pas d'huile sur le feu. « Détendez-vous, cherchez en vous la force d'ame, le courage, la bonté qui, dans les temps qui viennent, vous seront tellement nécessaires. Laissez aller, donnezvous, un, deux... » Le regard et la voix de Kachpirovski, que les téléspectateurs retrouvent après une éclipse de plusieurs mois, font baisser la tension d'un cran... Une autre chanson pour bercer la misère humaine. « Tu ouvres la télévision, reconnaît un journaliste, il n'est question que de temps pénibles et sans joie, tu as l'impression d'être à des funérailles. . Quatre ans déjà que la glasnost délivre, assombrit, décons-

Les réflexions des années 1987-1989 portaient à l'élucidation d'une histoire complexe et des responsabilités collectives. Les slogans au goût du jour de 1990 cultivent la haine et la désignation de « coupables ». Démagogie d'autant plus douteuse qu'elle émane, non point des dissidents et des contestataires d'avant la perestrolka, mais de personnalités jadis bien placées dans les appareils politiques du parti et du KGB qui ont à racheter de longues années de compromissions.

Depuis septembre 1990, les Soviétiques assistent à une double bataille politique - parlementaire et télévisuelle - et son enjeu : les pleios pouvoirs à M. Gorbatchev, le plan de passage au marché. Et la survie d'une démocratie naissante... Entre les 9 et



L'OURAGAN D'OCTOBRE, LA CHUTE DU CAPITALISME (1920)

22 septembre out lieu, autour de Moscou, divers déploiements de troupes; celles-ci, assure le ministre de la défense, M. Dimitri lazov, récoltent les pommes de terre ou se préparent à la parade du 7 novembre à Moscou. Mais les troupes aéroportées dirigées sur la capitale, via Riazan, sout en tenue de combat, avec armes chargées, ce qui n'est pas l'usage lorsqu'on va défiler à Moscou. A la même époque, la presse conservatrice, dont la Pravda, fait état d'« appels à la contrerévolution » violente, émanant apparemment d'un groupuscule extrémiste. Le 12 septembre, se déroule une manifestation anticommuniste (30 000 participants) à proximité du Kremlin.

Des risques de « libanisation »

DANS cette atmosphère étrange sont votés au Soviet suprême, le 24 septembre, les pleins pouvoirs au moyen desquels, à coup de décrets, le président Gorbatchev devrait « stabiliser la vie économique et politique du pays. A la même époque, Parlements soviétique et russe sont saisis par la grande fièvre du « pian des 500 jours » de MM. Stanislav Chataline et Gris-gori Yavlinski. Ces deux économistes, l'un membre de la présidence et eiller momentanément préféré de M. Gorbatchev, l'autre vice-premier ministre du gouvernement russe, ont concocté ce projet grâce auquel M. Boris Eltsine et son Parlement russe veulent propulser la Russie, à marche forcée, vers une économie de marché

Moscou (« enfin une issue au tunbat d'arrière-garde. Il est soutenu par l'appareil militaro-bureaucratique, la masse des fonctionnaires effrayés par le désordre, les syndicats qui disent exprimer les « inquiétudes des travaild'Asie centrale qui n'ont pas, sur les réformes à accomplir, les mêmes intérêts que ceux des « riches » baltes ou des élites urbaines de Russie.

Tactiquement enfin, M. Gorbatchev a tout intérêt à faire assumer par le gouvernement Rijkov les mesures très impopulaires que comportera la libéralisation. Bref, il ne peut pas encore « lacher » son premier ministre, comme l'exigent les radicaux, ni accro-cher son train au TGV ultralibéral de M. Boris Eltsine.

Après un mois de nouveaux conciliabules, c'est donc un plan de compromis et volontairement vague que fait connaître M. Gorbatchev. Nous sommet le 15 octobre 1990...

Mais les radicaux russes sont décidés à passer à l'action, sans attendre la permission de M. Gorbatchev. Ils sont encouragés par une partie de la presse et de la télévision, leurs alliés nationalistes des Républiques baltes et d'Ukraine, les émissions de Radio-Liberté, les fondations américaines listes de la presse occidentale qui croient le moment venu de « lâcher Gorbatchev », d'aider les Républiques plutôt que l'URSS, de soutenir les forces authentiquement démocratiques » qui pourraient, en URSS, repro-duire les événements survenus en Europe centrale en 1989 (13).

Mais la réalité soviétique, et surtout russe, est autrement complexe. L'empressement à vouloir y implanter des modèles occidentaux, ou à faire « éclater l'Union » risque de provoquer des retours de flamme - et M. Gorbatchev, au moins, en est conscient.

La plupart des gouvernements, des grandes institutions et banques de . l'Occident se rangent à l'avis de

M. Gorbatchev, du moins s'il parvient récliement à exercer le pouvoir ; les tâches prioritaires - assainir les finances publiques, refondre le système monétaire - exigent une monnaie uni-que et un pouvoir central fort, bien sûr avec large décentralisation. La réussite d'un nouveau traité d'union est done essentielle. M. Gorbatchev parle des risques de « libanisation » de l'URSS: de fait, en ajoutant aux quinze Républiques fédérées les nom-

breuses Républiques et régions autonomes qui ont proclamé leur « souveraineté », on obtient déjà une trentaine de nouveaux . Etats . en URSS (dont huit en Russie).

M. Boris Eltsine n'est pas moins concerné. L'immense fédération russe est secouée par les autonomismes. Un exemple: la Yakoutie, réclamant sa part des revenus de l'or et des diamants extraits de son sol, pourrait devenir un nouveau . Koweli » russe.

Une proie sacile pour n'importe quel démagogne

EUPHORIE des privatisations, à son tour, risque de retomber fort vite. Dans la région de Vladimir, en Russie centrale, il a fallu « municipaliser - d'urgence une centaine d'entreprises anciennement étatiques qui avaient été bradées à des « privées » sans expérience.

Le commerce et les services se prêteront sans doute à une privatisation très bénéfique, exigeant peu de capitaux et disposant d'une abondante maind'œuvre « libérée » par les faillites industrielles (14).

Dans les grandes entreprises, les collectifs de travail se laisseront-ils facile-ment déposséder de leur « autogestion - ? Et là où ils ont déjà opté pour la propriété de groupe, ou l'actionnariat » ouvrier « à parts égales » (comme aux célèbres usines de camions KAMAZ), comment les libéraux orthodoxes réussirent-ils à imposer la société par actions de leurs rêves : avec un actionnaire principal, une vraie Bourse, au sein d'un vrai marché des capitaux et de l'emploi? Enfin, que penser de cet actionnaire principal du Kouzbass, qui n'est autre que l'exécutif régional, associé à tout ce qui, dans la région, produit, trans-porte, et vend le charbon? S'esquissent ainsi des monopoles régionaux, dans lesquels se reconvertit la nomenkla-

La privatisation des terres, attendue avec impatience après l'édifiant spectacle des « récoltes pourries » ne sera pas non plus la panacée. La loi russe vent inventer un « fermier » qui n'a jamais existé en Russie. Les soviets locaux auront à louer les terres ou à les vendre : selon quels critères les répartir ? Les exploitations collectives seront dissoutes si elles ne sont pas « ration-nelles » (15), mais qu'adviendra-t-il de leurs membres qui refusent d'être privatisés? Des régions entières désendent soit leurs coopératives et fermes d'Etat, soit la municipalisation du sol. La loi autorise aussi les étrangers à acheter du terrain pour y installer des centres touristiques on des parcs de loisirs : comment contenir la spéculation foncière et la colonisation abusive? De nombreuses questions restent sans réponse. « Le marché a été détruit chez nous - observe un responsable gorbatchévien - et nous n'avons pas de capitalistes civilisés. Ce qui risque de surgir, c'est un banditisme économique. Les révoltes sont inévitables, dans la masse grise qui ne veut rien changer et rejette toute espèce d'enrichissement

Le spectre qui hante les réformes

vient de recevoir un nom : c'est la « troisième force », des lumpen et des déclassés (16). Elle a un visage ; les sans-logis qui ont planté tentes et baraques à côté du Kremlin, La « troisième force - serait la proie facile de n'importe quelle démagogue. C'est contre elle, surtout, que la violence d'Etat pourrait s'exercer. « Le marché sous la protection de l'armée! - souhaitent certains publicistes. Des experts occidentaux partagent cet avis, mais redoutent que l'on ait - la force armée sans le marché (17) ».

Le « miracle ouest-allemand » d'après-guerre, voilà le modèle, dit une étoile montante du libéralisme qui recommande le marché à grande vitesse et « l'interdiction de l'idéologie communiste (18) » . Un opposant marziste aux réformes lui rétorque que ce n'est pas la RFA ou la Suède qu'on obtiendra... mais l'Inde, avec sa misère généralisée (19). Voilà la Russie redevenue laboratoire social, pour le meilleur et pour le pire. Constat amer d'une Moscovite: - Nous sommes toujours des cobayes ».

JEAN-MARIE CHAUVIER.

(13) Du 4 su 6 juillet dernier, à Prague, une conférence internationale a réani les représentants des mouvements radicaux et nationalistes d'URSS sous l'égide de l'Interna-tionale de la résistance (Vladimir Boukovski) et de plusieurs fondations américaines, dont l'Heritage Foundation. Parmi les participants non soviétiques, on relevait les noms de M= Jeane Kirpatrick, M. Charles Lichenstein, de l'American Enterprise Institute, et de M. Jean-François Revel. L'émetteur de Munich de Radio-Liberté (en russe, ukrainien et autres langues de l'URSS) participe activement au « mouvement démocratique ». Finan-cée par le Congrès des Etais-Unis, cette radio compte sujourd'hui un important réseau de correspondants soviétiques. Elle gagne en

(14) D'après le Comité d'Etat du travail, devraient perdre leur emploi, de 20 à 25 mil-lions seraient accueillis dans de nouveaux

(15) Seront considérés comme « travai last de manière non rationnelle - (d'après la loi russe) les kolkhozes et sovkhozes dont les performances sersient de 20 % inférieures à la moyenne régionale, à qualité de terre égale, pendant trois années consécutives.

(16) Cf. Izvestia, 28 septembre 1990. (17) G. Kommersant. nº 39, 1-8 octobre 1990. Dans les izvertia du 20 septembre 1990. A. Migranian, célèbre politologue, observe que « l'armée est la seule Institution assurant l'unité du pays et conférant un pouvoir réel au

(18) Larissa Piacheva, in la revue Rodina,

(19) Cf. Aleksander Bouziaguine, Mos-kovskie Novosti, 9 septembre 1990.

. ..

largement privatisée.

Face aux « 500 jours » qui grisent les médias et beaucoup de monde à nel »), le programme révisé, mais tou-jours modéré, du premier ministre, M. Nikolat Rijkov, fait figure de comleurs ». De toutes ces forces, M. Mik-hall Gorbatchev doit tenir compte, Tout comme il ne peut ignorer les points de vue des Républiques pauvres

BULLETIN DE SOUSCRIPTION PRIX D'UN ABONNEMENT | Je m'abonne au Monde diplomatique pour : 1 AN (12 numéros) ___ ABONNEMENTS EN NOMBRE MODE DE RÉGLEMENT (les virements ne sout pes acceptés) ☐ Chèque bancaire (libellé en F.F.) ☐ Carte Messe Visa 🔲 Eurochèene libellé en F.F. 🔲 Carte American Express # carte Visa Expire far Lill Signature:

	E LIIIIII
	Signature:
NOM	
PRÉNOM_	
ADRESSE	
	AL
LOCALITE_	
PAYS	
	Balletin et régionant à retourner à : fonde Diplomatique - Service Abounements

onde Diplomatiq				
bert-Beuve-Méry	- 94852 Ivr	y Codez -	FRANCE	1
				_

collection	_
MANIÈREDEVOI	R
Numéros disponibles	
N°4	_
LA PAIX DES GRANDS	
L'ESPOIR DES PAUVRES	
N° 6	_
REGARDS D'ÉCRIVAINS	
SUR	
UN MONDE CONVULSÉ.	
№7	
DU COMMUNISME RÉEI	L
À L'AMBITION	
DEMOCRATIQUE.	
Nº 8	_
LA PLANÈTE MISE À SAC	
N°9	_
LES MASQUES	
DU RACISME.	
CHAQUE VOLUME 98 PAGES - 38	F
	i

LE MONDE

diplomatique Le Monde diplomatique propose à ses lecteurs trois formules d'abon-

nement : Abonnement tarif normal onement d'un an est de 180 F fau lieu

 Abonnements en nombre

Les abonnements en nombre bénéficien d'un tarif dégressif (voir tableau xi-contre). Les prix indiqués s'entendent à l'anité. Les abonnements sont expédiés en envoi groupé : même destinataire, même adresse.

 Abonnement étudiant Les étudiants ou les lycéens peuvent profiter d'un terif préférentiel sur présentation d'un justificatif (photocopie de la carte d'étudiant ou certificat de scolarité). Cette offre est valable uniquement pour la France métropo-

De 10 à 19 + de 20 1 AN FRANCE 180 F 162 F 145 F ÉTUDIANTS 135 F NORMALE 240 F 222 F 205 F Branger (y compris CEE par avios) **VOIE** AERIENNE 217 F 200 F 235 F Tunisie, S.P. 25000 Antres pays d'Europe y compris Chypre, Turquie, Algire, Marot (sani (EE) 225 F 260 F 242 F DOM, Afrique fr S.P. 85000 245 F 280 F 262 F Etats-Unis, Canada, Moven-Orient 275 F 292 F 310 F 315 F 332 F 350 F 325 F 360 F 342 F 355 F 372 F

1, place I

l'avenir que plus libérée e lourd e mensez de u plus presse 2551011ent des

nd, sur

, l'éco-

grands

rôle de

QUE

e une irres-

dans une de tous et

les négli-

ismes. Par

uit le spec-

déglingue

nciens et

es brisées.

ons explo-

chantiers

rrailles et

tillages et

atant des

it comme

obus cent

sion des

tagnation

et 70 ..

: Cxpres-

truit . la

laigré les

jika - ou

le terre,

du pain.

2-vous de

millions

icun pré-

e journal

Regard.

c . qui,

rad sur-

rtinence.

isé, lar-

tout cas

me », le

oppres-

télévisé

que, les

oisir de

larges

ires qui

ous ses

politi-

oviétie leur anque Celuiec les re de , sans is que et de lèmes

eilles entaout de pitali-istrée e cen rs fin re de

IRSS. et les ie les propa-jtuéc. gerie шрегrtains sciter vivre ale et DOUT

1 heb-1 38, ce de atives s. les rs de ves « nsac-nor eres plu-aires

L'économie supporterait-elle un troisième « choc pétrolier »?

ÉRÉGLEMENTATION : ce fut le maître-mot des années 80, qui n'en finit pas d'épuiser ses bienfaits supposés. De fait, l'économie mondiale n'est plus ce qu'elle était lors des deux premiers « chocs pétroliers ». Fragile, spéculative, volatile, elle vit au jour le jour. La récession est déjà là, mais il ne faut surtout pas sonner l'alarme. Car ce seraient tous les choix de la décennie passée qui devraient alors être mis en question, et pentêtre même l'opportunité d'une intervention militaire...

Par JEAN-LOUIS GOMBAUD *

Les gouvernements occidentaux sont placés devant un grave dilemme. Pour préparer leurs opinions publiques à de nouveaux efforts, à des sacrifices, ils sont tentés de dépeindre les conséquences d'un éventuel troisième choc pétrolier sous le jour le plus sombre. En même temps, à la recherche d'un consensus afin de disposer des moyens politiques leur permettant d'aller jusqu'au bout en cas de conflit ouvert dans le Golfe, ils doivent éviter d'être par trop alarmistes. En France, aux Etats-Unis ou ailleurs, les boutefeux scraient-ils aussi nombreux s'ils pouvaient apprécier à leur juste mesure les conséquences économiques et sociales qu'entraîncrait une guerre généralisée au Proche-Orient?

Les responsables sont incités à la prudence pour une autre raison : ils veulent prouver que leur gestion a, depuis le début des années 80, consolidé l'économie mondiale. L'Occident, mieux protégé, serait, selon eux, anjourd'hui plus apte à subir les assauts extérieurs : il ne faut donc pas céder au catastrophisme ; la peur est démobilisatrice et risquerait de remettre en cause des choix militaires faits au lendemain de l'invasion du Kowellt. Il ne faut pas non plus provoquer de panique : cela pourrait aboutir à la contestation des orientations économiques de toute une décennie et, du même coup, de celles qui seront prises au cours des prochains mois pour s' adapter » à la conjoncture.

Comme ils le firent hier, les experts ne veulent aujourd'hui concentrer leur attention que sur les événements qui,

depuis 1970, ont propulsé par deux fois déjà le baril de pétrole vers les sommets : la guerre d'octobre aurait été la cause du premier « choc » (octobre 1973); le deuxième (janvier 1979) serait la conséquence de la révolution iranienne et de la guerre entre Bagdad et Téhéran.

C'est oublier que ces explosions étaient en partie une réaction à la profonde dégradation du marché pétrolier dont souffraient les populations concer-nées. Il est d'ailleurs étrange que les pays consommateurs, qui ne cessent de gémir sur les « chocs pétroliers » et leurs conséquences sur leur économie et les équilibres sociaux, se refusent à prendre en considération les effets déstabilisateurs des bas prix. Pouvait-on croire sérieusement que le contre-choc de 1986, année pendant laquelle le baril est passé sous la barre des 10 dol-lars, permettant de transférer 120 milliards de dollars des pays du Proche-Orient vers les économies occidentales. resterait sans suite?

Depuis leur maximum de la fin de 1980, les prix du pétrole se sont engagés sur une tendance longue à la baisse, encore aggravée par un effet monétaire. Au début de 1986, le dollar (devise de facturation du brut) s'est fortement replié. Entre le 26 février 1986 et le 15 octobre 1990, sa valeur en francs a été divisée par deux. La conjoncture, pendant toute cette période, a ainsi présenté un caractère tout à fait original : il y eut chute des cours du dollar et du pétrole, la première rendant encore plus insupportable la seconde pour les producteurs.

Dans un contexte bien distinct des précédents

L baisse, un triple phénomène s'est produit : il y eut transformation des niveaux de la demande, des structures de l'offre ainsi que de celles du

Par souci d'économie, la consommation de pétrole, qui n'avait pas cessé de

Du côté de l'offre, les modifications ont également été très profondes. La revalorisation des cours à partir d'octobre 1973 avait relancé l'exploration dans des zones qui n'étaient pas rentables auparavant (continent américain et mer du Nord, essentiellement). L'Organisation des pays exportateurs

* Journaliste à France-Culture.

TOUT au long de cette phase de de pétrole (OPEP) a ainsi été reléguée progressivement au second rang. Par la suite, en raison de la baisse des cours, la carte pétrolière a été redessinée : les grands projets dans les pays consommateurs ont à nouveau perdu en renta-bilité, le pétrole du Proche-Orient resextraire. La production s'est donc recentrée sur cette zone : elle a, l'an passé, assuré plus de la moitié (53 %) des approvisionnements occidentaux en brut et près du quart de ses importations en produits raffinés sans que cela se traduise par une augmentation des investissements de prospection et d'insune reprise de la demande alors que l'offre reposait en grande partie sur des pays politiquement fragiles (lire page 12 l'article d'Olivier Da Lage) aux populations impatientes (depuis 1980, le revenu par tête dans les pays arabes a baissé de 20%) dotés de capacités de aradaction exches de leur cités de production proches de leur

Les structures de marché ont également été modifiées. L'OPEP, pour retrouver sa place, a dû se plier aux règles de la concurrence. En mars 1983, le prix producteur, pour la pre-mière fois de son histoire, a été abaissé de 34 à 29 dollars. Il a par la suite - le 30 janvier 1985 - été abandonné. L'Organisation rétablissait sa situation dans le jeu pétrolier mondial en acceptant de perdre la maîtrise du prix. «cédée» au fil des mois au marché international. Ce n'est plus à Ryad (l'Arabic saoudite est le plus grand exportateur mondial) que se décide la valeur du brut, mais sur les Bourses de commerce, à New-York et à Londres, Jusqu'au milieu des années 80, le prix de contrat fluctuait en fonction de l'offre et de la demande autour d'un prix producteur fixé par l'OPEP - en fait l'Arabie saoudite. Ce prix était celui que permettait une reconstitution des ressources, auquel s'ajoutait un profit plus ou moins « normal ». Il a été progressivement remplacé par le prix de marché pur et simple, qui reflète

mais le type antérieur de transactions limitait de fait ses possibilités d'intervention. La nouvelle façon de faire donne au cours du baril une volatilité extraordinaire. Après l'annexion du Koweit par l'Irak, les prix ont plus que doublé. Alors qu'il avait fallu un an (entre janvier 1979 et avril 1980) au cours du second « choc » pétrolier pour multiplier les prix par deux, il a donc suffi d'un mois et demi - du début d'août à la mi-septembre - cette fois-ci. Les prix devaient ensuite fortement fluctuer, au gré des rumeurs, baissant fin octobre, mais prêts à augmenter à nouveau, au gré d'autres

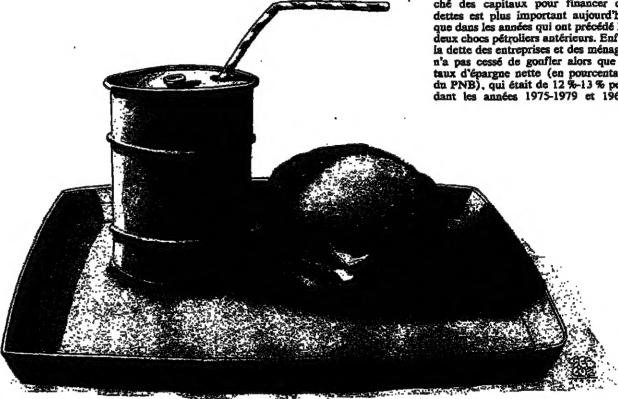
Ces bouleversements, qui s'inscri-vent dans la vaste offensive de déréglementation des années 80, pourraient avoir des conséquences incalculables.

Un a choc pétrolier » se produirait tinct des deux précédents. Nous risquons fort d'assister pour la première fois à une flambée du prix du brut alors que l'économie mondiale est déjà en

Lorsque, à la mi-juin dernier, le baril de pétrole se négociait autour de 15-18 dollars, l'économie américaine (et en Europe celle du Royaume-Uni) entraient en récession et le commerce mondial plafounait après des années de

la croissance des pays riches, si vantée depuis la reprise de 1982, n'a pas été plus forte que pendant les années 1975-1979, alors qu'elle a été nettement infé-rieure à celle de la période 1969-1973. Ces cinq dernières années, le taux de chômage a été en moyenne le double de celui des années 1969-1973; avec près de 7 %, il est de deux points supérieur à celui des années 1975-1979. Pendant ce temps, le rythme de croissance de la productivité du travail est resté le même (2,2 % par an) bien que le taux d'investissement se soit sensiblement redressé avec le taux de rendement du

La situation financière mondiale se scrait-elle améliorée ? Il n'en est rien, L'état de la dette du tiers-monde suffirait à le démontrer. Pendant la seconde partie de la décennie 70, le stock de dettes à long terme représentait le cinquième des richesses produites par les pays pauvres; mais, durant les années 1986-1990, l'encours de la dette à long terme a accaparé la totalité du produit national brut (PNB) du monde en voie de développement (125 % en 1990!). Dans les pays de l'OCDE, si la baisse des déficits budgétaires par rapport aux PNB est une réalité, elle est trop récente pour nous persuader de sa longévité alors qu'on se prépare à remettre en cause ce principe en Allemagne et an Royaume-Uni. D'autre part, compte tenu de l'inertie des dettes publiques, le poids des Etats dans les appels au marché des capitaux pour financer ces dettes est plus important aujourd'hui que dans les années qui ont précédé les deux chocs pétroliers antérieurs. Enfin, la dette des entreprises et des ménages n'a pas cessé de goufler alors que le taux d'épargne nette (en pourcentage du PNB), qui était de 12 %-13 % pendant les années 1975-1979 et 1969-



l'état de l'offre et de la demande, mais prend aussi en compte l'ensemble des anticipations (guerre éventuelle, perspectives des approvisionnements et des consommations, etc.) Sur ce marché, se trouvent dorénavant réunis une foule d'intervenants extérieurs au pétrole physique. Toutes sortes de capitaux (banques, fonds communs de placement) s'y donnent rendez-vous pour « travailier » la marchandise. La spéculation sur le pétrole a toujours existé,

vive expansion. La croissance américaine est, depuis août, proche de zéro alors que s'essouffie la machine à embaucher. En 1988, elle créait des emplois à un rythme mensuel de 300 000. En septembre dernier, l'économie américaine a perdu 100 000 emplois. Et, depuis le début de 1989, le taux d'utilisation des capacités de production baisse dans les pays européens, avec un net infléchissement au début de 1990.

Voilà de nombreux mois que l'inflation aux Etats-Unis (un rythme proche des 6 % l'an avant l'opération irakienne) et dans le monde a repris quelque vigueur. Elle était de l'ordre de 4,5 % pendant le premier semestre de 1990 et dépasse depuis l'été le cap

Quand les troupes irakiennes entrèrent au Kowelt, seuls les marchés financiers, à l'exception notable de celui du Japon, semblaient ne pas se soucier de la situation. Ils étaient tout de même en moyenne 10 % en dessous de leur maximum alors que dividendes et résultats des sociétés s'inscrivaient à

Et pourtant, on ne cesse de répéter que l'économie mondiale est mieux préparée qu'hier pour relever les défis pétroliers. De fait, le taux de rentabilité des entreprises s'est amélioré au cours des années 80, le monde consomme moins d'énergie par unité produite, les politiques économiques sont mieux coordonnées, l'inflation dans les pays industrialisés est moins forte qu'au début des années 70 et 80. Est-ce suffisant pour s'engager le coenr

léger dans des aventures guerrières ? Les récentes années se sont en réalité moins bien passées que celles qui avaient précédé les deux derniers chocs ». Dans leur majorité, les chiffres concordent. La croissance mondiale (et a fortiori la croissance par habitant) est en moyenne, depuis 1986, nettement inférieure à celles des années 1969-1973 et 1975-1979. Même 1973, a été ramené à 9% pour la période 1986-1990.

Qui peut croire, dans ces conditions, que l'économie mondiale est aujourd'hui plus solide pour affronter un éventuel « choc pétrolier » ? Les marchés financiers ne s'y sont d'ailleurs pas trompés. Alors qu'il leur avait fallu un an pour réagir aux événements d'octobre 1973 et de janvier 1979, ils sont entrés en transe le jour même de l'invasion du Koweit par les troupes irakiennes.

Un chiffre résume clairement ce tour d'horizon. Pour que le cours du pétrole soit (en dollars constants) au même niveau que lors de son maximum de 1980, il faudrait qu'il se traite à 60 dollars le baril. Mais, compte tenu des économies d'énergie effectuées depuis, il devrait se situer en fait à 85 dollars : il s'agirait du niveau de prix qui, mécaniquement (toutes choses égales par ailleurs), aurait le même impact aujourd'hui qu'à l'époque. Mais si l'on veut pousser la comparaison jusqu'au bout, il faut savoir que les 40 dollars par baril de la mi-octobre 1990 ne concernent que des quantités relativement marginales traitées sur des périodes rapprochées. Les 85 dollars d'aujourd'hui, pour pouvoir être comparés aux 34 dollars de 1980, devraient donc être des prix effectifs de contrat. Or, actuellement, les échéances éloignées autour desquelles se négocient les livraisons à terme se traitent sous la barre des 30 dollars (soit 30 % en dessous des prix pour livraisons immédiates, eux-mêmes gonflés par la spéculation).

Dans ces conditions, si les prix des contrats se négociaient actuellement autour de 85 dollars, le rapproché dépasserait les 100 dollars. En termes de prix et de structure de marché, nous serions alors dans la même situation qu'en 1980. Imagine-t-on l'état de l'économie mondiale et de ses finances dans un tel scénario? Affirmerait-on qu'elle est mieux préparée, en meilleure santé qu'avant la récession de 1980-1981 ?

baisser pendant la seconde moitié de la décennie 70, s'est vivement redressée à partir de 1985. Le pétrole était entretemps redevenu bon marché.

tant quant à lui le moins coûteux à tallations diverses. A la veille de la crise actuelle, les capacités de production et, surtout, de transformation étaient déjà tendues. Il y avait donc

Jeu de dominos

'ÉTAIT hier : le Japon achetait l'Amérique I Gratte-ciel (avec photos de touristes nippons hilares devant le Rockefeller Center), hôtels, terrains de golf - lieux mythiques dont le transfert de propriété laissait croire, un zeste de « péril jaune » pimentant le brouet, en un Pearl-Harbor foncier.

Mais voilà que la vague reflue, aussi logiquement qu'elle avait déferté. Non seulement les Japonais achètent moins, mais ils désinvestissent pour des motifs qui soulignent l'imbrication des difficultés financières de l'époque et la validité, dans ce cas précis, de la théorie des domino

A Tokyo, le ministère des finances a mis en garde les institutions financières contre les achats trop massifs dans l'immobilier américain. Les risques qu'entraînerait une forte chute de la valeur de ces propriétés poussent à la prudence. Mais, au Japon aussi, l'inquiétude se falt jour. La spéculation a été telle, ces derniers temps, que la valeur totale de l'immobilier est estimée - l'archipel est pourtant exigu - à quatre fois celle de l'immobilier américain (1) I Survienne une baisse des prix des terrains accompagnée d'une hausse des taux d'intérêt, et des craquements sérieux ébranleront tout le système...

Craquements déjà sensibles dans ce même secteur aux Etats-Unis. Les banques - et non des moindres - se retrouvent fragilisées par leur énorme endettement dans l'immobilier. Par militards de dollars se comptent déjà les pertes enregistrées cette année. Des monstres tels la Chase Manhattan se voient contraims d'augmenter considérablement leurs provisions afin de se prémunir contre les pertes prévisibles venant de portefeuilles immobiliers hyperdilatés. Placements spéculatifs qui ont contribué de façon majeure à la débâcie des caisses d'épargne, ce sinistre national. Déjà six grandes banques - dont la Bank of New England, en graves difficultés — se retournent contre un géant de 'immobilier, la Colonial Realty Co., dont elles demandent la liquidation afin d'éviter de trop grosses pertes (2).

Mais le jeu de dominos - globelisation exige - ne s'arrête pas là. Pour renflouer les caisses, certaines banques américaines sont en train de désinvestir en RFA. La Citibank elle-même veut notamment liquider sa participation (d'un tiers) dans la plus haute tour européenne, sise à Franc-

A-t-il craint de se transformer en domino ? M. Sisti, l'un des gros actionnaires de la Colonial Realty Co., vient, d'urgence, d'acheter en Floride une maison d'une valeur de 5 millions de dollars. Une misère... Mais M. Sisti est un homme avisé: la loi locale protège les résidences individuelles des poursuites intentées à une firme en faillire L'immobilier peut donc, le cas échéant, demeurer un placement sor...

JACQUES DECORNOY.

(2) Wall Street Journal. Europe, 19 septembre 1990. (3) Wall Street Journal, Europe, 11 octobre 1990.



(1) Time, 15 octobre 1990.

OR is surps formance real Le mouvemer produc il nationale en munistes nich peu pius de l permis de cons Le BJP av. slogan du 'ague conce indienne et 10 šjest opposé " dron de la far Particulier po-

M. Singh of ture, M. Devi revendiquest

ment des carts

le courrer de

- ministres en

La Politique

a ete definie

implicite ett.

chame d'affi

nantes qui, es

Nord, alont

supérieu "2"

evemple, ic-

les parels au s

reddis de !'
gayats du Kar

Tamil-Nida

des décisions à

membres les

castes et des

checiles hando

Pareille str

renfercer Pide

pays. Une tell

possible parec

paulies on: ?

régionales, il

religiouses et

pour la premi

une ligne poil

de leurs inte:

ques M Shar

ral des textile

non vient di

REVINES BUILDING

quotas demin

gu un demu

réclame notre

dans i indicit

culture is a se

se pas crasts

 $mothermula, \ \forall i=1$

On he said

pour une sem-

geunts de 100

qu'ils ne pout. ser au princit

M. Singh ... d'importante

aussi importat

ministre d'un

députer de

Cachemire de musulman, encore en so extrémiste 🔻 (VHP), qui a pagne alin qu' un temple déd la mosquée de Mosquée ou

maintien de J

Constitution 1

dans des sect

BIBLIO

eraction entre tation, la dém large - comme qui ressent pli problèmes sont en Afrique est : iamine et elle er pervers climatiq Cette logique lecteurs de ce p watch Institute annuelle de ! E! autour de Lestr s'aggravant a ci forêt, progressi ment de l'érosic destruction de l tion de la teneu effets de serre

particulièrement Aborder l'aver

L'opinion américaine, si loin du Proche-Orient...

L aura fallu peu de temps pour qu'au manichéisme succède la confusion. L'opinion américaine est ensablée dans un débat dans lequel tout se tient : la succession des crises dans cette région si lointaine qu'est le Proche-Orient; les difficultés financières dans lesquelles s'enfonce le pays même et l'errance d'institutions politiques qui - les misérables atermoiements sur le budget l'attestent - ne peut qu'éloigner un peu plus encore des urnes des citoyens désemparés.

Par SERGE HALIMI •

Au départ, tout semblait simple : les Etats-Unis entreraient en guerre, Les médias bouillonnaient d'impatience, le président ne dissimulait pas sa colère. communauté internationale était unanime, l'opinion publique américaine semblait suivre. Trois semaines encore après l'invasion du Kowelt, rares étaient les journalistes qui. comme James Kilpatrick, une voix écoutée chez les républicains, laissaient percer un doute : « Ce n'est pas Pearl-Harbor et la vague de patriotisme qui a sulvi l'attaque japonaise. Je ne détecte rien de pareil en ce moment (1).»

OLFE

bes, si vantée 2. n'a pas été

années 1975 sttement infé-

le 1969-1973.

s, le taux de

le double de 73; avec pres

ts supérieur à 9. Pendant ce

ssance de la

est resté le

1 que le Laux

sensiblement

endement du

mondiale se

i'en est rien.

monde suffi-

it la seconde

le stock de

intait le cin-

lites par les

t les années

dette à long

du produit

onde en voie

en 1990!).

si la baisse

ar rapport

lle est trop

r de sa lon-

à remettre

lemagne et

art, compte

ubliques, le

cls au mar-

1алсег сез

iujourd'hui

précédé les

urs. Enlin,

s ménages

ors que le

ourcentage

-13 % pen-

2

pour la

anditions,

ale est

affronter

• ? Les

ont d'ail-

cur avait

foements

nême de

troupes

ment ce

cours du

ants) ad

ıaximum

traite à

pte tenu

fectuées

∷n fait 3

u de pris

choses

e même

ue. Mais

paraison

'que les

i-octobre

quantités

tées sur

85 dol-

oir être

e 1980.

effectifs

ent. les

squelles

erme se

dollars

is pour

nes gon-

prix des

Hement

pproche

termes

hé, nous

JULIEU II.

de Jeis

finances

ecrait-on

n meil-

sion de

et 1969-

Fin septembre, le consensus avait déjà basculé ; l'un des critiques les plus en vue de l'engagement américain en Arabie saoudite n'exprimait plus que l'évidence : « L'hystérie guerrière d'août s'est évanoute, la fièvre guerrière de septembre a disparu (2). » Un sondage venait de révéler que neuf Américains sur dix s'opposaient à ce que leur pays déclenchât les hostilités, que deux sur trois avouaient ne pas croire que le temps jouait contre l'Amérique, et que près de la moitié se déclareraient « suspicieux » si leur gouvernement affirmait que l'Irak avait été à l'origine du recours à la force (3). La « drôle de guerre » apparaissait lointaine; M. Saddam Hussein n'avait pas tenu bien longtemps son rôle de nouvel Adolf Hitler.

Il ne faut pas se méprendre. Personne en Amérique n'est prêt à justifier l'occupation du Koweit (4), et rares sont ceux qui reprochent au président sa défense de l'Arabie saoudite. Les questions et les doutes sont ailleurs : quelles sont les responsabilités du gouvernement Bush dans le déclenchement du conflit? Quels sont les buts de guerre américains et comment les atteindre? Oucis sont les scenarios possibles ou souhaitables ?

Pour les démocrates, par ailleurs solidaires de la stratégie acruelle, c'est la politique passée de l'équipe Reagan-Bush au Proche-Orient qui doit principalement être mise en cause. A les entendre, la Maison Blanche aurait, à propos du Koweït, répété l'erreur de

Dean Acheson au moment du déclenchement de la guerre de Corée : en laissant à penser à M. Saddam Hussein que ses ambitions territoriales et pétrolières n'impliquaient qu'une « dispute inter-arabe » à laquelle les Etats-Unis n'entendaient pas se mêler, l'adminis-tration républicaine aurait, par le canal de son ambassadrice à Bagdad, donné le « seu vert » à l'attaque du 2 août dernier (5). Obsédés par leur antagonisme avec l'Iran, les Américains auraient ainsi autorisé l'Irak à imaginer que tout adversaire de Téhéran bénéficierait ipso facto de la compréhension de Washington, De fait, jusqu'à une date récente (juillet dernier), la Maison Blanche mit son veto à des mesures législatives sanctionnant Bagdad pour ses violations des droits de l'homme. Strobe Talbot, journaliste au magazine Time, s'inquiète déjà : en soutenant le président Assad face à M. Saddam Hussein, les Etats-Unis ne récidiventils pas dans l'application d'une politi-que au coup par coup qui s'échine à défaire ce qu'elle a laissé construire ?

Un deuxième type de critique concerne la question du respect du droit international. Le journaliste William Pfaff, cité par l'hebdomadaire de gauche new-yorkais The Village Voice, ne se fait pas faute de rappeler que MM. Reagan et Bush ne sont « guère qualifiés pour faire la leçon à Saddam Hussein, compte tenu de leurs propres pratiques dans des cas (Nicaragua, Panama) où les intérêts vitaux de l'Amérique étalent moins engagés que ne le sont ceux de l'Irak dans le contrôle du pétrole kowettien (6) ».

Enfin, puisque c'est bien en définitive de pétrole qu'il s'agit, comment ne pas rappeler l'acharnement de l'administration Reagan-Bush à démanteler la politique, d'économie d'énergie encouragée par M. James Carter? Les Etats-Unis auraient-ils éprouvé le même besoin de défendre aujourd'hui dans le Golfe ce que leur président appeia « nos emplois, notre mode de vie, notre liberté » si la dépendance pétrolière américaine ne s'était pas aggravée?

Mission humanitaire... on pétrolière?

AR la Maison Blanche a beau tenter d'affirmer que l'opération « Boucher du désert » tient surtout à des motifs de droit international, personne n'est vraiment dupe. Le I septembre, la chaîne de télévision NBC faisait précéder un reportage sur le Golfe du commentaire suivant : « Bien sûr, la crise actuelle porte essentiellement sur le pétrole, comment faire en sorte qu'il continue à nous parvenir à bon marché. - Chez les hauts responsables, le naturel revient d'ailleurs très vite au galop : lors d'une tournée d'inspection en Arabie saoudite, le secrétaire américain à la défense expliquait à des soldats, que le sens de leur mission laissait parfois perplexes : «Si vous attendez deux ou trois ans, Saddam Hussein dominera complètement le golfe Persique et donc l'approvisionnement pétrolier du monde, le nôtre et celui de tous les autres (7). »

Le problème de cette argumentation « économique », c'est qu'elle n'est ni tout à fait crédible ni vraiment mobilisatrice. A trop avoir averti les Américains que leur baril de pétrole coûterait 40. voire 50 dollars, si l'Irak parvenait à contrôler 40 % des réserves mondiales (8) », on les conduit à s'interroger lorsque ce prix tant redouté est déià atteint (40-42 dollars le 12 octobre) sans qu'un seul Irakien ait fait monvement vers le royaume wahhabite. Par ailleurs, le père d'un soldat américain envoyé dans le Golfe exprime l'opinion de beaucoup lorsqu'il s'interroge sur la moralité d'une politique qui expose son fils à « mourir pour maintenir bas le prix l'essence (9) ». Enfin, comment, dans

Professeur de science politique à l'université de Californie, Santa-Cruz.

100

un pays rongé par les inégalités, parler sérieusement de « notre mode de vie »Les Américains sont loin d'avoir tous le même.

Mais l'opinion publique commence surtout à décrocher devant la confusion que suscite la multiplicité des objectifs reconnus ou supposés - de la Maison Blanche. Protection de l'Arabie saoudite, rétablissement de la souveraineté du Kowelt, renversement de M. Saddam Hussein? Le consensus américain s'éticle au fur et à mesure que s'additionnent les buts de guerre. Seule la défense de l'Arabie saoudite fait presque l'unanimité. Pour le reste, journaliste Jack Germond se fait l'écho d'un sentiment répandu : « La souveraineté kowestienne ne nous concerne pas, hormis pour des raisons pétrolières (10). »

Et, lorsqu'il est question d'une

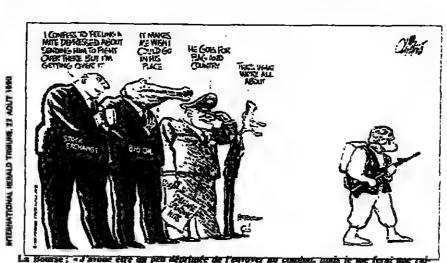
guerre préventive visant à « éliminer Saddam Hussein (11) », celle-ci est réclamée avec tant d'impatience par certains cercles dirigeants proches des positions israéliennes que des hommes aussi peu suspects de pusillanimité que M. Zbigniew Brzezinski en viennent à exprimer leurs soupçons : l'occupation du Kowelt ne serait-elle pas le « prétexte bienvenu » à une riposte qui « ne correspond pas aux intérêts nationaux américains »? En y souscrivant, ne risque-t-on pas alors d'encourager l'opinion publique à « reprocher à Jérusalem l'engagement de l'Amérique dans une guerre menée pour le compte d'intérêts israéliens (12) »? L'amertume serait d'autant plus prononcée qu'un tel conflit se révélerait coûteux : L'Irak n'est pas le Panama; les soldats américains mourraient par ncilliers. »

La dimension israélienne du conflit a été dès le début l'un des thèmes de la controverse et plus encore, en octobre, après les fusillades de Jérusalem. Avocat quasi inconditionnel des positions israéliennes, le journaliste américain A. M. Rosenthal s'inquiète déjà : « Lo coalition contre l'Irak risque de se transformer en une coalition contre Israël (13). .

Thème de propagande irakien à l'origine, le lien entre les deux conflits apparaît moins artificiel chaque jour : les résolutions de l'ONU peuvent-elles avoir force exécutoire dans certains cas et pas dans d'autres? Les avocats les plus acharnés d'une opération militaire américaine immédiate contre l'Irak ne sont-ils pas ceux-là mêmes qui dénoncent toute mise en cause, par les Etats-Unis, des « bayures » israéliennes ?

Sur ce sujet, précisément, une violente polémique a éclaté entre journalistes. Porte-parole de la fraction la plus conservatrice du Parti républicain, Patrick Buchanan a, dès le départ, exprimé en ces termes son opposition à une action américaine dans le Golfe : « Il n'y a que deux groupes qui battent les tambours de la guerre : le ministère israélien de la défense et son carré d'inconditionnels aux Etats-Unis. Les Israéliens veulent cette guerre parce qu'elle leur permettrait à la fois de casser la machine militaire irakienne et de saper nos relations avec le monde arabe (14). »

Même si la vigueur du tou avait surpris, l'analyse n'était pas bouleversante par son originalité; le New York Times n'allait pas tarder à écrire : « Les responsables israéliens ne font aucun mystère de leur conviction que les Etats-Unis devraient attaquer et que le



son». – L'industrie pétrollère : «Je me dis que f'ainerais y alter à su place.». – Le Pents-gone : «C'est pour le drapeau et le pays.». – Le président : «Nous sommes tous là pour ça.»

plus tôt serait le mieux (15). » Et, de leur côté, les amis américains de Jérusalem, démocrates et républicains confondus, confirmaient à coups de proclamations martiales l'analyse de Patrick Buchanan, L'un d'eux défendit une stratégie du « bombarder avant de parler » : « Nous bombardons ; si Hussein n'entend pas raison, nous bombardons encore. Une guerre limitée est possible: si cela ne suffit pas, nous devrons aller au-delà. Saddam Hussein est un gros rat aux abois (16).» De son côté, M. Patrick Moynihan, sénateur démocrate de New-York, alla jusqu'à parler de « pendre » le président irakien et ses officiers au cas où l'on toucherait « à un seul cheveu d'un seul des otages américains (17) ».

Lancinante crise budgétaire

COMMENT, dans ces conditions, justifier que les propos de Patrick Buchanan l'exposent à l'accusation d'antisémitisme et à un rappel de l'Holoeauste? Car, selon A. M. Rosenthal, éditorialiste an New York Times, prétendre qu'Israël et ses amis von-laient la guerre revenait à affirmer que · les juifs américains partisans d'une action militaire contre l'Irak sont disposés à verser le sang américain pour assurer la défense des intérêts israéllens (18) ». Le glissement était à ce point outrancier qu'il suscita un mou-vement de solidarité à peu près unanime avec le journaliste mis en cause. reux furent ceux qu rent le procédé consistant à « taxer d'antisémitisme tout désaccord avec Israël ». Et Patrick Buchanan fut le premier à reconnaître que le « carré d'inconditionnels » anguel il avait fait référence incluait des personnalités non juives aussi éminentes que M. George Will et M²⁰ Jeane Kirkpatrick (19).

Ce débat n'a fait qu'ajouter aux sentiments isolationnistes d'une fraction croissante de l'opinion. Car ce qui est vrai des intérêts stratégiques d'Israel l'est aussi des intérêts économiques de l'Europe ou du Japon et de la survie des monarchies du Golfe : à supposer que les Américains se sentent concernés par de telles considérations. il est rare qu'ils les perçoivent comme prioritaires pour eux, surtout à un moment où leur pays affronte de réciles

difficultés économiques et sociales. Au fond, il devient de plus en plus facile de substituer à la problématique initiale - refuser le fait accompli de l'agression - la question suivante: Pourquoi l'Amérique devrait-elle risquer la vie de deux cent mille soldats pour défendre un régime féodal au profit d'alliés européens et japonais qui ont « les moyens de se battre mais pas la volonté (20) »? . Même un journal aussi « internationaliste » que le New York Times critique aujourd'hui le fait « injuste et inacceptable » que « les Etats-Unis risquent d'assumer l'essentiel du coût humain et matériel du conflit; l'Arabie saoudite se déclare prête à payer 12 milliards de dollars alors qu'à elle seule l'augmentation des prix du pétrole lui en rapportera 50 milliards par an (21) ».

L'argumentation peut alors se résu-mer en queiques formules, dont on aurait tort de sous-estimer l'impact. Un sénateur démocrate, M. Kerrey, explique ainsi qu'il ne veut pas que « les soldats américains soient payés en yens ». Et ABC News précise le propos : « Les Japonais seront violemment critiqués si d'autres mettent leurs vies en jeu tandis qu'eux se contentent d'écrire un chèque (22) ». En fait, les Américains ne veulent ni encourir les frais de l'opération ni en devenir les mercenaires.

Le conflit potentiel est d'autant moins mobilisateur que la réalité sur le terrain se prête peu aux raccourcis manichéens en vogue il y a trois mois: Si Saddam Hussein = Hitler, le roi Fahd ne ressemble pas vraiment à

Winston Churchill, et les désorts d'Arabie ne sont pas les plaines de Normandie. « Ecrasés de chaleur et d'ennui » sur « une terre inhospitalière », les marines s'interrogent parfois à voix haute sur le pays qu'on leur demando de défendre. Un pays où « les femmes n'ont pas le droit de

conduire » et où eux-mêmes se penvent

pas « recevoir de bible ». Lorsqu'ils ont fini de décrire le choc de deux mondes », le contraste des chameaux qui regardent passer les chars, les journalistes remarquent, et avec eux l'opinion : « Plus ils restent longtemps, plus les soldats américains risquent de miner la monarchie qu'ils sont chargés de défendre. Farouk, Idriss, le chah, Hailé Sélassié, Fayçal : ces cinq monarques se sont rangés à nos côtés. Ils sont tous morts (23). » En un mot, l'Orient n'est-il pas trop compliqué pour que l'Amérique s'y implique, elle qui ne sait pas comment résoudre ses propres problèmes budgétaires?

Comme en août les choses étaient plus simples! L'Amérique avait alors

(1) Washington Week, PBS, 24 août 1990. (2) McLaughlin Group, PBS, 28 septem-(3) Sondage publié par la New York Times, 1= octobre 1990.

11mes, 1º octoors 1990.

(4) Même un critique aussi résolu de la politique étrangère américaine qu'Alexandro Cockburn écrit: « Saddam est bien pire que les émirs corrompus du Golfe. Les Nations unies ont agi comme il convenait. Les adversaires de George Bush doivent. négociation, pas le retrait des troupes améri-caines. Un retrait poserait davantage de ques-tions qu'il n'en résoudrait. » (The Nation, 8 octobre 1990).

(5) The New York Times, 19 septembre

(6) The Village Voice, 14 août 1990. (7) - NBC News >, 14 août 1990. (8) The New York Times, 12 août 1990.

(9) San Francisco Chronicle, 20 septem-

(10) McLaughlin Group, PBS, 10 août (11) S'exprimant sur CBS, le 27 août, M. Alexandre D'Amato, sénateur républicain de New-York, déclara: « Nous avons les moyens d'éliminer Saddam Hussein et, pour ma part, J'aimerais blen qu'on le fasse. »

(12) The New York Times, 7 octobre 1990.

réagi en « traçant une ligne dans le désert ». Chaque action de l'Irak était invariablement décrite comme une · menace », une « manœuvre » ou une · provocation ». Chaque réaction « alliée » devenait donc signe de « fermeté », d' « ouverture » ct de « détermination ». En quelques heures, un compositeur de country music écrivait une chanson aussitôt diffusée par toutes les radios; il y menaçait Saddam Hussein: « Ne nous donnez pas de raison de frapper fort. » On était loin des protest songs de Bob Dylan!

Et la presse poussait à la guerre. Interrogeant le président ture, un journaliste de NBC (chaîne appartenant à General Electric, deuxième fabricant d'armes américain) demandait, avec un sens aigu de l'analyse : « Croyezvous que Saddam Hussein est un fou, un Hitler moderne (24) ? ». Sur la même chaîne, l'ambassadeur d'Irak était prié de « regarder la caméra dans les yeux » avant de répondre à une question sur les otages. Et, cette fois, on avait décidé que leur libération - ne pouvait pas constituer la préoccupation essentielle des Etats-Unis ».

Tout cela est terminé. La complexité du problème, la distance et le débat ont remplacé les propos plus ou moins héroïques. Un pays qui redoute de « se diriger à la fois vers la récession et vers la guerre (25) » attend que les sanctions produisent leur effet. Un président qui envoie des troupes à l'étranger se montre incapable de faire entendre raison aux élus de son propre parti. A la télévision, les émissions spéciales sur la « crise dans le Golfe » sont progressivement remplacées par des programmes traitant de la « crise [budgétaire] à Washington . Mais à ceux qui expliquent qu'une guerre rapide vaut mieux qu'une impasse prolongée (26), M. Mc George Bandy répond : « Pour tout le monde, un an de blocus reviendra moins cher qu'une semaine de guerre (27). -

(13) The New York Times, 12 octobre

(14) McLaughlin Group, 24 août 1990. (15) The New York Times, 6 octobre

(16) Morton Kondracke, McLaughlin Group. 24 août 1990.

(17) « ABC News », 27 août 1990.

(18) International Herald Tribune, 15-septembre 1990. (19) George Will s'est fait l'avocat de mesures prophylactiques s contre l'Irak.

M= Jeane Kirkpatrick a reproché à l'ancien président Carter d'avoir établi sus parallèle entre l'agression irakienne et la défense israé-ienne : l'Irak envahit et occupe, alors qu'Israèl a été attaqué » (San Francisco Chronicle, 26 septembre 1990).

(20) ABC News >, 26 noût 1990. (21) Editorial du New York Times, 8 octo-

(22) « ABC News, », 26 sout 1990. (23) McLaughlin Group, PBS, 10 août

« NBC News », 13 sout 1990.

(25) « NBC News », 11 octobre 1990. (26) The Los Angeles Times, 3 septembre

(27) The New York Times, 12 octobre 1990.

L'ANGUES & AFFAIRES

Chambres de Commerce Etrangères, Certificats Européens de Langues,

Université de Cambridge, TOEFL.

BTS Commerce International, Action Commerciale, Bureautique/Secrétariat

Cours tous niveaux en formation personnalisée à distance, à votre rythme

· Inscriptions toute l'année - formation continue

Documentation et testa gratuits à





anglais allemand espagnol (lalien illsse FORMATIONS ET DIPLOMES SPECIALISES - PREPARATIONS BTS

92303 Paris-Levallois Tel. (1) 42,70.31,88 42.70,73.63

«PLUS RIEN NE SERA COMME AVANT»

La fragilité révélée des pétromonarchies

RUSQUEMENT, tout a basculé. La fragilité des pétromonarchies, inscrite dans les découpages coloniaux successifs dessinés à Paris ou à Londres mais camouflée par les richesses pétrolières s'est révélée avec force à l'occasion de la crise du Golfe. Incapables de défendre l'intégrité territoriale de leurs pays, les émirs ont dû faire appel à des troupes étrangères, et en premier lieu celles des Etats-Unis. Ils s'interrogent désormais sur leur avenir, convaincus que «plus rien ne sera comme

Par OLIVIER DA LAGE *

. Les Koweltiens ont dix ans d'avance sur nous. » Cette réflexion, fréquemment entendue dans les autres émirats du Golfe, se référait généralement au niveau de l'éducation, au développement des infrastructures ou à la richesse pétrolière. Mais il est vrai aussi que le Kowelt a obtenu son indépendance dix ans avant les autres principautés de la péninsule. Si l'affirmation contient quelque vérité, depuis l'invasion de l'émirat par l'Irak le 2 août 1990, les autres pays du Golfe ont de bonnes raisons de s'inquiéter.

C'était bien l'inquiétude qui avait présidé en 1981 à la création du Conseil de coopération du Golfe (CCG) (1), présenté comme un marché commun des monarchies pétrolières, mais qui était avant tout un syndicat de dynasties (2). Voilà huit ans, ses membres avaient conclu un pacte de défense commune : en cas d'attaque contre l'un d'eux, les autres se précipiteraient à son secours. Une force de déploiement rapide du Golfe fut constituée avec un quartier général à Hafr-el-Batin, en Arabie saoudite, à une centaine de kilomètres de la frontière kowettienne. Chaque année, des manœuvres baptisées « Bouclier de la péninsule » permettaient de mettre en valeur les armements sonhistiqués dans l'achat desquels les gouvernements engioutissaient annuellement 30 % à 40 % de leur budget global.

Mais le 2 août 1990, la base de Hafrel-Batin est restée muette. L'ordre de voler au secours du Koweit n'est pas venu, et l'arsenal dispendieux accumulé au fil des ans n'a servi à rien. Il faut attendre le 22 août pour que les ministres de la défeuse du CCG décident de renforcer leur dispositif. Cela fait déjà treize jours que l'Arabie saoudite a officiellement demandé aux dre son territoire. Les envolées lyriques affirmant que « la défense des pays du Golfe est l'affaire des pays du Golfe eux-mêmes » ne sont désormais plus de

A l'heure de vérité, le Conseil de coopération du Golfe a donc fait la preuve de son inexistence militaire. En revanche, sur le plan politique, l'attaque irakienne a provoqué un électrochoc. Passé le traumatisme, les dirigeants ont semblé se libérer de leurs inhibitions. L'heure n'était plus aux discours sacrifiant toute sincérité sur l'autel de l'unité arabe, et le gouvernement saoudien a même ouvertement souhaité le renversement du président Saddam Hussein (3). Désormais, les monarques ne craignent plus d'afficher leurs liens avec l'Occident, à commen-

* Journaliste, auteur de Golfe : le jeu des six familles, Autrement, Paris, 1985.

cer par les États-Unis. Jusqu'alors, roi et émirs souhaitaient certes bénéficier du parapluie américain, mais, au grand agacement de Washington ils demandaient, par crainte d'aviver un antiaméricanisme latent, que cela ne se voie pas. Les stratèges avaient baptisé cette alliance honteuse la « présence au-delà de l'horizon ». Mais la brutalité de l'invasion irakienne et la violence des discours de M. Saddam Hussein ont permis aux dirigeants de franchir le pas, et à leurs sujets de l'accepter sans états d'âme. Peu auparavant, ces mêmes gouvernements, à l'appel de Bagdad, flétrissaient les campagnes des médias occidentaux contre l'Irak après l'exécution du jour-

naliste Farzad Bazoft et les révélations

sur le « supercanon » irakien.

Par nécessité, la crisc a également ressoudé les familles régnantes divisées par le conflit irako-iranien (4). Au sein du CCG s'opposaient les tenants d'une ligne dure à l'égard de Téhéran (Arabie saoudite, Bahrein, Kowell) et les partisans de la conciliation (Qatar, Emirats arabes unis et Oman). Depuis la fin du conflit, une autre fissure s'était formée entre le Kowett et l'Arabie saoudite. L'exécution, en septembre 1989, de seize chiites koweftiens, accusés d'attentats meurtriers à La Mecque deux mois auparavant, avait provoqué des manifestations antisaoudiennes au Kowell. La tension s'était traduite en février dernier par l'absence des Saoudiens lors de la Coupe du Goife de football, qui se jouait au Koweit. La liberté de ton des Koweltiens comme la multiplication des manifestations pour la démocratie dans l'émirat étaient insupportables à Ryad. Aujourd'hui, tout ceia appartient au passé, et la famille des Saoud



TRAVAILLEURS PHILIPPINS AU KOWETT

est la plus ardente à demander le retour de la famille régnante des Al Sabah : l'éviction d'un monarque est un précédent inacceptable pour ses pairs.

Mais si la question de la participation politique semble passée au second plan, les dirigeants du Golfe auraient tort de l'occulter. Certes, dans l'adversité, les citoyens des pétromonarchies font cause commune avec leurs diri-geants. Comme l'indique un marchand de Dubal : . Nos dirigeants ne sont pas populaires, ils confisquent le pouvoir, accaparent les affaires et pratiquent le népotisme. Mais nous les préférons mille fois à un Saddam Hussein. » De nombreux Koweltiens attendaient un retour à la vie parlementaire (suspendue en 1986, en partie sous la pression saoudienne) une fois la guerre du Golfe terminée. En refusant d'accéder à cette demande, l'émir du Kowert, qui s'était habitué à ne plus rendre de comptes à cette turbulente Assemblée nationale, a fragilisé son trône. La frilosité de Cheikh Jaber a sans aucun doute encouragé le président irakien dans son entreprise d'annexion. Néanmoins, de Londres où ils ont trouvé refuge, les principaux dirigeants de l'ancienne opposition parlementaire, MM. Ahmed Al Khatib, Jassem Al Qatami et Ahmed Al Roubei, ont publié le 21 août un communiqué condamnant sans appel l'invasion irakienne et rappelant leur attachement à la Constitution de 1962, qui fait du Koweit une monarchie constitution-

nelle dirigée par les Sabah (5). C'est en vain que l'armée d'occupation fit appel à plusieurs figures natio-nalistes, tel M. Ahmed Saadoun, ancien président de l'Assemblée, pour présider le gouvernement fantoche que Bagdad voulait mettre en place. Mais l'ancienne opposition ne reponce pas pour autant à ses aspirations : si l'émirat était sans doute l'Etat le plus démocratique de la région, il s'agissait d'une démocratie imparfaite, à l'athénienne. Sculs pouvaient voter les hommes citovens de première classe, c'est-à-dire cenx qui penvent prouver que leur familie vivait au Kowelt avant 1920. Les citoyens de seconde classe étaient privés du droit de vote, à l'exception de 250 000 bédouins d'origine saoudienne ou irakienne qui l'ont obtenu en 1967, le gouvernement espérant ainsi barrer Or, depuis l'invasion de leur pays, les Kowertiens de seconde classe ne mon-

Organisée du 13 au 15 octobre à Djeddah, une «conférence populaire koweitienne» a scellé la réconciliation koweltienne» a scellé la réconentre la famille Al Sabah et l'opposition, sur la base de la lutte contre l'occupation irakienne et du retour, après la libération du pays, à la Consti-tution de 1962. Les mille deux cents participants ont applaudi à cette unité nationale retrouvée qui, suivant les paroles du Cheikh Saad, le prince héri-tier est « la vole de la libération ». M. Abel Aziz El Sagr, président de la Chambre de commerce, dans un discours qui avait reçu l'approbation de l'opposition, a réaffirmé que l'autorité de la famille Al Sabah n'a jamais été contestée et a regretté de s'être, dans le passé, laissé « tromper par les slogans fallacteux de M. Saddam Hussein (6) ».

Pour les autres souverains, l'invasion du Koweit risque de rendre inévitables les évolutions auxquelles ils pensaient échapper en maintenant un strict contrôle policier de leurs populations, accompagné de violations graves des droits de l'homme, régulièrement dénoncées – dans l'indifférence occi-dentale – par Amnesty International.

Déjà, on note depuis la mi-août une liberté de ton inédite dans la presse de la plupart de ces pays. Les bouches s'ouvrent alors que partout, hors du Kowelt, la politique était un sujet tabou. Jamais, depuis sa naissance, l'Arabie saoudite n'avait accepté autant de journalistes étrangers. Le royaume se montrait jusqu'alors vétilleux et n'accordait ses visas qu'au compte-gouttes, mettant sur une liste noire ceux qui ne se contentaient pas de couvrir d'éloges les réalisations du gouvernement. Les Américains étant appelés à rester, ces changements ont des chances de durer. D'autant plus que, aux Etats-Unis, l'opinion s'interroge sur la nécessité d'envoyer les boys défendre des régimes moyenageux. L'Arabie saoudite a d'ailleurs suspendu les exécutions capitales, qui étaient publiques. Selon un diplomate britannique en poste depuis de nom-breuses années dans divers pays de la région, Washington va accentuer sa pression sur les monarchies pour qu'elles évoluent dans un sens plus démocratique et élargissent la participation politique de leurs citoyens,

dans une

nomie d'L

tant seule

attendent

tout s'ils

japonais.

accepte n

tout en sa

Pierre Lemos

sur fixence a

tion de la No

il. fera d'ella

monde la

plein de pers

ici cortir de

peens et ...

Asialique's

Deux cen

dae je knji e gr

destinations la

didate à l'est

accède à la n

fait de currofis

nombreux che

rouge En 1485

109 mill: 273

hens (1) Sequen

brut (247 mil.

de singt melinar

gift en moyer

années Et des

guent 18 7. en:

sensible de la

ments et un raf

annive

CONOMIQU

Prudence obligée chez les immigrés palestiniens

L A question de la citoyenneté pose un autre problème : les nationaux sont minoritaires dans la plupart de ces Etats où l'essentiel de la force de travail est composée d'Arabes - Egyptiens, Yéménites, etc. - et d'Asiatiques

- Philippins, Bangladeshis, etc. - souvent suresploités. Parmi les immigrés, ce sont surtout les Palestiniens qui risquent de faire les frais de la crise actuelle. Certes, pour la plupart, les Palestiniens du Kowelt ont refusé de collaborer avec l'armée irakienne. Mais on a signalé la participation de certains d'entre eux à des actes de pillage. Le prince héritier, Cheikh Saad, a publi-quement déploré que ces actions aient

que des dizaines de Palestiniens. Pourbreux Palestiniens se sentent bien inté-Abou-Dhabi, deux cents personnalités palestiniennes out même signé une pétition dénonçant « la position négative de la direction de l'OLP (8) ». monarchies n'ont pas de mots assez durs pour flétrir l'« ingratitude » des Palestiniens envers le Koweit.

Les pétromonarchies devront aussi s'interroger sur leur image déplorable, en particulier dans le monde arabe. Et si le peuple égyptien condamne l'agression de M. Saddam Hussein, c'est par hostilité envers l'Irak, non par compassion pour les Koweitiens. Leur extrava-

gance, qui subsiste jusque dans leur nouvel état de réfugiés hébergés dans des hôtels cinq étoiles, n'attire que sar-casmes. Trop longtemps, les émirs ont considéré Le Caire, Tunis ou Casablanca comme des terres de plaisir. Ce qu'au Caire on appelle un « mariage kowestien » n'est rien d'autre qu'une forme légalisée de prostitution, les proxenètes étant en l'occurrence les parents de la jeune Egyptienne, aussitôt divorcée. De telles pratiques ont nourri, à travers les années, le ressentiment du petit peuple contre les nou-veaux riches du pétrole. Comment

(3) Saudi Press Agency, 15 août 1990. (4) Olivier Da Lage, « Le Conseil de coo-pération du Golfe menacé d'implosion ? », les

Cahiers de l'Orient, nº 12, quatrième trimestre

(5) Le Monde, 25 noût 1990. (6) Le Monde, 17 octobre 1990. (7) Conférence de presse à Paris, 10 sep-

(8) Gulf News, Dubai, 13 août 1990. (9) Evaluées à 100 milliards de dollars.

LES CONSTATS

Arabie saoudite: tortures et amputations

« Au moins 27 prisonniers d'opinion ont été incarcérés, et plus de 70 personnes, dont certains prisonniers d'opinion probables, ont été détenues sans inculpation ni jugement. Des prisonniers politiques ont été maintenus en détention prolongée au secret, sans âtre jugés. La torture aurait été régulièreme pratiquée et une personne est décédée en garde à vue, apparemment des suites de tortures ou de mauvais traitements. Des peines d'amputation et de flagellation ont continué à être prononcées et appliquées. Au moins 111 personnes ont été exécutées. dont 16 pour des délits politiques.

» La sévérité de la censure officielle et les restrictions en matière de liberté de mouvement, non seulement à l'intérieur du pays mais aussi à son entrée, ont entravé la collecte des informations sur les prisonniers politiques.

» Des opposants présumés, dont certains prisonniers d'opinion, ont été arrêtés par al Mabahith al enseignements généraux) et détenus sans jugement. Il s'agissait pour la plupart de musulmans chittes originaire de la province orientale du royaume. Parmi eux figuraient des membres ou sympathisants présumés de la Munadhamat al Thawra al Islamiyya fil Jazira al Arabiyya (Organisation de la révolution islamique dans la péninsule arabe), du

Hizbul Amal al Ishtiraki al Arabi-al Jazire al Arabiyya (Parti d'action arabe socialiste-péninsule arabe) et du Hizbullah fil Hijaz (Parti de Dieu au Hedjaz).

» Au moins 27 membres ou sympathisants présumés de l'Organisation de la révolution islamique dans la péninsule arabe ont été détenus sans inculpation ni jugement dans la prison des renseignements généraux à Dammam. Tous étaient des prisonniers d'opinion ; cinq d'entre eux ont été arrêtés en 1988, les autres entre janvier et septembre 1989, notemment dans les villes d'Al Awamiyya, Senabes, Al Awjam, Safwa et Saihat, dans la province orientale. Parmi eux figuraient des érudits musulmans, des commerçants, des employés et des étudiants. 25 d'entre eux étaient toulours détenus à la fin de l'année, notamment Sayyid Fadhil Al Sadda, étudiant, arrêté en janvier à Riyad. Déjà arrêté en novembre 1979, à l'âge de quatorze ans. il avait, à l'époque, été détenu sans inculpation ni jugement pendant un an. Les deux prisonniers Roeres étaient Sheikh Hassan Makki Al Khuwaildi et Sheikh Muhammad Al Silebi, libérés respectivement

» En mars, six membres ou sympathisants présumés du Parti d'action arabe socialiste-péninsule

arabe, susceptibles d'être considérés comme des prisonniers d'opinion, ont été arrêtés à Safwa et Riyad. Ils ont également été détenus sans incuipation ni jugement dans la prison des renseignemen généraux à Dammam. L'un d'entre eux a été élargi en juin mais les autres étaient toujours détenus à la fin de l'année. Parmi eux figuraient Adil Salman Abdul Hadi, employé de banque, et trois employés de la compagnie pétrolière américano-saoudienne (ARAMCO). [...]

Des informations sont parvenues à Arnnesty International au sujet des tortures infligées aux prisonniers politiques en 1989 et au cours des années précédentes. Parmi les pratiques le plus souvent décrites par les anciens prisonniers figuraient la falaça (coups assenés sur la plante des pieds), le taaliq (suspension par les poignets au plafond ou à une fenêtre élevée), le tashir (privation de sommeil), les décharges électriques et les coups sur tout le corps. Les détenus étaient généralement placés à l'isolement jusqu'à la fin des interrogatoires, parfois pendant plus de six mois. [...]

» 14 personnes, dont 11 Yéménites, condamnées pour vol avec récidive, ont eu la main droite tranchée. 11 autres, au moins, reconnues coupables de vol simple ou de complicité de vol, ont été condam-

nées à des peines de 150 à 900 coups de fouet. Quatre ressortissants kowaîtiens, arrêtés en juillet à la suite d'attentats à l'explosif à La Mecque, ont été condamnés en septembre à des peines de 1 000 à

1 500 coups de fouet. » 16 Koweitiens ont été exécutés en septembre. lls avaient été déclarés coupables d'attentats à l'explosif à La Mecque, en juillet, pendant le pèlerinage. 95 Saoudiens et ressortissants étrangers ont été exécutés, entre février et décembre, pour des crimes de droit commun, notamment pour meurre et trafic de drogue. Parmi eux figuraient deux frères condamnés à mort pour meurtre en 1970, dont l'exécution avait été ajournée jusqu'à ce que le fils aîné de la victime, âgé d'un mois au moment des faits, atteigne l'âge de la majorité. Selon le droit musulman tei qu'il est appliqué en Arabie saoudite, la famille de la victime peut exiger réparation (qisasi soit par l'exécution du meurtrier soit par un dédommagement financier, ou peut renoncer à toute forme

> Toutes les exécutions ont eu lieu en public par décapitation. Une employée de maison philippine, reconnue coupable de meurtre et exécutée en public à Riyad en mars, a cependant été fusillée... >

(Extraits du Rapport 90, Amnesty International, Paris.)

cance de forma les entreprises Le chance de s'étopner que la rue arabe se réjouisse des malheurs du Koweit, puni par un y a de l'espace exent les horn été « commises par des frères avec qui Saddam Hussein qui se fait passer pour nous avions partagé le pain et le sel (7) ». Au fil des ans, les rapports Robin des Bois? be your less mensseum D Quelle que soit l'issue de la crise, le IEDER SOUTH s'étaient dégradés entre les Palesti-Kowelt et les autres monarchies pétroniens, qui avaient contribué au dévelières devront consentir des efforts sup-plémentaires. De manière brutale, M. Saddam Hussein a posé le prother, estiment loppement de l'émirat, et les Koweltions bion-pensaisation - du n tiens, qui, partis se former aux d'abord, car inmeilleures universités européennes ou blème de la répartition de la richesse américaines, les évinçaient des postes pétrolière dans le monde arabe. Déià, de responsabilité. gels de l'imme 🕒 . la route aux nationalistes de gauche. le gouvernement koweïtien en exil a des valeurs venu Ailleurs dans le Golfe, les Palestidécidé de puiser dans ses réserves (9) aussi dans : a niens ont conservé un profil bas. Mieux pour financer l'effort de guerre amérimations de distrent pas moids de patriotisme que les que quiconque, ils ont compris qu'ils cain et compenser les pertes subles par allaient payer le prix du soutien apporté par l'OLP à M. Saddam Huspius reputes. 🦖 certains pays du Sud en raison de l'embargo. Ce n'est qu'un début, car scin. Au Qatar, plusieurs diplomates de l'OLP ont été expulsés fin août, ainsi autont du sang jeles opinions publiques en Europe, en enfants et e. URSS, aux Etats-Unis et dans le reste \$60,000 Auren du monde arabe auront du mai à acceptant. l'attitude de l'OLP a fait l'objet que, réfugios 👵 ter que la confrontation en cours se migratific afficers de certaines critiques dans la commusolde par un retour pur et simple au malais et philiphi nauté palestinienne du Golfe. De nomstatu quo qui prévalait avant le 2 août. L'ambée de les jong grés dans les émirats, où ils vivent ques, pressur de la e (1) Le CCG rassemble le Koweit, l'Arabie soudite, le Qatar, Baltrein, les Emirats arabes parfois depuis de longues années. A * Jeographics unis et le sultanat d'Oman (2) Lire « Coopération régionale et obsession de la sécurité », le Monde diplomatique, mars 1982. Malgré cela, les ressortissants des

Un accablant inventaire des atteintes aux libertés

UCUN pays arabe, depuis l'accession à l'indépendance, n'a connu l'alternance pacifique et démocratique au pouvoir. Les monarchies et les dictatures militaires sont par principe inamovibles. Même là où le pluralisme a été instauré, le parti-Etat ne cède jamais la réalité de ses prérogatives. Faut-il s'étonner que, sur ce terrain favorable, pullulent les violations des droits de l'homme, tolérées, voire encouragées, par les gouvernements?

- Par ADIB AL JADER *

En matière de droits de l'homme, les violations sont multiples au Machrek arabe (1), et, plutôt que de dresser un bilan global (2), il convient d'en cerner les aspects essentiels, qui, au demeurant, varient selon les dispositions juridiques en vigueur dans les différents Etats.

Ainsi, l'Arabie saoudite et le sulta-

nat d'Oman n'ont pas de Constitution, tandis qu'en Irak et en Syrie l'état d'urgence est toujours en vigueur. En Jordanie, le gouvernement formé à l'issue des élections libres de novembre 1989 a pris la décision de « geler » les lois d'exception décrétées et appliquées depuis plus de vingt-trois aus, lors de la guerre israélo-arabe de juin 1967. Le Qatar et les Emirats arabes unis disposent, depuis leur indépendance en 1971, d'une Constitution provisoire. Au Bahrein, l'application de l'article 65 de la Constitution, prévoyant des élections, est suspendue depuis la dissolution en 1975 du Parlement élu en 1973. Les lois d'exception du 27 janvier 1982, adoptées à la suite de la découverte d'un « complot iranien », n'ont toujours pas été abrogées.

L'émir du Koweît avait suspendu en 1986 certains articles de sa Constitution et dissous l'Assemblée nationale. Au Liban, dont la Constitution date de 1926 – du temps du mandat français,
– l'effacement du pouvoir d'État et la violation, par les milices armées, depuis le début de la guerre civile en 1975, de la plupart des articles de cette Constitution ont créé une situation pour le moins anormale.

Le Yémen du Sud et le Yémen du Nord, qui se sont unis en mai 1990, ont élaboré un projet de Constitution qui reconnaît le multipartisme, l'existence d'une opposition légale et l'alternance politique.

Conventions internationales relatives aux droits de l'homme

Peu de pays du Machrek adhèrent aux conventions internationales relatives aux droits de l'homme. Or, même si la signature de ces textes n'assure pas qu'elles seront respectées, elles n'en représentent pas moins un encouragement à la lutte pour les libertés : les gonvernements sont alors tenus de répondre des manquements devant les commissions spécialisées des Nations upies.

Cinq pays — Irak, Jordanie, Liban, Syrie et Yémen du Sud — out ratifié les deux pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme: l'un sur les droits civils et politiques, l'autre sur les • Président de l'Organisation arabe de droits économiques, sociaux et culturels. En revanche, aucun n'a ratifié le protocole facultatif joint à ce dernier texte et qui confère aux individus victimes de la violation de tel ou tel droit reconnu la possibilité de porter plainte devant la commission des droits de l'homme de l'ONU.

Bien qu'ayant signé le pacte international relatif aux droits économiques, le Liban et le Yémen du Sud n'ont pas, comme il est prévu, présenté de rapport aux Nations unies sur ce sujet. Quant à l'Irak, à la Syrie et à la Jordanie, ils n'ont présenté de bilan que sur certains paragraphes du pacte.

Exécutions, disparitions, détentions sans jugement ou à l'issue de simulacres de procès instruits par des juridictions spéciales, on ne compte plus les violations du pacte sur les droits civils et politiques au Proche-Orient. Si les opposants en sont les premières victimes, d'autres citoyens ne sont pas épargnés. Ainsi les Palestiniens, qui, dans certains pays du Machrek, rencontrent des difficultés en matière d'emploi, de résidence ou de déplacement.

Liberté d'expression et d'association

Si la liberté d'expression existe au Liban et depuis près d'une année en Jordanie, si elle existait jusqu'à un certain point au Koweit avant l'invasion irakienne, elle n'a pas cours dans les autres pays où les médias sont la propriété de l'Etat, ou soumis à son contrôle.

Ni en Arabie saoudite ni dans sucun autre Etat du Golfe, les partis ne sont autorisés. La Syrie, l'Irak et chacan des deux Yémens — avant leur unification — étaient dirigés soit par des partis uniques, soit par de pseudo-fronts inféodés à la formation au pouvoir.

L'Irak et la Syrie ont inventé le délit d'apostasie politique, passible de la peine capitale: tout adhérent ou ancien adhérent du parti Baas qui adhère à une autre formation politique risque la mort. La même peine menace les Frères musulmans en Syrie, les membres du parti islamiste Al Da'wa en Irak. Dans ce dernier pays, un arrêté du Conseil de commandement de la révolution prévoit que toute personne ayant insuité, de manière flagrante et dans le but de susciter un mouvement d'opinion, le président de la République ou un des dignitaires du régime encourt la peine capitale.

Discriminations fondées sur le sexe

Seuls l'Irak et le Yémen du Sud ont adhéré à la convention sur l'élimination de toutes les mesures de discrimination fondées sur le sexe. Or la femme souffre au Proche-Orient d'une double oppression : outre celle qu'elle endure en tant que citoyenne, elle est confrontée à des formes enfeillemes de discri-

en tant que citoyenne, elle est confrontée à des formes spécifiques de discrimination dans les domaines de l'emploi, de la circulation, du statut personnel, de la liberté d'expression et de la participation aux affaires publiques.

En Arabie saoudite et dans la plupart des autres pays du Golfe, elle ne peut épouser un étranger et ne peut exercer une profession que dans certains secteurs (santé, éducation, etc.).

En Irak, certains de ses droits ont été reconnus lors de l'indépendance du pays en 1932, et ceux-ci ont été clargis avec l'instauration de la République en juillet 1958. Lors de la guerre contre l'Iran. des femmes ont accédé à des postes de responsabilité dans l'administration ainsi que dans les entreprises publiques ou privées. Cette évolution a failli connaître un coup d'arrêt avec la promulgation de l'arrêté 111 du 28 février 1990 du Conseil de commandement de la révolution, qui autorisait tout citoyen mâle à exécuter sa mère, sa filie, sa sœur, sa tante, sa nièce ou sa consine pour « laver son homeur ». Mais ce texte a été annulé un mois après avoir été promuigué.

Torture

· Aucun Etat de la région n'a ratifié la convention sur l'élimination de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Les rapports annuels de l'Organisation arabe des droits de l'homme dressent un triste état des méthodes, multiples et cruelles, utilisées par les services de sécurité contre les opposants politiques, dans pratiquement tous les pays.

Libertés syndicales

La conférence générale du Bureau international du travail (BIT) a adopté nombre de conventions pour assurer la protection des droits syndicaux. La convention 87 sur la liberté syndicale a été ratifiée par le Kowett, la Syrie et le Yémen du Nord, La convention 98, sur le droit d'organisation et de négociation collective, a été signée par le Yémen du Sud, l'Irak, la Jordanie, le Liban, la Syrie et le Yémen du Nord. La convention 135, relative aux délégués syndicaux, a été ratifiée par l'Irak, la Jordanie, la Syrie et le Yémen du Nord. La convention 151, relative aux rapports professionnels dans les services publics. n'a été signée par aucun Etat : elle risquait de mettre en cause le contrôle gouvernemental sur les fonctionnaires.

A l'exception du Liban, nulle part n'est reconnu le droit aux négociations collectives sur les salaires ou les conditions de travail, nulle part n'est accepté le droit de grève.

Il n'existe aucune organisation syndicale, salariale ou professionnelle en Arabie saoudite et dans la plupart des pays du Golfe. Ailleurs, elles sont reconnues mais, à l'exception du Liban, subissent l'emprise de l'Etat qui contrôle leurs activités. Au Kowelt, avant l'invasion irakienne, le code du travail ne permettait pas aux salariés non koweltiens d'adhèrer aux syndicats, à moins de justifier de cinq années de séjour; même dans ce cas, ils n'avaient pas le droit de vote dans leurs sections. L'Arabie saoudite a exclu, par décret, les travailleurs étrangers du régime de sécurité sociale.

La faiblesse des structures syndicales et leur dépendance à l'égard de l'Etat ont grandement facilité, dans les pays producteurs de pétrole, le licenciement de centaines de milliers de travailleurs — en premier lieu les expatriés — après l'effondrement des cours de l'or noir dans les années 80.

Ce bilan est sombre, Pourtant, depuis qualques mois, les revendications en faveur des droits de l'homme ont un écho certain parmi la population. Les gouvernements de Jordanie, du Kowett - avant l'invasion irakienne - et du Yémen réunifié ont été amenés à satisfaire certaines d'entre elles. La première conférence nationale arabe pour les droits de l'homme, qui a regroupé organisation non gouvernementale et intellectuels et s'est tenue à Tunis du 3 au 5 mars 1990, a souligné que « l'élément décisif dans la construction du devenir arabe est que l'édifice social soit fondé sur des institutions politiques et sociales garantissant la mobilisation des énergies du peuple, en vue de la réalisation des objectifs de la nation dans le respect gence du pluralisme politique, de l'alternance à la tête de l'Etat et une représentation parlementaire fondée sur des élections libres ».

Il appartient aux dirigeants arabes de tirer les leçons des bouleversements en Europe de l'Est. Et qu'ils se souviennent de l'article 35 de la déclaration de 1793 des droits de l'homme et du citoyen: « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. »

(1) Dans ce texts ne sont étudiés que les pays arabes d'Asia. Le cas particulier de la Palestine, soumise à l'occupation israélieme et qui endure de nombreuses violations des droits de l'homme, n'est pas examiné lci. Pour l'Egypte, lire le texte ci-dessous.

(2) Lire les rapports annuels d'Amnesty International et de l'Organisation arabe des droits de l'Insume.

D'AMNESTY INTERNATIONAL

Egypte : état d'urgence et arrestations arbitraires

» L'état d'urgence proclamé en 1981 est resté en vigueur. Aux termes de l'article 3 de la loi d'urgence, le ministre de l'intérieur peut faire « arrêter et détenir les personnes suspectes ou celles qui menacent l'ordre public ou la sécurité ». Au bout de trente jours de détention, les prisonniers peuvent adresser une requête à la Cour suprême de sûreté de l'Etat (législation d'urgence), qui peut ordonner leur libération. Le ministre de l'intérieur peut toutefois contester la décision de la Cour, le dossier est alors

transmis à une autre juridiction dont la décision doit être exécutée. Catte procédure permet de maintenir une personne en détention administrative pendant quatre-vingt-dix jours sans approbation d'une autonté (udiciaire.

» Dans les affaires relatives à la sûreté de l'État, les prisonniers peuvent être maintenus en détention pendant soixante jours avant de comparaître pour la première fois devant un tribunal, Le ministre de l'intérieur peut propoger la détention, même si le tribunal ordonne le mise en liberté.

> Les autorités ont utilisé les larges pouvoirs que leur confère la législation de l'état d'urgence pour réprimer l'opposition des groupes de gauche, des syndicalistes et plus particulièrement des groupes islamistes. Des heurts ont opposé à plusieurs reprises les forces de sécurité à des opposants islamistes au gouvernament du président Hosni Moubarak. Des opposants ont pris part à des actes de violence politique, notamment à une tentative d'assassinat du ministre de l'Intérieur en décembre.

» Au moins 8 000 sympathisants réels ou présumés de l'opposition islamiste auraient été incarcérés au cours de l'année. Plusieurs centaines de syndicalistes et d'autres opposants et détracteurs du gouvernement ont également été amprisonnés. La grande majorité des détenus ont apparemment été incarcérés en vertu des dispositions de l'état d'urgence et libérés sans inculpation ni jugement à l'issue de périodes de détention allant de quelques jours à trois mois. Quelques personnes auraient été emprisonnées à plusieurs reprises en vertu d'ordres de détention consécutifs ; elles ont donc été privées de liberté pendant de longues périodes avec de courts intervalles, voire aucun, entre les ordres de détention. Bon nombre de détenus semblent avoir été victimes d'arrestations arbitraires, et certains sont des prisonniers d'opinion. [....]

a Les prisonniers détenus en vertu des dispositions d'urgence auraient été fréquemment torturés et maltraités. Les personnes appréhendées au cours des vagues d'arrestations ont pratiquement toutes été passées à tabac. Beaucoup d'autres ont été systématiquement torturées dans le but de leur arrecher des aveux sur des activités illégales, ou pour obtenir des informations. Les accusés dans l'affaire de l'Organisation révolutionnaire égyptianne (cf. Rapport annuel 88), dont le procès s'est poursuivi pendant touts l'armée, ont été placés à l'isolement entre les audiences.

s Sheikh Omar Abdul Rahman, qui est diabétique et aveugle, aurait été frappé par des policiers qui l'auraient traîné par terre peu après son arrestation à El Faiyyoum. Les autorités l'auraient empêché de recavoir en prison les soins nécessités par son état.

» Certains des sidérurgistes arrêtés en août auraient été torturés, Muhammad Mustafa et Mustafa Nayed auraient été frappés et auraient reçu des décharges électriques dans le but de les contraindre à avouer que le mouvement de protestation des sidérurgistes avait été orchestré par une organisa-tion communiste illégale. 60 personnes arrêtées pour avoir, semble-t-il, protesté contre les mauvais traitements infligés aux sidérurgistes ont été incarcérées et battues, en août, avant d'être libérées sans inculpation. Des membres des services de renseignement qui enquêtaient sur les activités de groupes d'opposition présumés auraient systématiquement torturé des dizaines de prisonniers. La plupart des victimes ont ensuite été libérées sans avoir été inculpées, faute de preuves. C'est ainsi que Muhammad Abdul Latif a été arrêté fin juin et détenu pendant six semaines car les autorités le soupçonnaient apparemment d'appartenir à une cellule secrète de l'organisation des Frères musulmans. Il a affirmé, après avoir été libéré sans inculpation, qu'il avait été frappé à coups de bâton et avait reçu des décharges électriques sur les mamelons et les organes génitaux. [...]»

organes genitatic. [...] » (Extraits du *Rapport 90*, Amnesty International, Paris.) فكذا من الأصل

mi-août une
is la presse de
Les bouches
out, hors du
ait un sujet
sa naissance,
'ait accepté
itrangers. Le
ju'alors vétilvisas qu'au
sur une liste
tentaient pas
alisations du

tentaient pas alisations du ricains étant igements ont autant plus inion s'interoyer les boys noyenageux. illeurs suspitales, qui n diplomate is de nompays de la ocentuer sa chies pour sens plus t la particibyens,

dans leur ergés dans ire que sars émirs ont ou Casaplaisir. Ce mariage tre qu'une ution, ics rrence les the, aussitiques ont e ressentiе јез поц-Comment : réjouisse ni par un

asser pour

IS

a crise. le ies pétroforts supbrutale. é le proı richesse be. Déjà, en exil a erves (9) re amériлоре, еп s le reste i à accep-COURS SC imple au e 2 août.

tt. l'Arabie rais arabes e et obsesiomatique, 1990. eil de coo-

ion ? -. les

is, 10 sep-190. oliars.

ATS

de fouet. n juillet à s. ont été 1 000 à ptembre.

entats à le pèlenngers ont pour des meurtre ux frères 70, dont ue le fils nent des le droit aoudire. In (qisas) dédomte forme

nilippine. en public

Les frontières, brûlantes cicatrices

ES Palestiniens chaque jour martyrisés pour avoir exprimé leur volonté d'indépendance; un Liban où les promesses de réconciliation débouchent sur des massacres ; un petit Etat du Golfe envahi par son puissant voisin: le Proche-Orient n'en finit pas de payer le prix de découpages territoriaux décidés à Lon-dres ou à Paris au début du siècle. En cette région aussi, les frontières béritées du partage colonial sont des cicatrices encore brûlantes et peuvent, à tout moment, se rouvrir, entraînant de périlleux conflits.

Par JACQUES THORIE *

Que les Etats issus de la décolonisation aient hérité de frontières établies sur la base des intérêts et des rivalités des anciennes puissances coloniales est une réalité indiscutable, et l'on imagine aisément les difficultés posées aux nouveaux dirigeants, garants de la stabilité et de l'intérêt nationaux. Ce problème est rendu plus complexe dans les pays arabes par l'évocation, à la fois historique et sentimentale, des intérêts de la

La prise d'Alger, en juillet 1830, marque à la fois le coup d'envoi de la constitution du second empire colonial français et du démantèlement des provinces arabes de l'Empire ottoman. Comme toutes les conquêtes coloniales, celle-ci répond à des motivations multiples où entrent en jeu des facteurs économiques, politiques, stratégiques, culturels, mais selon des doses qui varieront avec le temps et les circonstances : notons ici le contentieux économico-politique avec le dey d'Alger, l'importance stratégique, notamment face à l'Angleterre, de la Méditerranée occidentale, les intérêts économico-commerciaux, les difficultés internes du régime. C'est le début d'un long processus de conquête qui ne s'achèvera pratiquement, pour les territoires sabariens, qu'à la veille de la Grande Guerre.

L'installation des Britanniques à Aden en 1839 et des Français à Obock-Djibouti en 1862 prendra une importance capitale après l'ouverture du canal de Suez (1869), illustrant ainsi l'argument crucial de la sécurité des communications : la fameuse « route des Indes » pour les Anglais, mais en même temps la route de l'Indochine et de l'Extrême-Orient, Les Italiens s'installent en Erythrée (1881) et, ainsi que

Professeur d'histoire des relations économiques internationales à l'université Paris-VIII.

les Britanniques (1884), se taillent un morceau de Somalie (1869-1882).

Avec l'affaire tunisienne apparaît un facteur qui sera ensuite systématiquement utilisé comme prétexte à domination, voire à conquête : l'endettement. A partir de 1850 commence une exportation, issue des places de Londres et de Paris, de capitaux en direction de Tunis, du Caire et de Constantinople. Les épargnes des pays industriels sont dirigées, à la diligence des banquiers occidentaux, vers les caisses de princes besogneux, soucieux cependant d'assurer le fonctionnement de leur machine étatique et d'installer un début d'équipement moderne dans leur pays. La masse et les conditions des prêts accordés conduisent inévitablement à une banqueroute qui justifiera la création, sur place, d'un organisme coutrôlé par les prêteurs, gérant directement une partie des ressources du pays destinées au remboursement de la dette. La sécurité ainsi procurée autorise la reprise des emprants et donc du processus d'endettement. Si les difficultés demeurent, une occupation pure et simple du pays pourra s'ensuivre. C'est ce qui arrivera successivement à la Tunisie, à l'Egypte, au Maroc.

Ainsi, en mars 1870, a été mise en place, par la France, l'Angleterre et l'Italie, la commission financière tunisienne, où la France joue un rôle pré-pondérant. Suit alors, dans tous les domaines, une vive compétition entre les trois compères; dont l'issue sera favorable à la France, qui dispose de nombreux atouts : rôle actif de banquiers, de spéculateurs et d'industriels, proximité de l'Algérie, soutien de Bismarck, qui espère ainsi faire oublier à Paris la «ligne bleue des Vosges». Le traité du Bardo, en mai 1831, scelle le protectorat français.

La banqueroute égyptienne, en 1875, déclenche un scénario compara-

ble, mais besucoup plus complexe. Agissant dans le cadre d'un condominium, Français et Anglais, qui contrôlent le canal de Suez, gèrent la dette égyptienne (caisse et commission de la dette) et détiennent même deux portefeuilles ministériels. La révolte nationale d'Arabi Pacha sert de prétexte à l'intervention militaire. A la proposition anglaise d'action commune, la France, qui a dans le pays de considérables intérêts financiers et culturels, décide finalement de s'abstenir : néces-sité de « digérer » la Tunisie, absence de toute pression des intérêts financiers et économiques, position de Bis-marck,qui, cette fois, fronce les sour-cils, l'ont emporté dans une Chambre française fort partagée, L'Angleterre (juillet 1882) occupera donc seule l'Egypte; elle élargira sa conquête avec la création, en 1899, du Soudan anglo-égyptien,

La Grande-Bretagne veille depuis le début du dix-neuvième siècle sur les côtes orientales de la péninsule Arabique, dans le souci d'assurer la sécurité nédiate de l'Inde. Elle a signé des traités de protectorat avec les cheiks de la côte des Pirates, de Bahrein, de Mascate et, en 1899, avec l'émir du Koweit : les protestations de Constantinople n'empêchent pas les Anglais d'y installer une base navale des 1908.

A la suite de la guerre italo-turque (1911-1912), l'agresseur italien entame une installation difficile en Tripolitaine et en Cyrénaïque. Constantinople n'avait pas échappé à la création, en 1881, d'une administration de la dette publique ottomane, présidée alternativement par un Anglais et par un Français. Si, avant 1914, l'Empire ottoman conserve l'essentiel de ses possessions asiatiques, il le doit à la complicité des puissances impérialistes, qui se contentent, en attendant le partage, de se tailler, par des accords paraphés en 1913-1914, des zones d'influence (1) : allemande le long de son chemin de fer jusqu'à Bassorah, angio-allemande de Bassorah au Golfe, française en Syrie-Mont-Liban. La création, en 1911, de la société angloallemande Turkish Petroleum Co. souligne l'intérêt que commence à susciter

le pétrole de la région.

Reste, à l'extrême Occident, le royaume chérifien, pièce de choix fort convoitée. La France joue un rôle primordial dans les emprunts marocains et dans la création de sociétés industrielles. Paris est assez habile pour désintéresser l'Italie (troc Maroc-Tripolitaine, 1902), la Grande-Bretagne (Entente cordiale, troc Egypte-Maroc, avril 1904), l'Espagne (promesse du nord du Maroc, octobre 1904). Après une impossible gestion internationale du pays à la suite de l'accord d'Algésiras (1906), la France désintéresse l'Allemagne, dans un climat international tendu, avec une partie du Congo (1911). Finalement, la convergence des banquiers, des industriels, des diplomates et des militaires (pour la sécurité des confins algériens) fait de l'installation du protectorat français sur le Maroc, en mars 1912 l'exemple le mieux campé de colonisation impérialiste. La « pacification » durera jusqu'au milieu des années 30.

nation tu v. gest, en ettel

très grance i

transferre ner

de l'aide pur

is compact

officielle, mai

secteur punit

des oreinions

de l'Airidee d

s'élevait à 11

au debut de

Parmi les c

Core-d livered

lars), le Carre

Gabon (1.55) (1.49 publish

rangs. Or désende tiente l'

sent fqu'il s'a

en 1958, d.1

Brady. 1 Per 1

(les Path

polammen;

mecanismes de

place. Il est im

positions source

ple cella comer

de la dette «

Pour le rest of visant i

sociétés et de-

ne sera PTIS

gence dispusts

promis Post-

Labbaren q.F.

នាំន ព្រោធព្ធក្

auprès du 🎌

d'accumulation

et exterious

tions de su feit.

La significa

doit pas etre

d'ordre techni.

n'est pus seulu

de resseurae-

suffisante: :

non au profit

également de

repartition de

entre groupe-

da modèle eta

M STIRC . "

angle restigions

productivité, a

uon des pour

fautre), les re

agrature! land

que mondrale -

tage leurs or -

Car. apres .

oemis d'or et∵

meins dans te

d'Ivoire, le €e notammen: dérarsonnable paysans, on or

perfusion on éahoué, sa s des ressource. des preieventer

ches urbaines

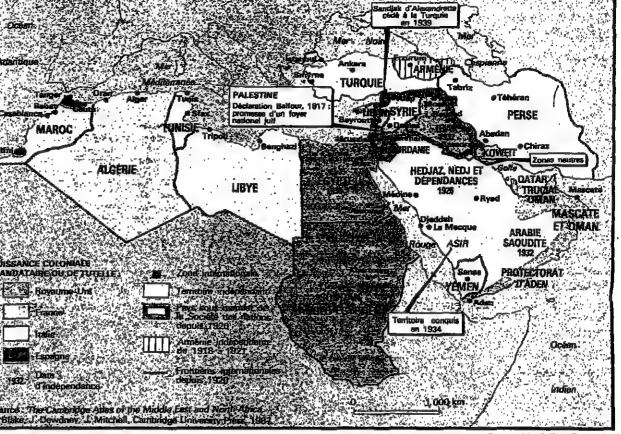
Apphonés de

tous les pays ar-

économisques.

premières

(1) Pour plus de détails, voir Jacques Tho-bie, Intérêts et impérialisme français dans l'Empire ottoman 1895-1914, Publications de



LE MONDE ARABE A LA VEILLE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Les dividendes de l'opération « Bouclier du désert »

BRAHIM WARDE *

OUVENT présenté comme un simple probième d'intendance, le financement du déploier américain dans le Golfe aura pourtant transformé les relations économiques entre les États-Unis et leurs principaux alliés. Quelle qu'en soit l'issue, la crise aura permis au président Bush de transférer sur ses partenaires non seulement les frais de l'opération militaire elle-même, mais aussi ceux du maintien de l'ordre mondial de l'après-guerre froide.

Il n'est pas aisé de calculer la dépense qu'implique l'opération « Bouclier du désert ». On utilise fréquemment le chiffre rond de 500 millions de dollars par mois, mais les données officielles prêtent à confusion. Au départ, le Pentagone envisageait une dépense de 46 millions de dollars par jour alors que le sénateur Claiborne Pell, président de la commis-sion des affaires étrangères, parlait de 1 million de dollars par heure. Quelques lours plus tard. M. Dick Cheney, secrétaire à la défense, estimait le coût de l'opération à 15 milliards de dollars pour la seule année fiscale 1990-1991 (1). Ces différences s'expliquent par des considérations tant comptables que politiques. Le Pentagone ne souhaite pas l'amputation de son budget actuel pour financer l'opération (2). Les chefs militaires savent, par ailleurs, qu'on n'obtient pas toujours ce qu'on demande du Congrès ; il est payant d'exagérer un peu. Mais, quoi qu'il en soit, la facture va être pré-

Si spectaculaire qu'il soit, l'envoi de soldats américains dans le Golfe ne représente pas l'essentie des dépenses. Celles-ci - tout comme d'ailleurs les autres coûts directs (tels que le dédommagement des pays qui ont subi des pertes du fait de la crise et de l'embargo) - seront financées par le Kowett, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis (3). Mais la facture d'ensemble inclut surtout des coûts indirects, d'ordre politique. Par exemple, l'appui sans équivoque de l'Egypte a permis à l'administration Bush de proposer de faire grâce à ce pays de sa dette militaire de 7 milliards de dollars. Des concessions économiques équilibrent des avan-

" Professeur d'économie politique internationale à l'univer sité de Californie, Davis.

tages politiques : tel est le prix classique du maintien d'une hégémonie. Fait Inhabituel, ce prix ne sera plus acquitté par les Etats-Unis, mais par leurs alliés.

Le secrétaire d'Etat, M. James Baker, qui fut longtemps avocat d'affaires au Texas, s'est empressé de présenter la note à ces demiers. Quelques gouvernements ont trouvé la facture excessive, mais ont dû s'incliner. L'Allemagne, par exemple, a d'abord jugé que c'était aux Etets-Unis seuls d'assurer le financement de leur armée. Le Japon a suggéré qu'ils auraient dû aménager un budget avant de déployer leurs troupes. Devant le tollé soulevé par ce type d'objections, qualifié par le sénateur Sam Nunn d' « absolument ridicule », la plupart des couvernements solficités ont donné leur accord de principe pour contribuer, d'une façon ou d'une autre, à

Un cadre institutionnel se dessine, Les États-Unis ont d'abord concu un système de caisse commune (doté d'un fonds initial de 23 milliards de dollars pour la première année), qui serait financée par les pays riches (4). Puis ils ont constitué un « groupe de coordination pour la crise du Golfe » qui comprend des membres du groupe des Sept et de la Communauté européenne, les monarchies du Golfe et la Corée du Sud. Cette organisation se chargera, sous l'égide des Etats-Unis, d'identifier les besoins et de distribuer des fonds aux pays les plus touchés par la

Faire payer les intéressés

IL ne s'agit donc plus seulement de financer l'opération militaire. Ceux qui en ont les moyens et ceux qui en tirent des avantages économiques doi-vent participer aux coûts politiques. Lors de sa nce de presse du 30 août demier, M. George Bush l'a dit clairement. Tous ceux oui ont un intérêt (« a stake ») dans l'ordre international doivent payer leur « juste part ». Les Etats-Unis à eux seuls ne peuvent supporter l'ensemble des coûts ni dédommager les pays affectés par le conflit. Et le président de conclure que les Etats-Unis cherchaient « à déterminer les critères qui garantiralent que ceux qui méritent d'être aidés le seront, et que ceux qui ont les moyens de contribuer le feront (6) ». Ainsi, Washington se retrouve au centre d'un nouvel ordre politique et économique, à la fois gendame, trésoLes plus grosses contributions viendront des Etats du Golfe, qui se sont engagés à payer le prix de leur défense et à participer de manière importante su dédommagement des pays atteints par la crise (manque à gagner des pays frontaliers et compensation des pays les plus touchés par l'embargo et par la hausse des prix du pétrole). L'Arabie saoudite s'est déclarée prête à utiliser à ces fins l'essentiel de la nouvelle manne pétrolière (plus de 4 milliards de dollars par mois grâce au doublement des prix et à l'augmentation de la production). En plus de paiements directs au Trésor américain (dont un minimum de 500 millions de dollars pour le maintien des troupes). Ryad envisage de prendre à son compte certains engagements financiers américains (7). La gouvernement koweitien en exil a promis d'en faire autant ; dans le même temps, il faisait grâce aux pays les plus pauvres des intérêts de leur dette, en attendant peut-âtre d'annuler la dette ellemême (8). Enfin, les Etats-Unis pourraient engranger les bénéfices de très grosses ventes d'armes aux Etats de la région.

A des degrés divers, l'Europe participe tant à l'injtiative militaire qu'à l'opération financière. Le rôle de l'Allemagne illustre bien le carectère nouveau de relations internationales où le linkage (alde liée) explicité remplace l'assistance sans contrepartie avouée : elle participe aux frais tout en réclamant un escompte pour avoir « déjà donné ». En plus des coûts occasionnés par la réunification, ne vient-elle pas juste d' « acheter » le retrait soviétique des pays de l'Est (9) ? En somme, dans la répartition des tâches de l'après-guerre froide, chaque pays paie sa pert, mais il le fait au mieux de ses intérêts.

Le Japon, et dans une moindre mesure la Corée du Sud, régleront sur facture. Il n'est pas surprenant de les voir traîner les pieds. Sollicités de toutes parts, les Japonais se sont d'abord engagés à payer 1, puis 2, puis 3 milliards de dollars. On estime qu'ils finiront par en débourser près de 10 milliards. rien que pour la première année

Le dernier volet du système concerne les organisations internationales. A la suite du succès américain aux Nations unies, d'autres organismes se sont impliqués dans le règlement de la crise. Lors de la réunion annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale fin septembre, M. Bush a rendu un hommage appuyé à leur engagement d'aider les pays affectés par la crise du Goife (10).

Ainsi, l'agression trakienne contre le Kowett aura permis aux Etats-Unis d'obtenir de leurs elliés ce qu'ils réclamaient depuis des années. Dans l'ordre mondial de l'agrès-querre, Washington assumait seul le coût de son hégémonie. Affaiblie par son déclin, l'Amérique avait conservé trop d'engagements internationaux qu'elle n'avait plus les moyens de financer (11). L'aitemative devant laquelle elle se trouvait n'offrait pas d'issue commode. Une réduction substantielle de l'arsenal militaire qui sous-tendait son hégémonie était Impossible du fait du poids du complexe militaro-industriel. Et, pour convaincre les bénéficiaires du « parapluie » américain de payer le prix de leur sécurité, la menace soviétique était de moins en moins crédible.

L'arsenal américain revalorisé

VEC la fin de la guerre froide, l'inutilité de A l'arsenal américain samblait sauter aux yeux entre la chute du mur de Berlin et l'invasion du Kowett, on a souvent répété qu'à l'avenir, seule compterait la compétition économique (12). Trainant son budget militaire, l'économie des Etats-Unis partait perdante dans la course qui l'opposait à Europe et au Japon. Depuis la crise du Golfe, l'appareil militaire américain s'est soudain trouvé revalorisé. Washington peut enfin imposer à ses alliés le « partage du fardeau » et une part du boulet.

(1) Los Angeles Times, 25 août 1990 et 13 septembro

(2) The Washington Post, 19 septembre 1990.

(3) The Wall Street Journal, 7 septembre 1990.

(4) The Washington Post, 30 août 1990. (5) Financial Times, 27 septembre 1990.

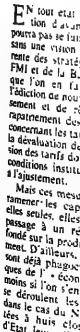
(6) The New York Times, 31 août 1990. (7) The Wall Street Journal, 7 septembre 1990.

(8) The New York Times, 28 septembre 1990. (9) Voir le dossier : « Des blocs à la dérive ».

le Monde diplomatique, août 1990. (10) Financial Times, 27 septembre 1990. (11) Paul Kennedy, Naissance et déclin des grandes puissances, Payot, Paris, 1989 (lire, à propos de ce livre, l'article d'Yves Florenne dans le Monde diplomatique de

(12) Voir, par exemple, B.R. Inman et Daniel F. Burton, « Technology and Competitiveness: The New Policy Frontier », Foreign Affairs, printemps 1990.





meat D'ailleurs. sont déjà phagos ques de l'écon moins si l'on s'en se déroulent les dans le cas du N tées à huis clo d'Etat. leurs clier ethnie rachetant prete-noms, les les moins abimées En outre, la demande extern mières africaines l'essentiel, même pourront varier d Ouelle que son i les pays africains

let meme au cas

Malaisie, ils baiss production et

du partage colonial

C'est pendant ces mêmes années que s'achève la conquête de la Mauritanie, aux confins du Rio-de-Oro, non effectivement occupé par l'Espagne.

UX

lent, le

loix fort

arocains s indus-

le pour

Maroc-

rande.

Espagne

octobre

gestion

France

un cli-

ine par-

nent, la

ilitaires

¿ériens)

tectorat

a 1912. olonisa-

es 30.

iucs Tho-

ations de

77.

Ð)

SATE MAN

/eīt aura

s l'ordre

esumait

par son

movens

ji sous-

t, pour

» améri-

menace

isé

tilité de

ix yeux :

ision du

ir, seule 2). Traî-

ats-Unis

trouvé

ı boulet.

90.

90.

dérive ..

ew Policy

fait du

L'Empire ottoman ayant choisi le camp des puissances centrales et la Grande Guerre s'éternisant, les belligérants recherchent des alliés et précisent leurs buts de guerre: le partage des dépouilles une fois la victoire obtenue. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre quatre séries de documents essentiels pour l'avenir des régions arabes de l'ancienne Turquie.

En décembre 1915, les Anglais signent un traité avec Ibn Saoud : en échange de la reconnaissance par Londres de sa souveraineté sur le Nedj, Al-Hassa, Qatif et Djubai, Ibn Saoud accepte la protection britannique et promet sa neutralité bienveillante dans la guerre contre les Turcs. A partir de juillet 1915 s'établit une correspondance entre le chérif de La Mecque, Hussein, et le haut-commissaire anglais au Caire, Mac Mahon: si les Arabes entrent en guerre contre les Tures, Londres promet l'établissement d'un royaume arabe regroupant l'essentiel des régions arabes de l'ancien empire ; bien que des incertitudes demenrent sur le destin de la Cilicie et des régions côtières syriennes, le chérif Hussein lève en mai 1916 l'étendard de la révolte arabe, son fils Fayçal prenant le commandement de l'armée arabe.

Fruits de longs et pénibles débats, les accords Sykes-Picot (mai 1916) définissent les grandes lignes du partage de la région entre Français et Anglais : la France disposera de la côte syrienne avec le mont Liban (zone bleue) et protégera la Syrie intérieure et la région de Mossoul (zone A); l'Angleterre disposera de la Mésopotamie (zone rouge) et protégera la zone s'étendant de l'Egypte au golfe Persique (zone B), les zones A et B représentant l'éventuel royaume arabe; autour de Jérusalem et des Lieux saints, on prévoit un statut international (zone brune) à négocier. Enfin, le 17 novembre 1917, la déclaration Balfour promet l'instauration d'un . foyer national juif - en Palestine.

La victoire des Alliés sonne naturellement le démantèlement de l'Empire



LES TROUPES DU ROI SAOUD DANS LE DÉSERT D'ARABIE

ottoman: l'Allemagne étant éliminée pour cause de défaite, la Russie pour cause de révolution et de défaite, l'Italie étant considérée comme un allié négligeable et les Etats-Unis refusant tout engagement territorial dans la région, l'affaire se réduit à un affrontement franco-anglais, où les rapports de forces et l'odeur du pétrole vont jouer un rôle déterminant. Ce sont les accords Sykes-Picot qui vont servir de base an partage, avec quelques modifications: Paris accepte, par exemple, d'abandonner Mossoul aux Anglais contre la part allemande dans la Turkish Petroleum Co., et la zone interna-tionale est abandonnée. Pour amadouer Wilson, on invente le cadre juridique du mandat, chef-d'œuvre en trompel'œil qui masque à peine les visées coloniales et impérialistes sous un discours civilisateur. Le compromis francoanglais de septembre 1919 scelle la mort de l'Empire arabe, et les accords de San-Remo (avril 1920) l'entéri-neut : à la France la Syrie, à l'Angieterre la Palestine et la Mésopotamie.

En septembre 1920, la France délimite, sur la base des revendications de ses clients maronites, et crée le Grand Liban, au grand dam des Syriens, qui protestent; la Syrie, dont le roi éphémère, Fayçal, est réduit à l'exil, est elle-même divisée, avec de plus un statut spécial pour le sandjak d'Alexandrette, qui sera livré à la Turquie en 1939.

En Irak, l'Angleterre, qui a dû faire face à une puissante révolte en 1920, décide de se donner un interlocuteur en intronisant Fayçal roi d'Irak en août 1921. Réclamé par la Turquie kémaliste, peuplé majoritairement de Kurdes, imbibé de pétrole, l'ancien vilayet de Mossoul est finalement attribué par la Société des nations (SDN) à l'Irak, en 1925.

En Palestine, alors que la déclaration Balfour, en dépit des vives protestations arabes, a été intégrée à la charte du mandat, l'Angleterre est confrontée à de graves contradictions qu'une interprétation subtile de la déclaration n'arrivera pas à atténuer.

Pourquoi l'Angleterre a-t-elle inven-tée la Transjordanie ? La réponse four-nit un des éléments fondamentaux du partage durable de la région. Londres, d'abord, a besoin d'un espace où son autorité est incontestée pour assurer la continuité stratégique impériale, de la Méditerranée à l'Irak (évacuation du pétrole de Mossoul) et de l'Egypte au Golfe et à l'Inde. L'Angleterre veut circonscrire la région où s'appliquera la déclaration Balfour. Elle veut limiter les ambitions d'Ibn Saoud, dont les troupes ont entamé avec succès l'occunation de l'Arabie intérieure et qui prétend ne s'arrêter qu'à la frontière syrienne. Enfin, cette création permettra de fixer l'un des fils d'Hussein, le turbulent Abdallah, qui ne cesse de harceler les troupes françaises de Syrie, en lui attribuent l'émirat de

temps qu'une subvention annuelle (2).

La Grande-Bretagne jone un rôle déterminant dans la délimitation des frontières : celle entre la Transjordanie et la Palestine est fixée au Jourdain et

Transjordanie en mars 1921, en même

au milieu de la mer Morte; celle du sud sera l'objet d'un compromis avec Ibn Saoud, qui laissera Akaba à la Transjordanie (1925). A l'est, les supputations pétrolières sont naturellement présentes; en 1922 sont fixées les frontières de l'Arabie d'Ibn Saoud avec l'Irak (à l'avantage de celui-ci) et avec le Kowelt (au détriment de ce dernier); en outre, officiellement pour saciliter les déplacements des Bédouins, cet accord crée, à l'ouest et au sud du Kowelt, deux zones neutres sur lesquelles les pays frontaliers ont des droits égaux. En 1923, la frontière entre le Kowelt et l'Irak, deux territoires dépendant de la Grande-Bretagne, est sixée sans problème: la délimitation adoptée est destinée visiblement à empêcher l'Irak d'avoir une façade maritime utile sur le Golse, mer britannique.

Tel est le cadre dans lequel, de l'Atlantique au Golfe, s'effectuera la colonisation. A la fin des années 20, deux pays arabes seulement sont indépendants, dans la mesure où aucune troupe étrangère ne campe sur leur territoire : le Yémen, pratiquement depuis 1913, et l'Arabie d'Ibn Saoud, qui a chassé Hussein et qui accède à la souveraineté internationale en 1927. Le coup d'envoi de la décolonisation arabe, même si celle-ci est encore partielle, est donné par le traité angloirakien de 1930 (3).

Ce rapide survol suggérera que l'argument historique à l'appui d'une révision des frontières coloniales est très fragile dans la mesure où il est parfaitement réversible. Il est vrai que l'argument historique en cache presque tonjours un ou plusieurs autres, bien réels ceux-là.

JACQUES THOSE.

(2) Voir Jacques Thobie, Ali et les 40 voleurs, impérialismes au Moyen-Orient de 1914 à nos jours, Messidos, Paris, 1985.

(3) Pour une vue d'ensemble de la question, lire Jean Bouvier, René Girault, Jacques Thobie, l'Impérialisme à la française, tome 1 : Jacques Thobie, la Prance impériale 1880-1914, Mégrelis, Paris, 1982 : tome 2 : par Jean Bouvier et René Girault, 1914-1961, La Déconverte, Paris, 1986.

Intervention militaire française sous tutelle

Le dispositif militaire français dans le Golfe, le plus important outre-mer depuis la fin de la guerre d'Algérie, ne représente qu'un dixième des moyens déployés par les Etats-Unis. En cas d'ouverture des hostilités, la France ne risque-t-elle pas d'être entraînée dans une guerre qu'elle n'aurait pas vraiment décidée ?

Par
PHILIPPE
LEYMARIE

NE division blindée légère,
avec un millier de véhicules; des unités
prestigieuses (légion étrangère, spahis)
rompues aux guerres du sable; un régi-

rompues aux guerres du sable; un régiment d'hélicoptères de combat et plusieurs escadrons d'avions de chasse ravitaillables en vol; le «must» de l'armement made in France (Mirage-2000, missiles Mistral et Milan, blindés AMX-10)... Le dispositif militaire français en Arabie saoudite — appuyé par un contingent dans les Emirats arabes unis, une escadre en Méditerranée orientale, une flotte d'une quinzaine de bâtiments dans le Golfe et en mer Ronge et par les unités prépositionnées sur la base permanente de Djibouti — constitue la seconde force occi-

La crise du Golfe dans *le Monde diplomatique* en arabe

Un numéro spécial du Monde diplomatique en arabe vient de paraître, entièrement consacré à la crise du Golfe. Il reprend les articles parus dans les numéros de septembre, octobre et novembre 1990 de l'édition française, complétés par des textes inédits sous la signature de Paul-Marie de La Gorce, Fred Halliday et Pierre Terzian.

● Le Monde diplomatique, édition arabe, 5, rue de Fribourg, 1201 Genève, Suisse. - Tél.: (4122) 732-25-31. -Télex: 28-576. En vente dans les principaux kiosques, dans les pays arabes et en Europe. dentale dans la région, et la quatrième armée « alliée » en effectifs (1).

Ce dispositif opérationnel interarmes, prélevé pour l'essentiel sur la Force d'action rapide (FAR) créée il y a cinq ans, qui peut être renforcé par des prélèvements sur le réseau des bases françaises en Afrique (Tchad, Centrafrique, Sénégal, Gabon, Côted'Ivoire, Réunion), se trouvait stationné en première ligne, à moins d'une centaine de kilomètres des frontières du Koweit et de l'Irak, face à une division de l'armée de M. Saddam Hussein : le contingent français a été appelé à recuier de quelques kilomètres, à la demande des autorités saoudiennes qui souhaitent mettre en avant des « troupes arabes ». Il voisinait avec le contingent marocain (dont les chefs sont de formation française) et avec une brigade blindée saoudienne (qui met en œuvre des chars AMX-30 d'origine française). C'est un outil performant, sans doute appelé à jouer un rôle majeur en cas de conflit ouvert.

Ces atouts ont cependant des limites : l'utilisation des forces prépositionnées à Diibouti ou ailleurs en Afrique doit être concertée avec les autorités locales. Le réservoir de la FAR (50 000 hommes) n'est pas inépuisable, et toutes ses unités ne sont pas aguerries au combat en zone chaude. Les moyens en matériel de l'aviation et de la marine françaises ne sont pas indéfiniment extensibles. En outre, le surcoût des opérations « Artimon » (contrôle maritime de l'embargo), « Salamandre » (envoi d'un porteavions et de son escadre dans la zone du Golfe) et « Daguet » (mise en œuvre d'une division blindée légère en territoire saoudien) pourra être compris entre 3 et 5 milliards de francs

d'ici à la fin de cette année.

Sur le terrain, l'essentiel du contingent terrestre français, stationné à l'ouest, au plus près de l'adversaire, paraissait très exposé jusqu'à la fin octobre (2). La dispersion du dispositif — quatre sites en Arabie, trois ou quatre dans les Emirats, un autre prévu an Qatar, sans compter la flotte et Djibouti — rend malaisée l'organisation de l'ensemble. En outre, il faut en permanence négocier avec les Saoudiens — en principe souverains — et avec les Américains, qui alignent au moins dix fois

plus d'hommes et de matériel que les Français.

Piusieurs chefs de l'opposition ont exprimé la crainte que la France ne soit entraînée à son insu dans une opération guerrière, et que ses forces ne passent, dans ce cas, sous commandement américain de fait. Les autorités françaises se sont défendues, en faisant valoir que l'opération « Daguet » — telle qu'elle a été négociée, à la mi-septembre, avec les Saoudiens — est de caractère défensif. Pour assurer un maximum d'autonomie aux forces françaises, il a été obtenu que leurs composantes terrestres et aériennes ne soient pas dissociées, et qu'elles soient stationnées à

l'écart des zones occupées par le contingent américain. L'ensemble restera sous commandement unique français, a-t-il été précisé, et la décision d'ouverture du feu, en ce qui concerne ces forces; dépendra toujours d'un ordre du président de la République.

Une attitude réservée, différente par exemple de la position britannique, dont une partie des forces pourrait être placée directement sous commandement américain. Ou égyptienne, selon laquelle l'ensemble de la force multinationale doit être sous commandement saoudien, « y compris les Américains (3) ».

Intégration partielle

CE souci d'indépendance quant à la décision politique ou stratégique — qui recoupe, semble-t-il, celui de l'opinion publique (4) — n'exclut pas ce que le ministre français de la défense appelle « des accords ou mises sous contrôle opérationnel pour des missions déterminées ». C'est une allusion, notamment, à la gestion de l'espace aérien, que la centaine d'avions ou d'hélicoptères français doit partager avec mille cinq cents aéronefs militaires appartenant à six nations, mais en majorité américains.

Les avions AWACS - des Boeing-707 adaptés à la veille radar - sont les passages obligés de cette coordination. Seules les armées saoudienne et américaine disposent de ces postes de commandement volants, fabriqués aux Etats-Unis et qui ne peuvent être mis en œuvre qu'en étroite liaison avec l'US Army (5). Après des hésitations, les autorités françaises ont précouisé l'embarquement, à bord de ces appareils patrouillant jour et nuit sur la zone, d'officiers relevant des différentes armées impliquées dans le conflit, dont les Français. De leur côté, les Américains souhaitent améliorer la coordination de leurs forces navales, terrestres et aériennes, avec celles de la France, par le biais des AWACS et d'exercices aériens combinés. Le général Schmitt, chef d'état-major français, affirmait le 10 octobre : « Ce n'est pas parce qu'on est dans ces équipes intégrées, mixtes, que l'on est entraîné à

faire n'importe quoi. »
Pour le patron de l'armée française, le schéma global d'engagement des forces stationnées en Arabie saoudite ne serait pas modifié par ces procédures d'intégration partielle: « Si les Américains et les Saoudiens prenaient la décision d'attaquer — mandatés par les Nations unies, — le gouvernement français prendrait une décision d'y aller ou de ne pas y aller. Si la réponse était non, nous continuerions à nous limiter à la participation à la défense de l'Arabie saoudite (6).»

La coordination ainsi « cadrée » par Paris resterait comparable à son attitude constante en ce qui concerne, par exemple, la participation française aux activités de la structure militaire intégrée de l'OTAN. Elle s'appuie sur le précédent constitué par la coordination déjà expérimentée dans le secteur naval pour contrôler l'embargo contre l'Irak: dès le mois d'août, le système de transmissions tactique français par satellite (SENIT) était relié au réseau américain (NTDS), les salles d'opération des navires français dans le Golfe recevant les informations provenant des AWACS.

Parallèlement, une coopération à l'échelle européenne s'était esquissée à partir du mois de septembre, dans le cadre des Étais relevant de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), dont plusieurs flottes sont présentes sur place : échanges dans le domaine des transmis-



Le porte-avious Cicmescesse

aions et de la logistique (mise en commun des moyens de ravitaillement) et tentative de partage géographique – en découpant le Golfe et la mer d'Oman en cinq zones d'intervention. Cette coopération s'est heurtée à la résistance des Britanniques.

Pour plusieurs hommes politiques européens — dont l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing, — une intégration plus poussée des inoyens militaires de l'UEO, avec pour axe principal, par exemple, un commandement ou un état-major opérationnel francobritannique, aurait pu manifester une volonté politique européenne, et permettre ainsi une autonomie plus grande des forces engagées par les Etats européens, qui apparaissent aujourd'hui à la remorque des Américains.

(1) Effectifs américains à la mi-octobre: 200 000 (extension prévue jusqu'à 250 000). Arabie saoudire: 66 000. Egypte: 20 000 à la mi-octobre; 35 000 annoncés. France: 13 500 à la mi-octobre (extension possible à 15 000 pour le début novembre). Royaumo-Uni: 12 000.

(2) Les forces terrestres françaises ne disposent pas d'artillerie à longue portée. Il faudrait attendre près d'une heurs avant de pouvoir compter sur un soutien aérien, en cas de tirs iraliens.

tirs irakiens.
(3) Le Monde, 3 octobre 1990.

(4) Selon un sondage SOFRES-Libération-Europe I réalisé entre les 22 et 26 septembre, 21 % des personnes interrogées étaient favorables à un commandement français, 58 % à un commandement des Nations unies, et 7 % seulement à un commandement américain pour les forces françaises dans le Golfe.

(5) L'armée française a passé commande de quatre de ces appareils. Elle vient de prendre possession du premier d'entre eux, qui no sera pas opérationnel avant la fin de l'année 1991.

paux isosques, dans les pays arabes et est principe souverains — et avec les Americains, qui alignent au moins dix fois parce qu'on est dans ces équipes inté
échanges dans le domaine des transmis
échanges dans le domaine des transmis
(6) Déclarations à RFI, 10 octobre 1990.

وكذا من الأصل

(Suite de la première page.)

Si l'objectif est vraiment de servir le sive militaire ne saurait être lancée sans le feu vert des Nations unies. A supposer que, maître du jeu sur le ter-rain, le président Bush décide de s'en passer, il faudrait admettre qu'il fait fi du point de vue de ses alliés et du rôle de l'ONU. C'est pourtant bien'à cela que l'invitent certains commentateurs. Charles Krauthammer (3), par exemple, ironise à propos de « la plus nouvelle panacée qui ait été trouvée pour sortir l'Amérique d'embarras : les Nations unies, le multilatéralisme, la sécurité collective... Quel rêve ! Quelle

De nombreux observateurs estiment, comme M. Valéry Giscard d'Estaing par exemple, que l'ouverture des hosti-lités ferait voler en éclats la coalition qui s'est constituée contre l'Irak. Fre-daines... Charles Krauthammer tient en piètre estime cette coalition que les Etats-Unis, écrit-il, ne sont parvenus à réunir que par un intense harcèlement des pays sollicités. Il fallut, sjoute-t-il, « les aiguillonner, les soudoyer, les soumettre à un chantage ». Les contingents européens, arabes et asiatiques déployés dans la péninsule Arabique sont dûment prévenus : qu'ils aillent donc se faire tuer pour libérer le Kowelt, ils n'en seront pas pour autant respectés.

UE M. Bush choisisse de faire cavalier seul, comme il y est ainsi invité, et sa décision, prise unilatéralement, n'en aurait pas moins une portée mondiale; elle porterait pourtant la marque d'une complexe alchimie dans laquelle interviendraient, avec leur poids spécifique, de multiples ingrédients de politique intérieure : résultats d'aléatoires sondages d'opinion, proximité d'une échéance électorale (6 novembre), état des laborieuses tractations budgétaires entre la Maison Blanche et le Congrès, activisme des groupes de pression, souci de ne pas perdre la face, etc. Certes, un discours bien charpenté s'efforcerait alors de rationaliser la décision. Celle-ci n'en serait pas moins irrationnelle. Elle ne résoudrait rien, aggraverait tout, ruinerait définitivement le prestige de l'ONU.

Isolément, aucun pays ne possède le droit ni ne détient les moyens d'édifier le « nouvel ordre mondial » annoncé

par M. Bush. Une tache aussi ambitieuse relève nécessairement de la compétence des Nations unies; elle requiert un effort collectif des pays qui se mettrout d'accord sur un nombre limité d'objectifs prioritaires (lire cidessous l'article de Jean-Pierre Cot et Alain Pellet).

En tête de ces priorités, figure la volonté de « préserver les générations futures du fléau de la guerre » et de « réprimer tout acte d'agression » (préambule et article premier de la charte). Cette mission, on le sait (4), n'a pu être que très imparfaitement accomplie au temps de la guerre froide, Mais, depuis que M. Gorbatchev a imprimé un « nouveau cours » à la politique soviétique, le secrétaire général de l'ONU est utilement intervenu pour faciliter la solution de conflits régionaux qui paraissaient devoir s'éterniser. La crise du Golfe fournit aux Nations unies une occasion de jouer pleinement leur rôle non seulement au Proche-Orient mais aussi sur l'ensemble de la planète. Et cela par trois moyens principaux.

1. M. Saddam Hussein n'est certes nj le premier nj le dernier à violer le droit international. La réprobation que son geste a suscitée offre une chance de remettre en vigueur, dès maintenant et surtout pour l'avenir, les mécanismes prévus par la charte de l'ONU en vue d'assurer le maintien de la paix (art. 24), gravement menacée en divers points du globe. Si certains griefs de l'Irak ne sont pas dénnés de fondement, rien ne l'autorisait pour autant à recourir à la force. La scule démarche légitime cût consisté à saisir la Cour internationale de justice de La Haye et le Conseil de sécurité luimême. Un simple retour au statu quo ante n'éliminerait en rien le litige irakokoweltien, qui, aussi longtemps qu'il ne sera pas réglé au fond, pourra à tout instant rallumer le conflit. Le Conseil de vécurité serait donc bien inspiré de consulter, en vertu de l'article 96 de la charte, la Cour internationale de justicc. scule habilitée à émettre un avis sur un contentieux de cette nature.

2. La confrontation dans le Golfe permet, par un retour à is charte, de surmonter une autre difficulté. A l'heure actuelle, nul ne sait comment serait coordonnée l'action des différents contingents nationaux en cas d'ouverture des hostilités. Le plus important d'entre eux assumerait de facto la direction des opérations. Mais

les Etats-Unis mesurent chaque jour davantage l'hostilité que leur présence en Arabie saoudite soulève dans l'opinion arabe (5). Les troupes américaines doivent-elles combattre sous la bannière étoilée ou sous l'étendard des Nations unies? Sans pour autant disparaître, les griefs formulés à leur encontre s'atténueraient dans l'hypothèse où seraient appliqués les articles 39 à 51 de la charte, qui définissent les moyens disponibles en cas d'agression. conviendrait en particulier, comme le demande avec insistance l'Union soviétique, de placer la coalition sous le commandement du Comité d'étatmajor de l'ONU (art. 47), où siègent les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. La légitimité de ce gendarme » ne pourrait être contestée, et un précédent scrait ainsi créé pour faire face à de futures convul-

3. Dès le début de la crise, M. Francois Mitterrand a exprimé sa nette préférence pour une « solution arabe », et il n'a pas renoncé à cet espoir. Certes, la Ligue arabe a manifesté ses divi-sions, étalé au grand jour son impuis-sance, comme le firent en d'autres circonstances l'OUA pour l'Afrique ou l'OEA pour les Amériques, Mais les principes édictés par les articles 52, 53 et 54 de la charte gardent toute leur validité: ils définissent le rôle que des • accords régionaux » peuvent, sous le contrôle du Conseil de sécurité, jouer en cas d'agression. De toute façon, il faudra bien un jour en arriver là, car bien fragile serait un éventuel règlement qui ne recevrait pas l'assentiment des pays du Proche-Orient. Leur défaillance, ils s'en aperçoivent aujourd'hui, diminue leur propre influence en faisant intervenir, avec tout leur poids, des pays extérieurs à la région.

UPERPUISSANCE ou Nations unies, nul ne peut maintenir la paix s'il ne se prononce sur les causes du conflit. Lorsque M. Saddam Hussein a fait main basse sur le Kowelt, il a invoqué, entre autres, des arguments d'ordre économique. Les signataires de la charte savaient bien évidemment que la menace militaire n'est pas la scule à compromettre l'« intérêt national » que chaque Etat est prêt à défendre les armes à la main. Au cours des quarante-cinq dernières années, la sécurité de divers pays a été mise en danger non pas par des agressions, mais par des famines, par des migrations massives, par un incroyable chaos économique, par les flux transfrontières d'émissions polluantes, etc.

Dans le souci de préserver la paix, le chapitre IX de la charte évoque naturellement les menaces qui peuvent surgir - dans les domaines économique, social, de la santé publique... comme dans la violation des droits de l'homme. Le chapitre suivant institue le Conseil économique et social (ECOSOC), qui a la possibilité de solliciter l'Assemblée générale on le Conseil de sécurité. Un désordre économique aggravé devient en effet la source directe de conflits entre Etats ou de conflits internes qui, à tout instant, peuvent se propager à travers les frontières. L'un des grands mérites des auteurs de la charte est de l'avoir compris voilà près d'un demisiècle. L'un des plus grands torts des Etats est de l'avoir oublié, laissant ainsi s'éclipser le rôle de l'ECOSOC.

L'Irak reprochait au Koweit d'outrepasser son quots de production pétro-lière, ce qui maintenait les prix à un niveau bas, et de réclamer le remboursement d'une dette considérable. Combien d'Etats penvent aujourd'hui formpler des griefs de même nature? Alors que le règne du droit s'est pro-gressivement éclipsé au profit des lois du marché, c'est-à-dire de la loi du plus fort, le dépérissement ou l'absence de toute instance d'arbitrage rend plus probable le recours à la force brute.

Au mois de septembre dernier, la Banque mondiale annonçait que, en 1989, les pays panvres du Sud ont fourni aux riches du Nord la bagatelle de 42,9 milliards de dollars. Ainsi en va-t-il depuis des années. Combien de conflits armés sont en germe dans cette gigantesque spoliation?

Là encore, les lois du marché, qui favorisent le plus fort, l'ont emporté sur la loi tout court, faite pour protéger les faibles. La pompe à capitaux, en exacerbant les frustrations, multiplie les tentations de recourir à la force; elle n'apporte pourtant pas le salut à cenx qui bénéficient de la manne. En deux articles (6), Lester C. Thurow, du Massachusetts Institute of Technology. dresse le bilan de l'économie reaga-nienne, qui a drainé vers les États-Unis d'amples ressources provenant du monde entier : baisse des taux de croissance, de productivité, d'épargne... Qui dit micux? Fallait-il, pour un aussi pitoyable résultat, appauvrir les pays

du Sud? Au début de la décennie. ajoute Lester C. Thurow, les Etais-Unis disposaient encore d'un léger excédent commercial (1,5 milliard de dollars en 1980) qui, par la magie de la déréglementation et de la détaxation, s'est transformé en 1989 en un déficit de 110 milliards. Sous l'égide d'un président souriant et extrêmement populaire, les Etats-Unis ont perdu leur statut de première nation créditrice du monde (+ 141 milliards de dollars en 1981), pour devenir le plus gros débiteur (- 620 milliards de dollars en



process of the proces

de culture :

the representative

chaduc America

processing the proces

Le butin du conquérant

■ ÉRUSALEM est la capitale d'Israēl. Notre souveraineté sur la mosquée du mont du Temple et les autres lieux saints est complète. Les Nations unies n'ont pas le droit de se mêter de ce qui ne les regarde pas. » Ainsi le premier ministre israélien, M. Ithzak Shamir, balayait-il d'un revers de main la décision de l'organisation internationale de dépêtcher en Israel une mission d'enquête sur les conditions de la tuerie du 8 octobre demier, qui fit au moins 21 victimes parmi les Palestiniens. M. Ariel Sharon, qui porte la responsabilité que l'on sait dans les massacres de Sabra et Chatila de septembre 1982 au Liban, s'interrogeeit, ironique, à la télévision française : « Accepteriez-vous une commission internationale aur les incidents de Vaulx-en-Velin (1) ? »

Le journaliste aurait pu faire remarquer au ministre qu'Israël est le seul pays démocratique occidental où manifestations et émeutes aboutissent systématiquement à des dizaines de blessés par balle, à de nombreux morts, il aurait pu ajouter : un territoire acquis par la force - Jérusalem-Est en l'occurrence - est-il le butin du conquérant ?

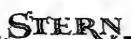
Après l'annexion de la partie orientale de la ville per les Israéliens, en avril 1968, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, le 21 mai 1968, la résolution 252 qui demande à Israél de renoncer à toute mesure visant à changer le caractère de Jérusalem. Le Conseil devait réitérer sa demande le 20 soût 1980, en votant la résolution 478 qui rejette la loi fondamentale adoptée par le Parlement Israélien et proclamant Jérusalem « entière » comme « capitale d'Israél ».

On attend toujours les sanctions qui convaincraient l'État juir de mattre ces textes en application. Plus compliquée encore est la question du Liben, que les commentateurs abordent souvent avac des idées simples, pour ne pas dire simplistes. Ainsi M. Jean-François Revel se gausse de l'élection du président Hraoui dont « la légitimité (...) vaut à peu près ce que valait celle de Pétain (2) ».

Le général Aoun serait-il un de Gaulle ? Son itinéraire politique ne le démontre pas, lui qui a pendant des mois courtisé la Syrie pour essayer de se faire reconnaître comme interlocuteur valable. L'élection de M. Hreoui est le résultet de l'accord de Taëf conclu entre les députés libanais le 22 octobre 1989, entériné par toutes les forces libenaises, la Ligue arabe et les grandes puissances. Les députés chrétiens, en y souscrivant, notaient : « Nous avons tranché entre la poursuite d'une guerre destructrice et un espoir de paix. » Seul le général Aoun s'y est opposé et il a engagé le a pays chrétien » dans une violente guerre fratricide pour imposer ses vues. L'accord de Taëf est certes imparfait et par certains aspects critiquable. Mais existe-t-il une autre voie ? A moins que nous ne soyons prêts à nous battre jusqu'au dernier Libanais ?

(1) Ville de la bantiene de Lyon où se sont déroulés, en octobre 1990, de violents incidents entre de jeunes ants et les forces de poi (2) Le Point, 22 octobre 1990.





GRAVEVR . depuis 1840 Pour votre Société Papiers à lettres

et Imprimés de haute qualité Le prestige d'une gravure traditionnelle Ateliers et Bureaux:

47, Passage des Panoramas - 75002 PARIS Tél.: 42.36,94.48 - 45.08.86.45

JEAN-PIERRE COT et ALAIN PELLET *

ÉCRIÉ naguère, le droit international est, aujourd'hui, l'objet de toutes les prévenances, et pas seulement dans la crise du Golfe. Il apparaît non seulement comme un moven de règlement des différends, mais aussi comme un enjeu premier des relations internationales; le « nouvel ordre mondiel » c'est, d'abord, le règne du droit - vision généreuse, dont M. François Mätterrand s'est fait, dans son dis-cours du 24 septembre demier devant l'Assemblée générale des Nations unies, le porte-parole inspiré et

La droit n'existe pas « en soi »; il ne peut contribuer à infléchir la réslité que s'il la prend en compte, et la « règne de la loi internationale » que le président de la République appelle de ses vœux ne cessera d'être un slogan fécond que si une force crédibie est mise au service de ce grand dessein et assure, avec une efficacité raisonnable, l'application des rècles assises sur une légitimité incomestable.

Pour cela, les Nations unies constituent un instrument irremplaçable. Encore faut-il leur donner les moyens de jouer le rôle qui leur échoit et ne pas leur demander devantage qu'elles ne peuvent donner. Courtisée per tous, l'ONU a, sux yeux des Etats, des hommes polítiques et des opinions publiques, toutes les séductions, mais chacun sait que la plus belle fille du monde...

L'intuition de 1945 conserve toute sa force. Il s'agissait alors de résgir contre l'échec de l'idéa-lisme wilsonien, dont la faillite de la Société des nations témoignait avec la force d'une terrible évidence. Au pacte de la SDN, dont les « fissures » faisaient la part belle à la guerre, et qui laissait la paix du monde dépendre de l'unanimité défensive de tous les membres de l'organisation. la charte des Nations unles répond par la prévision d'un système coercitif dont la mise en œuvre ne dépend que de l'accord

Ce plus grand réalisme reposait pourtant sur un postulat erroné : la guerre froide a mis fin à l'entente des grands vainqueurs et, avec elle, à l'espoir d'une gestion efficace des crises majeures par l'Organisation. Le désaccord entre les Grands paralyse toute « action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression », prèvue par le chapitre VII, et ne permet guère que des réactions molles, faiblement organisées par le chapitre VI, consacré au règlement pacifique des différends.

• Jean-Pierre Cot, député au Parlement européen, et Alain
Pellet, tous deux agrégés des facultés de droit, ont assuré la
direction du commentaire, article par article, de la Charte
des Nations unies (Economica, Paris, 1985).

Avec le désarmement idéologique cesse la neutralisation réciproque qui résultait de l'antagonism? Est-Duest (1), et la construction de 1945 retrouve toute sa crédibilité. La crise du Golfe en témoigne. L'unité retrouvée des cinq Grands permet la résurrection du directoire imaginé en 1945 : toutes les décisions importantes se prennent à cinq, au grand dam parfois de certains gouvernements qui, non sans quelque raison, se formalisent d'être placés devant le fait accompil, mais n'ont guère d'autre possibilité que de soutenir les mesures ainsi arrêtées, quand bien même elles relèvent du chapitre III, sorti ainsi d'une longue hibernation.

L'armée de la paix

ON est loin, pourtant, d'avoir épuisé toutes les vir-

Les neut résolutions adoptées à ce lour par le Conseil de sécurité à propos de la crise du Golfe peuvent être rattachées aux articles 39, 40, 49, 50, 51 et. peut-être, 41 de la charte et se limitent à décider des sanctions, pour l'essemble non militaires, – la résolution 665 du 25 août 1990, qui précisé les conditions d'application de l'embargo, n'autorisant que de manière limitée et ambigué le recours à la force, - et à mettre en place un dispositif de solidanté avec les Etats les plus touchés par ces mesures. Mais M. Chevardnadze a raison de souligner que la charte des Nations unies permet bien davantage que cela (2).

D'abord, une utilisation plus complète du chapitre VII. L'article 42 permet au Conseil de sécurité d'entreprendre, notamment e par des forces aériennes, navales ou terrestres des membres des Nations unies », « toute action qu'il juge nécessaire au maintien ou au rétablissement de la paix et de la sécurité internationales »; il peut le décider, justifiant ainsi des mesures militaires qui seraient prises par les forces présentes dans la région du Golfe si les moyens pacifiques échouaient Le rôle de légitimation de l'ONU ne serait pas négligeable, mais, dans cette hypothèse, elle ne ferait guère plus que « couvrir » les initiatives nationales et, d'abord, celles des Etats-Unis.

Or la charte permet à l'Organisation d'aller biga au-delà et d'avoir le plein contrôle de la riposte à d' violation du droit international et d'encadrer efficacement la légitime défense collective de ses membres. L'article 43 prévoit en effet la création d'une véritable armée de la paix constituée par des comin gents mis par les Etats à la disposition de l'ONU. Les accords nécessaires n'ont jamais été conclus ; il est temps de les signer. De même qu'il est temps de sortir de sa léthargie le comité d'état-major chargé

Les Nation de la direction istrate : propose le ministre la 98786 (El 1 - 4- -action about acres in a great adresse a line 🚗 🗀 ANDRONE WEST THE TO

SOUS une direction in the , Comme ve de gorre diame alete de roue dis aux accords et au cong shorts fort de tes des actions del 7445 ... Certes la dirigionis les possibilités : du Golfe, mars la résolution de (15%) foor le déselonceme de securite (4) » re s processus d'Heisinia organisation de la séci conforme a l'aspert du militares engendres pe ble à d'autres réquents d Entin la Cour mier thate fait dans son a

principal des Nations Ama appelee à jouer « conscience juridique di mambien, par le droit menauonales. Apres r anche, eut pense que traiem à la Cour mondir sur la bande d'Aduza. donnant ainsi ses cha acceptent le risque du the certains - Certain frak a l'egard du kov. du dron international 'eule, peut en decider

Persist MAIS ce serait une i cation mecanique ou même ou elle soit pri le monde a change L modifié. Les Nations un manufestarit id aillieurs remarquable faculte d léabilité de la charte Le texte de 1945 es de l'egaline des cinq Gri labout any anties Etc iépoque. Fiction tour

que et la raison

Ce n'est pas tout. Le déficit budgétaire passe en cinq ans d'environ 150 milliards à 300 milliards de dol-lars, soit plus de 5 % du PNB (7), Pour combler ce trou, le gouvernement émet des emprunts. En 1980, la dette fédérale représentait 3 989 dollars pour chaque Américain - homme, femme, adolescent, bébé; ce chiffre est porté à 12 409 dollars en 1990 (8)... Que se passerait-il si chaque Français, y com-pris chaque nourrisson, vivait ainsi pour 62 000 francs au-dessus de ses moyens? Le pseudo-miracle reaganien, par lequel l'Amérique se ruine, suppose des transferts de capitaux provenant de

The state of the s

pays riches (Allemagne, Japon, Arabie saoudite, Emirats...) et de riches ressortissants des pays pauvres. Et, cependant, Washington est en retard pour payer sa cotisation aux Nations unies...

Deux poids, deux mesures : cette pratique se vérifie dans tous les domaines, ternissant le prestige de l'ONU, Justement sévère lorsque l'Irak occupe le Kowen, le Conseil de sécu-rité s'est montré fort indulgent à l'égard d'autres occupations de territoires, verbalement condamnées mais tolérées dans les faits.

De la même manière, le FMI contraint les pays endettés du Sud à

pratiquer une exemplaire rigueur budgétaire, mais témoigne de la plus grande complaisance à l'égard des désicits croissants aux Etats-Unis. Bagdad a commis, en une seule nuit, un véritable hold-up, un cambriolage à main armée, et l'opinion d'indigne. Depuis des années, Washington, au grand jour, commet avec virtuosité l'un de ces délits en col blanc » à l'égard desquels la justice fait preuve de laxisme... La paix ne peut être durablement sondée que sur l'universalité de certains principes de droit, qu'il s'agisse de l'inviolabilité des frontières ou du respect des biens d'autrui,

Il est un autre domaine soumis à la maxime « deux poids, deux mesures ». L'un des objectifs tacites de la coalition assemblée autour du Golfe est d'empêcher l'Irak de se doter d'armes nucléaires; mais Washington a attendu le 1ª octobre 1990 pour supprimer son aide militaire au Pakistan qui, lui aussi, édifie son arsenal nucléaire (9). Il est banal de constater que les lois du marché ont effacé toute éthique ; il est plus inquiétant qu'elles oblitèrent la perception même de la sécurité. Totalement irresponsables, mais veillant jalousement sur leur compte d'exploitation, des firmes allemandes ont démocratiquement vendu à l'Irak les produits indispensables à la construction d'armes chimiques. De telles livraisons étaient sans doute nécessaires pour permettre à d'autres sirmes allemandes (ou les mêmes?) de vendre des masques à gaz à Israël... La loi internationale - traité de non-prolifération nucléaire (1968), conventions sur les armes chimiques et bactériologiques résiste mal à l'appât du gain. Scules les Nations unies peuvent tenter d'inverser co cours fatal.

AIS comment? Le rôle des Nations unies ne pent se borner à recouvrir du manteau du droit la coalition déployée contre l'Irak. Ce geste perdrait toute crédibilité s'il ne s'accompagnait d'initiatives destinées à imposer le respect d'autres résolutions, jusqu'à présent restées lettre morte, et si l'ONU, conformément à la charte, n'intervenait dans les domaines non militaires où se joue la paix entre les nations.

Comment donner la vigueur et l'autorité nécessaires au Secrétariat

général de l'ONU, au Comité d'étatmajor, au Conseil économique et social? Sans toucher à la charte, il est possible de parvenir à une meilleure utilisation des structures existantes. D'abord en les sortant de la léthargie où on les a laissé s'enfoncer. Ensuite, en admettant que les institutions valent aussi ce que valent les hommes qui les animent : c'est dans cet esprit que la Fondation Ford et la Fondation Dag-Hammarskjöld, après une large consul-tation, viennent de publier conjointement un appel en faveur d'une « direction énergique pour le monde de demain ». Ce texte (10) avance une série de propositions concrètes tendant essentiellement à recruter, pour les postes-clés de l'ONU, les personnalités les plus qualifiées, les plus aptes à convaincre les gouvernements et à rallier le soutien de l'opinion mondiale,

Reste l'ancienne et lancinante interrogation sur l'actuel système de représentation. Les cinq vainqueurs de 1945 (11) sont-ils, un demi-siècle plus tard, les sculs à pouvoir prétendre à un siège permanent au Conseil de sécurité? Au seuil du troisième millénaire, et alors que les rapports de force out été si profondément bouleversés, quelle place les Nations unies veulent-elles accorder aux géants du Nord (Allemagne, Japon) et du Sud (Inde, Brésil) ? Et pourquoi les « petits » pays du Sud seraient-ils cantonnés dans un rôle mineur? Il n'est pas opportun, il ne serait pas « politique », rétorque-t-on, de lever de tels lièvres. L'Italie a pourtant suggéré que les sièges permanents du Royaume-Uni et de la France au Conseil de sécurité soient transférés à la Communauté européenne et au Japon. Drapés dans leurs rêves de grandeur, Londres et Paris boudent cette proposition. Elle ouvrirait pourtant la voie à un rôle spécifique pour de grands rassemblements régionaux.

Sans doute les temps ne sont-ils pas mûrs pour envisager une véritable réforme des Nations unies. Depuis des décennies, ils ne sont pas davantage « mûrs » pour offrir une patrie au peuple palestiniens on pour mettre un terme au dépeçage du Liban, ou pour introduire un peu d'équité dans les rapports économiques entre le Nord et le Sud... Ces problèmes, et d'autres, sont « murs » depuis longtemps. C'est la conscience politique des gouvernants qui n'a pas atteint le degré de maturité

Il n'empêche que les événements eux-mêmes se chargent de poser, avec retard, hélas, des questions déran-geantes, par exemple lorsque les Etats-Unis en sont réduits à faire la quête pour payer le coût de leurs opérations dans le Golfe (lire l'article d'Ibrahim Warde, page 14). L'imagination créstrice dont firent preuve en 1945 les auteurs de la charte n'est pas moins nécessaire aujourd'hui. Il appartient aux Nations unies, et à elles seules, de dire le droit international et de disposer des moyens nécessaires pour le faire respecter, au besoin par la force, Faute de quoi, le monde n'échappera pas à de rudes conflits, armés ou économiques, qui jalonneront un douloureux déclin de l'humanité.

CLAUDE JULIEN.

(3) Dans Time, 22 octobre 1990.

(4) Voir « Guerres saintes » et « Un gen-darme ambigu », le Monde diplomatique, sep-tumbre et octobre 1990;

(5) Voir, par exemple, l'article de Judith Caesar sur l'Arabic saoudite, International Herald Tribune, 11 octobre 1990.

(6) Repris dans International Herald Tri-bune, 10 et 11 octobre 1990.

(7) Newsweek, 15 octobre 1990. (8) Time, 15 octobre 1990.

(9) Voir Paul L. Leventhal, - Stop Playing Silent Partner in Pakistan's Nuclear Drive ... International Herald Tribune, 9 octobro 1990, et Newsweek, 22 octobre 1990. Le Pakistan fournit quelques milliers de soldats

(10) Bryan Urquhart et Erskine Childers, Une direction énergique pour le monde de demain, L'avenir des Nations untes, 48 pages, Fondation Dag-Hammarskjöld, Uppsala, Suède, 1990.

(11) États-Unis, Royaume-Uni, Chine, Union soviétique, France.

« Eclats de silence »

Un numéro hors série de Manière de voir » consacré aux dessins de notre ami Seiçuk, Eclats de stience, sera en vente dans les kios-ques à partir du 26 novembre au prix de 48 F. Nos lecteurs y retrouveront les illustrations du Monde diplomatique qu'ils ont aimées, côtoyant d'antres dessins parus dans la presse et des œuvres inédites. Dans sa prêface, Claude Julien salue ce fidèle collaborateur, cet artiste qui dit les choses « sans avoir besoin de mots ».



CARLO CARRA. - . Le Cavalier d'Occident » (1917)

esse la neu-

45 retrouve

er la résur

q, au grand

s gui, non

être placés

ère d'autre

ainsi arrė

chapitre III.

rres les vir

our par le

e du Gotte

0, 49, 50,

imutent a

Jui prease

n autoff

recours a

til de sok

par ces

de soult /

imet bien

du chape

e securite

s forces

roces des

necessare

1 27 70 10

i-stragn:

rises par

tre si les

nederang

ans terre 7200°F

the des

aller hist cste i i a señal

s nom

1700

IN'I Les

e est e de

n militares<u>n</u>

toutes les

ntagonism**7**

de la direction stratégique de ces forces, comme l'a * proposé le ministre soviétique des affaires étrangères (3). Il n'en résulterait pas forcément une action militaire, mais ce serait un nouveau signal adressé à l'irak de la détermination, non pas de ses ennemis, mais des nations du monde d'agir unies

Nations unles

sous une direction intégrée. Comme le chapitre VII, le chapitre VIII de la charte a été dévoyé par la guerra froide. Consacrées eux accords et aux organismes régionaux, ses dispositions font de ces institutions des relais possibles des actions décidées par le Conseil de sécurité.

Certes, la division actuelle des Etats arabes limite s possibilités d'y recourir dans le cadre de la crise du Golfe, mais il faut penser au-delà et agir pour que la résolution de MM. Bush et Gorbatchev d'œuvrer « pour le développement des structures régionales de sécurité (4) » ne s'émousse pas. Du fructueux processus d'Helsinki pourrait sortir une nouvelle organisation de la sécurité collective régionale, plus conforme à l'esprit du chapitre VIII que les pactes militaires engendrés par la guerre froide, et adaptable à d'autres régions du monde.

Enfin la Cour internationale de justice, dont la charte fait dans son article 92 « l'organe judiciaire principal des Nations unles », pourrait, et devrait, être appelée à jouer enfin pleinement son rôle de conscience juridique du monde, et contribuer ainsi au maintien, par le droit, de la paix et de la sécurité internationales. Après tout, qui, il y a quelques mois encore, eût pensé que le Tchad et la Libye soumettraient à la Cour mondiale leur très sensible différend sur la bande d'Aouzou ? Ils viennent de la saisir, donnant ainsi ses chances à la paix parce qu'ils acceptent le risque du droit. Et il n'est pas évident que certains - certains seulement - des griefs de l'Irak à l'égard du Koweit soient absurdes au regard du droit international. Le Cour de La Haye, et elle seule, peut en décider.

Persistante fiction

MAIS ce serait une illusion de penser que l'appli-cation mécanique du texte de 1945 suffirait, ou même qu'elle soit possible. En quarante-cinq ans, le monde a changé. L'équilibre des puissances s'est modifié. Les Nations unies elles-mêmes ont évolué, manifestant d'ailleurs de cette manière une très remarquable faculté d'adaptation, gage de la mal-

léabilité de la charte. Le texte de 1945 est fondé sur le double postulat de l'égalité des cinq Grands et de leur supériorité par rapport aux autres Etats membres. Fiction déjà à l'époque. Fiction toujours aujourd'hui, mais pas exactement de la même manière ni pour les mêmes

En premier lieu. l'équilibre entre les Etats-i lois et l'Union soviétique était (paraissait) plus réel qu'aujourd'hui, quand bien même l'URSS sortait exsangue d'une guerre qui avait conforté la prospérité américaine. En tout cas, l'opposition des idéologies était bien réelle et nul ne pouvait parier à coup sûr sur le triomphe de l'une ou de l'autre. A l'heure actuelle, le déséquilibre s'est considérablement accru; l'opposition s'est faite connivence; et la Chine ne paraît guère en situation de reprendre la croisade idéologique communiste.

mais encore

Quant à la France et à la Grande-Bretagne, elles ont confirmé, à la faveur de la crise du Golfe, qu'elles demeuraient les seuls « grands » capables de faire entendre une voix avec laquelle les superpuissances doivent compter, quand bien même il est clairement impossible de parler un langage différent. Elles pèsent cependant, et d'autant plus fort que, si sance militaire reste concentrée aux mains des Etats-Unis, ces demiers ont perdu leur suprématie économique au profit, d'abord, de l'Europe et du

Mais, ultime coup porté aux dogmes marxistesléninistes, la crise du Golfe montre aussi que la puissance économique ne suffit pas. Certes, les Etats-Unis ont fait largement appel au soutien financier de leurs partenaires et créanciers, mais les plus riches de ceux-ci sont restés très en retrait sur les plans diplomatique et militaire, justifiant ainsi la composition, moins arbitraire qu'il n'y paraît, du Conseil de sécurité. La volonté des vainqueurs est, pour le Japon comme pour l'Allemagne, devenu choix déli-

Par le poids de son nombre, par la force de ses critiques et par la mauvaise conscience qu'il donnait aux pays riches, le tiers-monde, à la faveur des divisions du Nord, avait investi presque complète L'ONU.

Substituée, à partir des années 60, à celle constituée autour des Occidentaux au sortir de la guerre, la nouvelle majorité des pays en voie de développe ment (d'ailleurs moins « automatique » qu'on ne l'a dit) ne peut probablement pas résister à la nouvelle donne planétaire. Le tiers-monde n'en a pas disparu pour autant et conserve sur les « mots votés » un réel pouvoir ; il sera intéressant de voir quel usage il en fera lors de l'actuelle session de l'Assemblée générale. Même s'il est tout a fait clair que l'affaire du Golfe est un problème d'abord « Sud-Sud » mais menaçant pour la communauté internationale tout entière, - on peut penser qu'il y a quelques années, quelques mois peut-être, l'Assembl relayant d'habiles et démagogues dialecticiens, l'eût transformée, ou ressentie, comme un affrontement Nord-Sud ». Il est peu probable qu'il en ira ainsi.

malgré les efforts que déploieront M. Seddam Hussein et ses rares amis, et quelques nostalgiques de la guerra froide.

il resta que, à l'ONU comme en dehors d'elle, la tiers-monde détient un pouvoir de légitimation dont les pays du Nord doivent tenir compte. Il est frappant que, aussi improbable qu'elle soit, la « solution arabe » non seulement n'est écartée par personne, mais encore est espérée par tous. Tout se passe comme si les cinq Grands recherchaient un relais pour renforcer la légitimité de leur action. L'Assemblée générale peut jouer ce rôle ; les instances régio-

nales peuvent y contribuer aussi. En 1985, nous écrivions : « Face aux mutations qui ont marqué les quarante demières années : guerre froide, décolonisation, défi du développement inégal, menace nucléaire... les Nations unies ont répondu en modifiant leur structure, leurs fonctions, la nature de leurs débats (5). » Cette extraordinaire faculté d'adaptation constitue, sans aucun doute, la grande force de l'Organisation, qui peut s'adapter à l'« après-Yalta » et constituer, au moins partielle-ment, une alternative crédible à la crise du leader-

ship mondial. Ses atouts ne sont pas négligeables :

- Les secrétaires généraux qui se sont succédé depuis Dag Hammardskjöld ont, patiemment, acquis un pouvoir d'initiative et de proposition que, quel que soit son pessimisme actuel, M. Javier Perez de Cuellar manie avec une grande adresse et qui en fait un acteur politique d'importance ;

 l'organigramme, compliqué, de l'institution reflète assez fidèlement l'état réel des rapports de force actuels et, sans priver l'ensemble des Etats de l'illusion nécessaire d'un contrôle, concentre aux mains des plus puissants d'entre eux le pouvoir de décision véritable :

- l'organisation a acquis un remarquable savoirfaire en matière de maintien de la paix : forces d'urgence, observateurs, médiation, conciliation, bons offices. - autant d'instruments dont les Nations unies ont appris à user, et avec plus de

Quelle alliance au service de la paix ?

A charte n'est pas un papyrus desséché. A l'écriture de 1945, directement inspirée de l'alliance

de querre, ont succédé deux lectures nouvelles. Plus fidèle au texte de San-Francisco, la première faisait de l'organisation le cadre voyant de la guerre d'invectives dont l'Est et l'Ouest s'abreuvaient,

exercice collectif et indispensable de défoulement

homérique, suffisant pour éviter des affrontements

ing grade is also constructed. A construction of the construction

directs plus meurpriers. A la faveur de circonstances très exceptionnelles, l'ONU contribus même certalnement à éviter une catastrophe en 1950.

Mais la guerre de Corée impose aussi une nouvelle lecture de la charte. Désormais, les € choses sérieuses » se passent ailleurs. Le mécanisme de maintien de la paix prévu par la charte est paralysé au profit d'un partage incertain du monde en deux camps, au sein desquels chaque superpuissance fait régner l'ordre. Pâles auccédanés du système limaginé en 1945, les « casques bleus » sont des soldats sans armes. Les « majorités automatiques » changent ; elles n'ont aucune prise sur la guerre et la

Les bouleversements des demières années, et singulièrement les événements de 1989-1990, ouvrent la voie à une troisième lecture. La réunification (certaine ?) du monde conduit, en apparence, à un retour à 1945. Mais on ne saurait se contenter d'un tel ressourcement. Le consensus mou de 1990 n'est bas l'unité contre un ennemi commun et la résignation y a plus de part que la volonté. C'est vrai du tiers-monde, terrassé par la pauvreté et la misère ; c'est vral de la Chine, confrontée au défi du poids de son énorme population; c'est vrai de l'Union soviétique, empêtrée dans des problèmes qui menacent jusqu'à son existence ; et ce peut l'être de certains Etats occidentaux qui, au fond d'euxmâmes, acceptent mai l'arrogance américaine ou le rôle, trop limité à leurs yeux, qui leur est attribué.

La belle unanimité que révèle la crise du Golfe ne doit pas faire illusion. Même si elle ouvre des pistes de réflexion intéressantes, en définitive, elle pose, nous semble-t-il, plus de questions qu'elle n'en résout : quelle Sainte Alliance préservera désormais la naix du monde ? Quelle force assurera le « règne de la loi internationale » ? Et de quelle loi ? Cette crise doit être l'occasion d'y réfléchir. Faute de quoi l'anarchie ou l'hégémonie, ou les deux, risquent de constituer la réponse des faits. Les Nations unies peuvent trouver la réponse du droit ; encore faut-il que les forces, aujourd'hui considérables, qui leur font confiance les y aident.

JEAN-PIERRE COT et ALAIN PELLET.

(1) Discours de M. François Mitterrand à l'Assemblée énérale, le Monde du 26 septembre 1990. (2) Discours à l'Assemblée générale, le Monde du 27 septembre 1990. (3) Ibid.

(4) Déclaration conjointe du 9 septembre, le Monde du 11 septembre 1990.

(5) Jean-Pierre Cot et Alain Pellet, la Charte des Nations untes, commentatre article par article, Economics, Paris, 1985.

de ·de Ve ıµĕ 105

le

es

t de ien-· sur nges un , ils

gne. que

Lech nési-

10

Comment organiser le sauvetage

on comprend que la fin de la dépen-dance de celle-ci à l'égard du FMI et

de la Banque mondiale n'est pas pour demain. Et que la notion de « colonia-

lisme multilatéral » mérite d'être

En effet, la simple augmentation des

arriérés de la dette limite le recours à

toute initiative nationale. On estime,

par exemple que, sans un traitement radical de la dette, en Côte-d'Ivoire, le

déficit de la balance des paiements per-

durera jusqu'en l'an 2000, et cela à

hauteur de 1 milliard de dollars, Sans

que les sommes en jeu atteignent les

mêmes volumes, des projections simi-

laires révéleraient une situation en

passe de prendre les mêmes proportions

au Cameroun. La persistance des désé-

quilibres extérieurs, et la nécessité de

les résorber sans recourir à cette son-

pape que pourrait être un endettement

supplémentaire - et alors que les res-

sources tirées des principaux produits

d'exportation (cacao, café, bois, huile

de palme, arachide...) ne cessent de se

tarir - livre ces Etats pieds et poings liés aux diktats du FMI et de la Ban-

On voit mal comment les Africains

pourraient, dans un avenir prévisible,

briser ce cercle infernal ou contourner

ces dispositifs sans recourir à une stra-

tégie mixte qui, sans rompre totale-

ment avec le marché international.

comporterait une dose de self-reliance.

du moins en ce qui concerne certains

secteurs de leur économie. Au-delà des

proclamations démagogiques ou des

rhétoriques populistes, le sérieux des

mouvements de contestation qui utili-

sent la référence à la démocratie et à

l'Etat de droit sera établi en fonction

de leur capacité à formuler des proposi-tions à cet égard. Leur capacité à offrir

aux Africains des modèles de substitu-

tion sera également testée sur d'autres

En effet, après avoir bloqué cette

soupape que pourrait représenter le

surendettement, les institutions finan-

cières internationales ont engagé les

bureaucratics autoritaires dans la mise

en œuvre de politiques dont les buts

affichés sont, entre autres, d'assainir les déficits publics, de libéraliser l'éco-

nomie dans les domaines du commerce

et des importations et de baisser les

coûts des facteurs tels que la main-

d'œuvre, l'énergie, l'eau... Au-delà, il

s'agit véritablement de les contraindre

à dégager des ressources internes afin

de rembourser leurs dettes. C'est dans

ce contexte qu'ont été prises, dans pres-

que tous les pays, des mesures visant à

réduire les dépenses publiques (vente

aux enchères des véhicules administra-

tifs, réduction des frais de transport et

de mission, des dépenses d'eau, d'élec-

tricité et de téléphone de l'administra-

tion publique, départs à la retraite, l'er-

metura d'ambassades à l'étranger...).

que mondiale.

sérieusement examinée.

RÈS de trente ans après que le système de parti unique leur eut été imposé - souvent par la force et avec la complicité des nuciennes puissances coloniales, - les sociétés africaines laissent, finalement, entrevoir des velléités de sortir du cauchemar qu'aura été, dans presque tous les pays au sud du Sahara, un tel mode de gouvernement. Partout où il a prévalu, cet instrument de violence et de terreur a surtout servi à légitimer l'exercice du pouvoir à l'état brut. En plus d'avoir contribué à la mise en place des conditions propices à l'improduction économique, il a été l'un des facteurs aggravants de l'intolérance, de la brutalité politique et de la ruine intellectuelle dans lesquelles se débat l'Afrique subsaharienne (1). Son abandon apparaît à beaucoup d'Africains comme un préalable à la réforme de leurs sociétés et à la transformation de leurs structures de production.

Par ACHILLE MBEMBE .

Comment réunir les conditions internes qui permettraient à l'Afrique de gérer profitablement (ou, du moins, au coût le moins élevé possible) les contraintes changeantes que lui impose l'économie mondiale et, partant, de réinventer une nouvelle structure de croissance? Les programmes d'ajustement structurel mis en œuvre sous l'impulsion des institutions financières internationales prétendent offrir la réponse la plus efficace à ce défi (2). Mais on ne peut pas réduire leur signification à de simples choix « techniques» destinés à ouvrir l'Afrique au libre jeu des forces du marché, sur la base des avantages comparatifs. Loin d'être « spolitiques », ils constituent de véritables choix de société et pèseront de façon décisive sur l'avenir du

Il n'a pas été suffisamment dit que ces programmes reposent, pour l'essentiel, sur le postulat selon lequel la médiocrité de l'accumulation et la sous-productivité des économies africaines résulteraient non de la détérioration des termes de l'échange ou des déséquilibres causés par l'ordre économique international existant, mais du défant de surexploitation de leurs subordonnés par les élites dominantes africaines. Selon cette analyse, ce n'est pas tant la « dépendance » qui bloquerait le développement du continent que la « sous-exploitation » de sa force productive (3). Or, dans la configuration actuelle de l'économie-monde, son redressement à un niveau tel qu'il puisse soutenir la compétition sur les marchés internationaux passerait, entre autres, par une intensification de l'exploitation de sa force de travail. C'est ce que les « politiques du ven-tre (4) » (grâce auxquelles les couches dominantes ont pu vivre des rentes captées à l'extérieur) out permis d'esquiver jusqu'à présent.

Le vrai problème serait donc de savoir comment opérer le passage d'une « économie du ventre » (caractérisée par la prédation, le faible développement des forces productives, la généralité des prébendes et la dissipation des surplus dans des dépenses somptuaires et ostentatoires) à un régime d'accumulation tourné vers la productivité et l'investissement, et capable d'aider l'Afrique à tirer profit du système mondial tel qu'il existe (ce qui signifie qu'il faut cesser de postuler sa transformation comme préalable à toute croissance souteque sur le

Professeur d'histoire, Columbia University, New-York. Auteur d'Afriques Indociles, Kar-thala, Paris, 1988.

• Les ONG françaises de solidarité internationale se dotest d'un outil de concertation. – Les huit collectifs regroufrançaises travaillant en solidarité avec le tiers-monde ont mis en place, le 25 sep-tembre 1990, un Comité de liaison des organisations de solidarité internationale.

Ce comité ne remplace pas les collectifs, qui restent le lieu privilégié de l'action commune: il les complète, en constituant une plate-forme de concertation sur des questions qui préoccupent l'ensemble de la communauté des organisations non gouvernementales (ONG) françaises :

- Définir une nouvelle coopération de la France avec le tiers-monde et la mise en œuvre de l'aide publique par les ONG avec de nouveaux instruments

- Stimuler les ONG elles-mêmes pour qu'elles développent une meilleure coordi-nation de leurs actions dans les pays où elles interviennent.

- Préparer l'Europe de 1993, sous l'angle de la solidarité internationale. (Comité de liaison des organisations de solidarité internationale (CLOSI), 27, rue Blomet, 75015 Paris. - Tél.:

On sait à peu près quels sont les dispositifs mis en place par le Fonds monétaire international (FMI) et par la Banque mondiale pour conduire à ce passage (5). Le plus critique vise à assécher la plupart des circuits extérieurs qui avaient, jusqu'à présent, permis aux classes dirigeantes de vivre des rentes et prélèvements divers que leur assure leur position d'intermédiaires dans le système international et ainsi de se dispenser de surexploiter leurs dépendants. De fait, le volume des transferts nets de capitaux vers l'Afrique n'a pas cessé de baisser au cours des dernières années ; estimés à 65 % en 1980, les apports privés sont tombés à 35 % en 1988.

Le déclin de l'investissement et la baisse des crédits commerciaux procèdent, assurément, de causes diverses. Et il faut se garder de les interpréter sous l'angle de quelque - conspiration internationale » contre l'Afrique. Ces causes ne se limitent pas au refus des banques de relancer leurs opérations de prêt sux Africains sur la même échelle que dans les années 70. La raréfaction des financements extérieurs résulte également du fait que les institutions internationales veillent, plus que par le passé, à ce qu'une politique de surendettement ne vienne pas faire avorter leur dessein de contraindre les dominants africains à surexploiter leurs dépendants (6). Pour le reste, ce que l'on appelle l'« aide » officielle bilatérale ne semble pas devoir augmenter dans des proportions telles qu'elle puisse suppléer à l'insuffisance des financements bancaires. Lorsqu'on ajoute a ces contraintes celles qui résul tent de l'arrivée, sur les marchés, des pays de l'Est et de continents dotés d'atouts plus attrayants que l'Afrique,

MAIS les décisions qui, en appa-rence, ont servi de détonateur à

la contestation en cours touchent à

l'intensification de la fiscalité. Celie-ci

devenait inévitable à partir du moment

où les prévisions de recettes gagnées

sur les taxes fiscales et les droits de

douane se révélaient insuffisantes.

L'aggravation de la fiscalité a pris des

formes diverses selon la taille des pays.

De manière générale, elle s'est traduite

par des initiatives telles que l'instaura-

tion de taxes sur la consommation.

l'augmentation du timbre fiscal, la

création de retenues diverses sur toutes

les sommes payées par le Trésor public.

des prélèvements sur les achats aux

importateurs, fabricants et grossistes.

une ponction accrue pour les paysans,...

Dans certains pays, on a envisagé d'agrandir l'assiette de la fiscalité en y

incluant les revenus fonciers et immo-

biliers. Pour le moment, les circuits

spécifiques gérés par les présidences de

la République semblent échapper à

cette vaste réorganisation. Or c'est là

que sont entreposées, pour l'essentiel,

les prébendes qui irriguent les veines

D'autres mesures visent la transfor-

mation des systèmes de production et

de commercialisation (restructuration

des filières agricoles, démantèlement

des caisses dites de stabilisation des

produits et autres offices de commer-

cialisation, refonte des secteurs ban-

caires, réorganisation des services de

douanes et des impôts, le plus souvent

sous le contrôle technique des prêteurs,

réadaptation des codes d'investisse-

ment, dévaluation des monnaies

locales, privatisation...). Dans leur

ensemble, elles constituent la «force

de frappe » qui, du point de vue de la

Banque mondiale, doit permettre de

passer de la crise à une - croissance

durable » (7). Le modèle demeure

de l'« économie du ventre ».

L'impossible comparaison avec l'Asie celui des pays asiatiques, l'objectif

étant non pas une « déconnexion »,

mais une intégration plus poussée dans

le système mondial, avec ses impératifs

et ses contraintes. Mais est-il réaliste de penser qu'une nouvelle structure de croissance peut être inventée en Afrique noire par une simple transposition des modèles sudcoréen ou talwanais? Sans vouloir négliger d'importants aspects de ce que l'on présente comme l'idéologie confucéenne (forte cohésion familiale, propension à la frugalité et à l'épargne, attachement aux valeurs de l'autorité et de la hiérarchie, valorisation des métiers du savoir et tendance à considérer l'élite intellectuelle comme groupe de référence...), on doit convenir que les facteurs qui ont rendu possible l'émergence d'économies performantes en Asie n'existent tout simplement pas en Afrique.

Ces facteurs sont d'abord d'ordre historique. Il s'agit, en premier lieu, de la différence entre les retombées économiques du colonialisme japonais en Corée et à Taïwan et celles des colonialismes européens au sud du Sahara (8). Au terme de l'occupation nippone, la Corée avait, en effet, recueilli un héritage industriel qui, bien que fort modeste, atteignait déjà, entre 1910 et 1940, un taux de croissance de 10 % par an. Certes, à cette période, la domination du capital japonais était incon-testable. Mais les bénéfices que retirèrent les Coréens, notamment du point de vue des infrastructures et de la formation du capital humain, furent considérables. Ainsi, en 1940, la Corée disposait d'environ 440 000 personnes engagées à divers niveaux de l'industrie manufacturière. Il y avait environ 7 000 managers et plus de 28 000 prosessionnels et ouvriers qualifiés. Si bien que, lorsqu'à la fin de la guerre il failut

vendre à des prix concessionnaires les industries qui, auparavant, avaient été la propriété des Japonais, il existait une couche d'entrepreneurs autochtones capables de les recueillir (9).

Des remarques similaires valent pour Taiwan. L'île avait été cédée au Japon en 1895 à la suite de la guerre sino-japonaise. Jusqu'à cette date, son économie reposait sur l'agriculture de subsistance. Peu après, elle fut réorientée vers l'exportation. D'importants transferts de technologies vinrent consolider ce virage, puisque, dans les années 30, les Japonais commencèrent à y installer des industries intermédiaires; puis, pour des raisons mili-taires, des industries lourdes (10). C'est ainsi que, au cours des années 30, le taux de croissance du produit intérieur brut de Taïwan était de 4 % (11). Or, à l'exception de l'Afrique du

Sud (et, dans une moindre mesure, des riches possessions de Rhodésie), la trajectoire coloniale européenne en Afrique noire a été d'inspiration essentiellement bureaucratique (12). Après la phase de la prédation et de la producti-vité par la terreur (13), la « mise en valeur » des colonies fut constamment minée par les exigences contradictoires de l'accroissement de la productivité et de la construction de l'Etat (14).

La différence réside aussi dans la valeur géopolitique que des pays comme la Corée et Taïwan révêtirent très tôt aux yeux des Etats-Unis, dans le contexte de la guerre froide. A la

faveur de la guerre de Corée en 1950, les Etats-Unis avaient étendu leur « parapluie » sur Talwan, entraînant, dans le même mouvement, une satellisation des marchés locaux. Les flux financiers qui accompagnèrent ce monvement totalisaient 1,5 milliard de dollars (soit 40 % du produit intérieur brut entre 1952 et 1962) avant leur suppression au milieu des années 60. En Corée, le legs japonais avait été considérablement enrichi à la suite de l'engagement des Etats-Unis dans la région. Entre 1946 et 1978, les flux financiers au titre de l'assistance économique américaine atteignaient le chiffre total de 6 milliards de dollars, comparé à celui de 6,89 milliards, montant consacré à l'ensemble de l'Afrique noire au cours de la même période.

c'est, en este

tigasteris ne

de l'aide ron

des offers a

de l'Atriduce à

gelevati a in

Cete-dile or.

jant, le Car s

desendanten

sent 1qu'ii . . .

en lost, au ?

Brads is pens

Milital Astron

mecapisme.

clace, il 241 1

SHIPOUS.

ola calte - "

de la della

remiere.

nf 11837

pociéte at de-

Ne secon Pro-

gence di lest di

gomin Seed .

rappare, in c

aupre- La · ·

negs dates for

La right :

per the second

de tree vier

non au 715

ėgale- :- --

entre chi e in

MODEL OF

A62 35 60

policy in a

No. 2017 19

toga state in

 $|\vec{Q}(z)| = |z|^{\alpha} |z|$

drufe Cold ...

Daysans in

áchous, et "

del tession

dies unture.

German beginner

Appliance in

Kons instruction in

DNAP CAR

L mon da ...

pour = 12 · 15 · 1

som was

fente des program

Pill el de la Ba-

que l'en en en

l'édiction de nouve

Rement at the first

iskatuteisteit 🔐 .

h décalession des

Non des tariff a ye

2006/1906a 15 (1/10)

Mais con mena-

ramener les capit

dies seules, elig.

Passage a un reg

loade sur la produ.

ment D'ailleu-

ont déjà pri g ques de l

moins at $\Gamma_{\rm OB} + \tau_{\rm P}$.

deroulent dans le cas de

ices à hu;

dELst. leurs chees.

tibnie rechetarii

er mount a hime -

En putte la

demande evierne

mières armonimos

Control Control

les pays africain 2

Ouesle one of

a l'agustemen:

£.,

post, Tile . . .

--- ""ما ت_{ول}و"لي et entandado

pear which

commens

La synergie entre le capital sudcoréen et les circuits financiers américains fut telle que des entreprises locales étaient associées à de nombreux contrats de construction en Thailande et au Vietnam. Il n'est pas jusqu'aux contrats militaires américains qui ne vincent renflouer les conglomérats industriels coréens pendant et après la guerre. Les programmes massifs de formation de cadres civils et militaires qui accompagnèrent ces mouvements de capitaux sont sans commune mesure avec les échanges du même genre entre les Etats africains et les puissances occidentales qui les colonisèrent (15), ou qui cherchèrent à en faire des clients à la faveur de la guerre froide.

Des élites civiles et militaires mal préparées

ES retombées économiques et L industrielles de la satellisation des territoires au sud du Sahara ont, pour l'essentiel, été dérisoires si on les compare au cas asiatique (16). Au regard de l'« exceptionnalisme » asiatique (17), la seule question digne d'intérêt est de savoir comment rehausser la valeur géopolitique du continent africain après la défaite du communisme, et alors que cette valeur n'a jamais été très élevée, y compris au plus fort de la guerre froide.

Mais plus utile pour les Africains est, peut-être, l'examen des facteurs d'ordre interne qui ont aidé à l'émerpence d'économies fortes dans l'Asie dn Nord-Est et du Sud-Est. Ainsi en est-il de l'ensemble des mesures visant, dès les années 60, à modifier la structure des incitations. La phase d'expansion fut, en effet, précédée par d'importantes réorganisations administratives et politiques, dont le résultat fut de mettre en place les conditions institutionnelles indispensables à l'accroissement de la productivité. Contrairement ce que l'on p développement du capitalisme en Corée et à Taïwan a été, en très grande partie, orchestré par une forme d'Etatentrepreneur et interventionniste fort éloignée du modèle d'Etat-minimum proposé aux Africains par les experts du FMI et de la Banque mondiale (18).

Si l'on ajoute à cela l'importance des capitaux étrangers et l'utilisation productive des prêts (19), il devient évident que le succès coréen résulte, en grande partie, de la capacité des élites gouvernantes à combiner les stratégies et à mobiliser, dans un jeu concerté,

(1) Lire Achille Mbembe, «L'Afrique toire va imploser», le Monde diplomatique, avril 1990.

(2) Pour an état récent de la question, se reporter à Bonnie K. Campbell et John Loxley (éd.), Stuctural Adjustment in Africa, St. Martin's Press, New-York, 1989.

(3) Sur la façon dont ces problèmes sont posés dans les milieux académiques, cf., par exemple, Fred Cooper, « Africa and the World Economy », African Studies Review, vol. XXIV, n° 2-3, 1981, pp. 51 et 52.

(4) Lire Jeno-François Bayart, l'Etat en Afrique - la Politique du ventre, Fayard, Paris, 1989, pp. 43-46 et 320-31. (5) Lire Gilles Durufle, l'Ajustement structurel en Afrique noire, Karthala, Paris,

(6) Cf. l'allocation de M. Michel Camdessus, directeur général du FMI, le 26 mars 1990, à l'occasion de la conférence sur l'expansion du secteur privé en Afrique, in Marchés tropicaux, 4 mai 1980, pp. 1196-

(7) Cf. Banque mondiale, l'Afrique sub-saharienne. De la crise à une croissance dura-ble. Etude de prospective à long terme, Washington, D.C., 1989.

(8) Sur les retombées économiques du colonialisme japonais, cf. Ramos Myers, Mark Peattie (ed.) The Japanese Colonial Empire, 1895-1945, Princeton University Press, Princeton, 1984, ch. 5-11.

(9) M. Shahid Alam, «The South Korean Miracle: Examining the Mix of Government and Markets», in The Journal of Developing Areas, 23, 1989, pp. 233-258.

Areas, 23, 1989, pp. 233-258.

(10) Cf. Thomas Metzger, Ramon Myers,
"Understanding the Taiwan Experience: An Historical Perspective", The Pacific Review, vol. 2, nº 4, 1989, p. 298.

(11) Lire C. Clarck, "The Taiwan Exception: Implications for Contending Political Economy Paradigms", International Studies Quarterly, 31, 1987, pp. 327-356.

(12) Cf. Bruce Berman, "Structures and

(12) Cf. Bruce Berman, Structures and Processes in the Bureaueratic States of Colo-

une diversité d'acteurs aussi bien publics que privés. Resterait à détermiser les forces sociales à même d'imprimer un tel cours à leur société. L'expérience coréenne de modernisation autoritaire fut effectuée sous la houlette de hauts cadres militaires alliés à une puissante couche de technocrates et d'entrepreneurs.

En dehors de l'Afrique du Sud, et dans une moindre mesure, du Nigéria, très peu de pays africains disposent des ressources d'un autoritarisme technocratique. Le capital intellectuel accumulé par les armées est dérisoire, dressées qu'elles sont pour assurer des tâches de répression interne. Le provincialisme des élites civiles et une prégnance incontestable de la « mentalité villageoise » les font vivre hors des mouvements réels de l'économiemonde et ne les prédisposent pas à seier une ouverture « à la corécune » (vision longue de l'économie et de la société, rapidité de l'ajustement aux functuations internes et externes, capacité d'information sur les marchés, les produits et les techn de réglementations officieuses dans la programmation de l'expansion des marchés...). Les nouvelles oppositions africaines seront done jugées sur leur capacité à tracer des voies originales, qui puissent maximiser les atouts propres du continent, tout en sachant utiliser les autres matériaux qui ont fait leurs preuves ailleurs.

Or, à cet égard, les options ne sont pas illimitées. Elles ne le seront guère tant que l'une des contraintes extérieures les plus fortes demeure liée à la charge de l'endettement. Sans minimiser l'importance de l'hémorragie que

pial Africa . Development and Change, vol. 15, nº 2, 1984, pp. 161-202. (13) Voir Catherine Coquery-Vidrovitch,

le Congo au temps des compagnies concessionnaires, 1898-1930, Mouton & Co., Paris, 1972, pp. 171-219.

(14) Lire Bruce Berman et John Lonsdale, « Crises of Accumulation, Coercion and the Colonial State: The Development of the Labor Control System in Kenya, 1919-1929 », Canadian Journal of African Studies, vol. 14, nº 1, 1980, pp. 55-81.

(15) Sur le colonialisme français en Afrique, cf. Catherine Coquery-Vidrovitch. que, cf. Catherine Coquery-Vidrovitch. « Vichy et l'industrialisation aux colonies », Renne d'histoire de la deuxième guerre mondiale, 114, 1979, pp. 69-94; « L'impérialisme français en Afrique noire: idéalogie impériale et politique d'équipement, 1924-1973. Relations internationales, 7, 1978, pp. 261-282; ainsi que, du même auteur, « The Transfer of Economic Power in French-Speaking West Africa », in Prosser L. Gifford, The Transfer of Power in Africa, Yale University Press. of Power in Africa. Yale University Press, New-Haven, 1989, pp. 105-134.

(16) Cf. Thandika Mkandawire, - The Road to Crises, Adjustment and De-Industrialisation: The African Case *, Africa Development, vol. XIII, nº 1, 1988, pp. 5-31.

(17) « Exceptionnalisme » bien cerné par Premachandra Athukorala, « Export Perfor-mance of 'New Exporting Countries': How Valid Is the Optimism? *, Development and Change, vol. 20, 1989, pp. 89-120.

(18) Lire Leroy Jones et 11 Sakong, Government, Business and Entrepreneurship in Economic Development: The Korean Case, Harvard University Press, Cambridge, Mass.,

(19) Voir Eun Mee Kim, - Foreign Capital in Korea's Economic Development, 1960-1985 -, Studies in Comparative International Development, hiver 1989-1990, vol. 24, pp. 24-45.



des économies africaines

constitue la fuite des capitaux par les nationaux, il est hors de doute que c'est, en esset, la dette qui justisse, en très grande partie, l'aggravation des transferts nets négatifs. A l'exclusion de l'aide publique au développement (y compris les prêts des institutions officielles multilatérales et les prêts du secteur public ne correspondant pas à des opérations commerciales), la part de l'Afrique dans l'endettement global s'élevait à 111,421 milliards de dollars au début de l'année 1990.

Parmi les pays de la zone franc, la Côte-d'Ivoire (3,601 milliards de dollars), le Cameroun (1,991 milliard), le Gabon (1,858 milliard) et le Congo (1,497 milliard) tenaient les premiers rangs. Or la plupart des stratégies de désendettement proposées jusqu'à présent (qu'il s'agisse du plan de Toronto en 1988, du plan de Dakar, du plan Brady...) pénalisent l'« Afrique utile » (les pays à revenu intermédiaire, notamment). Sans tourner le des aux mécanismes de désendettement déjà en place, il est important que d'autres propositions soient examinées, par exemple celle consistant à indexer le service de la dette sur les cours des matières.

Pour le reste, aucun modèle alternatif visant à la transformation des sociétés et des structures de production ne sera pris au sérieux s'il nie l'exi-gence d'ajustement. En effet, le compromis post-colonial, grace auquel l'appareil d'Etat pouvait vivre de déficits financiers globaux, d'emprunts auprès du système bancaire intérieur, d'accumulation d'arriérés domestiques et extérieurs, ne dispose plus des conditions de sa reproduction.

La signification de ce blocage ne doit pas être limitée à un problème d'ordre technique. Ce qui est en jeu, ce n'est pas sculement de savoir si, à bout de ressources et sans bases matérielles suffisantes, l'Etat doit se désengager ou non au profit du secteur privé, ce sont également des problèmes graves de répartition des revenus et des pouvoirs entre groupes sociaux que l'épuisement du modèle étatique post-colonial révèle au grand jour. Vus sous ce double angle (exigence d'accroissement de la productivité, d'une part, et de répartition des pouvoirs et des revenus, de l'autre), les programmes d'ajustement structurel lancés par le FMI et la Banque mondiale n'en dévoilent que davantage leurs insuffisances politiques et économiques.

Car, après avoir miné la poule aux œufs d'or qu'était l'agriculture (du moins dans les pays comme la Côted'Ivoire, le Cameroun, le Sénégal...), notamment à travers une ponction déraisonnable et improductive sur les paysans, on cherche à maintenir sous perfusion un modèle d'Etat qui a échoué, en compensant la raréfaction des ressources dont il est victime par des prélèvements massifs sur les cou-

Appliqués de façon indifférenciée à tous les pays africains, ces programmes

risquent de désarticuler ce qui reste de sphère productive, avec, en prime, un cycle de violences et de désordres politiques dont nul ne saurait sous-estimer les implications internationales. Déjà, l'on est en train d'aboutir, ici et là, à une situation où, pour réel qu'il soit, le dégonslement des charges de l'Etat n'a pas induit, simultanément, un accroissement de l'offre du secteur productif. De vieux conslits viennent se greffer sur de nouveaux, aggravant la polorisation sociale et préparant la voie au radi-

D'où, pour les réformateurs africains, la nécessité de réfléchir à un autre modèle d'ajustement prenant en compte le caractère plus ou moins unique de chaque pays, jouant simultanément ou successivement sur les débouchés internes et externes, les marchés nationaux, régionaux et internationaux, et s'adaptant sans délais aux fluctuations de la conjoncture nationale et Exception faite de la Corne et de l'Est africain, on pense, à cet égard, aux pays du golfe de Guinée producteurs de pétrole (Nigéria, Cameroun, Gabon, Congo, et plus au sud, Angola) et à ceux compris au sein de la « frontière minière - (du Cap au Shaba). Ces régions, dominées par le Nigéria et l'Afrique du Sud, disposent du maximum d'atouts, non seulement en termes d'éventuelle valorisation géopolitique et stratégique, mais aussi en regard de leurs potentiels économiques.

Une telle valorisation stratégique peut découler de l'aggravation des crises du Proche-Orient et du Golfe. Mais elle peut aussi être le résultat d'une démarche consciente impliquant, par exemple, la sin de la guerre en Angola, un renforcement effectif du système politique nigérian et un com-promis durable de nature à stabiliser l'Afrique du Sud. A ces deux parties du continent - utile - (auquel il convient d'ajouter la Côte-d'Ivoire, le

trale. Il s'agit de la transformation des rapports de pouvoir entre l'Etat et la société, transformation qui devrait découler de l'abandon des formes de gouvernement par le parti unique. Certes, la limitation des mandats présidentiels est une priorité. Elle acquiert davantage de signification lorsqu'elle est inscrite dans une démarche visant à rompre méthodiquement avec le projet qui a ruiné, jusqu'à présent, les énergies africaines : la création, par la vio-lence, d'un ordre politique autoritaire fondé sur l'improduction économique.

La « remise au travail » dépendra, en effet, de la capacité des Africains à inventer des formes nouvelles de domestication de la violence d'Etat. La mise en place de formes plus productives de gestion de la violence ne sera cependant possible que si est amorcée, des maintenant, une profonde entreprise de débureaucratisation de la société allant au-delà de simples mesures de licenciement des agents du

contrainte et les divers types de coercition indissociables de cette forme d'administration de la terreur qu'est le gouvernement par le parti unique (produits, numéraires, prestations et impôts divers exigés par les cadres administratifs, les agents du parti, les soldats, les policiers et les gendarmes, les chefs de canton...). Plus concrètement, cela signifie que le système des autorisations et des formalités par lequel les institutions bureaucratiques pèsent négativement sur la société et consomment une large part de ses ressources créatives (contrôles routiers, attestations, certificats, autorisations, signatures diverses, permis en tout genre, bastonnades dans les commissariats...) doit être démantelé. Les fonctions, la taille et l'organisation de l'armée, de la gendarmerie et de la police devraient être complètement repensées.

Le succès de la « remise au travail » des populations africaines dépendra, en effet, des modalités de leur libération des réflexes de la peur, de l'obligation du mensonge et du double langage (ainsi les motions de soutien) acquis en trente années de surveillance policière et de collaboration volontaire ou forcée. Le sentiment de sécurité et de protection indispensable à une reprise de la productivité commande le démantèlement des infrastructures de mort (police politique, informateurs. conseillers étrangers préposés à la répression de la dissidence, brigades présidentielles responsables d'innombrables massacres). On voit bien que de telles perspectives ne laissent pas intacts les domaines de la politique étrangère, dans la mesure où elle a été privatisée par les tyrans africains et mise au service de la violence. Or des puissances extra-africaines contribuent à cette économie de la violence. C'est, par exemple, le cas de l'Etat d'Israel et de la France.

En plus de former les gardes prétoriennes des tyrans africains, Israël a, au cours des dernières années, « assisté » ceux-ci en leur fournissant, contre une série de gages (exploitation des diamants et autres pierres précieuses, politique antipalestinienne...) une panoplie de technologies appropriées à la répression (23). Le pouvoir de tuer dont ils disposaient déjà en a été singulière-

Des démarches devraient être entreprises pour dénoncer les clauses des accords de coopération avec la France qui permettent aux armées de l'ancienne puissance coloniale d'étouffer, dans le sang, les luttes populaires africaines et leurs protestations contre l'injustifiable. La déprivatisation de la politique étrangère des Etats du continent est un préalable si l'ouverture de l'Afrique à l'extérieur doit devenir un facteur de productivité et de préservation du capital humain.



GASMA-PHOTOMONTAGE

ajustement des équilibres extérieurs tel qu'il est proposé par le FMI et la Banque mondiale. Elle implique que, à la place des potions doctrinaires imposées par ces deux institutions, une pluralité d'instruments puisse être mise à contribution. A titre d'exemple, cela suppose que des mesures telles que le recours anx subventions, les taux d'intérêt ou de change, les privatisations, les mesures d'incitation ou de libéralisation, ne soient pas appliquées de manière indifférenciée, mais relative-

internationale. Une telle gestion de

l'ouverture au jeu des forces du marché

dépasse les limites étroites d'un simple

ment à la poursuite d'objectifs précis (20).

Susciter l'émergence de pôles régionaux

E N tout état de cause, la construc-tion d'avantages comparatifs ne pourra pas se faire, dans le cas africain, sens une vision longue et donc différente des stratégies de replâtrage du FMI et de la Banque mondiale. Ainsi que l'on en fait déjà l'expérience, l'édiction de nouveaux codes d'investissement et de règlement facilitant le rapatriement des revenus, les mesures concernant les taux d'intérêt et les prix, la dévaluation des monnaies et la révision des tarifs douaniers font partie des conditions institutionnelles nécessaires à l'aiustement.

Mais ces mesures ne suffiront pas à ramener les capitaux en Afrique. A elles seules, elles n'autoriseront pas le passage à un régime d'accumulation fondé sur la productivité et l'investissement. D'ailleurs, certaines d'entre elles sont déjà phagocytées par les dynamiques de l' « économie du ventre », du moins si l'on s'en tient à la façon dont se déroulent les privatisations. Sauf dans le cas du Nigéria, elles sont traitées à huis clos, nombre de chess d'Etat, leurs clients et des gens de leur ethnie rachetant eux-mêmes, via des prête-noms, les entreprises publiques les moins abîmées.

En outre, la contraction de la demande externe en matières premières africaines se poursuivra pour l'essentiel, même si les fluctuations pourront varier d'un produit à l'autre. Quelle que soit la compétitivité dont les pays africains pourront faire preuve (et même au cas où, à l'exemple de la Malaisie, ils baisseraient leurs coûts de 1985, pp. 69-76.

variétés hybrides à haut rendement), ce n'est pas avec le cacao, l'huile de palme, le café, le coton ou l'arachide qu'ils construiront des avantages comparatifs durables. La surproduction qui s'ensuivrait à l'échelle mondiale, le bradage des prix et l'existence de substituts contribueraient à déprimer ces marchés sur le long terme. Ce n'est pas une raison pour abandonner toute stratégie de diversification. Le développement d'une industrie visant à transformer sur place une partie plus importante de la production agricole en produits finis on semi-finis pour l'exportation ne devrait pas être perdu

de vue (21). Par ailleurs, les mirages d'une évolution « à la coréenne » ou « à la talwanaise » ne sont pas à la portée de tous les pays africains. Les « niches » que les « dragons » asiatiques ont occupées au sein du système international ne sont pas illimitées; les facteurs internes qui ont rendu cette occupation possible non plus (22). Il est, dès lors, plus réaliste de penser que, si les contraintes que l'économie-monde impose à l'Afrique s'aggravent, un certain nombre d'entités étatiques s'évanouiront. Au demeurant, et en l'état actuel des choses, très peu d'entre elles sont viables. Peut-être faudrait-il déjà songer à en organiser la disparition, à des costs acceptables du point de vue de l'équilibre régional et international. Un tel processus pourrait aller de pair avec une stratégie consciente visant à susciter l'émergence de pôles régionaux de croissance qui formeraient l'ossa-ture d'un marché régional.

Ghana et, dans une moindre mesure, la Guinée) répond le boulet que représentent les cités-Etats de la savane et du Sahei (du Centrafrique au Mali) et quelques comptoirs sur l'Atlantique (Gambie, Sierra-Leone, Guinée-Bissau, Libéria, Bénin, Togo, Sénégal). La plupart de ces entités vivent de rentes externes. Elles peuvent se démocratiser, mais, en l'absence de bases matérielles avérées, il est difficile qu'elles se reproduisent indéfiniment à partir de la seule donne que constituent les subsides venus de l'étranger ou l'extraction d'un seul minerai (l'uranium au Niger ou les diamants en Sierra-Leone).

Par contre, les populations de ces cités-Etats pourraient trouver un répit dans une stratégie visant à susciter l'émergence de pôles de croissance capables d'attirer des prêts et différents types de capitaux; pouvant compter sur l'existence d'un marché régional, sur la libre circulation d'une force de travail régionale, peu chère, relativement qualifiée et tendue disponible par une libéralisation des migrations. Ces poles pourraient aussi compter sur le recyclage, sur place, d'une partie des surplus engendrés par ces

Un tel scénario suppose, naturellement, qu'un compromis soit trouvé avec les puissances extra-africaines qu'il s'agisse des Etats ou du capital privé. Ce serait le seul moyen de ntourner, d'une part, une « recolonisation » qui, outre qu'elle ne dit pas son nom, aggrave les désordres et la violence; et, d'autre part, une implosion dont les retombées seraient nécessaire ment internationales - émergence d'extra-territoires ne répondant à aucune norme juridique acceptée, livrés aux mains de chels de guerre eux-mêmes liés à des maffias étrangères, et destinés à vivre soit des subsides recueillis au titre du dépôt des déchets toxiques, soit de trafics divers, de rapines ou d'autres expédients impliquant une intense circulation de gages sous forme de diamants, d'ivoire, pierres précieuses, de la drogue ou de bases pour l'entraînement des organisations dites terroristes.

Il reste, pour les pays du continent utile », à penser la réforme de l'Etat lui-même. Limiter la réflexion à la seule question des modes de fonctionnement de la scène politique officielle (comme le font certaines des mobilisations contestataires en cours) reviendrait à occulter l'autre question censecteur public consécutifs à l'effondre-

ment des recettes fiscales de l'Etat. Elle suppose, par exemple, que l'on fasse tarir, les différentes ressources qui alimentent les lieux d'extorsion et les réseaux de prédation (police, genadministratifs chargés de délivrer les innombrables pièces, formulaires et papiers officiels qu'exige la vie quoti-

De fait, ces lieux et ces réseaux sont aussi des espaces où s'exercent la

Des postulats intellectuels gros de folie

MAIS la créativité sociale ne pourra être débloquée et l'idéal démocratique devenir une pratique culturelle que si l'on abandonne les postulats intellectuels qui, depuis l'indépendance, ont servi de cacho-sexe à l'autoritarisme. Ainsi en est-il de cet absurde en raison duquel on doit constamment opposer le « quant à soi africain » au « comme tel de l'homme tout court ». L'idée selon laquelle il y aurait une « démocratie à l'africaine », une conception « africaine » des droits humains, un statut « africain » de la femme, un mode «africain» de respect de la vie opposables à ce qui est, « proprement humain » et qui relève de l'universel tout court s'est révélée grosse de folies. La revendication - le plus souvent magique - d'une identité culturelle spécifique a débouché sur la construction d'une histoire close et disciplinaire. Quels que soient les torts imputables à la colonisation, rien ne justifie la ruine intellectuelle et les catastrophes économiques auxquelles a conduit une revendication absurde d'une identité propre de l'homme africain. Une telle perspective exige la déconstruction de mythes tels que celui de la « nation » dont la fonction a été d'exacerber le « tribalisme », d'aggraver les réflexes centralistes de l'Etat et de créer les conditions d'une violence improductive. La rupture avec le mythe de la « nation » et de la « construction d'un Etat fort » devrait permettre d'explorer de nouvelles avenues. Pourquoi ne pas envisager, par exemple, à certains échelons, des configurations institutionnelles profondément décentralisées et flexibles, puisant dans les modèles des sociétés segmentaires africaines dont on sait qu'elles furent des sociétés dotées d'une grande autonomie et réfractaires au désordre et à l'anarchie? De même, une réflexion

neuve sur la fonction de l'impôt est nécessaire. Il ne s'agirait pas sculement de savoir comment l'inancer la domination en l'absence des rentes procurées par l' « extraversion », mais aussi de faire de l'impôt l'une des pierres angulaires d'un nouveau compromis entre

l'Etat et la société. En attendant, les réformateurs africains sont confrontés à des choix lourds de conséquences. Le consensus tend en effet à s'établir selon lequel l'Afrique ne s'en sortira point sans une rupture radicale avec l'« économie du ventre ». Si tel est le cas, comment poursuivre une stratégie centrée sur l'intensification de la productivité (c'est-à-dire sur une aggravation de la polarisation sociale, une amplification des inégalités et de la domination) sans ruiner les bases – déjà fragiles – de sociétés qui, dans la longue durée, se sont montrées particulièrement vulnérables du point de vue de la puissance matérielle? La réponse à cette question dépendra, en grande partie, de l'issue à vrai dire aléatoire – des luttes sociales, qui, dans un sens, ne font que

ACHILLE MBEMBE

(20) Cf. Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, African Alter-native to Structural Adjustment Programmes (AASAP): A Framework for Transformation and Recovery (Addis-Abeba), svril 1989). (21) Voir Archie Mafeje, « African Alternative Framework to Structural Adjustment Programmes: An African Recovery Thoughts, CODESRIA Bulletin, 2, 1990, pp. 11-14.

(21) Lire S. Haggard, a The Newly Industrializing Countries in the International System s, World Politics, 38, 1986, pp. 343-370. (23) Lire Stephen Ellis, «Les prolongements du conflit israélo-arabe; le cas du Sierra-Leone», Politique africaine, Paris, 30, 1988, pp. 69-76.

LOURD PASSIF COLONIAL, RÉGIME AUTORITAIRE

Le Rwanda entre guerre civile et réformes politiques

ANDIS que se prolonge le conflit du Libéria, un ancien foyer de tension s'est rallumé dans la partie est du continent, au Rwanda. On y retrouve tous les ingrédients des drames de l'Afrique : réfugiés, misère, autoritarisme, etc. Même si un cessez-lefeu, négocié par la Belgique, l'ancienne puissance coloniale, entre finalement en vigueur, le chemin du retour à la stabilité est encore long et nécessité une réelle coopération avec les plus proches voisins.

- Par DANIÈLE HELBIG *

Dans la nuit du 30 septembre au 1º octobre, des guérilleros du Front patriotique rwandais (2000 à 3000, selon des sources diplomatiques en provenance d'Ouganda) lançaient une offensive sur la capitale du Rwanda, Kigali. Nombre d'entre eux avaient combattu dans les troupes de l'Armée nationale de résistance (National Resistance Army, NRA), qui, en 1986, après une longue lutte armée, porta M. Yoweri Museveni an pouvoir à Kampala. L'actuel commandant du Front, M. Fred Rwigema, fut lui-même le numéro deux de la NRA et ministre adjoint de la défense ougandais jusqu'en novembre 1989.

Le Front patriotique puise ses forces parmi les centaines de milliers de réfugiés rwandais parqués en Ouganda, mais aussi en Tanzanie, au Zaire et au Burundi. Lors d'une conférence internationale tenue à Washington en 1988, les représentants de ces exilés avaient exigé un droit au retour. Alléguant le manque de terres, le président rwan-dais, M. Juvénal Habyarimana, refusa, déniant à deux millions de personnes le droit à la citoyenneté. Le problème est complexe et plonge ses racines dans les origines mêmes de l'Etat rwandais.

Jusqu'à la veille de l'indépendance le Ruanda-Urundi fut un seul Etat divisé en deux royaumes, le Ruanda et

Soperficie: 26 000 kilomètres carrés.

Dette extérieure : 632 millions de dollars.

Espérance de vie : quarante-neuf ans.

Principales productions: café, thé.

EVOLUTION POLITIQUE

PNB par habitagt: 320 dollars.

Population: 6,7 millions (tous les chiffres sont de 1988).

Société des nations mandat de les administrer.

n balaie la dor

Points de repère

1899 : Le Ruanda et l'Urundi sont intégrés à l'Afrique de l'Est allemande.

1916: La Belgique occupe les deux territoires. Après la guerre, elle reçoit de la

1962 : Accessior à l'indépendance, sous la direction du Parti de l'émancipation

1973 : Troubles sthuiques ; coup d'Etat du général Habyarimana ; début de la seconde République.

l'Urundi, d'abord colonisé par l'Allemagne, puis, après de la première guerre mondiale, placé sous mandat belge ; influencée par l'Eglise, l'administration coloniale jona sur les divisions ethniques entre Tutsis, minoritaires mais dominants, et Hutus, Au Ruanda, l'hégémonie tutsi fut brisée en 1959 et 500 000 d'entre eux quittèrent le pays. Le Ruanda accéda à l'indépendance en 1962, en même temps que le Burundi.

A la faveur de nouveaux troubles ethniques en 1972 au Burundi – massacre des Hutus et en 1973, au Rwanda, représailles contre les Tutsis, – le général Habyarimana organise un coup d'Etat et s'empare du pou-voir le 5 juillet 1973. Il veut améliorer la gestion du pays et assurer l'autosuffi-sance alimentaire. Mais, malgré son crédit international, lui et son parti unique, le Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND), sombrent rapidement dans l'autoritarisme et se révèlent incapables de faire face aux problèmes écono-

A la fin des années 80, la situation se dégrade rapidement. Avec un revenu de 320 dollars par habitant, le Rwanda fait partie des pays les moins avancés. La famine frappe une personne sur dix. La population est embrigadée tous les samedis dans des travaux, considérés

comme forcés, contre l'érosion des sols, mais la terre reste aussi rare. Cependant, les régions dont sont issus le président et sa femme, dans le nord-ouest du pays, bénéficient d'un traitement de faveur. Le régime y puise la plupart de ses cadres, qui s'enrichissent à travers des détournements de fonds et des « appropriations-expropriations » de terres. « J'ai décidé de faire procéder à des enquêtes de gestion », déclara le président en mars dernier, trop tard, toutefois, pour être crédible.

Les inégalités sociales s'amplifient. Ceux qui sont contraints d'abandonner la campagne ne tronvent pas de tra-vail; 51 % des enfants inscrits à l'école n'achèvent pas leurs études pri-maires (1). Un numerus clausus est imposé dans le cycle secondaire et dans les universités. La télévision, qui pourrait combler les carences du système d'enseignement, n'existe pas. Les hommes d'affaires eux-mêmes sont brimés par une bureaucratie qui fonctionne grâce à des pots-de-vin. Pour exporter, ils réclament une dévaluation de la mounaie, que préco-nise d'ailleurs le Fonds monétaire international. La minorité tutsi - environ 10 % de la population - se plaint des passe droits accordés aux Hutus, et de la mention de l'appartenance ethnique sur les cartes d'identité.

La coopération internationale - qui se chiffre environ à 180 millions de dollars par an (2) - révèle ici toute son inefficacité, Belges, Français, Allo-mands, Canadiens, Chinois, Japonais sans parler des diverses organisations régionales on internationales comme la Banque mondiale ou la Communauté

LAPATRIBMENT DE COOPERANTE EUROPÉENS A KIGALI

gent le pays en « tranches » de développement. Le président Habyarimana lui-même s'en est émn : « Est-il encore justifiable que nous devious nous endetter pour des services et des prestations que nous n'avons ni recherchés ni endossés? Ou que nous puissions continuer à supporter plusieurs centaines de missions par an sans risque de paralyser le bon fonctionnement du

Un parti unique ouvertement contesté

L A vie politique, comme en maints autres pays d'Afrique, ne s'anime que lors des élections. En décembre 1988, le candidat unique Habyarimana obtint 98,98 % des suffrages et... presque 100 % dans les régions du Sud, où il est le moins populaire. Cette masca-rade fut suivie d'une tentative de coup d'Etat fomentée par des officiers. Le règne du parti unique est sans partage et les travailleurs, hommes et femmes, sont contraints d'adhérer aux organisations de masse liées au Mouvement révolutionnaire national pour le déve-

An Rwanda aussi, un tel système est désormais ouvertement contesté. Plusieurs personnalités ont dénoncé la corruption et les violations des droits de l'homme. Parmi elles, le député Felicula Nviaramutarambirwa et l'abbé Sindambiwe, ancien rédacteur en chef de l'hebdomadaire catholique Kinvomateka: tous deux mourront dans des accidents de voiture en 1989.

La presse redoubla alors ses attaques, suscitant une violente riposte du pouvoir: les imprimeurs subirent des pressions et les journalistes furent accusés de propos « subversifs ». arrêtés et emprisounés. Selon Amnesty International, une vingtaine de procès politiques se sont déroulés depuis mars dernier. Le 22 octobre, les rédacteurs en chef de deux bimensuels, Kanguka et Kangura, ont été condamnés à quinze ans de prison ferme pour atteinte à la sécurité de l'Etat.

Sous la pression de la contestation et de la crise économique et sociale, le président a été obligé de lâcher du lest. Le 5 juillet dernier, jour anniversaire de sa prise de pouvoir, il évoqua une révision du manifeste du parti unique, la rédaction d'une charte politique et une révision de la Constitution. Profitant de cette ouverture, une trentaine d'intellectuels, dont l'abbé Sibomana, publient un texte intitulé : « Pour le multipartisme et la démocratie ». « Le parti unique, affirment les signataires, est l'Instrument le plus efficace de désunion et de clivage. » Ils accusent « les groupes dominants de s'adonner librement au népotisme et au trafic d'influence » et d'attiset « les sentiments régionalistes et tribulistes pour diviser les exclus du pouvoir, sentiments qui se nourrissent par ailleurs des frustrations et de l'Insécurité ». Mais, profitant des événements du début octobre, le pouvoir a relancé la répression contre les opposants et plusieurs signataires de ce texte out été

Appuyée par les redoutables gardes présidentiels de M. Mobatu, chef de l'Etat zalrois, qui participent aux combats, l'armée rwandaise est accusée de se livrer à des massaures racistes dans le nord du pays et, dans la capitale, d'arrêter les opposants hutus ou tutsis

Dans de telles conditions, la présence de forces militaires belges et françaises a été interprétée par les rebelles comme un soutien indirect

mais efficace au pouvoir en place. Pour M. Alexandre Kanyarengue, le numéro deux du Front patriotique, « leur maintien à Kigali sert de caution morale au président pour organiser des ratissages, procéder à des arrestations massives suivies d'assassinats de personnes innocentes ». Pour la Belgique et la France, ces forces n'ont d'autre objectif que d'assurer la protection de leurs ressortissants, mais on se souvient à Kigali que leur dernière intervention conjointe date de 1978 à Kolwezi, au Zaïre, quand, sous ce prétexte, les deux gouvernements sauvèrent le régime du président Mobutu.

A la suite des massacres de Lumumbashi, au Zaïre, en mai dernier, la Belgique réclama une commission d'enquête et arrêta sa coopération avec ce pays malgré les considérables intées (4). Pourquoi l'attitude à l'égard du Rwanda, où nos intérêts sont très limités, est-elle diférente ? s'interroge le député belge Jean-Gol, de l'opposition libérale.

Qu'est-ce qui fait courir les Occidentaux an Rwanda? 93 % de la population vivent de l'agriculture et le cours du café (75 % des recettes d'exportation) s'est très déprécié. Seules quelques rures entreprises étrangères sont présentes dans le pays, surtout dans le secteur bancaire et touristique. La Belgique a condamné le « caractère inacceptable » des violations des droits de l'homme tandis que la France gardait le silence - mais ses troupes sont res-

A la mi-octobre, s'est toutefois dessinée une évolution vers une solution

politique. Les troupes zaïroises se sont retirées. Le président Habyarimana a accepté un plan belge de cessez-le-feu ainsi que le principe du retour des réfugiés et l'accélération du processus de démocratisation. Des troupes internationales pourraient assurer le contrôle du retour au calme. Quoi qu'il en soit, la crise a révélé que les modalités de la coopération doivent à coup sûr être révisées, alors que, face à des chefs d'Etat s'inscrivant dans la continuité coloniale, tels MM. Mobutu et Habyarimana, une nouvelle génération

dans une pe

nomie d'un

tant seulem

attendent b

tout s'ils s

japonais. P

accepte ma

tout en sach

Pietre Lemon".

sur l'avanir de

marite La L

Deux Pants

que le pays des

destination

didate i "gri:

accède i a

fait de catteteil

White Falland

The mineral

deficit de a

de viagt mylt in the

annees Es de

sensible di

ments : -

sonce de titro e

La characte

y a de la com-

disent of a

bien avat -

and extractant

then estimate

tele productions

Section 1 de 1

Abord.

201204 Juni -

made 1--

der safetting von

20% date a e

mattern de la la

pius reputes.

quarente lan-

MITORIA COL LOT D

malas et de l'epi-

 $\Gamma_{a \uparrow + p_{a} \downarrow +}$

data provide the

Mary 18

10

-1

annive

Surla

entants to

es enticed for

Différente, certes, des pères de la contestation que furent N'Khruman ou Modibo Keita, celle des présidents Museveni en Ouganda et Pierre Buyoya au Burundi se veut nationaliste et soucieuse d'unité nationale. Formé par une longue lutte dans les maquis, M. Museveni a violemment dénoncé les lourdes responsabilités coloniales. Son programme consiste à « mettre un terme aux divisions, libérer le potentiel physique et humain du pays et créer une économie véritablement nationale et autosuffisante». La lettre et l'esprit de ce programme ont été repris par le président burundais Buyoya, qui tente d'assurer la réconciliation des Hutus et des Tutsis (5).

Le Front patriotique, qui compte plusieurs opposants hutus, est attaché aux mêmes principes, tout comme dique le pluralisme et la démocratie comme solution au sousdéveloppement, « conséquence d'environ un siècle de colonisation ».

(1) Chiffres portant sur la période 1985-1987, cités dans le Rapport mondial sur le développement humain, Programme des Nations naies pour le développement (PNUD), New-York, 1990.

(2) «Rwands, un millier de collines, une poignée de solutions, le Courrier ACP-CEE, Bruxelles, nº 105, septembre-octobre 1987.

(3) Cf. le Courrier ACP-CEE, op. cit.

(4) Lire Colette Bracckman, «Multipar-me et répression au Zaïre», le Monde splomatique, juillet 1990.

(5) Lire Claire Brisset, «La course à la réconciliation au Burundi», le Monde diplo-matique, janvier 1990.



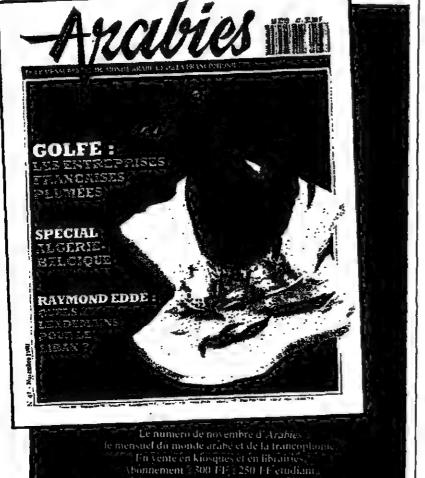
Fierté

L. faut rendre justice à l'action des États-Unis » à propos du Golfe, affirme M. Giscard d'Estaing, qui reproche au président Mitterrand de minimiser le rôle des Américains dans le mobilisation internationale contre l'Irak. Et il précise : « C'est è peu près comme si on parlait de Kolwezi sans citer la France (1). » il ne dit pas « sans me citer moi », mais il le pense.

En mai 1978, à la demande de M. Mobutu, chef de l'État zaîrois, le président Giscard d'Estaing décide l'intervention au Katanga, et la Légion saute sur Kolwezi, conquise par des rebelles. Une fois encore, l'opération est justifiée par la nécessité de « sauver nos ressortissants ». Certes, le motif est noble mais, une fois encore, il cache des raisons moins avouables, que dévoite M. de Marenches, alors patron des services de renseignement. « Le Zaire, l'ancien Congo belge, reste l'un des plus grands pays d'Afrique (...) aux richesses fabuleuses. » Mais « ce pays, divisé en tribus innombrables, ne peut être tenu que par une seule main d'une très grande fermeté. C'est le cas du général Mobutu ». Ainsi, grâce aux paras français, fut sauvé l'un des régimes les plus corrompus d'Afrique, et sauvegardé l'accès occidental aux riches

M. Giscard d'Estaing est fier aujourd'hui de son œuvre. Pourquoi ne le serait-il pes alors que la France multiplie les interventions en Afrique, du Gabon au Rwanda, dans un consensus de bon aloi ?

(1) « L'houre de vérité », Antenne 2, lundi 24 septembre.



28, rue Joutfroy 25017 Paris 46, 22, 34, 14, Felex (229), 708, Fax (43, 80, 73, 6,

UNE ILE-CONTINENT A VOCATION ASIATIQUE

L'Australie en mal d'immigration

VEC une dette extérieure gigantesque, l'Australie entre dans une période de récession. Confrontée à la léthargie de l'économie d'un pays grand comme quatorze fois la France, mais comptant seulement dix-sept millions d'habitants, les milieux dirigeants attendent beaucoup du dynamisme des immigrants asiatiques, surtout s'ils sont fortunés, et des capitaux étrangers, notamment japonais. Pressentant l'érosion de la suprématie blanche, l'opinion accepte mal les nouveaux venus des archipels voisins surpeuplés, tout en sachant bien que l'Australie n'a pas d'autre choix.

En 1792, un jeune avocat français. Pierre Lemontey, publia une prophétie sur l'avenir de l'Australie. « La situation de la Nouvelle-Hollande, écrivaitil, fera d'elle le carrefour principal du monde, La Chine y enverra son tropplein de population, le Japon viendra ici sortir de son isolement. Les Européens et les Molais, Américains et Asiatiques s'y confronteront sans sur-

4

9

re fs itô

on

nts

Te

πő

us, ics

un

en-

el

ent

tre été

ais

ıci-

.pte ché

/en-atie

us-nvi-

.985-ur le des nent

: à la diplo-

ie, de le ezi

rte jáe ple jie, jux

gut du ies ses

 $\mathbb{Q}_{\mathbf{k}}$

Deux cents ans après, s'il est vrai que le pays des Aussies reste l'une des destinations les plus prisées par les candidats à l'exil, il n'a cependant pas accédé à la maturité politique et, en fait de carrefour, il se distingue par ses nombreux clignotants économiques au rouge. En 1989, une dette extérieure de 109 milliards de dollars australiens (1), soit 41 % du produit intérieur brut (247 milliards de dollars), et un déficit de la balance courante de plus de vingt milliards (2). Une inflation de années. Et des taux d'intérêt qui atteiguent 18 %, entrainant une diminution sensible de la construction de logements et un ralentissement de la croissance de formation de capital fixe dans les entreprises.

La chance de l'Australie, c'est qu'il y a de l'espace pour tout le monde, disent les hommes au pouvoir, aussi bien pour les migrants que pour les investisseurs. De quoi lui redonner un second souffle. Une chance qui se paie cher, estiment bon nombre d'Austra-liens bien-pensants : au prix de l'« asiatisation » du pays! Dans l'économie d'abord, car la puissance du yen permet aux Japonais, scion les professionnels de l'immobilier, d'imposer le cours des valeurs vénales et locatives. Mais aussi dans la société : d'après les estimations de l'un des démographes les plus réputés, M. Charles Price, dans quarante ans, 25 % des Australiens auront du sang asiatique. Ils seront les enfants et petits-enfants des 800 000 Australiens d'origine asiatique, réfugiés vietnamiens, business migrants chinois, ou encore exilés malais et philippins.

L'arrivée croissante d'émigrés asiatiques, pressés de s'en sortir, bouscule les

Par YAN DE KERORGUEN * habitudes. Aux yeux de l'Australien moyen, les programmes d'aide aux réfugiés et aux émigrés pénalisent les contribuables. Pour le professeur Geoffrey Blainey, de l'université de Melbourne, trop c'est trop : «Un pro-gramme d'immigration est censé servir le pays. Or c'est le pays qui sert l'immigration. » Et de réclamer, pour l'Australie, un scuil maximal de 20 % d'émigrés du tiers-monde. Déjà, en 1860, dans les mines d'or de la Nouvelle-Galles du Sud, les ouvriers avaient créé une ligue de protection des mineurs sur le modèle des principes de la Révolution française. Le prospectus

excepté les Chinois. » Après la seconde guerre mondiale, le mot d'ordre est simple : White Australia ! Cette période marque le début de l'immigration subventionnée. Objectif : doubler la croissance du pays et peupler le continent vide en acceptant 1 % d'émigrés par an, blancs de préférence. Le principe d'une homogénéité raciale devait rester en vigueur jusque dans les années 60. « Deux Wongs ne font pas un Blanc », disait le leader tra-

commençait ainsi : « Nous invitons les pays du monde entier à s'Inscrire,

Arthur Calwell. Si l'histoire du peuement milite

vailliste de l'époque,

exclusion raciale, des aborigènes d'abord, et des Asiatiques ensuite, un revi-rement intervient à partir de 1972, lorsque le travailliste Gough Whitlam devient premier ministre. Il contribue à faire entrer dans les habitudes de langage le mot ethnic en remplacement du mot e étranger ». On l'accusera parfois de favoriser spécialement les . non-

Scion une étude publice en juillet 1989, le groupe ethnique le moins apprécié par les Australiens est la communauté vietnamienne. Les motifs sont nombreux. Ils parasitent la dole (allocationchômage). Leurs femmes travaillent et

soustraient des emplois aux Australiens de souche. La sécurité sociale profite à leurs familles. Ils créent des chaînes de solidarité sinancière pour permettre aux derniers arrivés d'installer un commerce ou de trouver une situation et un logement. Ils occupent trop de maisons et font monter les prix. Et ils ne vont pas au può. Qui plus est, ils sont travailleurs et se sacrifient pour leurs enfants qui sont de brillantes études. A la différence des Australiens moyens, souvent jugés laxistes en ce qui concerne l'éducation de leur progéni-



DIMANCHE APRÈS-MIDI A SYDNEY

reste l'un des éléments les moins dynamiques. Les salaires, par exemple, n'y représentent en vaieur que 60 % de ceux du Japon et seront bientôt inférienrs à ceux de Taïwan ou de la Corée

Les hommes d'affaires nippons s'intéressent presque exclusivement au tourisme et à l'immobilier. Des 5,2 milliards de dollars américains qu'ils ont investis en Australie au cours de l'année 1988, la grande majorité s'est portée sur l'aménagement de stations touristiques pour retraités japonais, la construction d'hôtels, l'achat de rési-

«L'Australie appartient-elle aux aborigênes, aux colons blancs, aux immigrés européens de l'après-guerre ou à la vague asiatique d'aujourd'hui? », s'interroge M. Ross Terril, expert des relations avec l'Asie. En 1988, en plaçant ses sètes du Bicentenaire sous le slogan de « Vivons ensemble », le gouvernement de Canberra a donné sa réponse, espérant qu'à cette occasion un exercice d'introspection nationale permettrait de prendre la mesure du multiculturalisme australien. Il a'en a rien été, le multiculturalisme se résumant, le plus souvent, à une plus grande variété de produits alimentaires. A la différence de la jamais été jusqu'ici l'objet d'une interrogation sociologique ou d'un débat public, en raison, notamment, de l'intégration sans véritable heurt de communautés venues d'Europe et plus particulièrement de Grèce, d'Italie et de Yougoslavie.

Après avoir longtemps vécu dans l'utopie réalisée, l'Australie est désormais tenue d'affronter la réalité et d'admettre qu'il lui faut compter en priorité avec ses voisins asiatiques. D'où la rupture du cordon ombilical avec le Royaume-Uni : depuis le 13 septembre 1988, et sur décision de la Haute Cour, les sujets britanniques vivant en Australie sont régis par la législation australienne. Jusqu'en 1975, les citoyens du Commonwealth pouvaient entrer et sortir sans restriction. Jusqu'en 1984, ils pouvaient même obtenir un passeport, voter, entrer dans l'administration ou même dans l'armée. Aujourd'hui, ils ont le même statut que les immigrants non naturalisés. Ils sont résidents, obligés de renouveler leurs

« La seule façon de garder la nation jeune, c'est de poursuivre une politique d'accueil de 120000 immigrants par an », dit-on au ministère de l'immigration, avec comme objectif 24 millions d'habitants pour entrer dans le XXI^a siècle. En apportant de la diversi-fication dans les services, la restauration, le tourisme, la technologie, la promotion, etc. les 5 000 migrantsentrepreneurs ayant créé leur société contribuent au redressement de la balance des paiements : connaissant bien les mécanismes du commerce one, ne sont-ils pas les mieur placés pour exporter vers leurs pays d'origine? En deux ans, n'ont-ils pas dégagé un excédent commercial de 2 milliards de dollars ?

(1) Un dollar australien = 4,35 francs. (2) Vois Financial Times, 14 août 1990.

A qui appartient le pays?

N réalité, les Australiens de souche sont inquiets pour leur avenir. Sur le plan de la natalité d'abord : dès l'an 2000, leur population va baisser, pour la première fois de son histoire, alors que les Asiatiques, eux, sont très fertiles. Et sur 100 travailleurs actuels, il y en aura 55 à la retraite. Sur le plan des valeurs ensuite : longtemps condamnés au bonheur tranquille et à la sécurité, les Australiens sont devenus blasés, manquent de « grand dessein », et de véritables entrepreneurs. A la différence des Asiatiques qui, eux, ont le business en tête.

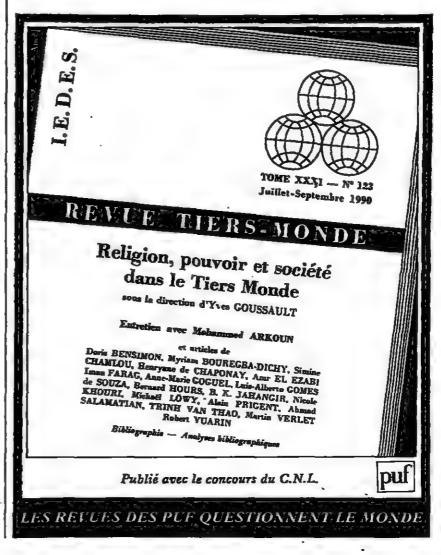
Les Chinois anticipant le rattache ment de Hongkong à la Chine en 1997, ou ceux venus de Thailande, de Singapour et de Malaisie, constituent, avec les Japonais, la majorité des * migrants-entrepreneurs ». Dans le cadre du Business Migration Program,

apport de 500 000 dollars australiens, le gouvernement fournit un visa de résident permanent, les moyens de s'incorporer au monde des affaires, des conseils et des déductions fiscales. La plupart de ces nouveaux entrepreneurs empruntent à Hongkong à 8 % et paient leurs dettes grâce aux affaires

Il y a peu, les clients étrangers des agences immobilières étaient européens et américains; depuis deux ou trois ans, ils sont chinois. Au point que ouvrent des agences à Hongkong pour précéder la demande. Avec pour résultat de rendre le marché beaucoup plus difficile pour les Australiens euxmêmes, en particulier les jeunes cou-ples : en raison de taux d'intérêt et de senils de dépôt personnel trop élevés, ils ne peuvent plus accéder au traditionnel minimum de base que représente l'achat d'une maison, symbole de l' Australian way of life. Certains n'hésitent pas à dire que le gouvernement compte plus sur les ressources des migrants-entrepreneurs que sur une politique de dynamisation des ressources pionnières nationales. Une chose est sûre : les Australiens ne peuvent plus faire confiance à leurs brasseurs d'affaires (tycoons). Les héros de la finance sont fatignés, endettés et au bord de la faillite. M. Alan Bond représente à lui seul 10 % de la dette totale du pays, suivi de près par le patron de presse Rupert Murdoch qui est l'un des deux propriétaires de la compagnie aérienne Ansett. Une bonne partie de cette dette a été contractée auprès des filiales australiennes de ban-ques chinaises, Hongkong and Shan-ghai Banking Corp. principalement.

Il y a trente ans, 20 % des exporta-tions australiennes étaient dirigées vers les autres régions du Pacifique; aujourd'hui, ces mêmes régions en reçoivent 60 %, dont 36 % pour le seul Japon. Mais, dans cette zone qui connaît la plus forte croissance mondiale, la plus grande île de la planète







L'entrée en scène massive des

'INDE s'est engagée dans une nouvelle ère de turbulences qui risquent d'être plus sanglantes encore que les violences actuelles. Le gouvernement central s'est en effet lancé dans une politique visant à permettre à la masse des déshérités de participer aux prises de décisions. Ce faisant, il attaque de front les intérêts des castes supérieures et des orthodoxes hindouistes. Même si l'actuel cabinet doit céder la place à une autre équipe, le mouvement est trop puissant pour être arrêté.

Par FRANCINE R. FRANKEL*

L'avenir de l'Inde - un pays dont la population atteindra le milliard d'âmes dans moins d'une décennie - n'a jamais été, sur le plan politique, aussi incertain depuis l'indépendance de 1947. Le consensus forgé par Nehru, qui était fondé sur le laïcisme, le socialisme et la démocratie, a cédé la place à deux projets opposés. L'un s'en tient à l'idéal d'un Etat laïc, Mais, paradoxalement, c'est en son sein que se greffe le plan de quotas d'emplois – dans l'administration centrale et les entreprises du secteur public - en faveur de groupes, de castes défavorisés sur les plans social et éducatif, et aussi de minorités religieuses, afin de leur permettre un égal accès aux prises de décision. L'autre projet est celui d'une rashtra, ou nation hindone, version atténuée de l'hindutva (hindonité) comme fondement de la communauté politique. Dans cette optique, les

Professeur de science politique à l'université de Pennsylvanie (Philadelphie).
Anteur de: India's Political Economy, 1947-1977: The Gradual Revolution (Princeton University Press, 1978), India's Green Revolution: Economic Gatus and Political Cost (1971, même éditeur), et co-anteur de Dominance de State Pourse à Modern India nance and State Power in Modern India, Decline of a Social Order (Oxford University

LA CULTURE FRANÇAISE... PARTOUT DANS LE MONDE.

DIRECTEMENT CHEZ VOUS:

LIVRES, DISQUES et VIDEOS

de votre choix, disponibles en

Comme le font nos clients depuis

plus de 20 ans, ouvrez un compte

en joignant à votre commande sa

valeur approximative (200 F mini-

mum) ou équivalent en toutes

VOTRE LIBRAIRIE

A DOMICILE

• DÉTAXE sur le PRIX IMPOSÉ

FRANCE, pour les livres (sauf

REMISE DE 10 % pour les CD, DISQUES, CASSETTES et VIDÉO.

• FRAIS DE PORT en RECOM-MANDÉ (préciser AVION ou

CONDITIONS DÉTAILLÉES sur,

nter-**u**ivres

14. Place de Rungis

75013 PARIS

Tél.: (1) 45.88.44.45

Fax: (1) 45.88.42.26

scolaires et spécialisés).

SURFACE).

devises convertibles.

France chez tous les éditeurs.

musulmans devraient accepter la définition majoritaire de cette nouvelle indianité, Quant aux basses castes (les anciens intouchables) et aux minorités tribales, soumises à la croyance dans le karma et la réincarnation, elles se verraient offrir une place plus juste dans l'ordre religieux hindou sans qu'il soit mis fin aux inégalités sociales qui favorisent en fait les castes supérieures et les classes moyennes orbaines.

Ces deux projets antagonistes sont au cœur de l'agitation sociale qui a colité, en novembre 1989, sa majorité parlementaire au Parti du Congrès de M. Rajiv Gandhi et a permis l'accession au pouvoir du gouvernement de Front national (minoritaire) de M. Vishwanath Pratap Singh, coalition de plusieurs partis dominée par celui de M. Singh, qui est laïc et partisan des quotas. Ce cabinet a bénélicié du soutien de mouvements de tendances opposées : le Parti communiste de l'Inde (CPI) et le Parti communiste de l'Inde-marxiste (CPM) d'un côté, et, de l'autre, le monvement nationaliste hindou Bharatiya Janata Party (BJP). Les dirigeants communistes ont accepté l'idée des quotas tout en demandant que l'accent soit davantage mis sur le critère de retard économique. Le BJP, militant de l'hindutva, avait lui aussi soutenu cetțe idée, mais il refuse la mise en œuvre d'une politique aux très profondes implications sociales, d'où la crise du 23 octobre et sa décision de ne plus appuyer M. Singh.

La parfaite hétérogénéité de cette coalition avait alimenté bien des spéculations sur les capacités de survie d'un gouvernement essentiellement soudé par son antipathie à l'égard de M. Rajiv Gandhi et du Parti du Congrès qui a été battu à plate couture lors des élections aux Assemblées d'Etats de février 1990. Il a obtenu 417 sièges, soit 25 % environ des circonscriptions en jeu. Il fit moins bien que le BJP (497 sièges) et le Janata parti de gouvernement que dans un scul grand Etat, le Maharashtra.

En 1985, le parti du Congrès contrôlait 17 des 25 Etats de l'Union, contre 9 sculement en 1990; et encore, seuls trois d'entre eux - le Karnataka et l'Andhra-Pradesh, dans le Sud, et le Maharashtra, dans l'Ouest - peuvent, de par leur taille, être considérés comme importants. En revanche, le Janata Dal de M. Singh a pris le contrôle de cinq Etats-clés, notamment dans le Nord, cœur du pays hindi. A lui seul, le gouvernement Janata Dal de l'Uttar-Pradesh dirige plus de cent dix millions d'Indiens. Mais le Janata Dal n'est pas le seul à avoir taillé des crou-pières au Parti du Congrès. Pour la première fois depuis sa création en 1980, le BJP a pris le pouvoir dans deux Etats, le Madhya-Pradesh et l'Himachal, tout en s'affirmant dans le Rajasthan et le Gujarat comme partenaire du Janata Dal.

A l'issue des élections de 1989 et 1990, la scène politique s'est trouvée de la sorte bouleversée. Le Parti du Congrès, descendant du Congrès national indien qui avait dirigé le mouve-ment de libération du temps du mahatma Gandhi, et gouverné le pays presque sans interruption pendant quatre décennies sous la direction de Nehra, puis d'Indira Gandhi, a perdu son statut de parti du consensus natio-nal. Le Congrès demeure, certes, le plus grand mouvement, avec 40 % des voix et 191 des 529 sièges au Lok Sabah (Parlement). Mais la série d'échees dans les Etats qui lui firent perdre l'Inde du Nord ont montré que ses dirigeants, issus des castes supérieures, avaient perdu leurs réservoirs traditionnels de suffrages : désormais, masulmans et intouchables dénisient aux brahmanes et antres castes d'élite le droit de prétendre représenter leurs intérêts.

Le Janata Dal, en revanche, se forms un an seulement avant les élections générales. Il s'agissait d'un agglomérat de survivants socialistes d'un mouvement désintégré, le Janata Party, et du Lok Dal, parti créé en 1974 par Charan Singh, un politicien de la caste jat considéré jusqu'à sa étaient privées des moyens de s'instruire.

A de rares exceptions près, même des fermiers relativement aisés ne disposaient pas des connaissances suffisantes pour traduire leur ascension économique en termes de pouvoir et de prestige social. C'est ainsi qu'ils ne ponvaient concourir avec succès aux examens permettant de pénétrer le cercle enchanteur des hauts fonctionnaires de l'Indian Administrative Service (IAS). En 1985, les castes supérieures. brahmanes en tête, fournissaient 68 % des 3 235 membres hindous de l'IAS, alors qu'elles ne représentent que de 13 % à 20 % seulement de la population. Quant aux « officiels » d'origine shudra, ils n'en représentaient que 2 % symboliques alors que les shudras sont majoritaires dans la population hindoue (les musulmans étaient également sous-représentés: un peu moins de 2 % du total des « officiels » de l'IAS, mais 10 % de la population).

M Singh of ture. Af De recendiquali

ment dire en

k watter o

deruic. du

La pontra a cre definie

tublicity att

nantes du .. -

North in the

sure mouths.

exemple, in

En Pale Sugar

carati da Kin

Tariff Note

de decision i Bielilphie ice

costes in dus

ches les hineirs

parente "T

 $m_{\rm H}(\phi) e^{i\phi^{-1} \Gamma_{\rm H}(\phi)}$

pays the relia

Laboration and a

gaut for

region (e)

refigition and the

pour la Proper

une hand more

de leurs inter-

gues Milleran

ful des text, re-

 $\mathsf{uer} \geq \mathsf{uer} \cdot 2^{\mathsf{uer}}$

620021-25-65

que (25 - - - - - -

Jan Brain

 $a_{ij} = \sum_{i \in \mathcal{I}} a_{ij} a_{ij} = 0$ $g_{\mathcal{L}}(\mathbb{R}^{n}) := \mathbb{R}^{d \times n}$

A BOOK OF

grant in a

SET 44 TT

M. Serger in

15865 P. T.

 $2\theta st (\tau T)^{-1}$ masing during

Official States

776.224

2436F1 6 8 5

782 C. L. 198

L: 5.7

4/28 . 1.11

adament in the

222 77

 $\mathfrak{C}_{\mathcal{M}}(\xi_{T-1})_{1\leq i\leq n}$

Baran to the first

44 Phys. 2 (1999)

Comment

 $\mathbb{A}(\tau_{0,0},\tau_{0},\tau_{0}) = \tau_{0,0}$

market state

WHS.

September 1997

20 (677) (6.25)

Bergers I. s. --

 $M_{0s_{\pi^{2}\pi^{2}}},\dots,\dots,$

BIBLIOGRA

A semantine of

PASCHOU BAL-3 : \$ - 5. 2 6

guor, is de-

RG6 - 50-1-6-14-9-13-

published don't fig. 2.5.

* Afreche est

elled et eile bar one o

Secretary 16 to 16

stan de l'action à

Patricia de la propertie de la constanta de la

Marina 14 19

*e55@11 = --

 $\Phi v \ll \langle \tau_{i_1} \tau_{i_2} \rangle$

 $C_{a(1,a,m),\alpha_{1,\ldots,m}}$

46 fair 12 m

" S. 15 "

Vinte

guide to the

reddio de

armistres di

Le Front national s'adressa de deux façons aux « arriérés ». Alors que le Congrès et le Janata Dal attribusient à peu près le même nombre de sièges aux candidats musulmans et rajputs (une caste supérieure de l'Inde du Nord), ce dernier faisait la part plus belle que son concurrent aux basses castes pour la répartition des sièges restants.

Les brahmanes ouvertement défiés

MAIS sa promesse de loin la plus radicale concernait l'application rapide du rapport de la commission sur les classes arriérées (de 1980) - aussi appelée « commission Mandal ». Mise en place en 1977 par Charan Singh, au cours du bref passage au pouvoir d'un gouvernement Janata, elle avait recommandé une politique de quotas en faveur des 52 % de la population - y compris les musulmans — appartenant à des castes ou classes désavantagées sur les plans religieux, social, économique, ainsi qu'en ce qui concerne l'emploi et l'instruction. Selon la commission Mandal, 27 % des postes dépendant du gouvernement central

Les bons résultats du Janata Dal avaient prouvé qu'il semblait désormais possible de créer de nouvelles solidarités chez les réprouvés, par-delà les barrières de castes et de religions. Au cours de ses premiers mois à la tête du gouvernement, M. Singh prit nombre de mesures visant à asseoir son influence parmi les femmes et les castes inférieures. Une commission fut créée avec pouvoir d'agir pour améliorer le sort des femmes. Il annonça aussi une grande réforme de l'enseignement primaire destinée à résoudre le problème des fréquents échecs scolaires d'enfants issus de familles pauvres. La



MANUFESTATION D'ÉTUDIANTS A NEW-DELHI, LE 19 SEPTEMBRE 1990 Nombre d'entre eux refusent la remise en cause du statu quo

mort comme le champion de la paysannerie de basse caste de l'Inde septen-trionale. M. V.P. Singh présenta ses candidats dans les zones fortes de son parti (Uttar-Pradesh, Bihar, Haryana, Orissa, Karnakata) et persuada ses alliés du Front national, tout comme les communistes et le BJP, de ne pas se faire concurrence là où ils étaient les plus influents. Grâce à cette tactique, dans la plupart des circonscriptions, il n'y eut qu'un candidat de l'opposition face à celui du Congrès.

Multiples gestes en direction des paysans

M. V.P. SINGH émergea comme la seule personnalité à même de remplacer M. Rajiv Gandhi. Ancien raja de Manda, une petite principauté de l'Uttar-Pradesh, il était avant tout fasciné par l'électorat rural, faisant passer son honneur personnel avant richesses et pouvoir. Il s'était coulé dans la politique d'intégration des Etats princiers dans l'Union et avait offert le plus gros de ses terres à une institution charitable. Choisi par le Parti du Congrès pour devenir « minis-tre en chef » (chief minister) de l'Uttar-Pradesh, il avait donné sa démission quand il se révéla que la police était incapable de mettre hors d'état de nuire les dacoits - ou bandits - du cru. Devenu plus tard le plus brillant membre du cabinet de M. Gandhi, il abandonna en avril 1987 ses fonctions de ministre de la défense : il protestait ainsi contre le refus du chef du gouvernement de permettre une enquête en profondeur au sujet du contrat d'armement passé avec Bofors : cette firme suédoise avait obtenu l'achat de canons Howitzer (d'une valeur de 1,5 milliard de dollars) en versant des pots-de-vin à des intermé-diaires indiens disposant de comptes en

Ce roi qui dédaignait le pouvoir choisit en 1989 Fatchpur, un district agricole arriéré de l'Uttar-Pradesh,

comme nouvelle circonscription - un choix qui contribua beaucoup à souligner sa sympathie pour les paysans. Parmi les promesses du Front national figuraient l'effacement de la dette rurale à hauteur de 10 000 roupies (700 dollars) par famille, l'allocation au secteur rural de 50 % des crédits du plan quinquennal, un amendement constitutionnel garantissant le droit au travail et la décentralisation des décisions concernant le développement jusqu'aux conseils de district et de

Le changement le plus radical apporté par le Front national consistait cependant à répondre aux aspirations sociales des paysans des basses castes situées au-dessus des intouchables. Ils sont appelés shudras, ou domestiques, dans les textes religieux brahmanes codifiés au troisième siècle dans les Lois de Manu. Une évolution idéologique avait commencé à se faire jour à la fin du siècle dernier dans de minces groupes sociaux instruits. L'usage de plus en plus fréquent des mots e shudra -, au lieu d'« arriéré » (backward), et de « brahmane », au lieu d'- avancé » (forward), soulignait que, de plus en plus, les basses castes croyaient qu'elles n'avaient pas été laissées pour compte en raison d'un infériorité atavique, mais parce qu'elles

(ce corps d'élite qu'est l'Indian Administrative Service et le Service de la police indienne, tous deux dominés par les castes supérieures) devraient être réservés à des membres des classes arriérées ». Le rapport Mandal défiait ouvertement ces moins de 20 % d'hindous appartenant aux plus hautes castes qui ont « fait subir au reste de la population des injustices de toutes sortes ». Car le plan visait à créer une « nouvelle classe » de bénéficiaires de fonctions administratives, premier pas vers une profonde transformation sociale qui ferait du système politique l'authentique représentant de la majo-

Vinrent les élections de 1989. Le Front national-Janata Dal obtint un peu plus de 18 % des voix en moyenne nationale. Mais il emporta 143 des 529 sièges du Parlement car il avait concentré ses efforts au cœur du pays de langue hindi qui lui fournit sa base sociale chez les « arriérés ». Cette coalition, couramment appelée l'alliance AJGAR (car rassemblant ahirs, jats, gujars et rajputs), était un phénomène politique nouveau reflétant l'émergence d'une classe moyenne rurale qui avait pour double origine les basses castes et les cultivateurs. En outre, le soutien des musulmans contribua de facon décisive à la victoire du Janata

M. Rajiv Gandhi avait maladroitement tenté de manipuler les facteurs religieux à la fois hindous et musulmans dans l'affaire du temple d'Ayo-dhya (Uttar-Pradesh), réclamé par les deux parties. Il s'y prit de telle sorte qu'il s'aliéna à la fois les musulmans et de nombreux hindous. Non seulement les musulmans soutinrent le Janata Dal, mais il reçut aussi l'appui du Bahujan Samaj, parti dirigé par M. Kanshi Ram, personnage charisma-tique, né intouchable, qui détacha du Congrès une bonne partie des basses castes lasse de voir les castes supé-rieures contrôler et la direction du parti du Congrès et celle du mouvement hindouiste BJP.

Commission nationale pour les castes inférieures et les tribus arriérées fut dotée de nouveaux pouvoirs pour faire appliquer les programmes gouvernementaux ; à sa tête fut nommé M. Ram Dhan, dirigeant de valeur issu de ces castes. Important symbole: il fut mis fin à la négligence dans laquelle était tenue, depuis l'indépendance, la mémoire de Babasaheb Ambedkar, qui fut un grand dirigeant intouchable contemporain du mahatma Gandhi.

Ambedkar, premier intouchable à exercer un métier de inriste à égalité avec les plus instruits des nationalistes brahmanes, avait, dans les années 30, fait une critique radicale de l'hindonisme. Il chòqua les castes supérieures en mettant publiquement le feu aux Lois de Manu, assurant que le brahmanisme était une invention humaine, un système social créé pour exploiter les classes laborieuses. Sa campagne fut couronnée de succès car des quotas en faveur des castes et des tribus « arriérées » furent prévus par la Constitution de 1950 - à la rédaction de laquelle il avait beaucoup contribué.

Afin de consolider sa nouvelle base sociale, M. V.P. Singh a rompu avec la vieille stratégie du Congrès consistant à coopter une élite pour ensuite la couper des milieux désavantagés qu'elle est censée représenter. Le Janata Dal entend au contraire propulser les basses castes jusqu'au centre du pouvoir. La mesure la plus significative à cet égard fut annoncée le 7 août dernier au Parlement par le premier ministre: 27 % des emplois des services dépendant du gouvernement central et des entreprises publiques seraient réservés aux classes arriérées sur les plans social et éducatif, ainsi que l'avait recommandé le rapport Mandal. Cette mesure, que M. Singh qualifia d' essentielle » pour la « justice sociale. ne visait pas simplement à satisfaire un électorat. Elle a d'ailleurs corneidé avec la rupture entre

laissés-pour-compte en Inde

M. Singh et son ministre de l'agricul-ture, M. Devi Lal, qui, en tant que jat, revendiquait la direction du mouvement des castes inférieures et qui avait le soutien de quelque quarante-deux députés du Janata Dal et de quatre ministres en chef - d'Etal.

La politique des quotas telle qu'elle a été définie a une dimension de classe implicite : elle exclut en effet de son champ d'application des castes dominantes qui, comme les jats de l'Inde du Nord, n'ont pas le statut de castes supérieures. Sont aussi exclus, par exemple, les maratas du Maharashtra, les patels du Gujarat, les kammas et les reddis de l'Andhra-Pradesh, les lingayats du Karnataka, et les vellalas du Tamil-Nadu. Les grands bénéficiaires des décisions gouvernementales sont les membres les plus politisés des basses castes et des classes les plus pauvres

chez les hindous et les musulmans. Pareille stratégie doit, en principe, renforcer l'identité nationale laïque du pays. Une telle évolution a été rendue possible parce que les classes les plus pauvres ont pu, par-delà les barrières régionales, linguistiques, ethniques, religieuses et les frontières de castes, pour la première fois se retrouver sur une ligne politique prenant la défense de leurs intérêts sociaux et économiques. M. Sharad Yadav, ministre fédéral des textiles, estime qu'une révolution vient de commencer: « Nous n'avons aujourd'hui demandé que des quotas d'emplois de 27 %. Ce n'est qu'un début. Nous n'avons pas encore réclamé notre part dans le commerce, dans l'industrie, dans les arts, dans la culture, ou encore dans la presse. Que se passera-t-il si nous demandons notre juste part dans tous les sec-teurs?»

On ne saurait tenir pareil discours pour une simple hyperbole. Les dirigeants de tous les partis ont admis qu'ils ne pouvaient ouvertement s'opposer au principe des quotas défini par M. Singh sans s'alièner le soutien d'importants secteurs des castes et classes les plus déshéritées. Fait tout aussi important : la décision du premier ministre d'appliquer les recommandations du rapport Mandal a eu pour

effet immédiat de tisser des liens entre le Janata Dul et les partis locaux de l'Inde méridionale qui ont une longue tradition d'usage des quotas pour les classes « arriérées » dans les administrations étatiques et le système sco-laire. Dans le Tamil-Nadu, où seule une poignée de brahmanes représente les castes supérieures, et où le système des quotas pour les hindous « arriérés » fut instauré avant même l'indépen-dance, M. V.P. Singh a été reçu en

M. Singh n'a pas évité pour autant la tempête déclenchée par les adversaires déchaînés de la amandalisation de l'Inde ». Le danger n'est pas essentiel-lement venu des vociférations sans précédent de la presse de langue anglaise – celles d'Indian Today, notamment – pour laquelle l'application du rapport Mandal en revient à user du pouvoir pour diviser la nation selon une ligne de

Le danger ne vient pas non plus essentiellement des dissidents du Janata Dal, conduits par M. Devi Lal (ancien ministre de l'agriculture), qui a demandé la démission de M. Singh pour des raisons de moralité: le premier ministre n'aurait pas procédé aux consultations nécessaires et aurait de ce fait contribué à déclarer la « guerre

Il est même douteux que le danger vienne des violentes manifestations qui ont lieu dans les plus grandes cités de l'Inde septentrionale, même si ces manifestations, organisées par des étudiants de castes supérieures, se sont accompagnées d'uns cinquantaine d'horribles suicides de jeunes hommes et femmes, sans parier des heurts avec la police qui avaient, à la mi-octobre, fait cent six victimes.

Le vrai danger vient - la crise du 23 octobre l'a montré - de ce défi au gouvernement de Front national qu'a été la décision des dirigeants du parti hindouiste BJP de « libérer » le temple d'Ayodhya. Ce faisant, ils tentent par un biais religieux de s'assurer de l'appui des castes inférieures et des classes les plus pauvres alors que le rapport Mandal vise à assurer leur promotion par des moyens laïques.



LE MAHATMA GANDHI (1869-1948), ASSIS PRÈS DE SON ROUET Ceixi qui a prêné en vain la non-riolence

shad estima qu'un mouvement pour la « libération » du site sacré pourrait éventuellement mobiliser les bindous, toutes castes confondues, et faire ainsi avancer son plan de doter l'Inde d'un Etat hindouiste. Dans l'année qui suivit, vingt-cinq marches furent organi-sées. En janvier 1986, M. Rajiv Gandhi, alors premier ministre, à la recherche de l'appui des hindous de l'Inde du Nord, demanda au ministre en chef de l'Uttar-Pradesh de faire ouvrir le lieu saint. Aux yeux du VHP, la concession gouvernementale ne met-tait pas fin au différend, mais constituait un premier pas vers la démolition

temple à Rama, A l'occasion des élections de 1989, le VHP lança une campagne nationale au cours de laquelle devaient être consacrées des shilas (briques) où le nom de Rama serait inscrit et qui seraient ensuite transportées à Ayodhya pour la construction du temple. Le tout s'accompagna de quelque deux cent mille processions qui provoquèrent des violences entre hindous et musulmans

de la mosquée et la construction d'un

en ville comme à la campagne. Par sa capacité de mobiliser des foules à partir de cette affaire, le VHP avait montré qu'il possédait la clé du « vote hindou » en Inde septentrionale. Le BJP approuva l'idée du VHP d'organiser, le 9 novembre 1989, une cérémonie à Ayodhya, qui marquerait le début de la construction du temple. En revanche, M. V.P. Singh et les deux partis communistes déclarèrent que nul ne devrait avoir le droit de prier dans ces lieux avant une décision de justice.

Quant au Parti du Congrès, il se retrouva le boc dans l'eau. Le gouver-nement central dirigé par M. Gandhi, le cabinet local (contrôlé également par le Parti du Congrès) et le VHP parvinrent à un compromis : ce dernier pourrait organiser sa cérémonie tout près du lieu saint, en un endroit non sujet à dispute. De la sorte, les hindous

seraient satisfaits, pulsqu'ils pourraient construire un temple à Rama, et les musulmans seraient rassurés, puisque leur mosquée n'était pas en danger. Mais il apparut que l'endroit finalement choisi par le VHP pour sa cérémonie se situait en fait en un lieu contesté... Résultat instantané: les musulmans désertèrent le Parti du Congrès et votèrent massivement pour le Janata Dal dans l'Uttar-Pradesh et dans plusieurs districts de l'Etat voisin, le Bihar. Lorsque, plus tard, le gouvernement de l'Uttar-Pradesh arrêta toute construction, ce fut au tour des hindons orthodoxes de tourner le dos au Parti du Congrès et ils soutinrent le BJP.

Dans cette affaire, M. V.P. Singh était

apparu comme le véritable champion

On n'en resta pas là cependant, Le VHP avait tout d'abord décidé de repousser de quatre mois la construction du temple afin que le gouvernement puisse trouver une solution négo-ciée. Mais, M. Singh s'en tenant à sa dire le droit ~, le VHP et un groupe de chefs religieux décidèrent que le 30 octobre 1990 était une date-butoir non négociable ». C'est ainsi que, au début d'octobre, M. L.K. Advani, président du BJP, annonça qu'il mènerait lui-même le combat, Parti de Somnath, ville sainte de l'Inde occidentale, il commença un voyage long de 10 000 kilomètres vers Ayodhya sur un char imitant le véhicule d'Arjuna, héros du Mahabharata, accompagné de « guerriers » rajputs armés de lances. Le 14 octobre, des centaines de milliers de personnes accueillirent la procession à New-Delhi. M. Advani, qui voulait assister en fin de mois à la construction du temple, fut finalement arrété le 23 octobre.

Le BJP est donc engagé dans une confrontation - peut-être décisive - avec le Janata Dal. Ses dirigeants ont levé la bannière de la hindutva, en en faisant le seul symbole légitime à leurs yeux de la communauté politique des castes inférieures. Ils ont agi de la sorte par peur que « le monstre de Mandal » no les contraigne à assister à une alliance politique de toutes les classes pauvres de toutes les communautés en quête d'égalité dans un système sécularisé. Une évolution qui briserait le rêve du BJP de pervenir au pouvoir en faisant appel aux réflexes hindouistes.

Le BJP veut empêcher que son influence ne se réduise à sa base sociale originelle (brahmanes urbains et milieux d'affaires de l'Inde du Nord), ce qui se produira si la politique des quotas réussit. De leur côté, le gouvernement central et le cabinet local de l'Uttar-Pradesh (contrôlé par le Janata Dal) ont décidé en octobre d'empêcher les volontaires hindouistes de franchir la frontière de l'Uttar-Pradesh. Le eministre en chef., M. Mulayam Singh Yadav, a promis aux musulmans que leur mosquée ne serait pas détruite. Il a obtenu du pouvoir central d'importants renforts de troupes. Les dirigeants favorables au système des quotas savent très bien que les organisateurs de la marche sont aussi ceux qui ne veulent pas de la promotion des basses castes.

Violente offensive des extrémistes hindouistes

OR la surprise majeure des élections de 1989 et de 1990 a été la performance réalisée par ce même BJP. Le mouvement hindouiste a recueilli presque 12 % des voix en moyenne nationale en 1989, les deux partis communistes n'obtenant à eux deux du'un peu plus de 9 %. Ce succès, lui a permis de conquérir 86 sièges au Parle-

Le BJP avait fait campagne sur le slogan du « sécularisme hindou », vague concept identifiant culture indienne et identité hindou. Ce parti s'est opposé au projet musulman de droit de la famille, à l'idée d'un statut particulier pour la langue ourdou, au maintien de clauses spécifiques de la Constitution garantissant l'autonomie dans des secteurs clés de l'Etat du Cachemire - majoritairement peuplé de musulmans. Il est allé bien plus loin encore en soutenant le mouvement extrémiste Vishwa Hindu Parishad (VHP), qui a lancé une énorme campagne afin qu'à Ayodhya soit construit un temple dédié à Rama sur le site de la mosquée de Babri.

Mosquée ou temple hindouiste? Le conflit remonte aux premières années

de l'indépendance. Hindous et musuimans avaient longtemps prié dans le même lieu saint, les premiers sur une plate-forme (chabutra) où, croient-ils, naquit le seigneur Rama, les seconds dans une mosquée à quelques mêtres de là, qui fut érigée à la demande de l'empereur mogol Babar, au milieu da seizième siècie. Temple et mosquée, séparés par une grille, ont coexisté sans heurt jusqu'à une certaine muit de décembre 1949 quand plusieurs dizaines de personnes envahirent la mosquée, y installant une idole de Rama avec l'apparente intention de transformer l'endroit en temple hindou. Les «orthodoxes» firent courir le bruit que Rama était miraculeusement de dévots s'agglutinèrent sur les lieux, faisant craindre des violences inter-communautaires. Hindous et musulmans plaidèrent ensuite leurs causes opposées — temple ou mosquée? — devant la Haute Cour de justice. Dans l'attente d'une décision, un magistrat

portes de la mosquée. L'affaire aurait pu en rester là. Mais, en 1984, le Vishwa Hindu Pari-

local décida que l'ordre devait être maintenu et décida la fermeture des

Une vie politique bouleversée

QUELLE que soit l'issue du conflit, la vie politique indienne aura été bouleversée. L'époque de la mobilisation par en haut de la population par les castes privilégiées et les classes possédantes est révolue; celle des réservoirs passifs de bulletins de vote dans les classes inférienres et dans les minorités aussi. Même si la survie du gouvernement de Front national est très problématique (de nouvelles élections devront sans doute être organisées), il sera difficile à une autre équipe de revenir de façon pacifique sur la politique des quotas annoncée par M. Singh. Ce faisant, elle ne déclencherait pas sculement une guerro des castes, mais un conflit de classes.

Un aperçu de ce qui pourrait arriver s'est produit après que la Cour suprême eut, le 1ª octobre, décidé un « gel » de la nouvelle politique jusqu'à

la fin de l'année, le temps pour les

juges d'étudier des pétitions venues d'hindous de castes supérieures. Dans les jours qui suivirent, un mouvement révolutionnaire, le Groupe de la guerre populaire, opérant dans le sud de l'Andhra-Pradesh, tuait quarante-sept personnes et en blessait quinze autres en incendiant un wagon d'un train en marche: il entendait protester contre la décision de la Cour.

Et même si, finalement, la mosquée d'Ayodhya était détruite, il est difficile d'imaginer comment un Etat hin-douiste - si le projet a un sens quelconque - pouriait être bâti. Les musulmans, les castes et autres communautés deshéritées ne cesseront assurément pas de combattre pour l'égalité, en droit et dans les faits. Ceux qui cherchent à prendre la place de M. Singh n'ont rien à proposer qui assure un ordre social plus juste.

FRANCINE R. FRANKEL

BIBLIOGRAPHIE

Quand l'écologie devient un thème « porteur »

BERNARD CASSEN A démarche de l'écologie globaie - l'in-

teraction entre l'énergie, l'environnement, l'alimentation, la démographie et l'économie au sens large – commence à faire son chemin dans l'opinion qui ressent, plus ou moins confusément, que ces problèmes sont liés : par exemple, la désertification en Afrique est à la fois cause et conséquence de la famine et elle entraîne, en chaîne, de multiples effets pervers climatiques.

Cette logique du « tout se tient », familière aux lecteurs de ce journal (1), c'est celle que le Worldwatch institute développe dans sa septième édition annuelle de l'Etat de la planète (2). L'équipe réunie autour de Lester Brown dresse un constat qui va s'aggravant à chaque édition : rétrécissement de la forêt, progression de la désertification, accroisse-ment de l'érosion, sans parier de la poursuite de la destruction de la couche d'ozone et de l'augmentation de la teneur de l'atmosphère terrestre en gaz à effets de serre. Parmi les chapitres qui retiendront particulièrement la curiosité, citons celui intitulé « Aborder l'avenir à bicyclette ». Il ne s'agit nulléand grant of the state of the s

3

ment d'une boutade, et l'on a su tort de tourner en dérision l'initiative que M. Fidel Castro a prise à Cuba dans ca sens : la « civilisation » de l'automobile, avec son formidable gaspillage d'énergie, de temps et de vies humaines est désormais sur la sel-

Lester Brown croit pouvoir déceler un début de prise de conscience politique mondiale des enjeux écologiques, et il cite les nombreuses conférences internationales tenues sur ce sujet en 1989. Des conférences oui, des mesures concrètes très peu. Les gouvernements se préoccupent d'environnement, surtout sous la poussée des Verts, mais aucun n'a vraiment pris la mesure du problème glo-

Il n'empêche que, dans les partis, inquiets de la désaffection des citoyens à l'égard de leurs pratiques, le thème écologique est désormais jugé « porteur ». On l'a vu, il y a quelques mois, à l'occasion des universités d'été de plusieurs courants du Parti socialiste. Deux livres en témoignent également. Au terme d'une enquête de presque un an, M. Michel Barnier, député RPR et président du conseil général de la Savoie, avence, dans Chacun pour tous (3), une série d'analyses que ne désavouerait aucun écologiste, à cela près qu'elles concernent surtout la France et l'Europe et pas assez la planète. Les cent mesures qu'il propose constitueraient cependant, si elles étaient adoptées, un sérieux pas en avant.

M. Claude Allègre, conseiller spécial de M. Lionel Jospin, mais aussi spécialiste des sciences de la Terre, considère, lui aussi, dans *Economiser la pla*nète (4) que la Terre est vraiment menacée. Cela ne l'empêche pas de mettre en garde contre tout catastrophisme, avant de proposer un « contrat mondial » ne se substituant pas pour autant au « contrat social » — qu'il soupçonne les Verts de vouloir remettre en cause car, selon lui, e il existe un courant de pensée écologique qui exclut la société et, par là même, les problèmes sociaux ».

Le propos de Jean-Marie Pelt, professeur à l'université de Metz, dans son Tour du monde d'un écologiste (5) va au fond des choses. Après les quarante étapes de sa pérégrination, de la Sibérie à l'Orénoque et à l'Amazonie (6), où il a pu mesurer les ravages du « développement », il lance un « appel aux gouvernements européens ». Un vérita-ble manifeste humaniste, préconisant une planification planétaire des ressources et, après l'effondrement des régimes communistes, récusant tout autant le laisser-aller libéral, l'autorégulation de la main invisible du marché.

A une Europe qui réduit ses ambitions à l'ouverture d'un grand marché, Jean-Marie Pelt suggère de

se donner un grand dessein, celui d'être « le promoteur et le moteur » du projet planétaire qu'impose la crise écologique. Les politiques sous-estiment généralement la capacité du citoyen à voir loin et grand. Puisque la « sondomanie » est désormais très officiellement théorisée en système de gouvernement, au moins que l'on pose les bonnes questions... On s'apercevra peut-être alors que ca qui est jugé utopique et irréaliste par les « responsables » est déjà largement ancré dans la conscience des citoyens.

(1) « Manière de voir 8 », La planète mise à suc, le Monde diplomatique, 1990. (2) Lester R. Brown, l'Etat de la planète 1990, Econo-nica — Worldwatch Institute, Paria, 1990, 381 pages,

(3) Michel Barnier, Chacun pour tous, Stock, Paris, 1990, 320 pages, 98 F.

(4) Claude Allègre, Economiser lu planète, Fayard, Paris, 1990, 380 pages, 120 F. (5) Jean-Marie Pelt, le Tour du monde d'un écologiste. Fayard, Paris, 1990, 488 pages, 120 F.

(6) L'auteur évoque notamment la liquidation physique des empêcheurs de défricher en road, et notamment celle de Chico Mendes, défenseur des petits exploitants de caoutchouc en forêt. Sur ce sujet, lire le témoignage-instament de cette figure exemplaire: Chico Mendes, Mon combat pour la forêt, présenté par Gilles Perrault, le Seuil, Paris, 1990, 111 pages, 59 F.



ÉTHIQUE, POUVOIRS ET BÉNÉFICES

La perversion de l'idéal de recherche

Biologiste, Jacques Testart vient d'être expulsé du labora-toire de fécondation in vitro qu'il dirigeait depuis dix ans et où fut conçu le bébé Amandine en 1982. Ne pas se contenter de « faire de la recherche », mais s'interroger pabliquement sur le sens d'un métier et son éthique, sur la place de la science dans la société, contrarie à l'évidence certains intérêts qui se parent du voile de la pentrulité et du bien commun.

JACQUES TESTART . E 10 octobre 1990, au cours d'un débat radiophonique, le président du Groupe d'études de la fécondation in vitro en France (GEFF) (1), déclarait avec assurance: « Si Jacques Testart tient un discours tellement violent à propos de la procréation médient assistée [PMA], c'est parce qu'il vient d'être viré de son laboratoire / . Il faut saluer ici l'éditeur le plus rapide du monde, puisque le Magasin des enfants (2) a pu être publié le 3 octobre, soit deux jours seulement après mon éviction du laboratoire de fécondation in vitro (FIV) de l'hôpital Antoine-Béclère de Clamart.. et qu'il s'agit d'un ouvrage collectif impliquant dix-sept auteurs! Le président du GEFF semblait aussi oublier

ment critique à l'égard de la procréa-tion médicalement assistée. En fait, par la voix de son président, la profession s'installait dans la négation du conflit réel pour le réduire à un conflit de personnes, comme on peut facilement en imaginer dans le sillage de la gloire : il était une fois un biolo-

les nombreuses publications anté-

ricures par lesquelles, depuis 1982, seul

ou avec les mêmes complicités, j'avais

développé un point de vue délibéré-

* Directeur de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), Paris.

giste et un gynécologue... Impossible de nier que ces deux-là s'affrontaient depuis longtemps, précisément depuis ce jour de gloire (1982) où naissait Amandine, le premier bébé FIV, mais, aussi loin que la biologie se souvienne, il n'y cut jamais d'autres batailles que déontologiques et éthiques.

Dans la même émission, le président du GEFF s'indigna à plusieurs reprises de ce que les critiques visant la procréation médicalement assistée puissent s'appliquer aussi bien à d'autres spécialités médicales... « Ah, mais ! Puisque c'est partout pareil, pourquoi s'attaque-t-on à nous?... » Risquons l'idée que c'est parce que la procréation médicalement assistée ouvre un champ très particulier d'interventions sur l'humain, comme le montrent aussi bien la création du Comité national d'éthique que les interrogations d'une grande partie de la société.

Déjà, la mise en place de réseaux de recueil, conservation et distribution de la semence humaine (CECOS) dans les années 70 créait un événement remarquable: la médecine revendiquait ainsi une fonction de régulation sociale en s'appropriant des actes non médicaux dans leur essence comme dans leur technicité. Très vite, la sélection des donneurs de sperme et 1'« appariement des couples reproducteurs » devenaient l'activité essentielle de ces structures, de plus en plus marquées par un eugénisme bon enfant.

Puis arriva la fécondation in vitro, technique révolutionnaire pour vaincre l'infertilité féminine. Dans la foulée, on imagina des variantes supposées libérer le gynécologue de sa dépendance à l'égard d'un laboratoire (tel le transfert tubaire de gamètes ou GIFT) ou des additifs issus de la biologie et destinés augmenter l'efficacité des actes (telle la congélation des embryons). On généralisa l'usage de substances n'ayant pas encore recu l'autorisation de mise sur le marché (AMM) aux fins de transformer la femme en un des mammifères les plus prolifiques (jusqu'à soixante ovulations, et en moyenne un accouchement multiple sur quatre). L'hôpital devint un haut

lieu de l'expérimentation humaine, où la recherche de la notoriété, camouflée derrière celle des connaissances, s'exercait sans contrôle et avec les subsides du système d'assurance sociale (3).

La disposition d'un plateau technique adéquat par des dizaines d'équipes et l'efficacité relative des actes encouragèrent presque partout l'élargisse-ment des indications médicales ; inventée pour remédier aux stérilités par absence ou occlusion des trompes, la FIV devenait la panacée pour réduire les délais usuels de procréation, prolonger la période reproductive (préménopause), contrecarrer les carences de l'ovaire (dysovulation), de l'utérus (endométriose), du col (glaire déliciente), du sperme du conjoint (infertilité masculine) et pour résoudre toute défaillance somatique ou psychologique, comprise ou incomprise (« stéri-lité idiopathique »). Tout se passait comme si le retard à procréer ne relevait plus des méthodes convention-

nelles (thérapies anatomique, physiologique ou psychologique), ne relevait plus de la patience ni même de la médecine au sens large, mais seulement de l'artifice le plus extrême.

Les médias se firent l'écho d'inquiétudes variées. On créa un Comité consultatif national d'éthique (CCNE, 1983), dont la crédibilité s'évanouit à mesure que ses avis étaient bafoués, iusque par certains de ses membres. Il y eut des décrets (1988) pour nommer les lieux où la procréation médicale assistée était licite et remboursable, mais sans contrôle réel sur la justification des actes, leur efficacité et le respect des règles déontologiques et éthiques. Il y eut un avant-projet de lo « projet Braibant ») qui s'abstenait de définir ce dont il traitait (a stérilité », affection d'une particulière gravité ») et repoussait l'essentiel à de futurs décrets. Il fut cependant relégué aux oubliettes, sous la pression des idolâtres du progrès.

Tri des embryons, eugénisme ordinaire...

DANS le même temps parvenaient de nouvelles propositions techniques d'une gravité incomparable à celle des bricolages qu'on s'était démontré incapable de réglementer. Sous la pression conjointe du Royaume-Uni et de l'Espagne, le Conseil de l'Europe produisait des textes (1990) pour définir le champ de l'expérimentation sur l'œuf humain (jusqu'à quatorze jours) et justifier l'intérêt du tri, selon leurs caractéristiques génétiques, des embryons produits en fécondation in vitro et susceptibles d'être transférés dans l'utérus. Le diagnostic préimplantatoire (DPI) s'interposant entre l'éprouvette et la matrice venait concurrencer le diagnostic prénatal (DPN) avec l'argument « éthique » d'un évitement de l'avortement. Comme si la décision d'avortement, en plaçant à chaque fois le couple devant de terribles responsabilités, n'était pas le meilleur garde-fou contre l'eugé-

nisme ordinaire. D'avoir prévu cette évolution dès 1986 (4) m'évita la surprise quand une équipe anglaise rapporta les premières grossesses obtenues après transfert d'embryons préalablement « sexés ». A l'occasion d'une enquête nationale à laquelle répondirent cent cinquante professionnels de la FIV (5), seulement 5 % d'entre eux se montrèrent défavorables au tri génétique des embryons produits par fécondation in vitro. L'argument, conforme à l'idéologie pionnière des CECOS, veut que la médecine ne peut pas éviter de « faire bénéficier » les patients de chaque possibilité d'assurer la « qualité • de leur enfant. Le Comité consultatif national d'éthique rappela récemment son avis défavorable concernant la détermination des caractéristiques génétiques des embryons humains avant leur transfert in utero. Qu'à cela ne tienne! Des hôpitaux parisiens se sont lancés discrètement dans cette vois. Nul donte qu'ils obtiendront la

caution de quelque comité local d'éthique, comme cela est déjà arrivé pour d'autres techniques, désapprouvées par le CCNE.

On constate donc une bipartition de l'éthique puisqu'elle s'agite selon deux partitions. D'un côté, un comité national, des textes, des colloques, des discours : la réflexion éthique se fait prendre pour un mouvement d'époque. De l'autre côté, la compétition pour de vrais pouvoirs et des bénéfices substantiels, la perversion de l'idéal de recherche, le mépris d'une référence extérieure : la pratique de l'éthique se veut l'affaire de chacun. Les plus forts ou les plus rusés se placent simultanément sur les deux terrains, mais ne se font voir que sur le premier, tandis que les petits attendent la caution que leur apportera immanquablement la stratégie achevée des intouchables. Soyons honnêtes, quelques-uns des « fivè-tistes », cliniciens ou biologistes, s'interrogent et confient leurs commentaires à huis clos, comme on doit faire dans le monde médiéval de la médecine, même dite « de pointe ».

Pour ma part, les positions que je soutiens publiquement depuis 1982 n'ont jamais impliqué mon retrait de la pratique des procréations médicalement assistées ou des recherches afférentes pour mieux réaliser ce dont on est convenu déjà, voire de certains développements ayant reçu une approbation autorisée. Elles en sont indissociables. C'est en ce sens que mon éviction du laboratoire de fécondation in vitro à Clamart a une signification qui dépasse largement ma propre personne.

(1) Structure rassemblant l'ensemble des iniciens et biologistes de fécondation In

(2) Ouvrage collectif dirigé par Jacques Testart, François Bourin, Paris, octobre 1990

(3) Lire Jacques Testart, « A la recherche du cobaye idéal », le Monde diplomatique, (4) L'Œuf transparent, Flammarion, coll.

« Champs », Paris, 1986. (5) Revue Contraception, fertilité, sexu lité, Paris, vol. 18, 1990.



AUPELF Association laugue française

La francophonie et le développement face aux grands changements mondiaux



UREF Université des réseaux

Xº Assemblée générale de l'AUPELF

Lundi 3 décembre Grand amphithéâtre de la Sorbonne

9 h 30 - 12 h 30 : SÉANCE D'OUVERTURE Interventions de:

Michèle Gendreau-Massaloux, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités.

Michel Bornancin, président de l'université de Nice, premier vice-président de la Conférence des présidents d'université.

Bakary Tio-Touré, recteur de l'Université nationale de Côte-d'Ivoire, président de l'AUPELF.

Arthur Bodson, recteur de l'université de Liège, président du comité scientifique du séminaire de l'Arche.

Abdou Diouf, président de la République du Sénégal, président en exercice des Sommets des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français.

François Mitterrand, président de la République francaise.

14 h 30 - 16 heures : REMISE DU PRIX EL FASI

Interventions de: Jean-Marc Léger, secrétaire général honoraire de

l'AUPELF.

André Janmotte, président d'honneur de l'AUPELF, président du Haut-Conseil de l'AUPELF-UREF.

Assises de la francophonie universitaire

Mercredi 5 décembre de 9 heures à 18 heures Université René-Descartes - Paris-V

9 heures - 10 h 15 : SÉANCE D'OUVERTURE

Interventions de :

Georges Cremer, président de l'université Paris-V. Régis Ritz, président de l'université Bordeaux-III. Christian Valantin, président du Comité international du suivi du sommet de Dakar.

Yvan Ylieff, ministre de l'enseignement supérieur et secondaire de la Communauté française de

Alassane N'Diaye, ministre de l'éducation nationale de la République de Côte-d'Ivoire.

10 h 15 - 13 heures: LES ENJEUX

Interventions de :

Michel Gervais, recteur de l'université Laval, Québec. Pierre Robert, vice-recteur à la planification de l'université de Montréal.

Messan Gnininvi, université du Bénin, Togo. Michèle Gendreau-Massaloux, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités.

Madame Husti, université de Budapest. Francine Demichel, présidente de l'université Paris-VIII.

Louis Hage, recteur de l'université Saint-Esprit, Kaslik, Liban.

14 h 30 - 17 h 15 : LES POLITIQUES

DE COOPÉRATION Interventions de :

Philippe Lazar, directeur général de l'INSERM. Valère T. Kiniffo, secrétaire général du CAMES. Marcel Hamelin, recteur de l'université d'Ottawa. Jean-Claude Peccoud, ministère de la coopération. Michel Guillou, délégué général de l'UREF. Bernard Cassen, professeur des universités, rapporteur du colloque « Quelles langues pour la science ». Paris.

17 h 30 - 18 h 30 : SÉANCE DE CLOTURE

Interventions de :

.. کیکی

janvier 1990.

Moïse Oliveira, membre du conseil d'administration de l'AUPELF.

Lionel Jospin, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.



Renseignements et inscriptions: Bureau européen de l'AUPELF-UREF 192, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris, France

Téléphone: (33-1) 42-22-96-38 - Télécopie: (33-1) 42-22-39-48

projets Surdirecte Tions notre lemme 13 lucame cathodra. f postes de le ex 5.5 large toour selection des films i e : - 7. dimage compared gnema ** 35 apparation dans de ils jaconasis -- -ce demier 133 consecret 2011 (4.1) pondantes dans n aurofit 065 eté - 1 La question est importante 3.÷ 🤄 defination ---

debourse of 21.

grauction de circu

qu'ils mobilis

recherche et

péens - qu'

Communaute

ne semblent |

tant à la re-

Beaucoup i

EUX des 😳

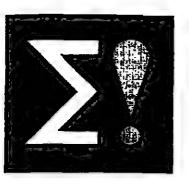
gnoeses - c. : Similiards de ma - Reparameters is a rackfloweries of fi THE PROJECT CARE IN DOSSE De les sections dem Braudram aus . consiler profession CO : BVC/C - Sign - A mega nazmon sekilli. il ne service la linea PERCUSIVE AS THE AT Piggammes du la la Yem pas de di⇔uskijika despices de la rigilia definicem aura (54) Mattendates temp (factor) dres to the last the second MERCHOL 3 - 12 - 4 - 4 des mathers ::- sa : . . .

les rechreques de la ma Don service. Fig. : 4 4 4 ... de dossuers --- :-- :de crear 3873 45 3057 Debtes silves 145 on visionnera Tes Sir un fres grann ann a Son, Sans Due 1 Cherry

de la comprense la la con-

wwisterielle Se eu uonampia 163 M Pour la Dremmera 10 s la label Euréka a Ces est la situation ords ? Comment se sitte

Allon de la France 3u Abié de carre , - à ce jour 2', 274. A Ceux Ci ving: Son



Les promesses d'Eurêka (II)

Par les budgets considérables qu'ils mobilisent, les programmes de recherche et de développement européens - qu'il s'agisse de ceux de la Communauté ou de ceux d'Eurêka ne semblent pas à taille humaine.

Beaucoup d'entre eux visent pourtant à la reconquête par le Vieux

Continent de la maîtrise des produits et services de la vie et de l'environnement quotidiens du citoyen, face à une offensive japonaise qui, dans l'électronique grand public par exemple, a presque tout balayé sur son

Tel est le cas, bien sûr, de la télévision haute définition mais aussi de toute une série de projets touchant l'automobile, la santé ou le cadre de

On en trouvera de multiples exemples dans ce second recensement des promesses d'Eurêka (1) qui ne sont pas seulement le fait des grands groupes industriels mais également de nombreux laboratoires publics, et de petites et moyennes entreprises.

(1) Voir le Monde diplomatique, octobre 1990, pages 25 à 27.

Au cœur de la vie quotidienne

EUX des trois plus coûteux projets Eurêka concernent directement les idoles de notre temps: la voiture et la lucarne cathodique. D'ici peu, des postes de télévision à écran plus large (pour ne pas couper les bords des films), et surtout d'une qualité d'image comparable à celle du cinéma en 35 mm, feront leur apparition dans les foyers ; serontet Bosch-Blaupunkt. lla japonais ou européens ? Dans ce dernier cas (1), les milliards

pondantes dans le cadre Eurêka n'auront pas été perdus. La question est d'autant plus importante que la télévision haute définition (TVHD) constituers un lébouché-clé pour l'Industrie électronique. Le succès de ce pro-gramme et celui de Jessi, projet de production de direults intégrés très complexes - qui devrait absorber 27 militarde de francs en huit ans, apparaissent donc liés. Encore faut-il que les difficultés de Philips, très engagé dans les deux entreprises, ne les sabordent pas toutes eux. Il faudrait aussi qu'électronicieris et professionnels européens de l'audiovisuel acceptent de mieux harmoniser leurs initiatives. Il ne servirait à rien, en effet, de résoudre les problèmes techniques si l'on ne crée pas également des programmes ou si ceux-ci ne trou-

consacrés aux technologies corres-

vent pas de diffuseurs. Le succès de la télévision haute définition aura des conséquences inattendues dans des secteurs très divers, ce qui lliustre parfaitement l'Interaction diffuse des progrès et des métiers, conséquence et cause de la complexité moderne. Ainsi, les techniques de la haute définition serviront à la télétransmission de dossiers médicaux, permettront de créer, dans les quartiers ou les petites villes, des minisalles où l'on visionnera des films récents sur un très grand écran de télévision, sans que la présence d'un opérateur soit nécessaire. En tout

YEST lors de la conférence

ille est la situation cinq ans

été, pour la première fois, attribué

le label Eurêka à des projets.

après ? Comment se situe la parti-

cipation de la France, qui prit la

responsabilité de cette initiative ?

Quatre cents projets bénéfi-

cient, à ce jour, du label Eurêka.

Parmi ceux-ci, vingt sont achevés,

puisque les premiers projets

avaient une durée moyenne de cinq ans. Dix-neuf ont dû être

abandonnés en raison de l'évolu-

tion du contexte économique ou

de difficultés à traduire dans les

textes les volontés de partenariat.

Plus de trois cent soixante sont en

pondant est d'environ 70 mil-

Les partenariats mis en place

intéressent près de mille trois

iards de francs, dont 70 % incom-

cours. L'investissement total cor-

bent aux industriels eux-mêmes.

en novembre 1985, qu'a

cas, quelques-unes des images de synthèse apparaissant sur le petit écran seront produites grâce aux projets Cerise (Cap Sesa et RTL) Videotime). Quent à la radio, elle offrira bientôt une qualité sonore digne du disque compact, grâce à l'exploitation de technologies numériques par la CCETT, Philips

La voiture communicante de demain

Un autre très lourd programme fédérateur. Prometheus - 4 milliards de francs en neuf ans. mobilise les efforts de onze constructeurs européens. Objectif: offrir la voiture communicante » de demain, réputée plus agréable, plus sûre, circulant plus alsément dans un réseau routier moins saturé, et fournissant toute une série d'informations utiles sur l'état du véhicule, de la chaussée, du trafic, les travaux d'entretien à exécuter, etc. Ce programme se situe dans une synergie assez bonne en avai des soixante et onze themes de recherche gramme communautaire DRIVE.

L'enieu est maieur à plus d'un titre : le poids économique de l'industrie automobile est tel que le niveau de vie de nombre d'Euro-péens est lié à sa santé, et donc è sa compétitivité, encore insuffisante (2). Or, pour une fois, à la différence de ce qui s'est passé pour la télévision haute définition, l'Europe a pris l'Initiative de la préparation de cette voiture « communicante », ce qui lui donne un certain avantage dans sa compétition avec les Japonais et les Américains. De plus, Prometheus a pour effet de modifier les mœurs des constructeurs, notamment les Français. Dans le passé, ils n'ont guère ménagé leurs sous-traitants

sont des PME - entreprises auto-

nomes de moins de cinq cents per-

sonnes. En France, les PME partici-

pant à Eurêka ont, en majorité, un

chiffre d'affaires en forte crois-

sance, réalisé principalement dans

les hautes technologies et dont

plus de 10 % est consacré à la

recherche-développement. Par ail-

leurs, pour nombre d'entre elles,

Eurêka contribue à l'extension de

leur activité dans le domaine inter-

national. La coopération avec des

partenaires européens leur permet,

en particulier, d'accéder à de nou-

l'image de technicité liée au label a

un impact sensible sur leur activité

Les équipes de recherche sont

également très présentes puisque

ux domaines d'expertise ainsi qu'à de nouveaux marchés. Enfin.

en leur faisant souvent supporter le poids de la crise, ce qui a d'ailleurs fragilisé le tissu industriel français. Ils dolvent désormais apprendre à collaborer plus respectueusement avec leurs nou-

Eurêka comporte toute une série d'autres programmes qui devralent également contribuer aux objectifs de sécurité, confort, désaturation du trafic, baisse de la pollution, par l'adoption de matériaux mieux adaptés, de moteurs plus efficaces, peut-être même de turbines pour les poids lourds, et de systèmes de navigation pour les flottes de camions. On évalue è 450 milliards d'écus par an le surcoût acquitté par les Européens pour cause d'accidents, embouteillages, carburant et temps perdus, sans compter le tribut des cinquente-cinq milie morts et centcinquante mille blessés de la route.

La régulation du trafic a des limites et les sécurités informatiques peuvent augmenter le nombre d'accidents en induisant des comportementa pius audacieux i On est donc amené à prendre en compte les interactions du trio homme-véhicule-infrastructure, et les sciences humaines devraient retrouver une place légitime dans les études. Les responsables des programmes de recherche, tant communautaires que nationaux. ne semblent pas, pour la plupart, evoir pris conscience de cette évidence, mis à part l'annonce récente d'un effort accru du ministère français de la recherche et de la technologie en faveur des sciences humaines.

D'autres projets concernent la circulation sérienne, cette fois. Ainsi Eurofar, qui associe Aérospatiale, Agusta et MBB à Casa et Westland pour l'étude d'un aéronef à décollage vertical : vers l'an 2010, les villes movennes et les des centres urbains, seront peut-être reliés par des véhicules emportant trente passagers à 600 km/h, deux fois moins gourmands en carburant et plus rapides que les hélicoptères. Encore faudrait-il trouver des investisseurs pour ce projet, sans doute moins prestigieux que celui du super-Concorde mais plus utile socialement... Eurêka, en revanche, a encore beaucoup à faire pour bâtir l'Europe ferrovisire, qui demeure entravée par ses rivalités et des héritages ubuesques en matière de normes techniques (3). Ainsi, faute d'une harmonisation des codes de signalisation, les trains doivent s'arrêter à

* Directeur délégué de Science et

Lire pages suivantes

- PAGE 26 : La percée des PME et des laboratoires de recherche, par Antoine
- PAGE 27 : Vers l'usine du futur, par Marc Farretti; Ne pas oublier les normes, par Antoine Thiard; La France en tête, suite de

Par ANDRÉ-YVES PORTNOFF • chaque frontière, même entre Bruxelles et Paris, pour changer de locomotive et de conducteur i Un projet destiné à effacer ces anomalies devrait être prochainement

> Les objets de l'environnement quotidien deviendront rapidement plus faciles à commander ou à automatiser gräce aux capteurs et aux petits moteurs préparés par plusieurs projets. Mais, souvent, ations un peu anecdotiques cacheront des bouleversements autrement plus importants : comment s'apercevoir que nos vêtements auront été coupés dans

une usine flexible conçue par Lectra et le LNETI portugals, que nos chaussures, nos lave-linge, nos réfrigérateurs seront produits dans d'Eurêka ? D'autres changements apportés par Eurêka ne sauteront pas davantage aux yeux : ainsi utiliserons-nous probablement, dans quelques années, des tôles d'acier ou d'aluminium sans savoir qu'elles auront été coulées directe ment en bandes minces, si les recherches lancées par CRM, Pechiney et Thyssen Sthal abou-

En réalité, l'ensemble des proiets qui accroissent le niveau de l'industrie européenne dans les riaux, électronique, informatique, télécommunications, biotechnologies - contribuent à rendre plus compétitif le Vieux Continent. C'est là une condition nécessai maintenir la qualité de la vie et, indirectement, la liberté culturelle et la capacité de solidarité avec le reste du monde.

(1) Voir le dossier « Télévision haute définition », Science et technologie, to 25, avril 1990.

(2) Voir le dossier « L'automobile en mutations », Science et technologie, nº 29, septembre 1990.

(3) Voir le dossier « TGV, rail ou magnétique». Science et sechnologie,



CHAQUE MOIS EN KIOSQUE

UNE REVUE POUR PRENDRE L'AVENIR DE VITESSE...

MANAGER LES PROGRES TECHNIQUES ET L'INNOVATION.

MESURER LEURS EFFETS SUR LA SCIENCE, LA TECHNOLOGIE ET LA SOCIETE.

 ANTICIPER LEUR IMPACT SUR LES ENTREPRISES ET LES METIERS. ETABLIR LES STRATEGIES QUI PERMETTRONT LA VALORISATION DES COMPETENCES DES HOMMES ET DES ENTREPRISES.

Pour aller à l'essentiel, connaître les faits porteurs d'avenir, les lignes de force du changement, un outil d'information et de réflexion: Science & Technologie



D A B O N N E M E N

POUR VOUS, UNE OFFRE EXCEPTIONNELLE, 330 F au lieu de 440 F (prix de vente au numéro), PLUS 3 CADEAUX (valeur totale 120 F) Je m'abonne à Science & Technologie pour 1 an (11 numéros) et je choisis en cadeau 3 ouvrages parmi les 7 suivants:

		A STATE OF THE PARTY OF THE PAR	I II AT T
TREE LINE	N 23	N= 24 PT-11	25 計 25
R EUREAUTIQUE '	■ COSSIER ARMES (T SOSSIER ALIMENTS	TOSS ER FVHD (I)
CLESITECHNIQUES	GRO NATEURS	ALLEGES :	TE QUEUS CADRES DA
STEST ETTERS	TO NEURONAUX	LES RESEAUX _A	II DING ANS # 150
R CONTRE LE BRUIT	FREM ERES ENQUETES	A STROEMAT QUES	TREES FEST SIGERIEF
ATTIC TOP	SUR L'EST	LES NOUVELLES &	2000000
	Titalians, T	FF SOUFFLERIES	3
	L1 1 P	MA O-4 (TOOIO	04050

Ci-ioint 330 F par chèque à l'ordre de SIDM. Cochez les TROIS CASES selon votre choix □ № 22 □ № 23 □ № 24 □ № 25 □ № 26 □ № 27/28 □ № 29

CODE POSTAL À RETOURNER À: Science & Technologie

SERVICE ABONNEMENT # 8 301 # 60732 SAINTE-GENEVIEVE CEDEX 9

(Lire la suite page 27.)

nt es ur é es è-

s, n-re .e-

je 32 la

20

as o o c in ui

1,3

13

1.3

cents sociétés industrielles, parmi lesquelles trois cent quatre-vingt

La France en tête

Par MICHEL AUBERT *

près de cinq cents d'entre elles apportent leur concours à cette page 26, l'article d'Amoine Bon-duelle.) synergie européenne. (Voir, l'article de Michel Aute L

La percée des PME et des laboratoires de recherche

tement à un nombre non négliges-ble de petites et moyennes entre-prises (PME) sinsi qu'à beaucoup de laboratoires et centres recherche professionnels, à la fois

Chaque fois qu'un laboratoire public ou privé est associé au pro-gramme, il en retire une crédibilité accrue auprès de ses collègues européens et des bailleurs de fonds de son pays, voire à l'intérieur de sa propre organisation. La réussite d'Eurêka, dans ce dans des branches économiques dispersées comme la mécanique, l'environnement ou les automa-tismes industriels, qui restent trop

souvent les parents pauvres face aux programmes du spatial, du nucléaire ou de l'électronique. Ces branches de recherche, plus « visi-bles » pour les décideurs politi-ques, absorbent en effet, en Europe, les quatre cinquièmes des moyens publics, et restent - en particulier en France - liés à des démarches étatiques peu adaptées aux industries manufacturières. Ces demières bénéficiaient bien davantage d'actions de recherche plus décentralisées. « Eurâka a permis de trouver une voie dispositif blen adapté aux Philippe Chartiar, directeur scienti-fique de l'Agence trançaise pour la maîtrise de l'énergie (AFME).

DU DEVELOPPEMENT

OFGITTOILE

SOCIETE FRANÇAISE DE GÉNIE LOGICIE.

Par ANTOINE BONDUELLE *

« Même si la plupart des grands organismes européans et de nom-breuses universités se trouvent associés à Eurêka, les laboratoires doivent avoir un chef de file indus-M. Georges Grégory, du secréta-riat général du programma. Cepen-dant, les projets dits « paraplue » comme Eurotrac, Euro-environ ou réseaux transnationaux, où les laboratoires sont majoritaires. Ces programmes, souvent liés à l'environnement, ont permis d'associer à Eurêka des laboratoires et centres de recherche turcs, hongrois, soviétiques ou yougoslaves. Pour ces chercheurs, comme pour ceux

de l'ex-RDA, Eurêka est un véritable sésame pour l'entrée dans l'Europe de la recherche, d'autant plus que la sélection se fait équipe par équipe, et non pas pour faire plaisir à des Etats : « Dans un petit pays comme la mien, le label résout un tas de problèmes, notamment pour rattraper l'Europe de l'Ouest dans le domaine de l'instrumentation », explique le Dr Tom Cvipas, de Zagreb, spécia-liste de l'ozone troposphérique, et désormais employé à la coordina-tion du projet Eurotrac. L'entrée dans Euréka ne signifie

pas pour autant l'abolition des

frontières. « Notre association dans le projet Carmat, pour le cola multiplié nos liens avec Paugeot, avec le formulateur de colles CK et l'aciériste Sollac ; Il a facilité les aides publiques et a accru notre notoriété, mais il ne nous a apporté aucun partenaire étran-ger », constate M. Jean-Pierre Jeandreau, du Centre d'études techniques des industries mécani-ques (CETIM) à Saint-Etienne. Selon lui, l'effet bénéfique indéniabie d'Eurêka a été similaire à celui observé pour le programme com-munautaire BRITE, auquel son centre était déjà associé ; une crédibiîté accrue face aux partenaires publica et privés, mais aussi une accélération du travail mené au profit de l'industrie.

« L'arrivée des petites et movennes entreprises (PME) date surtout de trois ans, avec les présidences espagnole, danoise et autrichienne, durant lesquelles la taille moyenne des projets a nette-ment diminué », rappelle M. Grégory. « Depuis, nous avons mobilisé les réseaux régionaux de l'Agence nationale pour la valori-sation de la recherche (AMVAR) », ajoute-t-il. Les secrétariats nationaux font expertiser les projets et, souvent, réalisant de véritables audits des entreprises. Depuis janvier 1990, cette « ingénierle des

jusqu'à concurrence de 400 000 F, qui s'ajoutent à la recherche des partenaires étran-

Avec douze firmes françaises de moins de cinq cents personnes, labellisées « chefs de file » de pro-jets, la conférence ministérielle de Rome de juin dernier montre l'importance prise par les PME. Sur cent cinquante-six projets à partiplusieurs industriels peuvent imm partie prenante, cent dix-huit ent des entreprises de moins de cinq cents personnes contre cent vingt-quatre venant de grandes entreprisas, Ces chiffres doivent cependant être pris avec précaution, car un grand nombre de ces firmes sont filiales de grands groupes.

Un label de crédibilité

La remise même d'un label Eurêka, avec la crédibilité qui s'y attache, rand une entreprise de pour de grands groupes, d'où des rachats ou des changements de statut. De plus, certaines des entreprises grandissent durant le temps du projet. Ainsi, la firme Alsys, qui développe des produits informatiques en temps réel, a déjà mis sur le marché les logiciels issus du plus petit projet à l'origine d'Eurêka : son chiffre d'affaires annuel est passé de 20 millions de france à 103 millions en 1989, et son effectif de soixante-dix à cent soixante personnes. De même, les huit informaticiens et médecins de C2V se heurtaient à l'incrédulité des grandes sociétés en proposant leur encyclopédie médicale intelligente, basée sur des systèmes experts et des mémoires d'images. « Quand on est petit comme nous, on perd beaucoup de temps à expliquer qui on est », assure-t-on chez C2V. « Une fois obtenu, le tabel a multiplié notre crédibilité face à des partenaires aussi difficiles, notamment, que les militaires américains ou les construc-

teurs informatiques IBM ou Apple. » « Un groupe multinational qui nous regardait de haut auparavant nous a téléphoné juste après notre reconnaissance par Eurêka en juin dernier », raconte de son côté M. Daniel Christiaen, de' Pronatec, société de recherche lilloise de quinze personnes, spécialisée dans les polysaccharides des

g Medd. produc

satis air

blite des usin de indispens

chaque conser

Ford proclam

veut à conc. noit « Pour !

c etait alors le :

nous vicers 'at

Wissing of jour

eve pas elections sera taillee aux

conception a

passant Da 3

meres element t

plages sera nie

nuum de proces

de manière de

reseau a ordina)

les sites de prodi

coherent de

sente dars es

(antomobile 34.)

financiers du num

les patites et

gyor Egrana ...

cani duatina

de rechertne

g makanda 25 114

teme :0=: 4* 4*

duction 44 19

elementa tes

regroupe ** **

pour alumenter

elabores es .

supervision 76 a

5807

participation tant un miestisch

Qual est for

Un avantage des regroupe-ments d'Eurêka est la disparité possible des tailles : ainsi Safir, dans le Var, qui n'emploie que six personnes, s'est alliée, pour développer la séparation de la caséine du lait, avec les géants Guinard-KSB, le Carbone-Lorraine et Westfalla Separator ; de son côté, Tecnal, une PME des Deux-Sèvres, concoit des robots pour la fabrication des jambons avec l'énorme groupe charcutier espagnol Campotrio.

Cependant, alors que les communiqués officiels s'étendent longuernent sur la simplification des procédures d'attribution du label et des subventions publiques, la difficulté reste grande pour des firmes de petite taille. Souvent démunies de personnel administratif, ces équipes s'étonnent de la lourdeur des délais, out approchant souvent deux ans, et de la multiplicité des guichets. Pour les aides financières publiques, Eurêka ne fait, en effet, que renvoyer les chercheurs aux organisme tionnels, qui desserrent effectivement les cordons de leur bourse. mais gardent leur lourdeur. Cette inertie - et même parfois des engagements non tenus - peu-vent mettre en difficulté de jeunes

Si ies programmes Eurêka ent un indéniable succès pour la recherche appliquée industrielle, ils restent encore loin du tissu des PME, ne serait-ce que par leur répartition géographique : la majeure partie des entreprises françaises impliquées se trouvent à Paris, puis en région Rhône-Alpes, lustement les zones qui concentrent l'essentiel des crédits publics

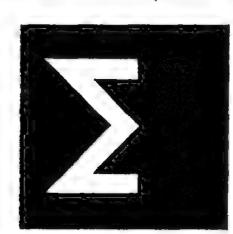
Pour votre information, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, le Secrétariat Eurêka Bruxelles et le Secrétariat français d'Eurêka ont mis en place sur Minitel une base de données :

BASE DE DONNÉES EURĖKA sur MINITEL

3615 code EUROBASE

COMMENT?: Le fonctionnement d'EURÊKA QUI FAIT QUOI ? : Les projets en cours et en préparation QUI CHERCHE QUOI ? : Les projets en recherche de partenaires QUAND?: Les principales échéances

CONNECTEZ-VOUS MAINTENANT!



VOUS DÉSIREZ DES INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR EURÊKA?

Adressez-vous au Secrétariat français d'Eurêka, où vous trouverez : les lettres d'information, les guides, le vade-mecum, le rapport annuel, etc. Secrétariat français d'Eurêka, 43, rue de Caumartin, 75436 PARIS Cedex 09 Téléphone : 40-17-85-79 — Télécopie : 47-42-32-40



Vers l'usine du futur

E Meccano des projets de productique d'Eurêka vise à satisfaire le besoin de flexibilité des usines : tel est le préala-ble indispensable à la livraison, sens délai, des fabrications répondant à la demande spécifique de

8

Pro-loise lisée des

arité Safir,

iéve-seine sard-

/est-Tec-

vres,

orme

Çam-

des

Jvent

chent Itipli-aides

a ne r les tradi-

ctive-

Cette des

ırêka

uccès

ndus-

in du

gue

ilque : prises vent à

ublics

()

Qu'il est loin le temps où Henry Ford proclemait cyniquement : Tout un checun aura désormais une automobile de la couleur qu'il veut, à condition que ce soit du noir. » Pour les constructeurs. c'était alors le bon temps. Celui où les automobiles s'habillaient en uniforme, Mais le temps a changé : nous vivons l'époque du quasi-surmesure, at ie moment n'est peutêtre pas éloigné où la carrosserie sera taillée aux mesures du client grâce à la productique, Tout, de la conception à l'après-vente, en passant par la fabrication des oièces élémentaires et leur assemblages, sera intégré dans un continuum de procès industriels, piloté de manière cohérente par un eau d'ordinateurs répartis sur les sites de production.

Un système cohérent de production

Cette démarche est omniprésente dans les grandes firmes (automobile, aéronautique) qui disposent d'importants moyens, tant anciers qu'humains. Elle est, en revenche, rarement abordée dans les petites et movennes entreprises (PME) : c'est justement ce à quoi Eurêka veut remédier en lancant quatre-vingt-quatre projets de recherche (dont trente-huit à participation française), représentant un investissement global de 9 milliards de francs. Sont visés les différents niveaux d'un système complet et cohérent de production : les machines, qui réalisent les composants élémentaires ; les ateliers, qui les regroupent en sous-ensembles our plimenter les usines où sont élaborés les produits, sous la supervision de la direction de production ; la direction générale, au

sommet de l'entreprise, qui a une

Par MARC FERRETTI .

vue globale sur l'ensemble du sys-

tème et peut assurer correctement

se fonction de management par une aide informatisée à la décision. Eurêka couvre, grâce à querente et un projets, la robotique avan-cée : MITHRA cherche à élaborer les robots de surveillance les moins chers possible. AMR, l'un des plus vastes projets de robotique du monde (600 millions de francs), va servir la protection civile en cas de catastrophe naturelle ou artificielle. Avec FIELDBUS, on est dans le domaine des réseaux de communication entre capteurs, actionneurs et automates installés à même le ter-rain des usines : ils innervent les machines de production, décèlent les dysfonctionnements et permet-tent de déclencher des actions correctives. Quant à la maintenance, elle constitue l'une des

futures extensions d'Eurêka :

d'ores et déjà FIABEX définit des

outils d'aide au suivi opérationnel de systèmes complexes de sec-

teurs d'activité à risque (spatial, nucléaire, chimie). Par ailleurs, Eurêka ouvre ses « projets-paraplules » avec FAMOS et EUROPARI, recouvrant un ensemble d'initiatives concou-rant au même objectif. Les trente-huit projets de FAMOS, d'un montant total de 2 700 millions de francs, répondent aux besoins exprimés par les industriels pour rendre plus flexible leur produc-

EUROPARI, auquel participent Aérospatiale, Aeritalia, British Aerospace, Casa et Fokker, regroupe cinq projets : ECRAS (fabrication automatisée flexible des pièces en matériau compo-site), SPIDER (pièces métalliques), SPACE (câblages électriques), BIFAS (assemblage d'éléments d'avion), tous « labellisés » à la conférence ministérielle de Rome en juin 1990. S'y ajoute le projet « horizontal » PARADI, qui traite la gestion de toute la production

Ne pas oublier les normes...

« Nous avons modélisé l'usine A normalisation imprègne toute société moderne. du futur, afin de dégager les concepts fondamentaux qui guide-Chacun d'entre nous en bénéficie, même si, parfois, il peste contre ses insuffisances. ront les traveux d'EUROPARI», éxplique M. Jacques Hetzel, res-Quel voyageur n'a pas déploré que ponsable des projets € productiles prises de courant soient difféque » à la direction centrale indusrentes d'un pays à l'autre ? En revanche, la normalisation est égetrielle de l'Aérospatiale. Le premier lement l'un des piliers sur lesquels de ces concepts, et non le moindre, est la capitalisation du savoirreposent les progrès en qualité et faire au sein d'une base de en productivité de l'industrie ; approvisionnements, conception organisation et gestion de la proconnaissances susceptible d'être enrichie au fil du temps. Les duction, analyse des besoins du marché, prise en compte du proconcepteurs seront alors contraints d'appliquer ces connaisgrès technique des secteurs d'actisances pour ne créer que ce que vité environnants font partie de l'entreprise sait bien fabriquer,

Par ANTOINE THIARD . La normalisation simplifie et met de l'ordre, libérant l'innovation et favorisant le développement. Elle facilite également la communication. On sait que l'Espagne va lever son handicap ferroviaire en adoptant l'écartement européen pour son TGV, Les problèmes sont de même nature pour les réseaux télématiques, bureautiques ou industriels et leur interconnexion. Il fallait une mise en ordre de base : c'est la norme Internationale OSI (Open Systems Interconnexion), bien connue des informaticiens, qui la fournit et permet de concevoir et de développer des réseaux informatiques affranchis de la tutelle d'un seul constructeur (1).

La norme est un outil de dialogue ; entre fonctions dans l'entreprise, entre partenaires économi-

Elle est aussi un facteur de régulation de la concurrence et d'ouverture des marchés, La tentation est forte, pour certains Etats, de s'en servir pour barrer la route aux importations. Le Japon n'est pas seul dans ce cas : ces pratiques subsistent également dans certains pays de la Commu-

Les projets Eurêka sont, par nature, industriels et collectifs. Ils visent la conquête de débouchés pour de nouveaux produits ou systèmes. L'innovation s'y déploie sur des territoires nouveaux. Témoins de ces enjeux, notamment, les projets concernant le trafic automobile: Demeter, Carminat, Prometheus et Europolis, qui visent à concevoir des systèmes cohérents de gestion intelligente du trafic, d'alde à la navigation et à la conduite, afin d'accroître la sécu-

Conseiller scientifique et technique suprès du directeur général de l'Associa-tion française de pormalisation (AFNOR).

rité routière et de réduire la pollucon et la consommation d'énergie

Les importants investissements requis pour l'étude et la mise en place de ces systèmes nécessitent, sous peine d'échec, un vaste marché et, par conséquent, un très large accord sur les normes de fabrication de masse et l'interopé-rabilité des équipements : fréquences radio, fonctionnalités des composants, mesure des perfor-mances, dispositions de sécurité, interfaces, banques de données, ergonomie de relations homme-système, etc. Ce qui est vrai de pour la télévision à haute définition (voir page 25 l'article d'André-Yves Portnoff) ou les télécommunications, mais aussi pour la plu-part des projets Eurêka à forte charge d'innovation.

Contre la dictature du plus fort

Qu'on ne vienne pas dire que l'établissement de ces normes pri-vera tel ou tel de ses secrets de fabrication : il ne s'agit pas de décrire des appareils, mais de définir des bases communes. Ne pas établir de normes conduirait soit au chaos ou à l'asphyxie, donc à l'échec et au gaspillage, soit à la dictature du plus fort, qui alors aurait place nette pour imposer sa ioi et accaparer le marché à son seul profit (3).

(1) Voir Florence Mac Eodh. « informatique : IBM en échec », le Monde diplomatique, septembre 1987. (2) Voir Bernard Cassen, « Une question de survie pour l'automobile européenne », le Monde diplomatique, mars 1990.

(3) Tous ceux qu'intéressent les enjeux industriels mais également enjeux industrieis mais egalement sociaux et culturels de la normalisation disposent d'una revue mensuelle spécialisée: Enjeux, publiée par l'Association française de normalisation. (AFNOR, Service abonnements, Tour Europe - Cedex 7, 92049 Paris-La Défense. - Tél.: 42-91-33-57.)

La France en tête

(Suite de la page 25.)

La contribution française à Eurêka est la première d'Europe avec cent cinquante-sept projets, correspondant à un investissement de 30 milliards de francs, dont le tiers est apporté par les industriels et les pouvoirs publics français. Si la France est en tête, sa part, en pourcentage de l'effort global, passée, de novembre 1985 à 10 juin 1990, de 90 % à 40 %, diminue. Cela témoigne du dynamisme croissant dont font preuve les autres partenaires européens. Ce dynamisme s'exerce dans l'ensemble des disciplines constituant les technologies de pointe. La totalité des domaines couverts, à l'exception des lasers, montre un accroissement régulier du nombre des projets. Deux domaines sont particulièrement actifs : la robotique-productique et l'environnement. Si la participation de la France est bonne en robotiqueproductique, l'environnement constitue un secteur dans lequel les industriels et centres de recherche français doivent, avec l'appui

des pouvoirs publics, faire un effort tout particulier (1).

Le faible nombre de projets achevés rend prématuré l'établissement de statistiques sur l'exploitation commerciale de leurs résultats. On peut toutefois constates que, pour ce qui concerne les pro-jets auxqueis la France participe, une vingtaine suscitent déjà une activité commerciale dans les domaines de la robotique, de l'informatique, des matériaux nouveaux, des biotechnologies et de la micro-électronique. Le bilan d'Eurêka est donc très positif à la fois en termes de dynamiques induites, du champ des technologies concernées et de participation des pays membres, et le programme répond bien à l'objectif

MICHEL AUBERT.

fixé dès l'origine : renforcer la coo-

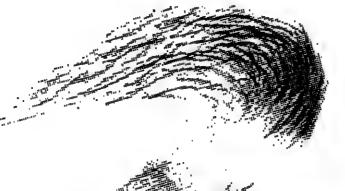
pération scientifique et industrielle

en Europe dans les technologies

(1) Voir Antoine Bonduelle, « Un impératif : défendre l'environnement », le Monde diplomatique, octo-bre 1990.

PREMIER LABORATOIRE FRANÇAIS D'OPHTALMOLOGIE

PREMIER CENTRE EUROPEEN DE RECHERCHE OPHTALMOLOGIQUE







Laboratoire CHAUVIN S.A. Parc Euromédecine - 104, rue de la Galéra - B.P. 1174 - 34009 Montpellier Cedex - Tél.: 67.63.41.13



18

Ces croisements d'où naissent des sensibilités neuves

E VII. Festival international des francophonies a rassemblé, du 28 septembre au 13 octobre à Limoges et dans le Limousin, de nombreux créateurs et artistes venus de tous les horizons pour célébrer l'art théâtral contemporain. Mais an-delà de cette grande fête d'automne, le but est de développer les échanges Nord-Sud et Sud-Sud et de créer les conditions d'une véritable rencontre des cultures.

Par THÉRÈSE-MARIE DEFFONTAINES

Plutôt que d'offrir des images exotiques, ce festival s'attache à faire découvrir et se croiser des cultures différentes pour que, de leur confrontation, naisse une sensibilité à d'autres réalités, d'autres urgences. Et d'année en année, dans le même esprit, la manifestation s'ouvre à de plus larges champs artistiques (musique, arts plas-tiques, cinéma) et multiplie les cadres d'échanges entre artistes et public.

Cette année, des compagnies venues du Canada, de Côte-d'Ivoire, de France métropolitaine, du Gabon, de Guyane et du Togo présentaient une dizaine de spectacles d'une extrême variété dans le fond et la forme. De Madame Louis XIV, réalisation très sophistiquée utilisant la technologie la plus « pointue » pour dire la fin solitaire de la vieille marquise de Mainte-non (Loraine Pintal, de Montréal), à Terre promise, terra promessa, théâtre de recherche avec des images sans texte pour jouer l'histoire de la planète Terre (Théâtre de la Marmaille, Québec). De la Folle du gouverneur, allégorie poético-tragique de l'Afrique d'après les indépendances (Laurent Owondo, Gabon) à Singue Mura, spectacle total entremélant et maîtrisant tous les genres - chant, danse, théâtre rituel, superbes marionnettes emprun-tées à la tradition malienne, théâtre d'ombres - pour rêver un destin de femme africaine, libre et responsable de sa vie (Werewere Liking, Ki-Yi Mbock Théâtre, Côte-d'Ivoire). Cris et Blues, fulgurant mélange de poèmes et de rock, hargneux et doux, désespéré et tonique à la fois, formidable expression de la fragilité d'une communauté franco-ontarienne si petite, si perdue dans le vaste continent nord-américain (Marcel Aymar et Jean-Marc Dalpé, Théâtre du Nouvel-Ontario). Ou encore I. Place Garibaldi, humour et tendresse, un clin d'œil au cinéma

d'après guerre (Jean-Claude Penche-nat, Théatre du Campagnol, France). D'autres pièces déconcertent le spec-

tateur occidental, soit qu'elles sont de moindre qualité, soit qu'elles témoi-gnent d'un théâtre en train de paître, comme Placers (Elie Stephenson, Guyane) ou encore qu'elles relèvent d'une forme de pratique culturelle dif-ficilement recevable hors de son contexte, comme le Concert party togo-lais, représentatif de la tradition du théâtre burlesque africain qui utilise largement l'improvisation pour dénoncer les travers des hommes et de la

Des comédiens de la région et une équipe belge ont donné des lectures scéniques de textes écrits par des dramaturges belges, béninois, français, libanais, québécois. On a entendu des musiques burkinabé, canadiennes, françaises, sénégalaises, tunisiennes, et des contes haltiens, occitans et zalrois. Pour les arts plastiques, une exposition d'un peintre camerounais, tandis que de nombrenses boutiques s'étaient parées d'enseignes africaines. Les artistes et les trois auteurs en résidence d'écriture - Camille Amouro (Bénin), Jean-Marc Dalpé (Canada, Ontario) et Moussa Konaté (Mali) – ont participé à de nombreuses animations. Débats, tables roudes, séminaires ont invité à la réflexion... En résumé, une profusion d'événements pour alimenter toutes les curiosités.

Le public répond, de plus en plus nombreux : 6 000 spectateurs en 1984, 20 000 en 1989. Il se diversifie aussi : les nouveaux venus ne sont pas des habitués du théâtre. Le travail de sensibilisation entrepris par le festival, avec le relais dans toute la région des milieux associatifs et scolaires, commence à porter ses fruits. Dans les premiers temps, c'était le festival qui faisait les propositions – la venue d'un conteur africain pour animer les classes



REPRÉSENTATION DE « SINGUE MURA » DE WEREWERE LIKING

de lecture, par exemple. Maintenant, de plus en plus souvent, les équipes pédagogiques organisent leurs propres programmes d'activités d'ouverture et, dans plusieurs lycées, des groupes de théâtre amateur se sont constitués.

Dépassant l'échange culturel, des jumelages et des actions de coopération se sont mis en place : ainsi, après avoir accueilli une troupe de théâtre burkinabé, la petite ville de Saint-Junien (1) a créé l'association Burkina 87 qui l'unit au groupement villageois de Donsé (2). Les Saint-Inniauds ne sont pas peu fiers d'annoncer pour l'année 1989-1990 un taux de scolarisation de 81 % dans leur région jumelle, contre une moyenne de 21 % pour l'ensemble du Burkina-Faso.

Depuis maintenant trois ans, Culture et Développement (3) organise pen-dant le festival un colloque consacré à la coopération culturelle. Le thème retenu cette année - « Festivals et diaiogue des cultures » — a fait éclater toute la complexité d'une telle ambition. Dialogue? Alors les festivals, lieux de diffusion d'autres imaginaires et d'autres modes d'expression artistique, doivent-ils répondre à une demande du public on la précéder? Qui choisira les œuvres et selon quels critères? Que faire ensuite pour pro-mouvoir et vendre ces spectacles? Audelà du temps fort, violemment éclairé, médiatisé, mais très court, qu'est un festival, que faire pour que les décou-vertes laissent des traces dans le public et pour que les pratiques d'échanges s'enracinent durablement?

Enfin, la question la plus ambiguë : quel(s) théâtre(s) du Sud pour quel public en Occident ? Bien sûr, la reconnaissance conférée à une troupe par la critique des festivals lui apportera la notoriété dans son pays, mais aussi plus de moyens et, parfois, davantage de liberté pour travailler (on censure plus

difficilement des artistes connus à l'étranger) : comment éviter dans ces conditions que les créateurs ne soient tentés de produire une œuvre déterminée par le regard des autres ? A toutes ces questions, il n'y a évidemment pas de réponse simple. Mais tous les participants au colloque, organisateurs ou partenaires de festivals en France métropolitaine, en Belgique, en Suisse, au Canada, en Martinique, ont pu témoigner de leur pratique et du besoin qu'ils éprouvent d'y réfléchir en com-

Le rendez-vous de Varsovie

TEST ce même besoin de communiquer et de confronter les expériences, mais aiguisé, exacerbé par des décennies d'isolement et de silence, au'ont manifesté les écrivains des pays de l'Est, invités à rencontrer ceux du Sud au cours d'un séminaire souhaité par Sony Labou Tansi (4) et intitulé « Le banquet rêvé ou le rôle de l'écrivain dans la cité ». Bien qu'un grand nombre de metteurs en scène d'Afrique noire et d'Algérie aient étudié dans les universités de l'Est, ces longs séjours n'ont laissé aucune trace, car jamais ces étrangers du tiers-monde n'avaient ou avoir de contacts hors des réseaux officiels. Or il apparaît aujourd'hui que d'un côté comme de l'autre, les dramaturges se trouvent dans le même désarroi. Le double langage des pouvoirs a uns, comme Kossi Efoui (5), à inventer une écriture théâtrale qui révèle et explore ce vide, et les autres à développer une « poétique du grotesque », selon l'expression du dramaturge tchécoslovaque Karel Krauss. A l'Est, les murs sont tombés. En Afrique, tout bouge. Quand il n'y a pas - ou plus d'ennemi clairement défini contre qui se mobiliser et s'unir, la situation devient très inconfortable. . Nos ennemis une fois disparus, nous n'en avons plus à présent qu'un seul, nousmêmes », dit encore Karel Kraus,

Autour du festival, les débats sont l'occasion de poser les vraies questions. Ils sont aussi le lieu où naissent des projets concrets. Au moment où les sociétés de l'Est passent à l'économie de marché, et où la perspective d'un financement décentralisé de la culture fait présager la fermeture des théâtres et le licenciement des artistes, les pro-

fessionnels d'Europe de l'Est et de l'Ouest se sont donné rendez-vous au printemps à Varsovie pour imaginer ensemble la reconstruction des systèmes de production du théâtre, peut-être en s'inspirant des modèles existant en France et en Allemagne. Qu'ils soient du Nord ou du Sud, les créateurs apparaissent, finalement, décus de tous les systèmes. Aussi comptent-ils sur les réseaux de relations qui so nouent dans des rencontres comme celle-ci pour tisser de nouvelles solidarités.

(1) Chef-lieu de canton de 11 000 habi-tants, dont la principale activité est l'industrie

(2) Dans la province de l'Oubri-Tenga, la communauté de Donsé (5 000 habitants) est située au nord-ouest de Onagadongou.

(3) Association affiliée au mouvement d'éducation populaire Peuple et Culture, dont le but est la réflexion, l'information et l'appui aux échanges culturels menés en partenariat avec des collectivités ou institutions culturelles du tiers-monde. On peut se procurer les actes du colloque de 1988, « Livre, lecture et coopération décentralisée », au siège de l'asso-ciation, 108-110, rue Saint-Maur, 75011 Paris. Un compte-rendu groupé des sessions de 1989 (« Coopérer par et pour le théâtre ») et de 1990 devrait être publié en fin d'année.

(4) Auteur congolais, fervent partisan du dialogue et de la « contamination » des cultures. Entre 1985 et 1989, quatre de ses pièces out été jouées au Festival des franco-phonies. Romans : la Vie et demie (1979), l'Etat honteux (1981), l'Ante-Peuple (1983), les Sept Solitudes de Lorsa Lopez (1985), les Yeux du volcan (1988), tous édités par Le

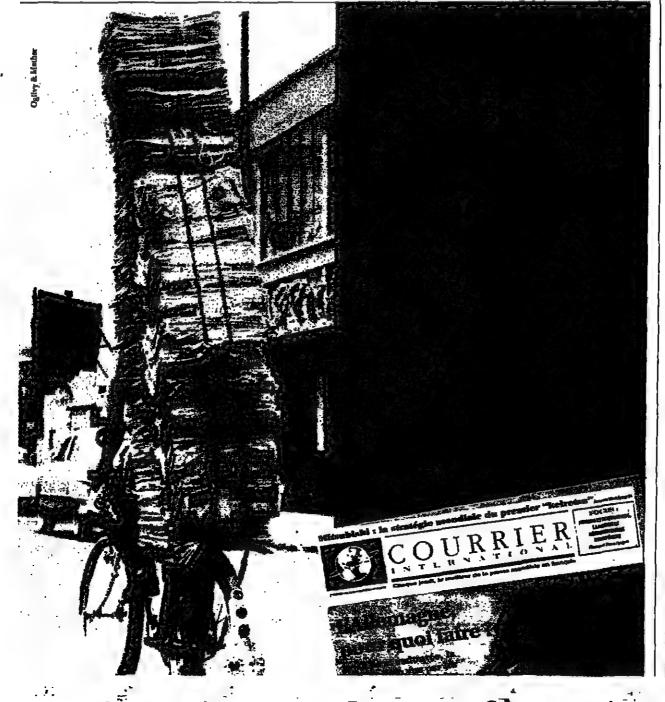
(5) Jeune écrivain togolais, grand prix du seizième concours théâtral interafricain de Radio-france Internationale pour le Carre-four, publié par la revue Théâtre Sud (L'Harmattan-RFI, nº 2, 1990).

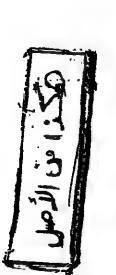


RÉÉ en 1984 à l'initiative de Pierre Debauche (alors directeur du centre dramatique régional du Limousin), de Monique Blin (l'actuel directrice), et de professionnels du théâtre qui se sont constitués en association sous le régime de la loi 1901, le Festival international des francophonies de Limoges, dont Claude Julien assume la présidence depuis juin 1990, se consacre principalement à la création théâtrale contemporaine de l'espace francophone, avec une volonté affirmée d'apporter son soutien à l'écriture et

Les fondateurs ont délibérément choisi de s'implanter dans une région, pour mieux y ancrer une relation durable avec le public. Le prix des billets est bloqué afin de permettre aux spectateurs les plus modestes d'assister aux manifestations. Les ressources proviennent de l'État pour 43 %, des collectivités territoriales pour 36 %, des recettes directes pour 17,8 %, et de divers postes (dont l'Agence de coopération culturelle et technique) pour 3,2 %. La part de l'État se décompose ainsi : ministère de la culture et de la communication, 58,5 %; ministère de la francophonie, 16 %; ministère de la coopération et du développement, 14,5 % ; divers, 11 %.

Le Fastival s'adresse aux Limougeauds (ils sont 150 000) et aux habitants de seize autres villes et villages du Limousin. Les artistes sont invités pour un long séjour, au moins le temps de présenter leur spectacle en plusieurs lieux et devant des publics variés, mais aussi pour voir les spectacles de toutes les autres compagnies, participer à des ataliers et rencontrer les spectateurs. Certaines compagnies sont parfois logées chez l'habitant. Saint-Junien, l'une des villes partenaires du Festival, refuse d'ailleurs d'accueillir un spectacle s'il ne s'accompagne pas de ce type de contacts et d'échanges avec des artistes.





public ches M. toler cette fets the perint leaves cassemble there is inflation. Tell 171 pays of American uni. Commis en heer des autours nsies i et la 17 m qu'ils nomman biute febre. pitre sur l'Etat G il L'ende de i''': fait reserver infiation assess (1). serution de la seri ufs. Purs deleter telle que l'indexato plete fit intracellati. alors 4 is minimized

par id monthly BOR RE TUTTED IN THE general artists Alimentee turius a car let and a sail change Jollan . analan m green Computer done than the area pagne Us nut distrib where the $-2\pi - 2$ gge glauf in an factors : gasenti pro- il filo i da Territti

1 A 1865 W

Lante Co

pance | 202 | 150 c. Salama --gulté les transnent and 227 also tiste et de ... : Sa Real Control Eintes de 50. Filter than the rende comunic So par a less. King to the Million of the con-25.TI, S12 50 Carlot Er Right Co. 1 All have been a

Lua : : : RTG :... 224 2 2 2 2 $\mathfrak{F}_{\pm k \sigma_{k+1} + \cdots + s^{m-1}}$ 200 Park -Mary Training Men. No water and MAZZ CONTRACTOR Marine 1 Array A. 张 [2] inter a street

Marie Sale

Additional to

Kert are

Mark the second

Transfer of

Comment s'installe le chaos monétaire

ÈS 1973, Jacques Valier et Pierre Salama avaient signé ensemble un premier ouvrage, publié chez Maspero: Une introduc-tion à l'économie politique (1). Les voici cette fois réunis pour traiter de [hyperinflation, Ce nouveau livre (2) rassemble trois textes : I'un sur l'hyperinflation, notamment dans quelques pays d'Amérique latine ; l'autre présentant, comme en contrepoint des analyses des auteurs, les thèses monétaristes; et le troisième consacré à ce qu'ils nomment « l'hyperinflation rampante ». Le tout s'achevant par un cha-pitre sur l'Etat dans la crise financière.

- 1

L'étude de l'hyperinflation ouverte fait ressortir l'enchaînement suivant : inflation avec indexation et donc préservation de la structure des prix relatifs: puis accélération de l'inflation telle que l'indexation n'est plus ni comolète ni immédiate, « Le dollar tend alors à se substituer aux autres indices. L'économie devient dollarisée : une des fonctions essentielles de la monnaie n'est plus remplie totalement par la monnaie locale. Cette dollarisation ne parvient cependant pas à préserver la structure des prix relatifs. Alimentée par des causes structurelles et par les anticipations sur le taux de change, l'inflation se développe et la dollarisation s'étend : la fonction de circulation de la monnale locale est atteinte. Cette démonétisation ne crée donc pas l'inflation (...). Elle l'accompagne. C'est la substitution de la fonction d'unité de compte qui alimente surtout le processus hyperinflation-niste » (pp. 140-141). S'installe alors une situation de chaos monétaire et financier et les politiques menées réussissent plus à engendrer la récession qu'à extirper les racines du mal.

L A référence aux thèses monéta-ristes laisse perplexe, surtout parce que Jacques Valier et Pierre Salama, qui condamnent sans ambiguité les politiques monétaristes, tiennent à se démarquer de l'école monétariste et de celle des anticipations rationnelles (en se servant notamment de textes de Nicolas Kaldor et de F. Hahn), tout en reconnaissant la justesse de certaines de leurs analyses. D'où, par exemple, cette appréciation de la théorie des anticipations rationnelles : en insistant sur le rôle des anticinations et sur leur caractère autoréalisant. « elle met l'accent sur des caractéristiques réelles de l'hyperinilà rourmoi version du monétarisme bien adaptée à l'hyperinflation. (...) Nouvel habillage du vieux discours libéral, la théorie des anticipations rationnelles est un habit qui sied mieux à l'hyperinslation. C'est donc elle qui sera de plus en plus souvent utilisée comme couverture théorique des politiques d'austérité. » (p. 134).

L'analyse de l'a hyperinflation rampante », quant à elle, paraît déroutante : en effet, dès lors que l'hyperinflation est caractérisée par trois éléments: «1) la hausse des prix devient, à la fois, exponentielle, incon-trôlable et imprévisible; 2) les prix relatifs perdent de plus en plus leur cohérence, ce qui alimente l'accélération même de la hausse des prix; 3) la monnaie nationale perd de plus en plus l'exercice de ses fonctions essentielles (...) » (p. 6), comment, en toute logique, parler d's hyperinflation rampante . à propos de situations « où ni

la perte de contrôle des prix, ni l'incohérence des prix relatifs, ni la perte par la monnaie nationale de ses sonctions de monnaie ne sont générales » (p. 9)? En sait sont étudiées, sous cette appellation peu satisfaisante, des situations marquées par l'endettement, de fortes ponctions extérieures, le déficit budgétaire, la chute de l'investissement et de graves conslits distributifs ; de telles situations ont été fréquentes dans les pays du tiers-monde dans les années 80 : dans quelques cas seule-ment s'est déclarée l'hyperinflation, mais les auteurs ne nous donnent pas de clé qui nous permette de comprendre pourquoi ici elle éclate, et non là.

Au total, on le voit, un livre stimulant et qui suscite beaucoup de ques-

MICHEL BEAUD.

(1) Parmi d'autres livres, Jacques Valier avait publié, en 1968, chez Cujas, l'Inflation rampante dans les pays capitalistes dévoloppés, et Pierre Salama a fait paraître, l'an dernier à La Découverte, un intéressant opus-

(2) Pierre Salama et Jacques Valier, L'économic gangrenée; essai sur l'hyperinflation, La Découverte, Paris, 1990, 222 pages, 129 F. « SI LES IMMIGRÉS M'ÉTAIENT COMPTÉS »

Pour une «laïcité plurielle»

TMMIGRATION et intégrisme, racisme et tolérance, intégration et droit à la « différence », ces termes brûlants d'actualité touchent des enjeux essentiels. Fidèle à sa mission d'éducation civique, la Ligue de l'enscignement a lancé un programme de - lascité plurielle », auquel un ouvrage, Si les immigrés m'étalent comptés (1), se propose de sournir une base analytique et conceptuelle, pour nettoyer de leur charge émotionnelle certaines notions-clés et pour mettre en échec les insidieuses dramatisations de l'extrême droite. Huit dossiers traitent de questions de fond, dont le rôle des immigrés dans la vie française (Claude Liauzu, qui a coordonné l'ensemble du volume), l'insertion des populations de culture musulmane (Catherine de Wenden), la tolérance (Madeleine Rebérioux), etc. Vingt-deux notes de réflexion (« Petit dictionnaire des difficultés de la langue française ») examinent des termes tels que : assimilation et exclusion, beurette et mosquée, laïcité et nationalité.

Derrière ce solide instrument de travail dont feront certainement leur profit toutes les associations et tous les groupes civiques concernés, il y a une hypothèse de travail, qui sous-tend l'ensemble du projet : la démocratie

française peut accueillir le flux des immigrés, notamment musulmans, à condition qu'elle en ait la volonté politique et morale, Mieux, elle ne peut qu'y gagner au for interne comme au for externe. Les immigrés constituent un apport dynamique, à la fois démogra-phique et culturel, ils sont tout autant une ouverture vers le Sud qu'une garantie qu'un nouveau limes transmé-diterranéen ne va pas venir relayer le défunt mur de Berlin.

Acte de confiance, ce livre est par là même un acte de civisme : c'est à l'intérieur de leur propre société que les Français disposent d'une réelle capacité politique, qu'ils vont penser et agir, transformer ce dont beaucoup s'inquiètent, au moins secrètement, en « chance pour la France ».

C'EST done dans un cadre national que l'immigration doit être assumée politiquement, mais c'est dans un cadre planétaire qu'elle se développe historiquement ... Contradiction majeure de notre époque, contradiction que ce livre et ses auteurs auraient peut-être pu formuler plus explicite-

On ne peut en effet se dispenser d'une réflexion plus large sur les causes des flux migratoires. En gros, dans les années 60 et encore dans les années 70. ce furent les pays développés - y compris la France – qui allèrent dans le tiers-monde racoler une main-d'œuvre docile et bon marché. Aujourd'hui c'est la déstructuration profonde des sociétés du Sud qui jette des dizaines de millions de personnes, sinon davantage, sur le marché mondial du travail. Et ces migrations-fuites ont toutes chances d'aller en s'amplifiant.

Le Nord a semé le vent et récolte la tempête, Mais, quelle que soit la force d'attraction des pays dits développés, (y compris dans l'« imaginaire»), les migrations Sud-Sud sont au moins aussi massives que les migrations Sud-Nord, et s'effectuent dans des conditions pires encore. La crise du Golfe vient de nous révéler soudain le drame des millions de travailleurs venus d'Asie du Sud dans les émirats pétroliers.

Prendre la mesure de ces déplacements planétaires, n'est-ce pas finalement une autre façon d'affirmer ses propres responsabilités...

JEAN CHESNEAUX.

(1) Claude Liauzu et autres, Si les immigrés m'étaient comptés, Syros-Alternatives, Paris, 1990, 239 pages, 69 F.

Dans les revues...

& DÉFENSE NATIONALE. Plusieurs articles sur de Gaulle et la défense de la France, et aussi sur l'Irak, le coût des armements. (Novembre, mensuel, 45 F. - 1, place Joffre, 75700 Paris.)

B FOREIGN POLICY. L'excellente revue B. FOREIGN POLICY. L'excellente revue américaine, qui vient d'avoir vingt ans, analyse, à l'approche de l'an 2000, plusieurs grands problèmes: Enrope, Japon, le Sud, les Amériques, et s'interroge sur les nouvelles responsabilités des Etats-Unis. (N° 80, antonne, trimestriel, 6,25 dollars. – 2400 N Street, N.W. Washington D.C., 20037.)

B HAUTE FINANCE. La grande pénurie de l'épargne, les capitaux à risque pour inves-tir à l'Est, les conséquences financières de la crise du Golfe. (N° 8, soût, trimestriel, 150 F. — Le Ponant, 25, ree Leblanc, 75015 Paris.) S. LE TEMPS STRATÉGIQUE. Des

études sur la baisse de l'épargne et sur le fonctionnement du système bancaire. (Septembre, trimestriei, 25 francs suisses. – 2, rue Bovy-Lysberg, case 418, 1211 Genère.)

M ALTERNATIVES ECONOMIQUES. Pour le dixième anniversaire de sa revue, l'équipe animée par Denis Clerc propose trois articles sur le financement des études universitaires, un dessier sur le renouveau des industries de base et une série d'articles sur l'actualité: comment « limiter la casse » dans le Golfe, le scandale des caisses d'épargne aux Etats-Unis et les vingt années perdues des pays les moins avancés. (N° 30, septembre-octobre, dix numéres par an, 17 F. – 12, rae de Chaignot, 21000 Dijon.) La revue public aussi un numero hors série (nº 10, octobre, 30 F) sur « les chiffres de l'économie » francaise et mondiale : production, emploi, revenus, consommation, commerce, dette et ments de capitaux.

revenus, consommation, commerce, dette et mouvements de capitaux.

B DAMOCLÉS Essais nucléaires : les mécanismes de la désinformation. Un autre article sur le nouveau paysage international après l'éclatement de la crise du Golfe (N° 45, septembre-octobre, bimensmel, 20 F. – BP 1027, 69201 Lyon Cedex 01.)

B NOTES ET ÉTUDES DOCUMENTAIRES. Sous le tiure : « La crise du fédéralisme soviétique », Michel Lesage fait le point des changements en cours dans les relations autre les Républiques et le pouvoir central en URSS. (N° 4905, 1990, 55 F. – La Documentation française, Paris.)

B CADMOS. Livraison consacrée à la démocratie dans l'Enrope nouvelle avec, notamment, des articles de Catherine Lalumière et Vaclav Havel. (N° 51, automae, trimestriel, abouncement annuel : 60 frances suisses. – Vula Moyaler, 122, rue de Lausaume, 1211 Genère 21.)

51 NEW LEFT REVIEW. Un dialogue NEW LEFT REVIEW. Un dialogue entre Edward Thompson et Fred Halliday sur la fin de la guerre froide, et une étude sur l'industrialisation du tiers-monde. (N° 182, juillet-noût, bimestriel, 3,50 livres. — 120-126, Lavender Avenue, Mitcham, Surrey CR4 3HP, Royanne-Uni.)

B ALLEMAGNE D'AUJOURD'HUI.

DI ALLEMAGNE D'AUJUURD'HUL.

Un numéro entièrement consacré aux souveaux mouvements sociaux dans les pays germanophones et en France, en particulier les Verts et les antinucleires. (№ 113, juillet-septembre, trimestriel, 50 F. — Clande Losset, Jérônee Vaillaut, 8, rue Faraday, 75017 Paris.)

B MICROMEGA. Comment la Camorra (maila) gouverne à Naples. Des études sur la partitocratie », et sur la drogue et la crimi-nalité à Bologne. (Octobre-novembre, bimes-triet, 28 600 lires. — Via Savoia 37, 00198

E COSMOPOLITIQUES. Un dossier sur Tiers-Monde: fin de siècle - avec des contri-butions de Samir Amin, Josépha Laroche, Sami Naîr, etc. (N° 17, septembre, trimes-triel, 60 F. – 71, boulevard Richard-Lesoir,

E PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE. A noter, en particulier, le bilan du plan Collor et une étude sur la communauté japonaise du Pérou dont un des membres vient d'accéder à la présidence de la République. (Nº 97, troisième trimestre, 55 F. – La Documentation française, Paris.)

M ANNALES AFRIQUE. Une nouvelle revue qui fait le bilan de trente années d'indé-pendance au Zaïre, en Côte-d'Ivoire, au Cameroun et au Niger. (N° 1, juillet-septembre, trimestriel, 42,50 F. – 10, roe Alexandra-Grammont, 69800 Saint-Priest.)

BREF ZAIRE. Des informations sur les dizaines de partis qui se sont constitués dans les derniers mois au Zafre. (N° 13, juillet-aosit, bimestriel. — 3, rue Diderot, 69001 Lyon.)

M NOTRE DÉMOCRATIE. Des informa-tions sur la répression au Togo. (Nº 1, 29 sep-tembre. — 21 bis, rue de Toul, 75012 Paris.)

tembre. — 21 bis, rue de Toul, 75012 Paris.)

E MAGHREB-MACHREK. A point nommé, la revue publie une description de la situation en Jordanie lors des élections de novembre dernier, et tire les conclusions du résultat. Lira aussi des articles sur la démographie algérienne et sur l'industrialisation de l'Arabie saoudite. (N° 129, juillet-août-septembre, trimestriel, 45 F. — La Documentation française, Paris.)

El MIDDLE EAST REPORT. Un numéro centré sur les moblèmes de la faim et de l'ali-

MIDDLE EAST REPORT. Un numéro centré sur les problèmes de la faim et de l'alimentation au Proche-Orient. Pour Marthe Wenger et Joe Stork, les possibilités de croissance de la production agricole sont limitées, en raison principalement du climat. (N° 166, septembre-octobre, 4,50 dollars. – Suite 119, 150 Massachusetts Ave., NW, Washington, DC 28, 1051

E REVUE D'ÉTUDES PALESTI-NIENNES. La revue fête son dixième anniversaire avec un numéro très attachant. Lire, notamment, les propos pleins d'inquiétude de Yeshaiyahou Leibowitz sur le nationalisme juif, et une nouvelle de Riad Baydas: « Le livre de guerre». Mais aussi un dossier sur la crise du Golfe, avec des articles d'Abou Iyad, Georges Corm, Paul-Marie de La Gorce, Mattityahu Peled, etc., et une étude sur les plans israéliens d'aménagement du ter-ritoire de la Cisjordanie occupée. (N° 37, antonne, trianestriel, 68 F. – Editions de

N RAW MATERIALS REPORT. Suite de l'étude sur les nouveaux minerais stratégi-ques et un article sur la politique de développement dans les pays arabes du Golfe: « De la pauvreté à la prospérité? » (Vol. 7, n° 3, 1990, abomement annuel: 360 couronnes suédoises. » PO Box 96 103, S-12021 Stockholm, Suède.)

Minuit, Paris.)

5 L'ARCHE. Au sommaire : « La désillusion des colombes israéliennes », et « Prague de nos légendes... » (N° 399, octobre, mensuel, - 14, ree Georges-Berger, 75017

FAIM-DÉVELOPPEMENT. Arabe d'Israël, l'amère patrie. (Nº 71, octobre, men-suel, 6 F. – 4, rue Jeas-Lautier, 75001 Paris.)

Faris.)

El CIRAC MEDIA. Une étude sur les dif-ficultés de l'unification audiovisuelle des deux Allemagnes. (Nº 4, octobre, trimestriel, abou-nement anguel : 620 F. — CIRAC, 9, rue de Téhéran, 75008 Paris.)

SPÉCIAL OPTIONS. Troisième livraison de la série « Oñ va la Terre ? » consacrée aux problèmes de la culture et de la communi-cation. (N° 32, septembre, trimestriel, 45 F. – Case 431, 93514 Moatreoff Cedex.)

EUROPE. Une livraison intitulée

Vivre le français » comprenant une quinzaine d'articles sur la langue française : le lexique, l'argot, l'humour, la législation, etc.
(Nº 738, octobre, mensuel, 85 F. — 146, rue
du Fg-Poissonnière, 75010 Paris.)

E CULTURES ET FOL Comment réinventer une vie militante? Faut-il condamner Marx? Et aussi une réflexion sur la culture religieuse aujourd'hui. (Septembre-octobre, bimestriel, 30 F. — 5, rue Sainte-Hélèse,

MASSES OUVRIÈRES. Un numéro onsacré aux libéralismes (actuels et passés) avec, notamment, des études de Denis Clerc, Michel Beaud, et « des questions au protestan-tisme libéral ». (N° 433, septembre-octobre, trimestriel, 34 F. – 47, rue Servan, 75011

El TERRITOIRES, Les enjeux de l'intéques d'insertion des étrangers dans la ville, en France. (Hors série n° 2, octobre, 35 F. – 108-110, rue Saint-Meur, 75011 Paris.)

E ACTUALITÉ DE L'IMMIGRATION. Un dossier historique complet sur la sangiante répression des manifestations algériennes du 17 octobre 1961 à Paris (10 000 arrestations, des dizaines de morts). (N° 207, 17 octobre, msuel, 7 F. - 3, rue Joseph

SI ESPRIT. Un dossier sur les « images quotidiennes de la drogue ». (N° 16, octobre, measuel, 70 F. — 212, rue Saint-Martin, 75003 Paris.)

BI GENÈSES. Une nouvelle revue de sciences sociales et d'histoire, publiée avec le concours des éditions Calmann-Lévy. Au sommaire du premier numéro, des contributions sur l'histoire et l'étude de la culture, la naissance du métier d'historien. (N° I., septembre, trimestriel, 85 F. – 16, villa Saint-Jacques, 75014 Paris.)

LE COURRIER DU HERISSON Nucléaire: une étude sur les dysfonctionne-ments du surgénérateur Superphénix et sur les retombées de Tehernobyl en Isère. (N° 104, octobre, mensuel, 13 F. – 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble.)

B LES RÉALITÉS DE L'ÉCOLOGIE. Des articles sur les aliments tradiés, les énergies renouvelables, ainsi que les réflexions de René Dumont sur la crise du Golfe, contre la pax americana » et pour un pétrole à
 100 dollars le baril. (N° 16, octobre, measuel,
 18 F. — BP 28, 82200 Moissac.)

M GÉRER ET COMPRENDRE. La guerre de mouvement des constructeurs d'informatique depuis dix ans. (N° 20, sep-tembre, trimestriel, 80 F. - 22, rae Monge, 75005 Paris.)

B LE COURRIER. Une nouvelle publica-tion du ministère de la recherche et de la tech-nologie. Au sommaire, une présentation du département Homme, travail et technologies avec, notamment, le bilan d'un programme de recherche sur la formation des adultes peu qualifiés (Nº 1, septembre, mensuel, abonne-ment annuel: 180 F. - Lettre Recherche et technologie, 1, rue Descartes, 75231 Paris

SÉLECTION DE NOVEMBRE 90

QUEL AVENIR POUR LE MARXISME? Jean-Yves CALVEZ

Charles de Gaulle et la légitimité Jean CHARBONNEL

QU'EST-CE QUE LA MODERNITÉ ? Abel JEANNIÈRE

Choix de films, chroniques de théâtre, revue des livres, choix de disques...

En vente dans les grandes librairies Le nº: 48 F -- Abonnement 11 nºs: 395 F ASSAS ÉDITIONS - 14, rue d'Assas -- 75006 Paris Tél.: (1) 45 48 52 51

BIBLIOGRAPHIE

Les problemes d'actualité vus par les organisations internationales

Banque interaméricaine de développe-

. ECONOMIC AND SOCIAL PRO-GRESS IN LATIN AMERICA,1990 REPORT (Progrès économique et social en Amérique latine, rapport 1990): les activités de la Banque en 1990 et l'évolution économique dans les pays membres, avec un chapitre spécial sur les femmes au travail. (BID. Washington DC, 1990, 307 pages. — Diffusion: John Hopkins University Press, Baltimore, Maryland.)

Organisation des Nations unies pour éducation, la science et la culture. RAPPORT SUR LA COMMUNI-CATION DANS LE MONDE: premier du genre publié par l'Unesco, une sorte d'inventaire très complet des développe-ments récents, assorti de statistiques et d'une bibliographie. (Unesco, Paris. 1990, 524 pages).

....

NOVEMBRE 1990

Hommage à Georges Lavau

Jan Patočka et le nihilisme, Paul Ricœur L'Est et le Sud, Albert Hirschmann Les nouveaux paysans, Dominique Bourg L'impossible réforme de la justice, Pierre Bellet, Henri Leclerc, Daniel Soulez-Larivière Poèmes, Dylan Thomas

La crise du Golfe. Controverse sur Carpentras. La laïcité en livres. Kanevsky et Chahine.

Le numéro: 70,00 FF Abonnement I an (10 numéros): 480 FF Étudiant: 384 FF. Étranger: 490 FF

77......

212, rue Saint-Martin, 75003 PARIS - CCP Paris 1151-SI W Rédaction : Tel.: 4804 92 90 - Administration et vente : Tel.: 4814 0833



rocurer les lecture of e de l'8950 5011 Paris. ns de 1989 zes) et de partisan du tion - des aure de ses

nus à

as ces soient

termi-

toutes

nt pas parti-

JES OU

Tance

Suisse,

mi pu

besoin

a com-

ous au

aaginer

cs sys-

e, peut-

Qu'ils

éateurs

de tous

s sur les

ent dans

pour tis-

000 habi-

Tenga, lu

lants I cal

Sture, don

partenanai

and prix du rafricain de r le Carre-rédire Sud

des franco-tie (1979). ple (1983). (1985), les

ités par Le

centre ectrice). ociation nies de)90, se 'espace nture et région, lets est ster aux & des

nabitants , pour un s lieux et outes les ectateurs. ien. J'une icle s'il ne res.

to, et de

13.2%

de la

ere de la

18

FLUX ET REFLUX DE L'OCCIDENT

Une épopée inversée du Portugal

LE RETOUR DES CARAVELLES, d'Antonio Lobo Antunes (traduit du portugais par Michelle Gindicelli et Olinda Kleiman), Christian Bourgois, Paris, 1990, 268 pages, 120 F.

DUBLIÉ en France en 1983 et aujourd'hui réédité (1), le Cul de Jadas, de l'écrivain portugais Antonio Lobo Antunes (né en 1942), révélait en amont d'une révolution (celle de 1974) vécue par la jeunesse européenne dans l'euphorie, un pan occulté de l'histoire lusitanienne : la longue guerre qui dura, en Angola, de 1961 à 1974. Guerre coloniale, perdue d'avance, mais qui prenait un relief particulier en regard d'une gloire que le pays n'avait jamais cessé de rêver (thème également du dernier film de Manoel de Oliveira). Un bouleversant monologue (de facture célinienne) charrie jusqu'à la nausée les revers militaires du pays colonisateur et les traumatismes d'une âme élevée dans le culte des héros. Le Retour des caravelles, son troisième roman publié en France, après une fresque sur le Portugal actuel (Fado Alexandrino, Anne-Marie Métailié-Albin Michel, Paris, 1987), prend pour point de départ l'arrivée des « petits Blancs » dans une Lis-, bonne appauvrie qui les relègue dans les bouges du port, et sert de présexte à une réécriture de l'Histoire. Se proposant en un premier temps d'adapter les Lusiades de Luis de Camoëns, l'auteur a fini par ne retenir que les figures emblématiques de son pays, désignées par des prénoms transparents là-bas, pour les mêler à la foule exsangue et confuse qui descend des caravelles délabrées. Ils parlent, se racontent, et dès lors brisent le mythe national, la réverie lusitanienne. On sait que le Portugal a longtemps attendu le retour du roi Sébastien qui, en disparaissant en 1578 au combat, avait laissé le royaume - privé d'héritier - passer sous domination espagnole. On lui avait donné charge de reconquérir le monde.

U dernier chapitre, Luis (de Camoëns), qui finit ses jours dans un hôpital, en A route vers la mer pour voir Sébastien « sortir de l'onde sur un cheval blanc », découvre « l'océan vide jusqu'à la ligne d'horizon couverte çà et là d'une croûte

Sur cette grève se rétracte la matière historique mise en pièces au préalable par un écrivain rageur et drôle (ainsi suit-on du regard « des dizzines de Fernando Pesson (2) très sérieux, avec des lunettes et une moustache, qui se rendaient à leur travail de comptables ») qui, tout comme José Saramao, n'hésite pas à bousculer les conventions romanesques. Autant d'histoires que de personnages, trois temps du récit qui se télescopent dans la même phrase : la guerre en Angola, le temps glorieux des découvertes (3), la Lisbonne d'après 1975, - un va-et-vient constant entre le je et le il, l'Histoire et la poésie, dessinent au-delà de l'œuvre une noire et magnifique allégorie du destin occidental. Afin que, par excès de références, elle ne rebute pas le lecteur français, une préface et un appareil de notes précis et efficace de Michelle Ciudicelli en facilitent l'accès.

ANDRÉ GABASTOU.

Antonio Lobo Antuses, le Cul de Judas, traduit du portugais per Pierre Léglise-Costa, Anne-Marie Métailié, Paris, 214 pages, 85 F.

(2) Un superbe album consacré à Fernando Pessoa (Une photobiographie, par Marie-José de Lancastre) paraît et mois-ci, également chez Christian Bourgois.
(3) Sur les « fondements matériels » de la gioire lusitanienne, lire le supplément au n° 1 de la série « Mémoires », intitulé les Découvertes, par Vitoriso Magalhaes Godinho et publié ce trimestre par Autrement, Paris.

L'ACADÉMIE DIPLOMATIQUE

INTERNATIONALE

L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES

INTERNATIONALES

ORGANISENT

Cours de perfectionnement au Protocole

Cours de langue française pour débutants

Cours de perfectionnement à la langue française

et de civilisation française

A L'ACADÉMIE DIPLOMATIQUE

INTERNATIONALE

4 bis, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél.: 42-27-66-18

pour inscription. Début des cours : lundi 22 octobre 1990.

 OUELS CONCEPTS DE SÉCU-RITÉ POUR LA GRANDE EUROPE ? (Comité international pour la sécurité, 18, rue Major-Pétillon, B-1040 Bruxelles, 1990, 110 pages): désarme-ment, dissussion, stratégies offensive et

• THE MILITARY BALANCE 1990-1991 (The International Institute for Strategic Studies, Londres, 1990, 245 pages, 5,95 livres): tout sur les armées des divers pays du monde.

• L'ISLAM CONTEMPORAIN. – Ali Merad (*PUF*, coll. • Que sais-je? », Paris, 1990, 127 pages, 32 F): nouvelle édition d'un classique.

• LA BELGIQUE ET LE MONDE ARABE. - Sous la direction de Bichara Khader et Claude Roosens (Academia, Louvain-la-Neuve, 1990, 198 pages): aspects politiques, économiques et culturels d'une relation complexe.

• THE CHALLENGE OF THE SOUTH (Oxford University Press, Oxford, 1990, 325 pages): le rapport de la Commission Sud dirigée par l'ancien président tanzanien Julius K. Nyerere.

• FUEL FOR APARTHEID (The Shipping Research Bureau, Amsterdam, 1990, 100 pages): qui fournit du pétrole à l'Afrique du Sad ?

• MICRO-ENTREPRISE EN AFRI-QUE SUBSAHARIENNE (Société de rnational Desiardins 150, avenue des Commandeurs-Lévis, Québec, Canada G6V 6P8, 1990, 91 pages): présentation du secteur et pistes pour une stratégie d'intervention.

• ZAIRE, QUE S'EST-IL PASSÉ AU CAMPUS DE LUMUMBASHI? (Commission Justice et Paix, Bruxelles, 1990, 167 pages) : témoignages sur les événements de mai 1990.

• LE SYSTÈME LIBYEN. - John Davis (PUF, Paris, 1990, 293 pages, 168 F): les tribus et la révolution.

• L'ANNÉE SOCIALE 1989 (Université libre, Bruxelles, 1990, 382 pages, 1 200 FB) : situation économique et relations professionnelles en Belgique.

• LE MARCHÉ DES FLEURS (Pour un développement solidaire, Lau-sanne, 1990, 72 pages): le commerce des fleurs de la Colombie à la Suisse, en pas-sant par le Kenya et l'Afrique du Sud.

MAGHREB

LES FRÈRES ET LA MOSQUÉE. Enquête sur le mouvement islamiste en Algérie. - Ahmed

* Karthala, Paris, 1990, 309 pages, 130 F. Le succès du Front islamiste du saint (FIS) aux élections locales du 12 juin dernier en Algérie a provoqué un effet de surprise des deux côtés de la Méditerranée. Le travail d'Ahmed Rouadjis, centré sur la ville de Constantine, fournit des éléments précieux pour comprendre la montée en puissance du mouvement islamiste, qui ne date pas de 1989 mais de la fin des années 70. En dix ans, il a en effet acquis une base sociale importante parmi les jeunes. Il s'est aussi doit d'un dense réseau de mosquées «libres», centres de rayonnement d'une contestation du système politique et d'une formation idéologique grâce à une intense circulation des cassettes véhiculant les discours des figures de proue de l'islamisme Le succès du Front islamiste du saint (FIS) discours des figures de proue de l'islamisme radical du Proche-Orient.

L'intérêt de ce livre ne réside pas seulement dans la richesse des informations concrètes qu'il apporte. Il montre anssi la duplicité du pouvoir politique algérien, qui a longtemps toléré le mouvement islamiste et l'a même utiisé contre les «progressistes». Il insiste enfin sur les clivages internes du mouvement, qui font du FIS plus une nébuleuse qu'un vérits-ble parti. A cet égard, on peut regretter que le terme d'«intégrisme», leitmotiv de l'ouvrage, ne fasse pas l'objet d'une défis

ABDELKADER DJEGHLOUL

SOCIÉTÉ

LES INÉGALITÉS DES ANNÉES 90. - Club ★ Le Monde-Editions, coll. « Actualités », Paris, 1990, 126 pages, 78 F.

Fait connu et amplement vérifié, les inéga-lités sociales se sont accrues en France au cours des années 80. Principales victimes : chômeurs, jeunes, travailleurs précaires, rési-dents des banlieues et des ghettos urbains comme des zones rurales à l'abandon ; bénéfi-taires : propriétaires proviens détaines de ciaires : propriétaires rentiers, détenie capitaux financiers et de hauts revenus.

Faute de réformes et d'un traitement politi que appropriés en matière de fiscalité, de sécurité sociale et de régimes de retraite, d'urbanisme et de logement, de formation et d'organisation du travail, les injustices structu-relles de la société française s'amplifièront dans les années 90, au risque de provoquer une explosion sociale.

Réunis au sein du Club Vauban, des responsables politiques de la majorité et de l'oppos-tion établissent le diagnostic avec clarté et précision et proposent d'intéressantes solutions consensuelles à une situation qu'ils ont euxmêmes contribué à détériorer par les mes prises ou avalisées depuis dix ans.

CHRISTIAN DE BRIE.

LE DÉSIR DE CATASTROPHE. - Henri-Pierre Jeudy

La connaissance des sociétés avance par

leurs masvais côtés. Après des études sur la panique, les imaginaires de l'insécurité, Henri-Pierre Jeudy s'attaque au « désir de catasampanique, les imaginaires de l'insécurité, Henri-Fierre Jeudy s'attaque au « désir da catastro-phe » qui hanta notre conscience et noure inconscient. Vieille histoire certes, mais qui ne se répète pas. Ce qui caractérise notre moder-nité, c'est que la menace émane de plus en plus de l'homme. Aux risques naturels, s'ajou-tent ceux de la science et de la technologie. L'émunération serait trop longue, et il faudrait y ajouter les risques de chaos dus à l'effondre-ment des systèmes sociaux et politiques dans le tiers-monde, qui font partie de la réalité et de l'imaginaire. de l'imaginaire

Mais le plus intéressant dans l'exploration Mais le plus intéressant dans l'exploration de cette angoisse face au futur est la série de failles qu'elle révèle : failles entre les trois acteurs du drame : l'expert technocrate, le politique et l'opinion publique, les deux premiers échappant à tout contrôle. Failles aussi à l'intérieur même de notre culture, où s'opposent l'exaltation du risque (individualisme, compétition, aventure) et la demande sécuritaire.

CLAUDE LIAUZU.

VILLES

HOMO URBANUS. Essei sur l'urbanisation du monde et des mœurs. - Thierry Paquot * Editions du Félin, Paris, 1990, 177 pages,

Quittant Paris pour Aden. Nizan n'avait trouvé qu'un - comprimé d'Europe chauffé à blanc ». Thierry Paquot, qui guide tous les ans ses étudiants de l'école d'architecture dans le dédale des rues marchandes d'une ville islamique, on leur fait découvrir la ségrégation ethnique dans les favelas brésiliennes, livre une expérience plus complexe. L'urbanisation, devenue mondiale, s'necompagne de l'adoption de comportements-types par les populations, mais cette urbanisation des mœurs, de l'alimentation à l'affectif et au religieux, se poursuit à des rythmes différents et n'affects poursuit à des sythmes différents et n'affecte pas de la même manière des structures d'accueil distinctes.

d'accueil distinctes.

Variée dans ses formes, ses couleurs et ses populations, la ville est multiple. L'équilibre mouvant de chacune d'elles ne relève pas seulement de dounées politiques et économiques. L'étude des cosmologies et des théologies, pour l'historien des villes, est irremplaçable. Promeneur curieux et étudit, l'anueur est sensible aux mystères et aux charmes des villes. Pour comprendre Damas, Le Caire ou Sanna, ne fant-il pas aussi les aimer ?

JEAN-PAUL THOMAS. JEAN-PAUL THOMAS.

PROCHE-ORIENT

INTIFADÁ. Vers la paix ou vers la guerre ? -Jean-Paul Chagnollaud

* L'Harmettan, Paris, 1990, 255 pages, 130 F. Il y a bientôt trois ans qu'a com

li y a treatot rross aus qu'a commence i inte-fada, la révolte des pierres, en Cisjordanie et à Gaza. Le massacre d'une vingtaine de Palesti-niens à Jérusalem an début du mois d'octobre a prouvé, une fois de plus, la brutalité de la riposte israélienne au mouvement de résisa prouvé, une fois de plus, la brutalité de la riposte israélienne au mouvement de résisance à l'occupation. Le livre de Jean-Paul Chagnollaud permet de comprendre les racines de cette révolte, au confluent de la renaissance nationale palestinienne et de la politique d'oppression israélienne dans les territoires occupéa. L'anteur évoque ensuite les grandes étapes du soulèvement, puis étudie ses conséquences sur la société israélienne ainsi que sur la scène diplomatique. Dans sa conclusion, rédigée en mai 1990, il note qu'il devient urgent d'oser assumer les a risques de la urgent d'oser assumer les « risques de la paix ». L'escalade dans le Golfe n'a fait que

ALAIN GRESH

AFRIQUE

ÉDUQUER OU PÉRIR. - Joseph Ki-Zerbo * L'Harmattan, Paris, 1990, 120 pages,

Il faut restaurer les systèmes d'éducation africains sous paine de « périr ». Après avoir détaillé l'approche volontariste des années 1960-1975, l'historien Joseph Ki-Zerbe décrit la régression notable de l'éducation sur le continent. Les sociétés africaines, dit-il dans la deuxième partie de son ouvrage sont de moiss. deuxième partie de son ouvrage, sont de moias ca moins en mesure de pourvoir sux besoins de l'apparell éducatif, devenu une « poudrière sociale ». Pour lui, l'éducation de demain devra s'adresser à « tous », et être fondée sur une pédagogie nouvelle, intégrant les langues africaines, et adaptée aux réalités africaines.

LE RÉVÉLATEUR AFRICAIN. - Francis Wurtz. * Messidor, Paris, 1990, 126 pages, 65 F.

* Messidor, Peria. 1990, 126 pages, 65 F.

En sept petits chapitres accusateurs, parfois discutables, Francis Wurtz, député communiste au Parlement européen, en appelle au « dialogue et aux convergences dans l'action » pour transformer les relations Nord-Sud. Evoquant la difficile situation de l'Afrique, il rappelle que ce qui devait-être la « décennie du développement » est devenue celle de la « récession ». Passant en revue les maux du continent noir — crise économique, détrioration de la situation samitaire, maimurition, faillite éducative, dégradation de l'environnement, corruption — il stigmatise le Fonds monétaire international et condamne la désaffection de l'Occident.

line, Khrouchtchev et Brejnev, son mode de Les auteurs abordent les mutations de l'Union à l'ère de la glassost, la lutte entre conservateurs et radicaux. Indiscutab l'organisation sous sa forme actuelle est en voie de disparition. Personne ne s'en plaindra mais les écrivains risquent alors de découvrir à quel point les lois du marché sont contraignantes pour la liberté de création.

EUROPE

LES PAYS BALTES. - Yves Plasseraud

★ Groupement pour le droit des m Paris, 1990, 118 pages, 70 F.

Alors qu'ont commencé les négociations entre le pouvoir ceutral soviétique et les représentants des trois Républiques baltes, le livre d'Yves Plasseraud fait le point sur l'histoire de la Lituanie, de l'Estonie et de la Lettonie, sur leur évolution écoconique, sociale et démographique. Un chapitre spécial est consacré aux années 1989-1990 avec l'accelération de le

aux années 1989-1990 avec l'accelération de la marche à l'indépendance. Différents docu-

WISIDE THE SOVIET WRITERS UNION. - John

* Free Press, New-York, 1990, 303 pages.

L'Union des écrivains soviétiques est l'une des plus prestigieuses et des plus puissantes organisations créées par le Parti communiste

dans les années 30. Elle sert tout à la fois d'ins-

lèges et surtout possède la plupart des maisons d'édition et des grandes revues littéraires, Le livre de John et Carol Garrard retrace la créa-tion de cette association, son histoire sous Sta-

ments sont publiés en annexe.

trument de contrôle et de distribi

et Carol Garrard

STRATÉGIE

LA DÉFENSE DE LA FRANCE DANS LES ANNÉES 90. - I.R.L.S.

80 pages, 60 F.

Ce petit livre rapporte les actes d'un collo-que organisé le 18 avril 1990, à l'Assemblée nationale, par l'Institut de relations internatio-nales et stratégiques de l'université Paris-Nord, et qui réunissait des responsables des quatre principaux partis politiques, et le porte-parole national des Verts.

parole national des Verts.

Divisé en deux parties, « Menaces à l'horizon 2000 », et « Choix de défense pour la France », ce débat franc et cordial entre une douzaine de spécialistes d'horizons différents a le mérite de poser des questions, et de permettre à tout un chacun de faire un choix réfléchi et argumenté entre des réponses possibles.

ANTOINE SANGUINETTL

LA CORÉE, LE BOUCHER ET LE BOUDDHA

Vagabondages ambigus

Notre béros défiguré, 120 pages. - l'Hiver, cette année-là, 90 pages - l'Oisean aux ailes d'or, 89 pages, de Yi Munyol, tradaits du coréen par Ch'oe Yun et Patrick Maurus, Actes Sud, Aries,

1990. Respectivement. 69 F, 60 F et 60 F.

ROIS courts romans, traduits coup sur coup, du Sud-Coréen Yi Munyol (né en 1948) — trois très beaux textes, calligraphies troublées, vagabondages ambigus dans l'entrelacs de valeurs aux repères incertains en un monde où l'homme, selon qu'il dispose ou non d'un couteau, peut faire vio-lence comme un boucher, ou, tel le Bouddha, diffuser la pais.

Yi Munyol vit enté sur son siècle : celui de la coupure en deux du pays, de la guerre, de la dictature, du romantisme révolutionnaire, de la torture, des terrains de golf, du marketing. Il espère avec prudence : « Le désespoir n'est pas la fin, mais le début de l'existence », écrit-il dans l'Hiver, cette année-là. Son témoin errant a traversé toute la Corée à pied : allant, au fil des villages et des villes, de producteur de tabac en souteneur, de fonctionnaire verreux en jeune ouvrière de rencontre, il touche finalement au but : la mer, au bord de laquelle il projetait de se donner la mort. Mais la mer n'était qu'un « truc », elle n'a pas « répondu », et le vagabond de regagner Séoul par le train après son esthétique

Errance spirituelle et physique encore, la vie du grand calligraphe Kojuk, qui fut l'élève réprimé et ascétique du maître Soktam, qu'il combattit, fuit, retrouva, se démenant dans les mille et une contradictions de sa création et les difficiles rencontres entre art oriental et art occidental. Et c'est enfin de l'incendie volontaire de ses chess-d'œuvre que, mourant, il verra s'envoler le mythique oiseau aux ailes d'or : jaillissement d'une éphémère et sublime beauté qui comble le vide fécond d'une vie.

Errance aussi de l'individu dans Notre héros déliguré, ouvrage sans doute plus didactique que les autres, mais à la semblable profondeur. Des autrurs ont, avant Yi Munyol, campé dans un groupe de jeunes enfants les germes d'une société totalitaire mue par le sadisme et la peur, allusion transparente aux dictatures qu'e connues le pays. L'écrivain montre avec talent l'épaisseur de la perversité : avec l'accord du maître, un élève terrorise une classe d'écoliers, mais ceux-ci sont complices et, sinon masochistes, pour le moins veules ; les vassaux plient sous le joug des corvées, vexations et autres malversations. Et le narrateur lui-même, avant de résister, trouvera quelque paix dans la soumission à la terreur. Plus tard, dans l'âge adulte, et dans une Corée à la fois libérée des plus dures contraintes de la dictature et entrée dans l'ère industrielle, l'ancien élève tente de se creuser une modeste niche point trop exposée, mais la société est dure : l'individu est « un consommateur comme un autre, un produit jetable », et tel industriel plastronne « avec l'argent qu'il s'est fait grace à un produit dont lui-même ignore tout ».

Y I MUNYOL ne délivre pas un message. Au cœur des contradictions et des rencontres géopolitiques, il calligraphie l'âme de son pays haché par une sanglante histoire et engouffré dans une modernité fascinante et terrifiante. Tel matin, il voit les péchers se couvrir de fleurs. Telle nuit, il verse des larmes. dont il ignore si elles sont « soulagement » ou « nouveau pessimisme ». Faut-il toujours brûler les œuvres pour voir s'envoler l'oiseau aux ailes d'or ?

JACQUES DECORNOY.



phorae and Code of the forum analyserent is a simple of the simple of the forum analyserent is a simple of the forum analy brum - rous 2 of gre ill egrese actes de certe le col les première lesse Curen - Arns: 2.0 Eques errangers 5 ment mass une per listes garm et collatorateurs 3reprend sous :: les memes 3dure issie do : . - -Liempick Se dans le titre de ... ter la scence de . Carest cas e tas

Les à

de la seconda di s

theure 1935,550 C.

recond.s M Mair Deca-

phone avair organi

ак информационали matemelre . noramment en Eigide ses resultars manuels et poids de l'arcia si l'ar napon au Erara godumenta tek de . et sufficult lass met (Euroce et se s DE +355211527 17 menteral pour act ngbonad és" (a " and 2. . 4 243 113. 3 publice en angla : Doublemoorter gmme pour les lan

SCIE LEMAGASIN DES ENFO MARKET STORY

* François Bourier (2) Disease out to the Telegraphic and the second de la progregione much Martin granter in Brouge des 🗝 . 🕒 Sillest des must an in-Sidence and Area Marketing of the second bedre marine de vos metre en entre benefice de femotions et d'une des

der liberatione ! participent of a state.

Respired on a state. test computer as the mest de l'homaniant pomi passionnam, and a terrifiants and hasore of a proving of the Jonas appelle

ÉD]

DE DRO Cette revue diplomates, fina International Pu

II: La mer Le présent antinuité de se (notamment géin mouvemen Montego Bav) La pratique in lions sans doute N 20 2 1-12 1 1 1 1

« QUELLES LANGUES POUR LA SCIENCE ? »

Les arbitres de la pensée

A prédominance de l'anglais dans les sciences et la technique ne date pas d'hier : c'est depuis la fin de la seconde guerre mondiale, et la transplantation de la science allemande aux Etats-Unis qu'elle a entraînée, que les autres grandes langues scientifiques, le français et l'allemand en particulier, ne représentent plus qu'une part mineure et décroissante de la production écrite des

Comment les universitaires et les chercheurs réagissant-ils à ce constat ? C'est pour répondre à cette question que M. Alain Decaux, ministre de la francophonie, avait organisé, en janvier 1990, le forum « Quelles langues pour la science ? », où les principaux intéressés analysèrent la situation et proposèrent quelques solutions. Le livre que Bernard Cassen - qui fut le rapporteur général du forum - nous propose sous le même titre (1) représente bien plus que les actes de cette rencontre. Non seulement les premiers responsables de la science française - notamment M. Hubert Curien, - ainsi que certains de leurs collègues étrangers, s'y expriment directement, mais une petite équipe de spécia-listes, parmi lesquels plusieurs collaborateurs du Monde diplomatique, reprend, sous forme de synthèses, tous les thèmes du forum en les enrichissant d'une vaste documentation extérieure.

L'emploi de « langues », au pluriel, dans le titre de l'ouvrage annonce la couleur : la science devrait être multilingue. Ce n'est pas le cas. Car si l'invention se fait incontestablement dans la langue maternelle, il n'en va pas de même notamment en France - pour la livraison de ses résultats et la rédaction des manuels et traités pour étudiants. Le poids de l'anglais, renforcé par la concen-tration aux Etats-Unis des ressources documentaires, des grandes publications et, surtout, des instances d'évaluation, met l'Europe et sa science dans un état de vassalisation. L'exemple japonais mériterait pourtant réflexion : la langue nationale est partout employée, seule une pui le des travaux étant également

publiée en anglais. D'où l'importance pour le français, comme pour les autres langues, d'être également présent à tous les stades de la

SCIENCE

recherche, et, en particulier, dans les articles et ouvrages de synthèse. Cels impli-que une véritable révolution culturelle au sein des instances d'évaluation des chercheurs, dont beaucoup délèguent, en fait, leurs responsabilités aux grandes revues anglo-saxonnes, poussant ainsi les scien-tifiques à écrire en anglais et à dévaloriser

leur propre langue. La montée d'une Europe de la recherche - au potentiei en tous points comparable à celui des Etats-Unis - peut-elle favoriser le multilinguisme ? Des revues européennes multilingues, rapatrient sur le Vieux Continent la capacité d'évaluation de ses chercheurs, seraient une solution. Face aux sceptiques, nombreux, on peut dire que la cause est entre les mains des gouvernements, des universités et des organismes de recherche, par les orientations politiques qu'ils donneront, et entre celles des chercheurs, s'ils développent une « conscience linguistique ». Divers signes donnent à penser que, dans l'Allemagne unie, l'allemand va regagner du terrain dans la communication - et pas seulement scientifique - outre-Rhin.

Le fivre de Sabine Skudlik (2), écrit avant la chute du mur, témoigne bien de ce souci. L'auteur analyse les statistiques de la publication scientifique mondiale, et confirme, pour son pays, le rôle que jouent les Américains comme arbitres de la pensée scientifique. Elle présente ensuite une enquête sur l'usage réel des langues par les universitaires allemands, en particulier en matière d'édition. Certaines de ses conclusions rejoignent celles qui sont préconisées dans Que langues pour la science 7, politique d'édition volontariste, enseignement multilinque, et attention particulière portée à la

qualité de la langue maternelle. JOHN HUMBLEY. Centre de néologie et de terminologie, Institut national de la langue française.

(1) Bernard Cassen (sous la direction de), Quelles langues pour la science?, La Découverte, Paris, 1990, 263 pages, 100 F.
(2) Sabine Skudilk, Sprachen in den Wissenschaften. Deutsch und Englisch in der internationalen Kommunikation, Günter Narr Verlag, Tübingen, 1990, 329 pages, 336 F.

RELIGION

LE MAGASIN DES ENFANTS, - Sous la direction de Jacques Testart ★ François Bourin, Paris, 1990, 338 pages, 142 F.

Dix-sept juristes, sociologues, médecins, psychanalystes s'interrogent, autour de Jac-ques Testart, sur l'irruption dans nos sociétés de la procréation médicalement assistée. Ils jouent en apparence sur les mots pour mieux déjouer des mythes daugereux, parlant d'« impascience » et d'« inconscientissque ».

d'a impascience » et d'a inconscientifique ». S'il est des vances entre ces discours, tous à l'évidence préfèrent « réintroduire la philosophie dans la cité, même au risque d'un moindre développement technologique » plutôt que de voir meitre en péril des valeurs au seul bénéfice de scientistes bélants, d'intérêts financiers et d'une idéologie libérale, à défaut d'être libératrice. La banalisation, à laquelle participent ces médiss qu'il est convenu de qualifier de « grands », d'une dérive manifeste (les preuves en sont ici abondamment appor-(les prerves en sont ici abondamment apportées) camoufie, au nom de l'humain, l'étiole-ment de l'humanisme. Cet ouvrage, en tout point passionnant, aide à ouvrir les yeux sur histoire et à privilégier ce que le philosophe Hans Jonas appelle - le principe responsabi-

International Public.

Montego Bay).

LE REVE DE COMPOSTELLE. Vers la restauration d'une Europe chrétienne ? - Sous la direction de René Luneau

★ Le Centurion, Paris, 1989, 360 pages. 140 F.

Rédigé par dix-huit auteurs (philosophes, sociologues, journalistes, historiens, etc.), cet ouvrage collectif est décapant par son infor-mation, ses interrogations, ses prises de position. Il s'agit de contributions à une même érude, vue sous des angles distérents : qu'a donc en tête la Rome de Jean-Paul II nouvelle évangelisation, essentiellement mû par le refus de la sécularisation, la fascination pour une (mythique) Europe chrétienne médiévale, et, tout en affirmant le contraire, une volonté de clore, outre tout débat démoune volonté de clore, outre tout débat démo-cratique, l'évolution amorcée par le concile Vatican II. D'importantes analyses sur l'action du cardinal Lustiger et sur les montages finan-ciers permettant de contrôlet certains médias font mieux saisir l'ampleur d'un tel aveugle-ment sur les réalités françaises, européennes et mondiales. Le livre est dédié au Père Chenu, qui vient de disparaître mais dont le rayonne ment ne fait que commencer.

70 : La guerre et la mémoire

Par YVES FLORENNE

UR cette guerre désastreuse, son historien d'aujourd'hui nous surprend dès les premières lignes : en dressant un constat d'oubli chez les Français. Un « oubli, écrit-il, épais et tenace ». Du même coup, M. François Roth a découvert « à quel point cette guerre mérite notre attention ». N'y était-il pas préparé par sa quinzaine d'années d'études et de publications sur la Lorraine depuis l'annexion ? Quoi qu'il en soit, cette découverte nous vaut un très bon livre, copieux, riche, non moins clair, et fort instructif, Sans l'avoir cherché, semble-t-il, l'auteur nous instruit du même coup sur un autre phénomène : le vide parfait qui peut séparer la mémoire historique, voire politique, calle-ci n'étant que prudence (« Pensons-y toujours, n'en perions jamais »), et une autre mémoire, à la fois collective et personnelle, mais rarement publique. Il y a donc là une tradition orale, presque sans traces et qui peut échapper à l'historien.

Sinon, comment la première pourrait-elle rejoindre en 1990 celle d'un enfant que moins d'une génération sépare de notre historien ? Cet enfant, certes, avait eu un grandpère engagé encore adolescent en 1871, tandis qu'un frère de celui-ci à peine aîné y gagnait son premier galon. Celui-là était mort longtemps avant la naissance de l'enfant. Nous n'en avions pas moins sa cantine de chef d'escadron dans notre grenier; et son buste grandeur nature, avec brandebourgs, croix et moustaches, se dresseit sur une sellette dans le selon maternel, où le lit de l'enfant fut un temps installé. L'enfant lui-même trouverait dans son héritage l'épée et sa dragonne. On met ici le doigt sur la fausse perspective qui peut être créée à propos de contemporains dont la durée de vie est fort inégale, et par la contraction du temps qui peut en résulter.

Est-il tout à fait superflu de bifurquer à ce carrefour de deux mémoires : celle de l'historien ou, si l'on préfère, de l'Histoire, et celle d'innombrables inconnus pour qui cette histoire, fussent-ils inclinés à gauche, reste une affaire de famille, fort éloignée d'un oubli « épais et tenace ». Retenons toutefois que catte ténacité et cette épaisseur, tout en étant rétrospectives, sont évoquées à propos de la célébration presque confidentielle du centenaire de 1870. Comment s'en étonner, alors que sa raison d'être est, alors, abolie depuis un demi-siècle ?

Cette histoire, si elle accable le lecteur, le stimule aussi. Sur une telle accumulation d'erreurs irréparables, d'incuries incurables, d'incapacités et de médiocrités inassouvies, on est arrivé, en un mois, à Sedan. L'ennemi ne douts pas que c'était la fin. Pourtant, la guerre en dura encore quatre, et cette fois c'est l'espoir qui l'anime. Le gouvernement s'était enfermé dans Paris. Gambetta, ministre de la défense refuse de s'y ensevelir et tente la sortie en ballon. La folie réussit. Il rejoint la Loire, y organise une défense qu'il conçoit active et offensive. Chanzy débarque d'Algérie, dont de Gaulle dira qu'il fut « le seul à avoir adapté aux circonstances ses talents et son savoir ». Denfert-Rochereau, simple colonei, sauvera Belfort de l'annexion. Ce qui surprend le contemporain de juin 1940, c'est comme cette « zone libre » de 1871 l'était en affet ; elle restait ouverte à la circulation - en chemin de fer I - des forces armées reconstituées, dans le large vide laissé par l'ennemi ; prudence et Bismarck laissa même organiser les élections ; sans doute

parce qu'il en prévoyait le résultat : une majorité massive de royalistes entra à l'Assemblée. Gambetta démissionna aussitôt : Thiers saisit sa propre revanche. Il fera la paix au prix fixé par Bismarck, - qui fut vite payé, - y compris par le sang de la Commune.

Retrouvons plutôt Gambetta. Fondateur du parti républicain à l'Assemblée, il y est fort actif. Président de la Chambre, devenue républicaine, il sera rappelé au pouvoir. Tout juste le temps d'en être écarté, et de mourir à quarantequatre ans,

Gambetta n'aurait eu besoin que de temps. Il lui fut refusé. On retrouve ici la très inégale durée des générations dans la contraction du temps. Ce sont là des choses que, pour le coup, on publie. Exactement contemporain de Clemenceau, Gambetta meurt, exactement, un demi-siècle avant celui à qui il sera donné d'être le « Père » d'une victoire arrachée aux tentations du compromis par une énergie politique implaçable et le maintien inconditionnel de Foch. Les deux hommes savaient qu'on ne gagne jamais avec des « on ne passe pas ! », mais seulement en passant outre.

O N se doit ici de rappeler que si M. Roth ressuscite les événements désastreux avec une minutie objective, c'est aussi avec sensibilité. Où apparaîtrait quelque contradiction avec son constat d'oubll. Ainsi, dans ses évocations de la fidélité au souvenir et à l'espoir, manifestés par la résurrection et l'ampleur des pèlerinages à Domrémy, si violemment dénoncés comme une « hostilité à la germanité » l L'autre pôle de cette fidélité est Metz. Et M. Roth se souvient aussi qu'un grand poète français est né dans la ville lorraine. « Sur cette nostalgie, note-t-il, Verlaine a laissé des vers délicats... », et il ajoute : « aujourd'hui bien oubliés ». Chez celui qui écrit, l'inconscient ramènerait-il sa propre nostalgie d'un oubli, non certes « épais », mais apaisant

Tout est bien qui finit bien, et c'est justement la fin du livre : € Plus d'un siècle a été nécessaire pour que l'évocation de 1870 passe de la dénonciation de l'ennemi à la volonté sincère de réconciliation. » Certes. Toujours pour mémoire, faut-il rappeler que, depuis 1870, il s'était passé autre chose, dont la fin a provoqué chez un grand nombre d'Allemands des prises de conscience bien salutaires. Pourtant, est-ce tout à fait aussi simple, aussi clairement tracé, aussi définitivement accepté par l'autre partie ? A peine cette surprenante réunification se réalisait-elle dans les faits que le très démocrate et très chrétien successeur très lointain de Bismarck contenait mal en lui ce souffle qui pousse toujours les frontières de l'Allemagne vers un espace indé-fini. N'oublions pas non plus que l'Allemagne de Goethe, symbolique sinon mythique, a peu à voir avec la Prusse de Frédéric, moins encore avec l'empire wilhelmien et leur

C'est vrai. il v eut un autre miracle : la Prusse a cessé d'exister. On l'a fondue, avec l'or du Rhin, dans une grande nation multiple, parfait modèle (on ne peut plus dire « réduit ») pour une Europe qui serait la géante et paisible nourrice d'une prospérité inépuisablement croissante, mais, par la force des choses, de plus en plus mal partagés.

(1) François Roth, la 782 pages avec cartes, 180 F.

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

de Serge Cordellier et Catherine Lapautre.

★ La Découverts, Paris, 1990, 636 pages

Avec sa deuxième édition, l'Etat du mos

Avec sa deuxième édition, l'Etat du monde, version 1991, confirme, s'il en était besoin, l'intérêt de cette formule : cinq articles de fond sur les questions stratégiques, et des synthèses sur soinante dix-sept. Etats et ensembles géopolitiques, quarante et un articles sur les événements et tendances et, enfin, un dossier consacré cette année au « système soviétique en révolution », le tout complété par des cartes, statistiques, bibliographies et index. Le véritable tour de force consiste, sur chacun des sujets, à dire l'essentiel en peu de clace. En plongeaut dans l'un ou l'autre

en peu de place. En plongeant dans l'un ou l'autre des articles, le lecteur constatera que tel est bien le cas. Une mention particulière pour la qualité du dossier sur le système soviétique, qui fait une large pert à la dimension historique.

BERNARD CASSEN.

L'ATLAS DE LA FRANCE VERTE. - François de Ravignan et Pierre Roux * Editions Jeen-Pierre de 1990, 220 pages, 295 F.

Comment l'homme a-t-il façonné cet espace resté si composite et divers qu'est la « France verte »? Qui sont ces quinze millions de ruraux répartis sur plus de 35 000 commanes? Quels rapports entre la révolution des techniques de production et des systèmes d'exploitation, les changements intervents dans la consummation des Français, l'ouverture du Marché commun et l'essor des industries alimentaires ? Y a-t-il des voies nouvelles, une autre réportition des activités, une mai-

une autre répartition des activités, une mat-trise géographique et écologique du territoire qui puisse répondre aux exigences de l'ave-nir? Davantage encyclopédie qu'atlas, cet ouvrage collectif répond à toutes ces questions par des textes courts et précis, magnifiquement illustrés de cartes, de photos, de graphiques et de superbes dessins à la plume (complétés d'un index et d'une bibliographie très pratiques). Avec le souci pédagogique de faire partager au lecteur les conclusions des anteurs : il n'y a pas de campagne sans pay-sans ni d'agriculture sans ruranx et il faudra

trouver de nouveaux rapports entre les cits

dins et cette « France verte » dont la vie est si

Calendrier des sêtes nationales

I- ALCÉRIE Fête de la révolution

1" ANTIGUA 3 PANAMA

11 ANGOLA 18 OMAN

19 MONACO 22 LIBAN

28 LA BARBADE 28 MAURITANIE 29 YOUGOSLAVIE

Fête nationale Fête de l'Indépend

Fête de l'Indépendance

Anniversaire de la révo letion d'Octobre

Fête de Findé

Pête nationale

Fête nationale

Fête de Pindépen

L'ÉTAT DU MONDE 1991. - Sous la direction ARAB OIL AND GAS DIRECTORY 1990. * Arab Petroleum Research Center, Paris, 1990, 619 pages, 1 930 F.

> L'ouvrage fournit pour chaque pays arabe ainsi que pour l'Iran des données détaillées sur ainsi que pour l'Iran des données détaillées sur l'industrie pétrolière (exploration, réserves, production, exportations, raffinage, trans-port), l'industrie du gaz ainsi que la pétroch-mie. Ces études sont complétées par des cartes précises ainsi que par une analyse des pro-blèmes financiers et de développement auxquels se heurtent chaque gouvernemen statistiques sur la production mondiale et arabe, sur les revenus de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), ainsi qu'une liste des compagnies pétrolières travail-lant au Proche-Orient et en Afrique du Nord, tent cet utile annuali

Études en SUISSE BACCALAUREAT

(séries A, B, C, D) Une grande Ecole à l'heure de l'EUROPE

Admission des 10 ans. Aussi avec internat dès 15 ans. Ambiance calme et studieuse Excellents résultats.

and the second of the second o

Depuis 1908.

Ecole Lausanne

3, ch. do Préville – 1001 Lausanne (Suisse) Tél. 021/20 15 01 – Télex 450 600 et ch Télécopie 021/312 67 00

La pratique internationale dessine actuellement de nouvelles évolutions sans doute annonciatrices d'autres infléchissements juridiques. Tél. 43-54-05-97 _

ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS

REVUE GÉNÉRALE

DE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

Quatre numéros par an

Prix de l'abonnement annuel 1990 : 650 FF

DROIT DE LA MER

TI: La mer et son droit. Les espaces maritimes. L. Lucchini

M. Voelckel, 1990, 640 p., 390 F.

continuité de ses lignes de force et de ses contraintes naturelles

(notamment géographiques) et fonctionnelles que dans l'actualité d'un mouvement qui ne s'est pas arrêté en 1982. (Convention de

Le présent ouvrage appréhende le droit de la mer tant dans la

Cette revue a pour but d'exposer devant les spécialistes (juristes, diplomates, financiers) de tous les pays, le mouvement du Droit

Anniv. de la proclation de la Rép. social populaire fédérative

le en

:ment ni des laissé daine zns ce me le ms et les

ion en froide garde assive roque

corques tent do ecidens fer sur Strangeiprès un ère, ils ologac.

se sont vi. Lech z, prési-rité, et premier

:ge 8.)

ir nº 10

Alerte, enfants en danger!

Par ADOLFO PÉREZ ESQUIVEL *

Noctobre 1990, la plupart des Etats ont signé, au siège des Nations unies à signé, an siège des Nations unies à New-York, une Convention internationale des droits de l'enfant qui codifie désormais les normes de conduite et les responsabilités des Etats signataires en matière de protection de l'enfance. La situation des enfants est sans doute plus grave dans les pays sous-développés, où ils sont frappés de morta lité précoce, de malnutrition et d'analphabétisme, mais de tels maux ne sont pas rares dans nombre de pays riches : ainsi, à Washington, un rapport du Congrès rendu public l'an dernier précisait, sur un ton alarmiste, que des milliers d'enfants vivaient en dessous du seuil de pauvreté aux Etats-Unis et parlait de « tragédie nationale qui menace l'avenir du pays ». Ce texte signalait également que la misère entraînait des conséquences graves pour les enfants et les adolescents : piètre santé, faible rendement scolaire, grossesses précoces, crimes, abus de drogues, etc. Le document soulignait que la pauvreté est plus accentuée chez les Noirs et les Hispaniques. En 1987, le taux d'enfants pauvres nés dans des familles blanches était de 15 %, de 39 % chez les Hispaniques et de 45 % chez les Noirs. Ce pays aux ressources économiques immenses, première puissance mondiale, se révèle incapable de proposer un avenir digne à une grande par-

Ils sont des millions dans les rues, au Brésil

U Brésil, enfants et adolescents représen-A tent près du tiers de la population (150 millions d'habitants). Huit millions d'entre eux vivent dans les rues, dans une misère absolue. Selon la Fondation brésilienne pour l'enfance et l'adolescence, à peine 1 million d'enfants reçoivent une aide officielle, les autres vivent d'expédients. Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) estime que tous se trouvent en état de « risque social » et estime que dans les garimpos (bordels) du Mato-Grosso-de-Para, dans le Maranhao, près de 400 000 filles de moins de quatorze ans sont obligées de se prostituer.

Dans le Nordeste et à l'intérieur des Etats du Sud, principalement à Sao-Paulo, les mineurs sont exploités comme main-d'œuvre à bon marché. Dans les villes, un tiers des enfants sont analphabètes et près de 48 % dans les campagnes... L'était de santé est également consternant : 60 % d'entre eux meurent au cours de leur première année de vie ; 20 % des bébés ont un poids inférieur à la normale parce qu'ils sont mal nourris, à peine 19 % des mères allaitent leur bébé au sein jusqu'au sixième mois. Le taux de mortalité maternelle au moment de l'acconchement est également fort

Cuba est le seul pays d'Amérique latine à avoir un taux de mortalité infantile comparable (et parfois inférieur) à ceux des pays développés. Le Chili et le Costa-Rica ne sont pas loin derrière. En revanche, la Bolivie, Haîti, le

* Prix Nobel de la paix.

Pérou, le Honduras, le Guatemala et le Nicaragua figurent parmi les pays où la mortalité infantile est la plus forte au monde.

En Argentine, pays de 33 millions d'habi-tants, le tiers de la population vit en état de pauvreté. Chaque jour, dans ce pays - qualifié naguère de « grenier du monde » et grand exportateur de denrées alimentaires, -58 enfants de moins d'un an meurent pour cause de dénutrition. Au total, ils seraient quelque 1 200 000 à souffrir de ce fléau qui provoque de graves traumatismes neurologiques (entre 15 % et 20 % des cellules cérébrales sont définitivement détruites).

La Banque mondiale, dans un récent rapport sur la pauvreté, rappelle qu'il y a environ 1 100 millions de personnes dans le monde dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour. Sur la carte de la pauvreté, l'Amérique latine occupe une place singulière et préoccupante. Nulle part les contrastes entre pauvres et riches ne sont aussi accusés. Bien que les revenus par habitant soient en moyenne entre cinq et six fois plus élevés que ceux d'Asie méridionale et d'Afrique noire, près de 20 % de la population latino-américaine continuent de vivre dans la grande pauvreté. C'est le continent des plus fortes inégalités.

Mais il faut dire aussi que la politique d'ajustement structurel imposée par la Banque mondiale elle-même et le Fonds monétaire international (FMI) entraîne les pays dans la récession et la pauvreté. C'est cette politique qui creuse le fossé de plus en plus profondément entre pays riches et pays pauvres. Et il n'existe pas de volonté politique au Nord pour mettre un terme à cet état de choses, pour changer les règles du commerce international et garantir des prix corrects aux matières premières et aux denrées produites au Sud. Au contraire, l'échange inégal se poursuit, s'aggrave; et les pays du Nord continuent de réclamer le paiement d'une dette injuste qui écrase les pays pauvres. Le Sud est même devenu exportateur net de capitaux, ce qui est un comble. Une des conséquences de cette situation injuste, c'est le sort tragique des enfants. Il ne s'agit pas seulement d'un problème social, une caractéristique exotique et lamentable des pittoresques pays du Sud, mais de la conséquence directe de la politique économique suivie par le Nord. Les enfants du tiers-monde sont, en grande partie, les victimes sans défense de l'aveuglement et du cynisme économique du Nord.

Une bombe à retardement d'une incroyable force

ES dons charitables envoyés vers les pays pauvres comme une aumône sont certes les bienvenus, ils ne sont pas suffisants; ils répondent à une urgence, à une calamité conjoncturelle mais ne sont que des palliatifs et ne résolvent pas le problème de fond. Cette aide, cette charité, reste de la plus haute importance car, grâce à elle, chaque jour, des milliers de personnes sont sauvées de la faim.

Mais il faudrait l'accompagner de programmes de développement élaborés en fonction des caractéristiques spécifiques des régions du Sud. Sans une coopération forte, volontaire, en matière de développement, les enfants du Sud continueront de mourir par centaines de

Ces enfants seront, dans quelques années - s'ils échappent à toutes les formes de mortalité infantile, - des adolescents, puis des citoyens de nos sociétés. Ils demanderont des comptes à leurs gouvernements et aux Etats du Nord. Ils se révolteront. Une bombe à retardement d'une incroyable force explosive se prépare ainsi, contre laquelle les promesses et les bonnes paroles ne pourront rien. N'est-il pas temps de redevenir raisonnables et de bâtir, avant qu'il ne soit trop tard, ce nouvel ordre économique international qui, seul, a des

chances de rendre le monde un peu plus harmonieux et de restituer aux hommes le sens du partage? L'humanité est confrontée à un drame qui la concerne en entier elle doit, collectivement proposer des formules nouvelles de développement; elle doit faire preuve d'audace et de générosité en la matière, au risque d'imploser dans le tourbillon des égoismes déchaînés.

Coûteuses économies budgétaires

A U cours des années 80, l'Amérique latine a exporté plus que jamais ; la balance commerciale a été largement bénéficiaire. Allleurs, pareille évolution aurait été synonyme de richesse et de bonne santé économique, comme le prouvent les exemples du Japon ou de l'Allemagne. Ici, une telle situation n'a même pas permis de payer le service d'une dette extérieure qui, au cours de la décennie, s'est même accrue (1). Voilà qui montre de manière concrète que du piège de la dette on ne sort pas facilement. Et, de plus en plus, des citoyens estiment qu'on n'en sortira jamais. Il faut donc casser cette logique de l'endettement qui se traduit - dans la vie des Pour faire des économies budgétaires selon les consignes du FMI, les gouvernements réduisent tous les investissen ents à caractère social (santé, enseignement, indemnités 'et subventions de tous ordres). Conséquence : la pauvreté s'étend, les classes moyennes glissent dans la misère, les villes se clochardisent, la délinquance augmente. Et cette paupérisation générale frappe avec une violence particulière les enfants qui se retrouvent en état d'abandon et en situation permanente de risque social. Il



y a, en Amérique latine, 100 millions d'enfants qui vivent, mangent et dorment dans la rue. Ce qui était, il y a dix ans, une caractéristique de Bogota, les malheureux gamines, est devenu une norme latino-américaine. Il y a désormais des gamines, des olvidados partout.

Au Pérou, par exemple, les enfants abandonnés sont si nombreux qu'ils constituent, de loin, le premier problème social de ce pays plongé dans la guerre civile. Certains ont fui les campagnes et cherché refuge à Lima pour, d'une part, ne pas être enrôlés dans les groupes rebelles qui veulent en faire des insurgés et, d'autre part, pour échapper aux militaires qui les soupconnent d'aider le terrorisme. Une fois en ville, ce sont des proies faciles ; désemparés, hagards, ils sont exploités par de modernes négriers ou sombrent dans la drogue et la pros-

Les violences que supportent ces enfants sont infinies. Vendus, séquestrés, enlevés, exploités, ils endurent un interminable martyre. Récemment encore, on a découvert à Riode-Janeiro de véritables charniers contenant le corps de dizaines d'enfants assassinés par des « escadrons de la mort » qui pensent pouvoir ainsi réduire la délinquance juvénile, mais celle-ci est une forme de survie. C'est une sorte de guerre de résistance des plus faibles, des ble. Cette nouvelle guerre des pauvres risque de se généraliser dans tout le Sud, sous des formes diverses, si la coopération économique et le développement demeurent à l'état de projet. Les deux tiers de l'humanité ont faim et voient leurs enfants mourir. Ils n'assisteront pas indéfiniment bras croisés et tête baissée au

dec:

देशका

ment

que:..

ment

iucce

նահվել

Jaman

monde.

éconem.

aveugle

Julien ip

LÉGALITÉ

che et focalise

nationale devi

Orient : à la 🛊 fois encore out

FRACTURES

Le conflit

Cf. Carlos Gabetta, « Le libéralisme contre la emocratie ? » le Monde diplomatique, octobre 1990.

Dans ce numéro :.

PAGE 2:

« Les masques du racisme » : le doigt sur nos propres plaies, par Paul Valadier. Courrier des lecteurs.

L'agriculture européenne en retard d'une bataille, par Laurence Tubiana.

PAGE 4:

Défense de la France ou subvention aux lobbies? par Antoine Sanguinetti. - Dans la presse étrangère, par Karoline Postel-Vinay.

De l'Allemagne comme puissance militaire, par

PAGES 6 et 7:

L'AMÉRIQUE DES MIRAGES ÉVANOUIS, par Ingrid Carlander. – A la redécouverte de la gauche, par Philippe Videlier.

PAGES 8 et 9 :

La perestroïka « new look » en quête d'un pouvoir fort, suite de l'article de Jean-Marie Chanvier.

L'ÉCONOMIE SUPPORTERAIT-ELLE UN TROISIÈME - CHOC PÉTROLIER - ?, par

PAGE 11:

PAGE 12:

La fragilité révélée des pétromonarchies, par Olivier Da Lage.

PAGE 13:

Dans le Machrek arabe: un accablant inventaire des atteintes aux libertés, par Adib Al Jader.

PAGES 14 et 15:

LES FRONTIÈRES, BRULANTES CICATRICES DU PARTAGE COLONIAL, par Jacques Thobie. — Intervention militaire française sous tutelle, par Philippe Leymarie. — Les dividendes de l'opération « Bouclier du désert », par Ibrahim Warde.

PAGES 16 et 17:

Le risque et la raison, suite de l'article de Claude Julieu. – Les Nations unies? mais encore?, par Jean-Pierre Cot et Alain Pellet. – Le butin du conquérant, par Alain Gresh.

PAGES 18 et 19 :

COMMENT ORGANISER LE SAUVETAGE DES ÉCONOMIES AFRICAINES, par Achille Mbembe.

Le Rwanda entre guerre civile et réformes politiques, par Danièle Helbig.

PAGE 21:

L'Australie en mal d'immigration, par Yan

PAGES 22 et 23:

INDE : Entrée en scène massive des laissés-pour-compte, par Francine R. Frankel.

Quand l'écologie devient un thème « porteur », par

PAGE 24:

La perversion de l'idéal de recherche, par Jacques

PAGES 25 à 27 : Les promesses d'Eurêka (II) (supplément).

Le festival des francophonies : ces croisements d'où naissent des sensibilités neuves, par Thérèse-Marie Dessontaines.

PAGE 29:

L'économie gangrenée: essai sur l'hyperinflation, de Pierre Salama et Jacques Valier, par Michel Beaud.
— Si les immigrés m'étaient contés, de Claude Liauzu, par Jean Chesneaux. Dans les revues...

PAGES 30 et 31 :

LES LIVRES DU MOIS: «La Guerre de 70», de François Roth, par Yves Florenne. — «le Retour des caravelles», d'Antonio Lobo Antunes, par André Gabastou. — «Notre héros défiguré», «l'Hiver cette année-là» et «l'Oiseau aux ailes d'or», de Yi Munyol, par Jacques Decornoy.

Le Monde diplomatique du mois d'octobre 1990 a été tiré à 188 000 exemplaires Les numéros de septembre et d'octobre 1990 ont été interdits au Meroc.

L'opinion américaine, si loin du Proche-Orient..., par Serge Halimi.

Novembre 1990